

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 150-151

Septembre-Octobre 1997

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **VASTE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE TURQUE AVANT LE SOMMET EUROPÉEN DE LUXEMBOURG**
- **NOUVEAUX AFFRONTLEMENTS ENTRE FACTIONS KURDES EN IRAK**
- **L'ARMÉE ESTIME "INSUFFISANTE" L'ACTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT CONTRE "LA RÉACTION ISLAMISTE"**
- **LE CALVAIRE DES RÉFUGIÉS EN TURQUIE**
- **BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- **STRASBOURG : LA TURQUIE CONDAMNÉE POUR "TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT" PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME**
- **AINSI QUE**
- **EN BREF LA REVUE DE PRESSE**

VASTE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE TURQUE AVANT LE SOMMET EUROPÉEN DE LUXEMBOURG

LE nouveau gouvernement turc vient de lancer une vaste offensive diplomatique en Europe afin d'obtenir que la Turquie ne figure parmi les candidats officiels à l'Union européenne. Début septembre, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jacques Poos, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a effectué une visite mouvementée à Ankara. Au cours de ses entretiens avec le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères turcs, il a réaffirmé la position européenne sur une

éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Les trois conditions restent inchangées: droits de l'homme, le problème chypriote et la question kurde. Sur ce dernier point, M. Poos a affirmé que la Turquie doit trouver "*une solution politique à la question kurde*" et reconnaître une "*autonomie culturelle kurde*". Ces propos ont provoqué un tollé en Turquie. Le rédacteur en chef de *Turkish Daily News*, I. Çevik, écrivait, le 3 septembre, dans son journal qu'"*il semble que personne n'a dit à Poos à quel point les Turcs sont susceptibles sur la question d'une (solution politique) ou peut être il a tout simplement tenu*

ces propos pour déranger ses hôtes". Après cette visite du ministre luxembourgeois à Ankara, le ministre turc des Affaires étrangères, I. Cem, est venu à Paris pour rencontrer son homologue français, H. Védrine, ainsi que le ministre d'État chargé des Affaires européennes, P. Moscovici. Paris, sous le gouvernement de droite, avait fortement appuyé la candidature d'Ankara à l'Union douanière avec l'UE, mais depuis la signature de ce traité les gouvernements des deux pays ont changé. Les nouveaux ministres socialistes se sont contentés de placer la visite de M. Cem dans le cadre d'une prise de contact et d'échange d'informations. Au cours de ces entretiens, M. Védrine a évoqué la question des droits de l'homme et le problème kurde en Turquie et il a demandé, au nom de son gouvernement, la libération

de Leyla Zana. Le lendemain, M. Cem a écouté les ambassadeurs turcs en poste en Europe occidentale qui ont tous souligné la nécessité de faire des progrès sérieux dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme pour espérer une amélioration de l'image du régime turc auprès de l'opinion européenne. Le ministre turc s'est contenté de déclarer à l'issue de cette visite, apparemment peu fructueuse de son point de vue, que *"l'adhésion à l'Union européenne est toujours souhaitable mais ce n'est pas une question vitale. Le refus de l'Europe ne va pas entraîner la fin du monde. Nous pouvons chercher des alternatives avec les grands blocs économiques comme la Chine et l'Inde"*. Propos repris en des termes similaires par le président turc Demirel en visite à Budapest pour qui *"Si la Turquie reste à l'extérieur de l'Europe, ce ne sera pas la fin du monde"*. Quant au ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, dont le pays entretient d'étroites, mais difficiles, relations avec la Turquie, il a conseillé à la Turquie de *"faire ses devoirs"* afin d'adhérer à l'Union européenne. Dans une interview accordée, mardi 9 septembre, au quotidien turc *Yeni Yüzyil*, M. Kinkel a affirmé que *"les droits de l'homme, la question kurde et les problèmes économiques sont les principaux devoirs de la Turquie"*. M. Kinkel avait déjà tenu des propos analogues lors de sa visite en mars dernier à Ankara et ajouté que l'adhésion de la Turquie à l'UE *"n'était pas prévisible dans un proche avenir"*. Dans son interview à *Yeni Yüzyil*, M. Kinkel a souhaité que la Turquie *"préfère toujours l'Occident"*. *"Nous insistons maintenant, a-t-il dit, sur la formule: l'Union douanière et plus. Il faut voir ce que nous pouvons ajouter à l'Union douanière"*.

De son côté, le Premier ministre Mesut Yilmaz a effectué, du 30 septembre au 1er octobre, une visite officielle à Bonn où il a notamment été reçu le chancelier Helmut Kohl. Les deux chefs de gouvernement se sont entretenus durant deux heures, passant en revue divers sujets concernant les deux pays — la question sensible étant la candidature de

la Turquie à l'Union européenne — Selon M. Yilmaz l'Allemagne, longtemps hostile à l'entrée d'Ankara dans la communauté, aurait, à cette occasion, déclaré soutenir le gouvernement turc dans sa démarche; les Turcs doivent renoncer, en échange, à la liberté de circulation accordée aux citoyens européens dans le cadre du traité de Maastricht. Le Premier ministre n'a pas manqué d'ajouter que cette exigence était temporaire et que ce point serait revu ultérieurement, après l'accession de la Turquie dans l'Union. D'autre part, M. Yilmaz s'est engagé à améliorer non seulement la situation économique, mais également la question des droits de l'Homme et la démocratisation du pays qui jusqu'alors faisaient obstacle à la candidature turque. Le chancelier Kohl a de plus souligné une nécessaire amélioration, pour l'avenir, des relations gréco-turques, faisant référence à ce propos au problème chypriote. Au cours d'une conférence de presse, le Premier ministre Yilmaz a fait part de sa satisfaction et a souligné que la décision finale sera prise lors du sommet de Luxembourg réunissant les quinze pays de l'Union au mois de décembre prochain.

La presse turque a qualifié de *"grande victoire"* la visite à Bonn de M. Yilmaz, tandis que les commentateurs allemands sont restés plus prudents. Poursuivant son offensive européenne, le Premier ministre turc s'est entretenu le 17 octobre à Paris avec le président Chirac qui, selon la presse turque, lui aurait promis *"tout son soutien"*.

Dans une interview accordée à cette occasion au quotidien français *Libération* du 18 octobre, M. Yilmaz se fait modeste et cite parmi les obstacles sur la voie de l'Union, *"le règlement du problème du Sud-Est ou ce que vous appelez la question kurde"*. Son discours est, en résumé, *"après nous avoir accepté dans l'Union douanière, acceptez-nous, tels que nous sommes, dans la Conférence européenne, pour les problèmes que vous citez comme obstacles, nous verrons plus tard; le jour où nous les aurons réglés, nous entrerons de plein droit dans*

l'Union".

De son côté, M. Bülent Ecevit, vice-premier ministre turc, a effectué le 14 octobre, une visite officielle en Suède. A l'issue d'un entretien avec le Premier ministre suédois Goran Persson, M. Ecevit s'est déclaré satisfait, en affirmant que la Turquie était soutenue par la Suède, pour sa candidature dans l'Union européenne. Cependant il a ajouté que la Suède attendait une amélioration des droits de l'Homme en Turquie et que *"la Suède a bon espoir que le gouvernement actuel agisse en ce sens"*.

Cela dit l'accueil réservé à M. Ecevit à sa sortie, était tout autre. Chahuté par des manifestations kurdes, il a été malmené par des Turcs également. L'un deux, Yasar Tektas, président de la Fédération des associations ouvrières turques, a, au cours d'une réception organisée à l'ambassade, exprimé son mécontentement en disant *"Nous avons honte d'avoir la nationalité d'un pays qui emprisonne ses journalistes, matraqués par la police"*. D'autres personnalités turques ont rappelé au vice-premier ministre la nécessité d'un dénouement rapide de l'affaire de Susurluk. Lors d'une conférence à l'Institut suédois de politique étrangère, M. Ecevit a été interpellé par un enseignant kurde: *"Je suis suédois d'origine kurde. J'enseigne le kurde dans les écoles suédoises. Si je vais en Turquie est-ce que je peux enseigner ma langue aux enfants de Diyarbakir? On vient d'inaugurer une bibliothèque kurde à Stockholm. Peut-on en ouvrir une à Diyarbakir, aussi?"* Visiblement irrité par ces questions, M. Ecevit a récité sa litanie habituelle: *"il n'y a pas de problème kurde en Turquie, il n'y a qu'un problème de terrorisme et de sous-développement économique"*.

Après son périple suédois, M. Ecevit s'est rendu en visite officielle, le jeudi 16 octobre, en Finlande. Au cours de son entretien avec M. Lipponen, le premier ministre finlandais, M. Ecevit a déclaré avoir obtenu le soutien de la Finlande pour la candidature turque dans

l'Union européenne. Cela dit la Turquie a de nouveau été rappelée à l'ordre par Helsinki pour qu'elle cesse ses violations incessantes des droits de l'Homme.

Pendant ce temps, à Bruxelles, la Commission du budget du Parlement européen a décidé de suspendre une aide financière de 60 millions de dollars accordée dans le cadre de l'Union douanière, à la Turquie.

D'après des sources diplomatiques, cette décision a été prise eu égard les résolutions du Parlement européen, datées du 15 juillet 1996 et du 19 septembre 1996, exigeant d'une part des améliorations en faveur des droits de l'Homme et de la démocratie, mais aussi le respect des frontières européennes, et un engagement concret vers une solution au problème chypriote.

opérations militaires dans la région, avec une force d'intervention de 20.000 hommes soutenue par des blindés et par l'aviation, a bombardé des zones sous contrôle conjoint de l'UPK et du PKK faisant des dizaines de morts. Des chars turcs ont avancé jusqu'à quelques dizaines de km d'Erbil, capitale provinciale.

Le 23 octobre, l'UPK a accusé la Turquie de prendre parti dans le conflit inter-kurdes. Pour la première dans ce conflit les partisans de Talabani ont utilisé des missiles, de provenance iranienne, contre la ville de Salahaddine, quartier général de M. Barzani. Les États-Unis ont soutenu la version turque des événements tout en exerçant des pressions sur les belligérants kurdes irakiens pour mettre un terme à leurs affrontements.

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE FACTIONS KURDES EN IRAK

LE processus de paix dit d'Ankara engagé sous le parrainage des États-Unis, de Grande-Bretagne et de la Turquie pour réconcilier le Parti démocratique du Kurdistan de Massud Barzani et l'Union patriotique de Jalal Talabani engagés depuis mai 1994 dans une sanglante lutte pour le pouvoir a connu un nouvel échec. Après une réunion à Ankara, début septembre, des délégations des deux partis kurdes qui n'a permis aucune avancé, une réunion de dernière chance s'est tenue les 6 et 7 octobre à Londres où selon les Américains et les Britanniques des " progrès substantiels " ont été enregistrés.

Le PDK a accepté de prendre à sa charge le paiement des salaires des fonctionnaires et employés de la zone de l'UPK, d'assurer le libre passage à travers son territoire des dirigeants de l'UPK vers la Turquie ainsi que la libre circulation des camions vers les zones sous contrôle de l'UPK. Après " ces mesures de confiance " il était prévu de discuter des mesures de transition avant l'organisation des élections sous contrôle international pour départager les deux parties rivales.

L'UPK a, pour sa part, exigé le partage immédiat " des revenus des douanes " perçus par le PDK à la frontière turco-irakienne et la mise en place d'un gouvernement de coalition paritaire. N'obtenant pas de satisfaction sur ces exigences ne figurant pas à l'ordre du jour de la réunion convenu par toutes les parties et considérant sans doute que le PDK était déjà affaibli par des affrontements l'opposant depuis le 25 septembre au PKK, Jalal Talabani a déclenché, le 13 octobre, une offensive militaire d'envergure baptisée " tempête de la vengeance " contre les position du PDK.

Des affrontements très meurtriers ont eu lieu entre les forces du PDK, soutenues par la Turquie et celles d'une coalition regroupant l'UPK, le PKK et quelques autres formations mineures bénéficiant du soutien de l'Iran. Dans certaines localités kurdes irakienne proches de la frontière iranienne passées sous le contrôle de ce que les media du PKK ont appelé " l'Union des forces nationales " des " sous-préfets " du PKK ont été nommés. La Turquie qui menait depuis fin septembre des

opérations militaires dans la région, avec une force d'intervention de 20.000 hommes soutenue par des blindés et par l'aviation, a bombardé des zones sous contrôle conjoint de l'UPK et du PKK faisant des dizaines de morts. Des chars turcs ont avancé jusqu'à quelques dizaines de km d'Erbil, capitale provinciale.

Le 23 octobre, l'UPK a accusé la Turquie de prendre parti dans le conflit inter-kurdes. Pour la première dans ce conflit les partisans de Talabani ont utilisé des missiles, de provenance iranienne, contre la ville de Salahaddine, quartier général de M. Barzani. Les États-Unis ont soutenu la version turque des événements tout en exerçant des pressions sur les belligérants kurdes irakiens pour mettre un terme à leurs affrontements.

Enfin, les deux parties ont accepté de déclarer un cessez-le-feu dans les derniers jours d'octobre, lequel a souvent été violé. Le PDK a récupéré ses positions perdues. Après des affrontements ayant fait plusieurs centaines de morts les deux partis se retrouvent au même point et conviennent, pour la énième fois, de la nécessité de régler leurs contentieux par voie de négociation sous l'égide américain. Seul changement concret : le PKK a été largement éliminé des zones sous contrôle du PDK et M. Barzani insiste sur le fait que tout accord avec l'UPK doit inclure une clause interdisant toute présence militaire du PKK dans le Kurdistan irakien.

L'Irak est resté cette fois-ci neutre dans les affrontements inter-kurdes se payant même le luxe d'appeler les deux partis à venir se réconcilier à Bagdad. Désespérée par les conflits fratricides, la population civile essaie, par tous les moyens, de fuir vers l'étranger.

L'ARMÉE ESTIME "INSUFFISANTE" L'ACTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT CONTRE "LA RÉACTION ISLAMISTE"

LE général Erol Özkasnak, secrétaire général du tout puissant Conseil de sécurité nationale turc, a, le 8 septembre convié les principaux journalistes turcs à un cocktail au cours duquel des hauts commandants turcs ont distillé le message suivant à destination de l'opinion publique: "Le péril islamiste conserve toute sa gravité; les mesures prises par le nouveau gouvernement restent très insuffisantes; la justice n'est pas assez rapide pour sévir contre les menées islamistes rapportées aux procureurs par l'état-major des armées. C'est pourquoi le groupe de travail de l'Ouest (BÇG) formé au sein de l'état-major des armées pour suivre les activités islamistes dans le pays, les documenter, les dénoncer et élaborer des mesures visant à les endiguer, poursuit son action", ce message a été diffusé à la Une des principaux journaux turcs du 10 septembre. Sous le titre "L'armée toujours mécontente", le quotidien *Hürriyet* indique que sur l'ordre du général Karadayi, chef d'état-major général des armées, une délégation militaire a récemment rendu visite au Premier ministre Mesut Yilmaz pour lui faire part pendant deux heures des préoccupations de l'armée au sujet de la réaction islamiste "qui met gravement en péril l'ordre constitutionnel". Les militaires auraient demandé au gouvernement de faire adopter rapidement une loi bannissant l'accès à l'Université des diplômés des lycées religieux dits *Imam-Hatip*. Après la fermeture des collèges de ces lycées à la suite d'une loi instituant l'enseignement public obligatoire de 8 ans, votée en août dernier, cette mesure contribuerait à réduire sensiblement le poids du puissant système scolaire islamique qui outre ces lycées dispose des pensionnats hébergeant 160.000 élèves issus des milieux ruraux. Les diplômés des lycées religieux n'auraient plus pour débouchés que des facultés de théologie qui forment le personnel

des mosquées sunnites (imams, muezzins, muftis) rétribué par un État théoriquement laïc et qui ne subventionne aucune institution des confessions minoritaires chi'ites, chrétiennes ou juives.

Critiquant l'inefficacité du ministère de la justice, les militaires affirment que contrairement à ce qu'a déclaré le Premier ministre, le groupe de travail de l'Ouest n'a pas mis un terme à ses activités depuis la formation du nouveau gouvernement. "Bien au contraire. Les membres de ce Groupe, se réunissaient une fois par jour sous le gouvernement précédent, nous tenons désormais deux réunions par jour" déclare à *Hürriyet* "un responsable militaire", selon lequel ce groupe est composé de 40 officiers d'état-major. "Le groupe recueille des renseignements sur les activités de la réaction islamiste et les transmet au Conseil de sécurité nationale" ajoute ce "responsable militaire". Interrogé à ce sujet, le Premier ministre M. Yilmaz, en visite au Kazakhstan, estime que "dans la mesure où nous avons actuellement un gouvernement sensible aux périls menaçant l'ordre constitutionnel le Groupe de travail de l'Ouest de l'état-major n'a plus de raison d'être. C'est au gouvernement qu'il appartient d'évaluer les menaces et d'adopter les mesures appropriées. Il dispose pour cela des

moyens appropriés comme l'organisation nationale du renseignement (MIT)". Selon le *Hürriyet* du 10 septembre, M. Yilmaz aurait déclaré aux généraux turcs: "La tension sociale est devenue extrême. Nous avons du mal à emboucheonner la bouteille. Si on force encore un peu les choses la bouteille va exploser par le fond". Mais cet appel à la modération n'aurait guère été appréciée par l'armée.

De son côté, l'ancien ministre de l'Intérieur, Mme. Aksener, dénonce dans le *Hürriyet* du 11 septembre "la dictature oligarchique qui dirige la Turquie dont le gouvernement n'est que le gros bâton". Elle avait, à la demande de Mme. Çiller, chargé la Direction de la Sûreté de suivre de près et d'informer le gouvernement "des réunions illégales et séditieuses du Groupe de travail de l'Ouest". Les espions de Mme. Aksener, dont le directeur-adjoint de la Sûreté ont été démasqués et arrêtés par les militaires et ils comparaissent actuellement devant un tribunal militaire pour vol de documents concernant la défense nationale.

Dans le *Milliyet* du 11 septembre, l'éditorialiste libéral Taha Akyol prie le général Karadayi de veiller à ce que les interventions de l'armée ne donnent pas à l'étranger l'image d'un pays dirigé par "un gouvernement sous tutelle militaire car cette image va nuire à notre cause en Europe et dans les questions d'Égée, de Chypre et de la lutte contre le terrorisme".

LE CALVAIRE DES RÉFUGIÉS EN TURQUIE

AMNESTY International vient de publier un rapport qui concerne le statut de réfugiés en Turquie intitulé "Turquie: refoulement des réfugiés non-européens. Une crise de protection". Amnesty International se dit particulièrement concerné par le sort réservé aux demandeurs d'asile d'origine non-européenne; qui sont majoritairement des Kurdes irakiens et iraniens ainsi que des Iraniens fuyant la

République islamique. La quasi totalité de ces réfugiés ne sont en Turquie, pays limitrophe, que le temps de présenter leur demande d'asile au bureau de l'UNHCR à Ankara qui, à son tour, leur trouve un pays tiers prêt à les accueillir. Mais le calvaire de ces réfugiés ne fait que commencer sur le sol turc. De nombreux réfugiés ressortissants iraniens sont assassinés par les services secrets de Téhéran sur le sol turc. D'autres sont, dans leur "voyage vers l'espoir", morts noyés en mer

Égée, en essayant de rejoindre la Grèce pour ensuite trouver refuge dans un pays de l'Union européenne. Les tracasseries administratives turques sont particulièrement dénoncées par Amnesty International. Un demandeur d'asile doit, en l'espace de 5 jours, terminer les formalités administratives concernant sa demande d'asile; passé ce délai, il peut faire l'objet d'expulsion par les autorités turques vers son pays d'origine sans prendre en considération les risques encourus. Amnesty dénonce cette pratique et déclare qu'elle est "certains arbitraire et doit être abolie" et que s'il faut imposer un délai, celui-ci doit être en conformité avec "les normes internationales concernant la protection des réfugiés et doit en aucun cas être appliqué de façon à contrevenir le principe de non-refoulement". Mais "même ceux dont la qualité de réfugié leur a été reconnue par le Haut Commissariat des réfugiés (UNHCR) ne sont pas en sûreté en Turquie" déclare AI qui indique être au courant de nombreux cas de cette nature où les réfugiés reconnus par l'UNHCR sont livrés directement par les autorités turques aux autorités des pays qu'ils ont fuis. L'organisation de défense de droits de l'Homme déclare, par ailleurs, avoir communiqué ses préoccupations aux autorités turques concernant "les refoulements" des réfugiés ainsi que leur protection dans l'ensemble du pays. Elle a aussi fait état de ses observations concernant les "incidents" fréquents aux frontières avec l'Irak et l'Iran, commis par l'armée turque. On se souvient notamment qu'en octobre 1996 28 Kurdes et Assyriens d'Irak, alors qu'ils tentaient de traverser la frontière turco-irakienne, avaient été passés par les armes par les soldats turcs.

Le sort tragique des réfugiés kurdes irakiens qui tentent de rejoindre la Grèce à bord des barques de fortune, suscite une vive émotion dans l'opinion grecque. En juin dernier, 29 Kurdes avaient péri noyés en mer Égée. Le 15 septembre, trois Kurdes ont été déchiquetés et 11 gravement blessés dans un champ de mines à la frontière turco-grecque. Ils faisaient partie d'un groupe de 62 personnes qui

tentaient d'entrer en Grèce en traversant la rivière Evros. 55 autres ont été récupérés par les soldats grecs sur l'île de Lesbos qui se trouve à 10 km de la frontière avec la Turquie.

En Turquie, 506 réfugiés du Sud Kurdistan ont été mis en garde à vue fin septembre pour avoir tenté de s'échapper vers la Grèce. Les réfugiés ont expliqué qu'ils ont remis de l'argent, entre 1300 et 1500 dollars par personne, à des réseaux afin qu'ils organisent leurs passages. 450 réfugiés ont été arrêtés dans une ferme alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer dans un poids lourd pour passer en Grèce. 5 personnes de ce réseau ont été également placées en garde à vue. À Mugla sur la côte égéenne turque, 56 autres réfugiés, ont été arrêtés et mis en garde à vue. Les réfugiés, originaires de Suleymaniyé et de

Duhok, se sont lamentés en soulignant qu'ils ont donné tous leurs biens et qu'aujourd'hui ils se retrouvent à la rue. En somme les réseaux leur avaient soutiré de l'argent et les avaient par la suite abandonnés à leur sort.

L'exode des Kurdes irakiens fuyant l'insécurité et la misère qui sévissent dans leur pays prend des proportions inquiétantes. Plus de 4000 d'entre eux se trouvent actuellement en Grèce d'où ils espèrent pouvoir regagner des pays d'Europe occidentale. Médecins du Monde-Grèce, avec le concours de l'Institut kurde de Paris, de Fance-Libertés et des ONG locales, a organisé les 20 et 21 septembre à Athènes un symposium sur ce drame. De son côté, la chaîne franco-allemande ARTE a, le 23 septembre, diffusé un documentaire sur ce problème.

BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

LE président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), M. Akin Birdal, a présenté, au cours d'une conférence de presse à Ankara, le rapport de son association en matière de violations des droits de l'homme en Turquie commises en d'août. Assassins, condamnations sans procès, tortures et gardes à vue et autres exactions portées à l'encontre des civils ont causé la mort de 254 personnes. M. Birdal a affirmé qu'aucun changement n'est intervenu au cours de ces 2 mois et demi du nouveau gouvernement; et cela ni du point de vue constitutionnel, ni législatif. Il a, par ailleurs, attiré l'attention sur la nécessité d'une solution démocratique et pacifique du problème kurde.

Le bilan du mois d'août s'établit comme suit:

- Meurtres non élucidés: 7
- Exécutions extrajudiciaires, décès sous torture au cours de la garde à vue: 13
- Morts dans des affrontements: 215

- Actions à l'encontre des civils: 19 morts et 69 blessés
- "Disparitions": 2
- Victimes de tortures: 36
- Personnes placées en garde à vue: 2825
- Arrestations: 69
- Interdictions d'associations, de syndicats, d'organes de presse et de partis politiques: 14
- Journalistes placés en garde à vue: 14
- Publications saisies: 26
- Personnes détenues pour délit d'opinion: 118

Le bilan de septembre n'est guère meilleur:

- Meurtres non élucidés: 13
- Exécutions extrajudiciaires, morts à la suite de tortures subies, morts en garde à vue: 21
- Actions à l'encontre des civils: 38 morts, 97 blessés.
- Disparitions à la suite des gardes à vue: 9
- Nombre de personnes torturées: 76
- Nombre de personnes placées en garde à vue: 3762
- Détenus pour délit d'opinion: 118
- Nombre de journalistes placés en garde à vue: 35

STRASBOURG: LA TURQUE CONDAMNÉE POUR "TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT" PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

LE 25 septembre, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Turquie pour viol et torture d'une jeune kurde. Le verdict de la Cour affirme que *"Sukran Aydin a été torturée et violée par la police dans la ville de Derik, province de Mardin, durant les trois jours de sa mise en garde à vue en 1993"* en violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, dont la Turquie est un pays signataire. La Cour considère, par ailleurs, que la plaignante n'a pas pu user de son droit de recours interne, empêchée par les autorités judiciaires et militaires turques, contrairement à l'esprit de l'article 13 de la Convention. Au moment des faits Sukran avait 16 ans. Elle a été arrêtée, le 29 juin 1993, avec son père et sa belle soeur, par des gendarmes et des protecteurs de villages. Durant sa garde à vue, les yeux bandés, elle a été tabassée, déshabillée, placée dans un pneu et soumise à de forts jets d'eau. Elle a par la suite été violée par les forces de sécurité et libérée, avec les autres membres de sa famille, trois jours après sa mise en détention. Selon la défense présentée par les avocats du gouvernement turc, ni la plaignante ni les membres de sa famille n'ont jamais été mis en détention! La Commission européenne des droits de l'Homme avait déclaré l'affaire de S. Aydin "recevable" le 28 novembre 1994. Des membres de ladite Commission se sont rendus à Ankara en juin 1995 pour auditionner les parties concernées (la plaignante et les membres de sa famille arrêtés ainsi que les gendarmes en service au moment des faits) et des témoins, afin d'établir les faits. Des auditions ont également eu lieu à Strasbourg en octobre 1995. La Commission a rendu son rapport à

la Cour en mars 1996 en exprimant son opinion concernant la violation par la Turquie des articles 3 et 13 de la Convention. Dans son verdict du 25 septembre, la Cour condamne la Turquie et lui demande de verser à la plaignante, pour dommages et intérêts, la somme de 25 000 livres sterling et couvrir la majeure partie des dépenses engagées par les avocats de la plaignante qui s'élèvent à 37360 livres sterling.

Toujours dans cette chronique judiciaire turque, deux familles kurdes ont, le 24 septembre, porté plainte contre le ministre de l'Intérieur turc; pour le meurtre de leur deux enfants âgés de 12 et 14 ans par les forces de sécurité turques. *"L'instruction a révélé que les 'Tim' (les forces spéciales turques) sont impliquées. Nous usons de notre droit légal et nous avons présenté notre plainte à la Cour suprême"* a déclaré l'avocat des deux familles, Me Tevfik Karabulut.

Le 29 septembre, une délégation de la Commission européenne s'est rendue à Ankara afin de procéder à l'instruction de trois nouvelles affaires. A ce titre la délégation a écouté la défense présentée par les autorités turques et les différents témoignages concernant l'instruction.

Le 24 juin 1993, Nasir Ilhan avait saisi la Commission, en accusant la Turquie d'avoir brûlé son village et de l'avoir battu et torturé, pendant sa garde à vue; son frère, Abdullatif Ilhan, contraint à quitter son village vers le district d'Aytepe à la suite de la destruction de sa maison par les autorités turques. Pour sa défense, l'État turc a reconnu la descente effectuée à Aytepe par les militaires, le 26 décembre 1992, mais a riposté en prétendant

que les plaignants, dont Abdullatif Ilhan et son frère, avaient caché *"des séparatistes dans leur maison"*.

La seconde affaire concerne Abdullah et Cemile Sarli, placés en garde à vue, le 25 décembre 1993, à la suite d'une autre descente militaire dans le village d'Ulusoy (district de Tatvan-Bitlis). Le père, Ahmet Sarli, toujours sans nouvelles de ses enfants malgré les différentes démarches effectuées auprès des autorités, avait eu recours à la Commission le 23 juin 94. La Turquie avait soutenu pour sa défense que les enfants Sarli avaient été enlevés par le PKK.

La Commission s'intéresse en troisième lieu au village d'Alaca, dans la province de Diyarbakir, brûlé par des militaires turcs. La requête qui a été présentée le 5 avril 1994 par Mehmet Emin Akdeniz et huit autres plaignants a été jugée recevable le 3 avril 1995. Les autorités turques ont nié, dans cette affaire, avoir effectué une quelconque opération dans la région de Kulp-Alaca et ont prétendu que l'exode de ces villageois était la conséquence de la répression exercée par le PKK.

Enfin, le 24 octobre, la Commission européenne des droits de l'homme a jugé "recevable" la requête sur le fond des députés kurdes Leyla Zana, Selim Sadak, Hatip Dicle et Orhan Dogan, toujours emprisonnés en Turquie à quinze ans de prison. La Commission s'est prononcée favorablement sur leur requête faisant valoir l'absence d'indépendance et d'impartialité de la Cour de sûreté de l'État qui les avait jugés et condamnés, ainsi que des atteintes à la liberté d'expression et d'association, mais également de discrimination. La Commission a accordé un délai de deux mois aux parties pour trouver "un règlement à l'amiable". Passé ce délai elle portera l'affaire devant la Cour européenne qui doit statuer en dernier recours.

ANSI QUE....

• **L'EX-DEPUTÉ KURDE, HATIP DICLE, ET LE SOCIOLOGUE TURC ISMAIL BESIKÇI SONT À NOUVEAU CONDAMNÉS PAR LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT.** La Cour de Sûreté d'État d'Ankara a condamné, le 8 octobre, l'ex-député du parti de la démocratie (DEP) Hatip Dicle, qui purge déjà avec Leyla Zana et deux autres députés du DEP une peine de 15 ans de prison, et Ismail Besikçi, qui lui aussi croupit dans les geôles turque depuis une quinzaine d'années et accumule des peines allant à plus de deux ans de prison, à un an de prison et à une amende de cent millions de livres turques. La Cour leur reproche d'avoir fait de "la propagande séparatiste" dans le livre collectif "Le panorama des droits de l'homme en Turquie", édité par la l'Association turque des droits de l'homme.

Par ailleurs, le 10 octobre le même procureur a requis à l'encontre des ex-députés du parti de la démocratie (DEP), Zübeyir Aydar, Mahmut Kiling, de l'écrivain Yalçın Kucuk et du professeur Fikret Baskaya, des peines allant jusqu'à huit ans de prison. Ils sont accusés d'avoir fait de "la propagande séparatiste", d'être "des sympathisants du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)" et d'avoir apporté leur soutien à ce dernier.

Hamza Keles, procureur chargé de l'affaire a accusé les prévenus d'avoir participé, soit personnellement soit par téléphone, à un programme diffusé le 3 novembre 1996, sur la chaîne Med-TV, chaîne qu'il déclare être la voix du PKK. Les prévenus auraient à cette occasion fait l'éloge des activités du parti séparatiste PKK. L'acte d'accusation cite également les propos d'Öcalan chef du PKK, qui dit avoir "planifié des activités terroristes". Le procureur a requis la peine de mort contre Öcalan et émis un mandat d'arrêt international contre lui.

La Cour de Sûreté d'état d'Istanbul interdit la publication d'une brochure sur les Kurdes. Écrite à l'origine en français par le prince kurde Celadet Bedirxan en 1934 et intitulée "De la question kurde: la loi de déportation et de dispersion des Kurdes", cette brochure qui devait être éditée par la maison d'édition *Avesta* dans une version bilingue turco-française vient d'être interdite par la Cour de Sûreté d'État d'Istanbul sous prétexte de "propagande séparatiste".

• **L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL DÉNONCE LA POLITIQUE TURQUE ENVERS LES KURDES.** Lors de sa visite à la Foire des livres la plus prestigieuse du monde, tenue à Frankfurt, l'écrivain Yachar Kemal a dénoncé, le jeudi 16 octobre, à la cérémonie de la remise du Prix de la Paix de l'Union des libraires qui lui a été décerné cette année, la politique menée par les autorités turques à l'encontre des Kurdes. Il a qualifié la question kurde comme "le problème le plus épineux en matière des droits de l'homme en Turquie". Lui-même a récemment été condamné à 20 mois de prison avec sursis pour "séparatisme" par la Cour de Sûreté de l'État pour avoir écrit un article sur la question kurde dans un livre collectif intitulé "Liberté d'expression en Turquie". "Le problème le plus grave en matière de démocratie en Turquie, c'est la question kurde. Nous devons trouver une solution sans faire la guerre... Cette solution doit être politique" a lancé l'écrivain avant d'ajouter "Il y a actuellement en Turquie beaucoup de faucons qui voudraient me faire taire et me mettre en prison... les faucons turcs sont contre la paix et nos amis et nos alliés dans les pays occidentaux doivent nous aider". Au cours de cette même cérémonie, l'écrivain allemand Günter Grass, auteur du Tambour, s'en est pris violemment à la politique turque du gouvernement de Bonn. Dans un

hommage à son "frère spirituel" il a dit avoir "honte" de son pays qui a "dégénéré en une simple place économique" tolérant les livraisons à la Turquie des armes utilisées dans l'extermination des Kurdes et refusant l'aide aux mêmes Kurdes.

De son côté, Gerhard Kurtz, président de l'Union des éditeurs allemands, a salué les engagements de Yashar Kemal et a dénoncé la politique de destruction culturelle et écologique menée par les autorités turques, au Kurdistan.

L'Agence de presse allemande, DPA dans une dépêche diffusée le même jour a critiqué la politique turque du gouvernement allemand. Selon la DPA la Turquie a bénéficié ces 30 dernières années, d'une aide en armements d'un montant de 7 milliards de DM par l'Allemagne. Par ailleurs, selon la même source, des armes héritées de l'ex-Allemagne de l'Est ont également été données à la Turquie. Aujourd'hui, la Turquie se soucie de mettre sur pied une véritable industrie d'armement, et le gouvernement turc déclare que jusqu'en 2007, \$31 milliards seront dépensés dans ce but.

• **SELON M. ECEVIT 2076 ÉCOLES RESTENT FERMÉES DANS LES PROVINCES KURDES.** M.Bülent Ecevit, vice premier ministre turc, a établi un bref récapitulatif de la situation éducative au Kurdistan, à l'occasion de l'ouverture de l'université de Dicle de Diyarbakir. Il a à ce titre reconnu que 3185 villages et hameaux de la région ont été vidés de leurs habitants "pour des raisons de sécurité". Il a ajouté que 370 000 villageois ont dû quitter leurs villages, et de ce fait 2076 écoles sont fermées; celles qui sont ouvertes manquent indéniablement d'instituteurs. Actuellement 117 000 élèves ne peuvent pas aller à l'école.

Selon M. Ecevit, avant la fin de l'année, 75 internats seront construits dans la région, et 7 écoles primaires-internats seront ouvertes, l'objectif étant 400 écoles régionales pour l'an

2000. Pour inciter le corps éducatif à venir enseigner dans la région, des primes seront accordées. M. Ecevit a ajouté que le retour des villageois sera assuré dans les zones où la sécurité sera établie, et que l'État accordera des aides pour la reconstruction des maisons.

Cependant les primes ne suffisent pas à encourager les enseignants à aller servir dans cette région déchirée par la guerre. Ainsi sur les 6144 enseignants nommés cette année au Kurdistan, 3173 ont d'ores et déjà donné leur démission. Depuis 1992, 122 enseignants ont trouvé la mort dans la région, et 17 autres ont été blessés. De plus, 65 professeurs ont été sanctionnés pécuniairement, 800 autres ont été mutés, 110 professeurs placés en garde à vue, 12 condamnés.

• **ÉLECTION DE HIKMET ÇETIN À LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE TURQUE.** Les députés turcs ont élu, le mercredi 15 octobre, Hikmet Çetin, du Parti républicain du peuple (CHP), à la présidence de la Grande Assemblée Nationale turque. M. Çetin a recueilli les voix du parti de la Juste Voie (DYP), de Mme Çiller dont le candidat, Ayvaz Gökdemir, connu pour avoir traité de "prostituées" les présidentes des trois groupes du parlement européen, n'était plus en lice au quatrième et dernier tour, il a aussi bénéficié des voix du parti de la Mère patrie (ANAP) et il est élu avec 373 voix contre 66 pour le président sortant, M. Kalemli.

L'élection de M. Çetin ne doit rien au hasard. Il résulte en fait du partage des rôles décidé par le Conseil de sécurité nationale à dominante militaire. Au moment où le pays est gouverné par une coalition dirigée par le conservateur Mesut Yilmaz et l'ultranationaliste Bülent Ecevit, Hikmet Çetin, réputé social-démocrate, est chargé de "marquer" la sociale démocratie européenne pour lui vendre sous un jour favorable la politique anti-kurde des généraux turcs. D'origine kurde et ancien ministre des affaires étrangères, M. Çetin est tout désigné pour cette mission et il est appelé à jouer un

rôle important dans le dispositif diplomatique turc dans les négociations difficiles avec les pays de l'Union européenne.

• **SELON MME ÇILLER LE PREMIER MINISTRE YILMAZ N'EST QU'UN CAPORAL AUX ORDRES DE L'ARMÉE.**

Dans un discours, prononcé le 25 septembre, à Samsun, bastion du parti de la Juste Voie (DYP), Mme Çiller a critiqué avec véhémence le gouvernement et qualifié le Premier ministre de "caporal sans honneur aux ordres de l'armée" déclenchant ainsi la colère non seulement des milieux politiques mais également des militaires. "Aucun ministre élu à ce jour, n'avait eu le déshonneur d'accepter de devenir un caporal" a-t-elle lancé à la foule qui comptait parmi elle certains députés islamistes et des membres du parti de l'Action nationaliste (MHP) et du parti de la Grande Union (BBP), ultra-nationaliste. Des centaines de caporaux en service auraient demandé à leurs commandants l'autorisation d'aller demander des comptes à Çiller, et le central téléphonique du Conseil supérieur des forces armées aurait été saturé. İsmet Sezgin, ministre de la défense, ainsi que certains membres du parti de la Juste Voie (DYP) tel que Mehmet Gözlükaya, porte-parole du groupe parlementaire du DYP, ont déploré les propos de Mme. Çiller, au même titre que des associations d'anciens combattants ou des familles de militaires en service à Chypre ou dans le Kurdistan; tous soulignant les mérites des caporaux. Le premier ministre Yilmaz a déclaré ne pas vouloir porter l'affaire devant les tribunaux.

• **POURSUITES CONTRE DES PACIFISTES ÉTRANGERS.** Le Tribunal d'instance n°2 de Sisli (Istanbul) a engagé des poursuites contre deux citoyens allemands, Mmes. Ute Steingerg et Rosemarie Potthast, pour avoir organisé à leur hôtel d'Istanbul "une manifestation sans autorisation. Les prévenues ont été remises en liberté le 9 septembre et confiées à la police qui les a expulsées le jour même. Par ailleurs, la Direction de la Sûreté générale a émis un

mandat de recherche dans l'ensemble du territoire contre le député sud-africain Gassam Solomon qui était venu en Turquie pour prendre part à la manifestation interdite du Train de la paix. Le 10 septembre, à Diyarbakir, les militants pacifistes kurdes que la police avait considérés comme "les meneurs" de l'initiative de la paix et arrêtés le 1^{er} septembre ont comparu devant la Cour de sûreté de l'État. Celle-ci a décidé d'écraser Mme. Selma Tanrikulu, membre du Conseil national de HADEP, et de remettre en liberté tous les autres prévenus.

A son arrivée à Brême, en Allemagne, Mme. Potthast, 57 ans, a donné une conférence de presse sur son séjour mouvementé en Turquie. Selon elle, le 3 septembre la police turque a fait une descente violente dans son hôtel en brisant la porte de l'établissement. Les policiers ont cherché à embarquer de force les délégués étrangers en les traînant par les pieds. Bien que sa jambe soit coincée dans la porte brisée, les policiers ont persisté à la traîner causant ainsi la section de sa jambe. Au commissariat, les 24 occidentaux interpellés ont été placés la face contre le mur et injuriés. 3 heures plus tard, Mme. Ute Steinberg qui avait le cou cassé et Mme. Potthast ont été hospitalisées. Elles sont restées 6 jours à l'hôpital sous la surveillance permanente de deux policiers postés jour et nuit devant la porte de leur chambre et dans un climat d'hostilité du personnel. Déférées le 9 septembre devant le tribunal de Sisli, elles se sont vu recommander par le juge d'agir à l'avenir autrement en revenant en Turquie pour voir ses "beautés touristiques et non pour se mêler de ce genre d'affaires". Pacifiste militante, Mme. Potthast, rentrée de Turquie dans fauteuil roulant avec une jambe cassée, se dit prête à repartir immédiatement si cela peut contribuer à faire avancer la cause de la paix.

• **"JE NE PUIS DIRE QUE LA JUSTICE DE MON PAYS EST INDÉPENDANTE" DÉCLARE LE PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION.** En inaugurant le

8 septembre l'année judiciaire 1997-1998, M. Mehmet Uygun, président de la Cour de cassation turque a déclaré devant un auditoire comprenant le président turc et les chefs des principaux partis politiques : *"Je ne puis affirmer avec fierté que la justice de mon pays est indépendante et parfaite. Je n'ai pas non plus le bonheur de pouvoir dire que l'indépendance des juges est garantie chez moi"*. Énumérant ensuite la longue liste des exceptions à la loi commune *"entravant les poursuites contre les fonctionnaires, contre les députés et contre les banquiers"* sans toutefois évoquer les privilèges des militaires et des policiers qui sont quasiment intouchables en Turquie. Selon M. Uygun, ce sont les hommes politiques, jaloux de l'indépendance judiciaire, qui empêchent celle-ci et ce sont souvent eux qui dans les situations de crise font les frais de cette absence d'indépendance. Il a invité ensuite tous les Turcs, du président de la République à la jeunesse éclairée, à défendre *"tous les principes et les réformes d'Ataturk inscrits dans la constitution"*. Ces fameux principes érigés en idéologie officielle de l'État nient l'existence des Kurdes et leur culture en Turquie.

• **UN PACIFISTE TURC CONDAMNÉ À PLUS DE 22 ANS DE PRISON.** Esber Yagmurdereli, avocat de profession et fervent militant de droits de l'homme, avait fait appel contre une peine de 10 mois prononcée à son encontre par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara pour un discours pour la paix et contre la guerre du Kurdistan, il y a sept ans. La Cour d'Appel a confirmé, le 16 septembre, la sentence de la Cour de Sûreté de l'État. M. Yagmurdereli, 52 ans, qui avait auparavant été condamné à 22 ans avec sursis, pour le même motif, doit ainsi purger une peine de 22 ans et 10 mois de prison. *"La liberté d'expression est sous pression en Turquie. Et c'est le combat de tout un chacun qui veut militer en faveur de la démocratie"* a déclaré l'intéressé lors d'une conférence de presse. Il a, par ailleurs, été à l'origine de l'initiative de la campagne *"Un million de signatures pour la paix"*. Ce million de signatures avait été solennellement

déposées au palais présidentiel en mai dernier.

Le 20 octobre la police turque a arrêté l'avocat E. Yagmurdereli, après un programme télévisé auquel il a participé. La presse turque dans sa grande majorité déplore cette arrestation, et "s'étonne" que l'arrêt ait la force de chose jugée et soit exécuté aussi rapidement. Car les grandes affaires politico-judiciaires, mettant en cause de nombreuses personnalités sont, à ce jour, sans suivis réels. L'affaire de M. Yagmurdereli n'est que l'application de l'article 8 de la loi anti-terroriste, par lequel près d'une centaine d'intellectuels croupissent actuellement derrière les barreaux pour leurs opinions en Turquie. Cet article est abondamment critiqué et suscite de nombreuses réactions réclamant son abrogation. M. Yagmurdereli a d'ores et déjà rejeté l'offre du président Demirel lui accordant la grâce présidentielle, refusant *"une amnistie spéciale"*, il réclame la levée des interdictions en matière de liberté de pensée. Ismail Cem, ministre des affaires étrangères, dans une interview accordée au quotidien turc *Sabah*, paru le 29 septembre 97, avait qualifié la loi anti-terroriste de *"loi honteuse"*. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a également critiqué les arrestations d'intellectuels fondées sur cet article. Deniz Baykal, président du parti républicain du peuple (CHP), en déplorant cette condamnation a rappelé que lors de la révision de la loi concernant la presse, son parti avait proposé une motion afin d'empêcher la menace de prison qui pesait sur M. Yagmurdereli, mais le parti social-démocrate (DSP) du vice-premier ministre Bülent Ecevit s'était opposé à cette motion.

Toujours en vertu de l'article 8 de la loi anti-terroriste, Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme, ainsi que 7 des 8 dirigeants de l'Association jugés avec lui, ont été condamnés, le mercredi 22 octobre 1997, à des peines allant d'un à deux ans de prison, par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara. La Cour leur reproche d'avoir fait de *"la propagande séparatiste"* lors de la

Journée mondiale pour la paix du premier septembre 1996. M. Birdal souligne que la Cour européenne des droits de l'homme, dans un arrêt du 14 avril 1997, s'est prononcée pour la suppression de ces tribunaux d'exception, établis par le coup d'État militaire de 12 septembre 1980.

Toujours dans cette chronique judiciaire, M. Mahmut Konuk, président du syndicat des employés des professions médicales, condamné à un an de prison à la suite de son discours lors du Congrès pour la démocratie des 26 et 27 décembre 1993-congrès auquel Yachar Kemal avait également participé- s'est constitué prisonnier pour purger sa peine.

Cependant, au terme de la huitième audience du procès itinérant des policiers accusés du meurtre du journaliste Göktepe, 15 septembre dans la ville d'Afyon. Au cours de cette audience houleuse, malgré l'objection du procureur, la cour a mis en liberté 4 des 9 policiers poursuivis. Ceux-ci se sont plaints d'avoir été torturés durant leur garde à vue. La famille du journaliste assassiné a accusé les juges de se comporter en avocats des policiers coupables de la mise à mort de leur fils.

• **DIX BARREAUX TURCS DÉNONCENT L'EMPRISE DE LA MAFIA SUR L'APPAREIL DE L'ÉTAT.** Dans un communiqué commun, signé par les présidents de barreaux de dix grandes villes, dont ceux d'Istanbul et d'Izmir, affirmant que l'Assemblée nationale et le gouvernement turc n'ont pas rempli leurs fonctions. Au cours d'une réunion à Istanbul, Yücel Sayman, président de barreau, affirme que le coup d'État militaire du 12 septembre avait mis fin à l'État de droit en assujettissant le droit au service de l'État. Il a ajouté qu'au sein de la puissance publique il existe des forces politiques très influentes qui s'adonnent à diverses pratiques illégales; meurtres, trafic de drogues et d'armes, protection des membres de la mafia, tortures et pressions de toutes sortes. Ces moyens illégaux leur auraient permis d'amasser une vraie fortune, investie

dans des régions touristiques et dans des casinos. Il a visé à ce titre les milieux politiques et économiques, les services de renseignements, de polices, et des fonctionnaires.

Par ailleurs, le député Mehmet Elkatmis, parti de la prospérité (RP), président de la commission d'enquête sur l'affaire Susurluk, a accusé Mustafa Kalemlı, président de l'Assemblée nationale, d'avoir soustrait du rapport sur le scandale de Susurluk, les documents concernant les forces militaires. Elkatmis a souligné que lorsque M. Kalemlı a été mis au courant d'une éventuelle audience du président Kenan Evren, qui aurait chargé Abdullah Catlı d'une affaire à l'étranger, le président de l'Assemblée a demandé que l'audience n'ait pas lieu. Elkatmis a affirmé que Kalemlı a retiré du dossier d'autres documents parmi lesquels l'un faisait part du transport d'héroïne par voie d'hélicoptère militaire. Kalemlı, dans une interview accordée au quotidien *Hürriyet*, a rétorqué en soulignant qu'un rapport qui comptait 52000 documents ne pouvait tout contenir.

• SELON ADNAN KESKIN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE (CHP), AU KURDISTAN, DE 1994 ET 1997, TROIS HABITANTS SUR DIX ONT ÉTÉ CONDUITS DEVANT LES COURS DE SURETÉ DE L'ÉTAT. Dans une interview accordée, le mardi 21 octobre 1997, au quotidien turc *Cumhuriyet*, Adnan Keskin, secrétaire général du parti républicain du peuple (CHP), s'est exprimé sur la situation politique, économique et sociale du Sud-Est (Kurdistan). Il affirme que *"d'après les données officielles, plus de 1 320 000 habitants de la région ont fait des demandes auprès des bureaux d'aide sociale. Le nombre de nécessiteux est en réalité trois à quatre fois plus important"*. Keskin a déclaré qu'entre 1994 et 1997, sur 54 272 personnes jugées par la Cour de sûreté

de l'État de Diyarbakır, 2192 ont été emprisonnées et 4896 acquittées. *"Au Sud-Est, 3 habitants sur 10 ont été conduits devant la Cour"* a-t-il ajouté. D'après le rapport intitulé *"Les services de santé de la région du projet d'Anatolie du Sud-Est (GAP)"*, établi par l'université de Dicle, 10 lits pour 10 milles personnes et un médecin pour 4625 malades sont à la disposition des habitants dans les hôpitaux de la région. Ce chiffre est d'un médecin pour 9786 villageois, dans les régions les plus éloignées. D'après un rapport de la Direction de l'éducation de Diyarbakır, 158 instituteurs ont été tués, 50 autres blessés, 350 mutés, un millier sanctionnés et près de 500 mis en garde à vue ces sept dernières années dans la région. Keskin conclut son interview sur un triste constat *"manque indéniable de personnels dans les services de santé et d'enseignement, recul des activités agricoles et d'élevage, échec complet de la politique de la privatisation -transport des machines et autres biens d'équipement des usines nouvellement privatisées de la région, par les nouveaux acquéreurs privés- pressions continues sur les habitants, considérés comme des coupables potentiels des événements."*

• ACCORD MILITAIRE ENTRE LE DANEMARK ET LA TURQUIE. D'après le journal danois *Jyllands-Posten*, la Turquie et le Danemark ont signé un accord militaire, par lequel le Danemark s'est engagé à fournir 12 avions de guerre et à déployer 420 de ses militaires, en cas de conflit dans la zone sud de l'OTAN. Le journal a précisé que l'accord était tenu secret par le gouvernement danois en raison de la situation des droits de l'homme en Turquie. D'ailleurs la nouvelle a été particulièrement mal accueillie par l'opinion publique danoise, qui s'est remémoré à cette occasion l'affaire Kemal Koç: Le Danemark avait saisi la Cour européenne des droits de l'Homme en accusant la Turquie d'avoir torturé, l'année dernière, ce ressortissant danois, d'origine

kurde. La Turquie, quant à elle, avait décidé de mettre fin à tout commerce d'armes avec le Danemark.

• LES DÉPENSES MILITAIRES DE LA TURQUIE ATTEINDRONT \$ 6,8 MILLIARDS EN 1998. La Turquie, dont le déficit budgétaire atteint \$5 milliards, et la dette extérieure \$ 80 milliards, ne se prive guère sur ses dépenses militaires. D'après le rapport de l'Institut International d'Études Stratégiques (IISS), de Londres, la Turquie qui avait réduit jusqu'à \$4,6 milliards ses dépenses budgétaires en 1997, a décidé de les porter pour l'année 1998 à \$6,8 milliards. Le rapport note que la Turquie a particulièrement augmenté ses dépenses en armement entre 1984 et 1997, période pendant laquelle les États-Unis ont été ses principaux fournisseurs. Entre 1994 et 1996, la France attire également l'attention pour ses contrats passés avec la Turquie, ainsi que Israël, qui en 1996, s'est engagé à fournir 54 avions de guerre F4, qui seront livrés en 2002. Pour l'année en cours, l'Espagne a reçu une commande de 9 avions CN235 et les États-Unis de 4 hélicoptères de type SH60, de la part des autorités turques. Par ailleurs, toujours d'après le rapport, 639 000 soldats servent actuellement sous le drapeau turc, et 378 000 sont de réserve. De son côté la police turque compte 170 000 hommes en uniforme.

Fin octobre, le général Shahak, chef d'état-major de l'armée israélienne, a conclu avec la Turquie, un accord militaire d'un montant de \$2 milliards, à la suite de sa visite officielle à Ankara. L'engagement concerne des fusées de longue et moyenne portées- les fusées Popeye I et Popeye II- mais aussi le système de communication de l'armée turque, ainsi que d'autres armes lourdes, qui seront perfectionnées et modernisées par les Israéliens.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LA TURQUIE DÉCIDÉE À REFUSER À LA " DÉLÉGATION DE LA PAIX " L'ACCÈS À DIYARBAKIR. (A.F.P., 1er septembre 1997), p.1.

L'ALLEMAGNE ACCORDE UN CRÉDIT DE 415,5 MILLIONS DE MARKS À LA TURQUIE. (A.F.P., 1er septembre 1997), p.1.

" LE DIALOGUE DE SOURDS " DE POOS À ANKARA. (Turkish Daily News, 2 septembre 1997), p.2.

LES KURDES IRAKIENS RECONSIDÈRENT LEUR RÔLE DANS LE PROCESSUS D'ANKARA. Diplomates occidentaux: " Ce sont les Kurdes qui feront la paix en Irak du Nord, nous ne sommes ici que pour les aider ". (Turkish Daily News, 3 septembre 1997), p.3.

RENTRÉE SCOLAIRE TURQUE SOUS LE SIGNE DE L'ANTI-ISLAMISME. (Le Monde, 3 septembre 1997), p.4.

LA SYRIE CRITIQUE LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS DANS LES MANOEUVRES MILITAIRES TURCO-ISRAËLIENNES. (Turkish Daily News, 3 septembre 1997), p.4.

LES ACTIVISTES DE LA PAIX INDÉSIRABLES EN TURQUIE. - Un procédé dur du gouvernement Yilmaz sur la question kurde. (Neue Zürcher Zeitung, 4 septembre 1997), p.5.

LA TURQUIE ACHÈTE CINQ BÂTIMENTS DE GUERRE À LA FRANCE. (Turkish Daily News, 5 septembre 1997), p.6.

LE SECRÉTAIRE À LA DÉFENSE BRITANNIQUE: " PAS DE PREUVE POUR INTERDIRE MED-TV ". (Turkish Daily News, 5 septembre 1997), p.6.

L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME PREND À PARTIE LE GOUVERNEMENT au sujet de l'interdiction du Train de la Paix et des détentions. (Turkish Daily News, 5 septembre 1997), p.7.

UN PARLEMENTAIRE SPD CONDAMNE

L'INTERVENTION DE LA POLICE TURQUE CONTRE DES PACIFISTES. - La police turque réprime violemment une manifestation pour la paix. (A.F.P.; Gamk, 5 septembre 1997), p.7, 8.

DES DIPLOMATES ISRAËLIENS EN VISITE, VISITENT LA RÉGION DU PROJET DE GAP. (Turkish Daily News, 6 septembre 1997), p.8.

LES KURDES VEULENT LA PAIX. Entretien avec Mgr. Gaillot. - Monseigneur Gaillot se trouvait dans la 'délégation pour la paix' qui a tenté, la semaine dernière, de gagner Diyarbakir, au Kurdistan turc. — TÉMOIN DU SORT DU PEUPLE KURDE EN TURQUIE. - Yves Jouan revient du Kurdistan. (L'Humanité, 5 septembre; Ouest France, 10 septembre 1997), p.9-10, 14.

LE GOUVERNEMENT RÉSERVE 18 TRILLIONS TL AUX FONDS OPÉRATIONNELS POUR LE SUD-EST. (Turkish Daily News, 8 septembre 1997), p.10.

CEM: " L'UNION EUROPÉENNE NE DOIT PAS POSER DE PRÉCONDITIONS ". (Turkish Daily News, 8 septembre 1997), p.11.

TRENTE REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (A.F.P., 9 septembre 1997), p.12.

LA TURQUIE CHERCHE DES FONDS POUR LE GAP " Le GAP est le futur de toute la Turquie, pas seulement du Sud-Est. Le projet sera achevé vers 2005 pour un coût de \$32 milliards et il créera des opportunités d'emploi pour 3,5 millions de gens. (Turkish Daily News, 9 septembre 1997), p.12.

KLAUS KINKEL CONSEILLE À ANKARA DE " FAIRE SES DEVOIRS " POUR ADHÉRER A L'UE. (A.F.P., 9 septembre 1997), p.13.

CEM: " LES DROITS DE L'HOMME SERVENT DE PRÉTEXTE POUR GARDER LA TURQUIE HORS DE L'UNION EUROPÉENNE ". (Turkish Daily News, 13 septembre 1997), p.14.

LE MINISTRE D'ÉTAT AUX DROITS DE L'HOMME SAMI TÜRK: " Le respect pour les droits de l'homme est une affaire d'éducation et de changement de mentalité ". (Turkish Daily News, 15 septembre 1997), p.15-18.

LE GANG DE SUSURLUK RELÂCHÉ, Çiller demande des excuses. (Turkish Daily News, 16 septembre 1997), p.18.

LA QUESTION DE L'EAU S'ÉCHAUFFE À NOUVEAU. (Turkish Daily News, 13 septembre 1997), p.19.

L'IRAN TENTE DE TIRER PROFIT DE L'AGACEMENT ARABE DEVANT LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE. (Le Monde, 13 septembre 1997), p.19-20.

MÉCONTENT DE L'EUROPE ANKARA SE TOURNE VERS L'EST. (Turkish Daily News, 15 septembre 1997), p.20-21.

IRAK ACCUSÉ D'INTERFÉRER DANS DEUX NOUVELLES INSPECTIONS D'ARMES DE L'ONU. (Turkish Daily News, 18 septembre 1997), p.21.

LA VISITE DE DEMIREL À L'ÉGYPTE CONDUIT À UN NOUVEAU PROCESSUS AU MOYEN-ORIENT. (Turkish Daily News, 18 septembre 1997), p.22.

ANALYSE D'UNE INTÉGRATION RÉUSSIE. - L'immense nostalgie des Kurdes. - Une jeune photographe américaine, Krista Boggs, a vécu plusieurs semaines au sein des familles kurdes irakiennes installées en Auvergne-Limousin depuis 1989. L'exposition qu'elle présente à Clermont traduit l'immense nostalgie d'une population en exil. — CLERMONT-FERRAND. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, était présent à Clermont le 18 septembre pour inaugurer une exposition photographique consacrée aux réfugiés. " Une cause minoritaire doit être défendue au service de la démocratie, de la paix et de l'avancement de l'humanité ", a rappelé ce dernier. — K. NEZAN: LE DOSSIER KURDE. (La Montagne, 19 septembre; Le Paysan d'Auvergne, 26 septembre; Télégrammes, Octobre 1997), p.22-23, 38, 53.

RÉFUGIÉS KURDES: LES NOUVEAUX " INDÉSIRABLES ". (Athens News, 21 septembre 1997), p.24-25.

YILMAZ: " BONN EST LA CLÉ POUR L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE ". (*Turkish Daily News*, 22 septembre 1997), p.26.

L'AUTEUR DU ROMAN DU BANNISSEMENT YACHAR KEMAL: LA GUERRE POURRIT LES DEUX PEUPLES (KURDE ET TURC). (*Turkish Daily News*, 22 septembre 1997), p.27.

KHATAMI AFFIRME QUE LES MANOEUVRES TURCO-ISRAËLIENNES POSENT " UNE MENACE À LA RÉGION ". (*Turkish Daily News*, 23 septembre 1997), p.29-30.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT IRANIEN SOULÈVE DES ESPOIRS. Les pays arabes et même Israël encouragés par les premiers pas. (*International Herald Tribune*, 23 septembre 1997), p.30-31.

LE CALVAIRE DES RÉFUGIÉS EN TURQUIE. (*Gamk*, 24 septembre 1997), p.31-32.

TAMRAZ: " JE N'AI JAMAIS PRIS DE L'ARGENT DE ÇILLER; suis-je un pauvre gars qui a besoin de son argent ? ". (*Turkish Daily News*, 24 septembre 1997), p.32-34.

LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS MONTRENT DU DOIGT L'IRAN. Téhéran fait " des efforts vigoureux " pour fabriquer des armes atomiques affirme Gore. (*International Herald Tribune*, 24 septembre 1997), p.34-35.

IRAN: L'ARMÉE TURQUE PROPOSE UN DIALOGUE DE HAUT NIVEAU. (*Turkish Daily News*, 25 septembre 1997), p.35-36.

LES TROUPES TURQUES ENTRENT DANS LE NORD DE L'IRAK. Les affrontements entre le PDK et l'UPK continuent. (*Turkish Daily News*, 25 septembre 1997), p.35.

LA TURQUIE ATTAQUE DES REBELLES KURDES EN TERRITOIRE IRAKIEN. (*Washington Post*, 25 septembre 1997), p.35 - 36.

LA FRANCE VEND CINQ CHASSEURS DE MINES À LA TURQUIE. (*Le Monde*, 26 septembre 1997), p.36.

LA TURQUIE CONDAMNÉE POUR TORTURES. (*l'Humanité*, 26 septembre 1997), p.38-39.

LA TURQUIE PREMIÈRE EN EUROPE POUR LES IMPORTATIONS D'ARMES. (*Turkish Daily News*, 27 septembre 1997), p.39.

LES TROUPES TURQUES ET LE PDK ENCERCLENT LE PKK LE LONG DE LA FRONTIÈRE IRANIENNE. (*Turkish Daily News*, 27 septembre 1997), p.39-40.

NOUVELLES OPÉRATIONS MILITAIRES TURQUES AU NORD DE L'IRAK. (*Gamk*, 27-28 septembre 1997), p.40.

L'ARMÉE TURQUE NETTOIE LES CAMPS DU PKK DÉTRUITS. (*Turkish Daily News*, 28 septembre 1997), p.40.

UN FABRICANT DE BOMBES EMPOISONNÉES OFFRE DES SECRETS SUR LE SANCTUAIRE KURDE. LE TERRORISTE KURDE EN FUITE RÉVÈLE... (*The Observer*, 28 septembre 1997), p.41-45.

L'IRAK APPELLE L'ONU À CONDAMNER L'INCURSION MILITAIRE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 28 septembre 1997), p.46.

LA TURQUIE RENFORCE SES OPÉRATIONS MILITAIRES EN DÉPIT DES RÉACTIONS INTERNATIONALES. L'Iran et l'Irak appellent à un retrait immédiat des troupes turques de l'Irak du Nord. (*Turkish Daily News*, 29 septembre 1997), p.46.

TEXTES : LE PROBLÈME KURDE. Par Kendal Nezan. (*Diasporiques*, 4ème trimestre 1997), p.47-48.

LES ÉTATS-UNIS ACCUSENT LA TURQUIE D'EMPOCHER L'OR PILLÉ PAR LES NAZIS. (*France-Arménie*, septembre 1997), p.49.

" BEKO ", FILM KURDE DANS LES MONTAGNES D'ARMÉNIE. (*France-Arménie* octobre 1997), p.52.

KOFI ANNAN APPELLE LA TURQUIE À RETIRER SES TROUPES D'IRAK. (*A.F.P.*, 1er octobre 1997), p.53.

FRANCE ET RUSSIE POUR

L'APAISEMENT EN IRAK. (*Libération*, 1er octobre 1997), p.53.

BONN SOUTIENT LA CANDIDATURE DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE. Les leaders allemands disent à Yilmaz qu'ils attendent d'abord des réformes démocratiques à Ankara. (*Turkish Daily News*, 1er octobre 1997), p.54-55.

L'UNION EUROPÉENNE DONNE SON SOUTIEN À L'ACCORD (GAZIER) IRAN-TOTAL. (*Turkish Daily News*, 1er octobre 1997), p.56.

COMBATS: LE HEZBOLLAH AUX CÔTÉS DU PKK, SELON L'OPPOSITION IRAKIENNE. (*A.F.P.*, 2 octobre 1997), p.57.

LE PARTI ISLAMISTE RESTE LA PRINCIPALE FORCE POLITIQUE TURQUE. (*A.F.P.*, 2 octobre 1997), p.57-58.

REPRISE D'UNE CAMPAGNE CIVILE CONTRE LES GANGS AU SEIN DE L'ÉTAT. (*A.F.P.*, 2 octobre 1997), p.58.

SEPARER LES FAITS DES HYPOTHÈSES DANS LA CRIE DES MISSILES IRANIENS QUI COUVE. (*International Herald Tribune*, 3 octobre 1997), p.59.

LA SYRIE ET L'IRAN DÉPLOIENT DES TROUPES AUX FRONTIÈRES, SELON LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 3; *International Herald Tribune*, 4-5 octobre 1997), p.59-60.

CINQ MILITAIRES TURCS TUÉS LORS D'UNE ATTAQUE REBELLE KURDE. (*A.F.P.*, 3 octobre 1997), p.60.

ENQUÊTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 3 octobre 1997), p.60.

UN AVOCAT TURC A ÉTÉ CONDAMNÉ À 23 ANS DE PRISON POUR DÉLIT D'OPINION. - L'article 8 de la loi antiterroriste est abondamment critiqué. (*Le Monde*, 4 octobre 1997), p.61.

ÉTATS-UNIS: LA GRÈCE NE SOUTIENT PAS LE TERRORISME MALGRÉ LES BASES DU PKK. (*Turkish Daily News*, 4 octobre 1997), p.61.

L'AMÉRIQUE PEUT RÉSISTER À LA COURSE À AIDER L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 4-5 octobre 1997), p.62.

L'ARMÉE TURQUE CONDAMNÉE POUR " TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT " par la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg. (*Gamk*, 4-5 octobre 1997), p.62-63.

BAGDAD: LA TURQUIE DEVRAIT SE RETIRER DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 4 octobre 1997), p.63-64.

LA SYRIE DÉMENT MASSER DES TROUPES À LA FRONTIÈRE AVEC LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 4 octobre 1997), p.64.

L'IRAK PRÉPARE LA RÉSISTANCE AUX MESURES AMÉRICAINES. (*Turkish Daily News*, 6 octobre 1997), p.64.

LE COIN IRANIEN ENTRE L'AMÉRIQUE ET LA FRANCE. (*International Herald Tribune*, 6 octobre 1997), p.65.

LES ETATS-UNIS REPORTENT LES SANCTIONS CONTRE LA FIRME PÉTROLIÈRE FRANÇAISE. (*International Herald Tribune*, 6 octobre 1997), p.65-66.

L'IRAK DIT QU'IL RÉPLIQUERA S'IL EST À NOUVEAU ATTAQUÉ PAR L'IRAN. (*Turkish Daily News*, 7 octobre 1997), p.66-67.

LES RELATIONS AMÉRICANO-FRANÇAISES NE SOUFFRIRONT PAS DE L'ACCORD PÉTROLIER AVEC L'IRAN, affirme Cohen. (*International Herald Tribune*, 7 octobre 1997), p.67.

ANALYSTES: " LE NOUVEAU GROUPE DISSIDENT DU PKK EST SOUTENU PAR L'EUROPE ". (*Turkish Daily News*, 7 octobre 1997), p.68-69.

LE CHEF DU PKK ACCUSE LA TURQUIE DE " TURCOMANISER " LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 7 octobre 1997), p.69-70.

NOUVEAUX RAIDS DE L'AVIATION TURQUE SUR LE PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 7 octobre 1997), p.70.

L'UPK AFFIRME QUE LE PDK A ÉCHOUÉ DANS LE COMBAT CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 8 octobre 1997), p.70.

L'IRAN FUSTIGE LES ETATS-UNIS. Téhéran critique le déplacement dans le Golfe du porte-avions américain. (*International Herald Tribune*, 8 octobre 1997), p.71.

CEM: " L'UNION EUROPÉENNE FERME POUR LE MOMENT SES PORTES À LA TURQUIE ". (*Turkish Daily News*, 8 octobre 1997), p.71.

CITANT LES VIOLATIONS IRAKIENNES, LES ÉTATS-UNIS intensifient les patrouilles américaines. (*International Herald Tribune*, 9 octobre 1997), p.72.

ARRESTATION D'UNE DIZAINE DE CLANDESTINS IRAKIENS. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 8 octobre 1997), p.72.

RAPPORT AU CONGRÈS AMÉRICAIN: La fermeture du Refah affectera le dialogue américano-turc sur les droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 9 octobre 1997), p.72-73.

ERBAKAN: " DEMOCRATIE, DROITS DE L'HOMME, LIBERTÉ SIGNIFIENT LA PAIX CIVILE ". (*Turkish Daily News*, 9 octobre 1997), p.73.

MESUT YILMAZ ADMET LE RÔLE DE L'ARMÉE DANS LA FORMATION DE SON GOUVERNEMENT. (*A.F.P.*, 10 octobre 1997), p.74.

UN TRIBUNAL D'ANKARA DEMANDE LA PEINE CAPITALE CONTRE LE CHEF DU PKK. (*A.F.P.*, 10 octobre 1997), p.74-75.

HEURTS ENTRE ISLAMISTES ET LA POLICE : UNE CINQUANTAINE D'ARRESTATIONS. (*A.F.P.*, 10 octobre 1997), p.75-76.

LE GROUPE KURDE IRAKIEN (PDK) AFFIRME QU'IL A TUÉ 150 REBELLES (DU PKK). (*Reuters*, 10 octobre 1997), p.76.

30 GROUPES CONSIDÉRÉS COMME TERRORISTES PAR LES ÉTATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 10 octobre 1997), p.77.

M. ECEVIT POUR UNE PRÉSENCE DURABLE DE TROUPES TURQUES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 10 octobre 1997), p.77-78.

10 PERSONNES TUÉES DANS UN ACCROCHAGE ARMÉ ENTRE VILLAGEOIS À L'EST. (*A.F.P.*, 11 octobre 1997), p.78.

9 MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ TURQUE ET 8 REBELLES KURDES TUÉS À L'EST. (*A.F.P.*, 11 octobre 1997), p.78, 79.

150 REBELLES DU PKK TUÉS PAR DES PESHMERGAS. SELON LE PDK. (*A.F.P.*, 10 octobre 1997), p.79.

PRÈS DE 850 MORTS À LA SUITE DE L'INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 12 octobre 1997), p.79.

LE CONSEIL DE L'EUROPE, UN SOMMET INUTILE. (*Le Monde*, 10 octobre 1997), p.80.

LES LEADERS IRAKIENS DISENT QUE LE PKK EST UNE SOURCE DE PRÉOCCUPATION POUR L'IRAK AUSSI BIEN QUE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 octobre 1997), p.81.

LE CHEF DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE VA P POUSSER POUR UN ACCORD POUR LA VENTE DE CHARS À LA TURQUIE. - La visite de Shahak est un signe supplémentaire d'une coopération militaire approfondie entre les deux pays. (*Turkish Daily News*, 13 octobre 1997), p.82.

DÉBUT DU RETRAIT DES TROUPES TURQUES DU NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 13 octobre 1997), p.82.

UN RESPONSABLE AMÉRICAIN EN TURQUIE POUR DES POURPARLERS SUR CHYPRE. - Une opportunité pour l'Iran et peine nécessaire pour les autres. (*International Herald Tribune*, 14 octobre 1997), p.83.

LE KURDISTAN IRAKIEN DEMEURE LE THÉÂTRE DES RIVALITÉS LOCALES ET RÉGIONALES. - L'armée turque y pourchasse à nouveau les séparatistes kurdes du PKK. (*Le Monde*, 14 octobre 1997), p.84.

L'IRAN S'ASSOUPLE UN PEU, ALORS QUE LE POUVOIR CHANGE L'AMUSEMENT EST DE RETOUR. (*International Herald Tribune*, 14 octobre 1997), p.85.

LE PKK MENACE DE PROPAGER SES ACTIONS EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 15 octobre 1997), p.85-86.

COMBATS INTERKURDES EN IRAK. - A la différence de 1996, Bagdad est beaucoup moins impliqué. (*Libération*, 15 octobre 1997), p.86.

YILMAZ VA CHERCHER LE SOUTIEN DE PARIS. (*Turkish Daily News*, 15 octobre 1997), p.87.

APPORT : 837 SÉPARATISTES DU PKK TUÉS. (*Turkish Daily News*, 15 octobre 1997), p.87.

LA TURQUIE COMMANDE 5 HÉLICOPTÈRES À L'ITALIEN AGUSTA (49 M USD). (*A.F.P.*, 15 octobre 1997), p.88.

862 SÉPARATISTES KURDES TUÉS DANS LE NORD DE L'IRAK, 35 EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 15 octobre 1997), p.88.

POURSUITE DES COMBATS INTERKURDES DANS LE NORD IRAKIEN: DES DIZAINES DE MORTS. (*A.F.P.*, 16 octobre 1997), p.89.

ANKARA DÉMENT UNE IMPLICATION DANS LE CONFLIT INTER-KURDE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 16 octobre 1997), p.89.

SAMI ABDURRAHMAN: " CECI EST UN TOURNANT POUR LE NORD DE L'IRAK ". (*A.F.P.*, 17 octobre 1997), p.90.

L'UPK SE RETIRE DU PROCESSUS DE PAIX D'ANKARA. — Ankara nie prendre parti dans le combat entre les groupes kurdes irakiens. (*Turkish Daily News*, 17 octobre 1997), p.91.

YACHAR KEMAL DIT QUE LES KURDES SONT EN TÊTE POUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 17 octobre 1997), p.92.

LES KURDES IRAKIENS CONVIENNENT D'UN Cessez-le-feu. (*Reuter*, 18 octobre 1997), p.92.

LES AFFRONTEMENTS DANS LE NORD DE L'IRAK AIDENT LE PKK. (*Turkish Daily News*, 17 octobre 1997), p.93.

LA MACHINE DE GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE DE SADDAM DOIT ÊTRE CRAINTE. (*International Herald Tribune*, 18-19 octobre 1997), p.94.

LES GROUPES KURDES IRAKIENS RIVAUX MAINTIENNENT UN Cessez-le-feu CHANCELLANT. (*Turkish Daily News*, 19 octobre 1997), p.94-95.

MESUT YILMAZ, LE PREMIER MINISTRE TURC, EXPLIQUE CE QU'IL ATTEND DE L'UE. " Nous voulons être des candidats à l'Europe à égalité avec les autres ". (*Libération*, 18 octobre 1997), p.95-96.

LA FOIRE DU LIVRE ALLEMAND LOUE KEMAL COMME UN AVOCAT DÉSINTÉRESSÉ DES DROITS DE L'HOMME. - Le Chancelier Helmut Kohl félicite Yachar Kemal et dit que les livres de l'écrivain turc sont imprégnés d'une défense passionnée de justice. (*Turkish Daily News*, 20 octobre 1997), p.96-97.

LE PDK AFFIRME QUE LES FOURNITURES D'AIDE DE SECOURS DE L'ONU S'EFFECTUENT LIBREMENT. (*Turkish Daily News*, 21 octobre 1997), p.97-98.

PDK: " LES AFFRONTEMENTS CONTINUERONT SI L'UPK N'EST PAS ". Les forces de Barzani affirment que l'UPK est impliquée dans des violations de cessez-le-feu. (*Turkish Daily News*, 21 octobre 1997), p.98.

L'IRAK APPELLE LA FRANCE, LA RUSSIE ET LA CHINE À OPPOSER LEUR VETO AUX SANCTIONS. (*Turkish Daily News*, 21 octobre 1997), p.98.

L'IRAN ET L'UNION EUROPÉENNE VEULENT METTRE UN TERME À LA " CRISE DES AMBASSADEURS ". Un feuilleton diplomatique qui dure depuis six mois. (*Le Monde*, 21 octobre 1997), p.99.

POLÉMIQUE: LA REMISE DU PRIX DE LA PAIX, DÉCERNÉ PAR LES LIBRAIRES ALLEMANDS À L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL A DONNÉ LIEU À UN ÉCLAT DE G. GRASS QUI S'EN EST PRIS À LA POLITIQUE TURQUE DU GOUVERNEMENT DE BONN. (*Le Monde*, 21 octobre 1997), p.99.

TÉHÉRAN EST ACCUSÉ DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DE SES MINORITÉS. (*Le Monde*, 21 octobre 1997), p.100.

LES ETATS-UNIS ASSOUPLENT LEUR POSITION SUR L'IRAK MAIS LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU RESTE DIVISÉ. (*Turkish Daily News*, 22 octobre 1997), p.100.

L'AVOCAT TURC ESBER YAGMURDERELI CONDAMNÉ POUR DÉLIT D'OPINION, A ÉTÉ ARRÊTÉ. - Plus de 70 personnes sont toujours, aux termes de la loi antiterroriste, en prison pour leurs écrits. (*Le Monde*, 22 octobre 1997), p.101.

DES BOMBARDEMENTS TURCS FONT PLUSIEURS MORTS DANS LE NORD DE L'IRAK, SELON L'UPK. (*A.F.P.*, 23 octobre 1997), p.101.

L'UPK ACCUSE LES TROUPES TURQUES D'INTERVENIR AUX CÔTÉS DE SON RIVAL. (*A.F.P.*, 23 octobre 1997), p.102.

M. KINKEL CONDAMNE L'EMPRISONNEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 22 octobre 1997), p.103.

DEMIREL PRÊT À ACCORDER SA GRÂCE À L'AVOCAT ESBER YAGMURDERELI. (*A.F.P.*, 23 octobre 1997), p.103-104.

LES ÉTATS-UNIS RENONCENT À LEUR APPEL POUR DE NOUVELLES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 22 octobre 1997), p.104.

LA TURQUIE, NOUVELLE ÉTAPE DE L'INTERNATIONALISATION D'EUROPE 1. (*Le Monde*, 22 octobre 1997), p.105.

DEUX CRISES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 23 octobre 1997), p.105.

DEUX AVOCATS DE TURQUIE NOMMÉS RÉCIPENDIAIRES DU PRIX DES DROITS DE L'HOMME ROBERT F. KENNEDY 1997. (*Robert F. Kennedy Memorial*, 24 octobre 1997), p.106-107.

LA TURQUIE RÉCOMPENSE UNE FIRME DE LOBBYING QUI AVAIT HÉBERGÉ DES KURDES PRO-PKK À WASHINGTON.

(*Turkish Daily News*, 24 octobre 1997), p.108.

NOUVELLES TACTIQUES DU PKK DANS LA RÉGION DE LA MER NOIRE. (*Turkish Daily News*, 24 octobre 1997), p.109.

ÉTATS-UNIS: "LES TURCS ONT RAISON SUR L'IRAK DU NORD". (*Turkish Daily News*, 24 octobre 1997), p.109.

UNE PLAINTÉ DE LEYLA ZANA ET DE TROIS EX-DÉPUTÉS KURDES JUGÉE RECEVABLE. (*A.F.P.*, 24 octobre 1997), p.110.

LE MILITANT DES DROITS DE L'HOMME ESBER YAGMURDERELI REFUSE D'ÊTRE AMNISTIÉ. (*A.F.P.*, 24 octobre 1997), p.110.

DAMAS DÉNONCE LA CRÉATION D'UNE "ZONE DE SÉCURITÉ" TURQUE EN IRAK. (*A.F.P.*, 25 octobre 1997), p.111.

L'UPK ACCUSE LA TURQUIE DE NOUVEAUX RAIDS AÉRIENS CONTRE SES POSITIONS. (*A.F.P.*, 25 octobre 1997), p.111-112.

PLUS DE 5.500 SÉPARATISTES KURDES TUÉS PAR LES TROUPES TURQUES EN 1997. (*A.F.P.*, 24 octobre 1997), p.112-113.

DE FORTES PRESSIONS PÉTROLIÈRES SE DÉPLOIENT CONTRE LES SANCTIONS CONTRE L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 24 octobre 1997), p.113.

LA TRÊVE ENTRE L'UPK ET LE PKK PREND FIN, LES AVIONS TURCS BOMBARDENT LA RÉGION L'UPK DIT QU'ELLE A ÉTÉ FRAPPÉE PAR DES BOMBARDÉMENTS TURCS, la Turquie affirme qu'elle a attaqué des cibles du PKK dans la région. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1997), p.114.

PKK: L'UPK NOMME DES GENS DU PKK POUR LES ADMINISTRATIONS LOCALES. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1997), p.114.

PROTESTATION CONTRE LES ARRESTATIONS DES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1997), p.115.

LES FORCES TURQUES ONT ASSÉNIÉ LES PLUS GRANDS COUPS AUX TERRORISTES EN 1997. Au cours des opérations des dix mois derniers, six mille terroristes ont été capturés. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1997), p.115.

YAGMURDERELI REJETTE TOUTE AMNISTIE SPÉCIALE. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1997), p.115.

LE CHANCELIER KOHL S'EN PREND À GUNTER GRASS DANS LA POLÉMIQUE SUR LES ÉTRANGERS EN ALLEMAGNE. (*A.F.P.*, 26 octobre 1997), p.116.

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU D'IMMIGRATION TURC VERS L'EUROPE OCCIDENTALE. (*A.F.P.*, 26 octobre 1997), p.116.

À L'ONU, LES GRANDES PUISSANCES S'OPPOSENT SUR L'IRAK. La France et quatre autres membres du Conseil de sécurité se sont abstenus, jeudi 23 octobre, lors du vote d'une résolution d'inspiration américaine prévoyant de nouvelles sanctions contre les dirigeants de Bagdad. (*Le Monde*, 25 octobre 1997), p.117.

LES FACTIONS KURDES RETOURNENT À LA GUERRE OUVERTE. (*The Guardian*, 25 octobre 1997), p.118-119.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AFFIRME QUE LES TURCS ONT FRAPPÉ LE PKK, PAS L'UPK. Les factions kurdes s'affrontent en Irak près de la frontière iranienne. (*Turkish Daily News*, 26 octobre 1997), p.119-120.

INFORMATION JUDICIAIRE CONTRE NECMETTIN ERBAKAN POUR APPEL À LA GUERRE SAINTE. (*A.F.P.*, 27 octobre 1997), p.120.

SES TROUPES ENCORE EN IRAK, LA TURQUIE EST PRISE DANS LES COMBATS INTER-KURDES. (*International Herald Tribune*, 27 octobre 1997), p.121.

Y. KEMAL REND L'UNION EUROPÉENNE CORESPONSABLE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 27 octobre 1997), p.121-122.

LA FRANCE QUITTE LE FRONT ANTI-IRAKIEN. - Au Conseil de sécurité, Paris n'a

pas suivi les consignes de vote américaines. (*Libération*, 26 octobre 1997), p.122.

LE PÉTROLE COMMENCE À COULER À NOUVEAU DE LA CASPIENNE VERS L'OUEST. - Les Azéris ouvrent un nouveau oléoduc. (*International Herald Tribune*, 27 octobre 1997), p.123.

LA TURQUIE AFFIRME POUVOIR SE PASSER D'UNE ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE. (*A.F.P.*, 27 octobre 1997), p.124.

LES ÉTATS-UNIS AVERTISSENT L'IRAK SUR LES ARMES. (*International Herald Tribune*, 28 octobre 1997), p.124.

À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PACIFIQUES: LA TURQUIE, LES KURDES ET LES PROBLÈMES DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 30 octobre 1997), p.125-127.

TURQUIE: ESBER YAGMURDERELI, ÉCRIVAIN, AVEUGLE ET PRISONNIER. Yagmurdereli, qui a déjà purgé une peine de quatre ans, a été incarcéré le 22 octobre pour une nouvelle période de vingt-trois ans. Son crime ? Avoir réuni un million de signatures pour la paix au Kurdistan. (*Courrier International*, N° 365, 30 octobre 1997), p.128-129.

L'UNION EUROPÉENNE CONSIDÈRE LA TURQUIE COMME UN MEMBRE FUTUR, SELON M. VAN DEN BROEK. (*A.F.P.*, 31 octobre 1997), p.129.

L'IRAK NE MONTRE AUCUN SIGNE DE DÉGONFLAGE DANS LA QUERELLE À L'ONU. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1997), p.130-131.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU PARLEMENT EST ETHNIQUEMENT KURDE. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1997), p.131.

BARZANI S'ENGAGE À POURSUIVRE LA GUERRE JUSQU'AU DÉPART DES COMBATTANTS D'OCALAN DE LA RÉGION - La Turquie déclare avoir tué 342 membres du PKK, et qu'elle occupe désormais son campement au nord de l'Irak (*Al Hayat*, 1er octobre 1997), p.132.

WASHINGTON RENOUVELLE SA MISE EN GARDE À L'IRAK, et n'exclut pas l'usage de force. (*Al Hayat*, 10 octobre 1997), p.132.

WASHINGTON MET EN GARDE TÉHÉRAN CONTRE LA VIOLATION DE L'ESPACE AÉRIEN PROTEGE IRAKIEN. (*Al Hayat*, 2 octobre 1997), p.133.

L'ARMÉE TURQUE DÉCLARE : QU'ELLE A COMMENCÉ " L'ENCERCLEMENT " DES COMBATTANTS D'ÖCALAN AU NORD DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 2 octobre 1997), p.133.

WASHINGTON MET EN GARDE BAGHDAD ET TÉHÉRAN CONTRE LES VIOLATIONS DE L'ESPACE AÉRIEN PROTÉGÉ. (*Al Hayat*, 9 octobre 1997), p.134.

DES VIOLENTS COMBATS AU NORD DE L'IRAK - Talabani reprend le combat contre le Parti de Barzani après l'échec d'une réunion à Londres - Des officiers irakiens auraient été exécutés, soupçonnés d'avoir préparé un complot pour assassiner Saddam. (*Al Hayat*, 9 octobre 1997), p.134.

SUITE AU LANCEMENT DES MISSILES " GRAD " SUR LE QG DE BARZANI, LES AMÉRICAINS PRESSENT TALABANI DE CESSEZ-LE-FEU. (*Al Hayat*, 18 octobre 1997), p.135.

20 MILLE KURDES ONT MANIFESTÉ AU NORD DE L'IRAK CONTRE LES RAIDS TURCS - Une campagne irakienne contre les efforts américains qui visent à aggraver les sanctions contre elle. (*Al Hayat*, 20 octobre 1997), p.136.

IRAN ET LES KURDES ET LA POLITIQUE D'ASSASINATS. Analyse de Omeid Fattah. (*Al Hayat*, 24 octobre 1997), p.136.

LA SYRIE PROPOSE À LA TURQUIE " DES DISCUSSIONS SANS CONDITIONS " (*Al Hayat*, 22 octobre 1997), p.137.

LE CESSEZ-LE-FEU EST PROLONGÉ AU NORD DE L'IRAK (*Al Hayat*, 22 octobre 1997), p.137.

LE NORD DE L'IRAK ENTRE KHADDAM ET UN REPRÉSENTANT DE TALABANI - L'armée turque se renforce et La Ligue des états arabes craint la répétition de l'expérience " Zone de sécurité " - Barzani accuse Talabani de mener une campagne de déportation. (*Al Hayat*, 24 octobre 1997), p.138.

LE PDK D'IRAK ANNONCE LA RÉCUPÉRATION DES POSITIONS DE L'UPK. - Les combats empêchent l'ONU de distribuer les vivres à la population. (*Al Hayat*, 27 octobre 1997), p.139.

WASHINGTON CONTINUE SES EFFORTS

POUR RENFORCER L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU AU NORD DE L'IRAK - Le Caire condamne les " belligérents kurdes ". (*Al Hayat*, 28 octobre 1997), p.139.

LES COMBATS S'INTENSIFIENT AU NORD DE L'IRAK MALGRÉ L'INTERVENTION AMÉRICAINE EN FAVEUR DE CESSEZ-LE-FEU - Talabani somme Barzani d'appliquer l'accord d'Ankara. (*Al Hayat*, 15 octobre 1997), p.140.

TURQUIE : DEUX MORTS ET 19 BLESSÉS DANS UN ATTENTAT A LA VOITURE PIÉGÉE - LA POLICE SOUPÇONE L'IMPLICATION D'ÖCALAN. (*Al Hayat*, 20 octobre 1997), p.141.

APRÈS LA REPRISE DES COMBATS INTER-KURDES LES ETATS-UNIS CRITIQUENT LA TURQUIE ET METTENT EN GARDE L'IRAK ET L'IRAN. (*Al Hayat*, 25 octobre 1997), p.141.

NOUVEAUX COMBATS ENTRE LES MILIENS DES PARTIS DE BARZANI ET TALABANI - Pour la première fois depuis 1990 des médicaments arrivent en Irak par voie aérienne. (*ASHARQ AL-AWSAT*, 14 octobre 1997), p.142.

ANKARA ANNONCE LE DÉBUT DE RETRAIT DE SES TROUPES DU NORD DE L'IRAK. (*ASHARQ AL-AWSAT*, 14 octobre 1997), p.143.

Revue de Presse





15:10 GMT,
01
Septembre
1997

©AFP 1997

● La Turquie décidée à refuser à la "délégation de la paix" l'accès à Diyarbakir

DIYARBAKIR (Turquie), 1er sept (AFP) - Une partie des membres d'une "délégation de la paix", un moment stoppée sur la route de Diyarbakir (sud-est) où elle veut se rendre, a poursuivi sa route à bord de sept autocars mais ne sera pas autorisée à pénétrer dans la ville, a-t-on appris lundi de source policière.

Les autorités turques ont en effet pris d'importantes mesures pour ne pas laisser entrer dans Diyarbakir (sud-est de la Turquie) cette délégation formée d'activistes turcs et étrangers qui voulaient s'y rendre pour promouvoir la recherche d'une solution pacifique à la question kurde en Turquie.

Les policiers ont l'ordre de stopper les sept autocars à quelque kilomètres de Diyarbakir, a-t-on précisé de même source.

Ces autocars transportent une partie de la délégation et ont été autorisés à poursuivre leur route vers Diyarbakir après avoir été un moment immobilisés près de Sanliurfa, à quelque 175 km au sud-ouest. Le reste de la délégation, dont on ignore le nombre exact de membres, a dû rebrousser chemin.

Le groupe comprend des membres du Parlement européen, des militants des droits de l'Homme et des représentants d'Eglises et de plusieurs associations professionnelles turques et étrangères, selon l'association allemande de défense des droits de l'Homme "Appel de Hanovre", qui organise ce voyage à l'occasion de la Journée mondiale de la paix.

Diyarbakir est le chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde et le siège de la super-préfecture qui administre l'état d'urgence, en vigueur depuis dix ans dans la région, contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Sanliurfa ne fait pas partie de la zone sous état d'urgence.

Par ailleurs, près de 470 personnes ont été mises en garde à vue lundi à Diyarbakir pour empêcher l'organisation d'une éventuelle manifestation dans le centre de la ville, a-t-on indiqué de source policière. La plupart de ces personnes pourraient être remises en liberté dans la soirée, selon la même source.

Les autorités turques estiment que les organisateurs du voyage ont des liens avec le PKK. Elles ont affirmé qu'"aucune manifestation en faveur de l'organisation terroriste ne sera autorisée", en référence au PKK.

Str-ce/od eaf

| [Dépêche plus récente](#) | [Sommaire](#)



14:02 GMT,
01
Septembre
1997

©AFP 1997

● L'Allemagne accorde un crédit de 415,5 millions de marks à la Turquie

FRANCFORT (Allemagne), 1er sept (AFP) - L'Office public allemand de crédit pour la reconstruction (KfW) a annoncé lundi à Francfort avoir accordé un prêt de 415,5 millions de marks (230 millions de dollars) à la Turquie.

En contrepartie, plusieurs contrats seront conclus avec des entreprises allemandes, tels la construction d'un tramway à Bursa (ouest de la Turquie) sous la direction du groupe allemand Siemens AG, une station d'épuration ou la protection d'un parc naturel.

Sur le total de la somme prêtée, 275,5 millions proviennent du budget du ministère allemand de la Coopération et 140 autres des marchés financiers, a précisé l'Office.

ha/ar e

Poos' 'dialogue of the deaf' in Ankara

EU's term president Jacques Poos, who is considered by Turks as 'unfriendly to this country,' says nothing new about Turkey's EU bid, and brings up all the issues in his talks in Ankara which are considered 'anathema' by Turkish officials

Ankara - Turkish Daily News

■ Repeating the European Union's known stance the Union's term president Jacques Poos, said on Monday that Turkey remained eligible for membership in this grouping provided it fulfilled certain criteria.

Poos who was in Ankara for a working visit said, "Turkey is part of the enlargement of the EU."

After his three-and-a-half hour meeting with Foreign Minister Ismail Cem, Poos told reporters that there are conditions to start the negotiations with Turkey for full membership. "We cannot start to negotiate with Turkey for full membership before these conditions are met. These conditions are good neighborly relations with Greece, a constructive attitude towards Cyprus and the solution of the Kurdish question.

Poos' remarks brought nothing new to his visit to Ankara and left many analysts wondering why this visit had taken place.

Foreign Minister Ismail Cem has been trying to calm Turkish anger over the European Commission's refusal to include Turkey in the list of countries with whom it is recommending membership talks to begin in 1998.

Cem has been saying that while Turkey remains on course for eventual membership the Commission's recommendation is not something "that will darken Turkey's horizon."

He has also been saying in this context that Turkey has other options in terms of its international relations and should not be looking



Prime Minister Mesut Yılmaz, before his meeting with Jacques Poos, the term president of the EU, pointed out that they will discuss the uncertainty in EU-Turkish relations and said that Turkey will try to prevent the EU from making a big mistake which will also harm itself.
TDN Ali Fuat Ulay

simply to Europe.

Poos, bringing up a subject which is highly sensitive to Ankara, referred to "the Kurdish issue," and maintained that dialogue must be opened on this issue.

He did not clarify who the sides to this dialogue are or should be. He also called for "a political solution for the Kurdish issue," a suggestion which is anathema to Ankara.

"The Cultural autonomy of Kurds must be recognized" Poos said.

Stating that the problem of human rights is seen in many countries, Ismail Cem told reporters that concerning the solution of the problems with Greece, not only the two parties but also the third parties should prove that they were ready to make positive efforts.

Also declaring that Turkey was eligible for EU membership, Poos pointed out that the same conditions were being asked from states such as Slovakia.

His putting Turkey in the same category as Slovakia was noted by analysts. Slovakia today is the butt of strong European criticism over its human rights record.

'Before it is too late...'

Following his long talks with Cem, Poos met with Prime Minister Mesut Yılmaz. Yılmaz told reporters before the meeting that they would try to prevent the EU from making "a mistake which will

also be harmful for the EU itself."

"In our meeting with Mr. Poos, we will also discuss our customs union with the EU which is facing problems because of the failure of the EU to fulfill its responsibilities," Yılmaz said.

Luxembourg will host a key summit in December which will determine whether to accept the European Commission's recommendation and start accession talks with a small group of countries plus "Cyprus" meaning Greek Cyprus.

Turkey is not only annoyed at not being included in this list but is also angry at the inclusion of "Cyprus" in the list. The Turkish side says the Greek Cypriots do not represent Turkish Cypriots and can not therefore negotiate EU membership on behalf of the whole island.

Turkish Cypriot leader Rauf Denktaş has said that if the EU starts negotiations with the Greek Cypriots he will pull out of the Cyprus talks.

Poos, in remarks that negatively coloured his visit to Ankara before, insisted in Athens just before arriving in Turkey that the EU would go ahead with these talks.

On Sunday Poos told reporters in Ankara that if he were a Turk he would push for the membership of Cyprus in the EU.

Tuesday, September 2, 1997

Turkish Daily News

September 3, 1997

Turkish Daily News

Iraqi Kurds reconsider role in Ankara process

Western diplomats: 'It is the Kurds who will make peace in Northern Iraq, we are only here to help them'

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ As Iraqi Kurdish parties failed to achieve their goals through the ongoing Western initiative in northern Iraq, the Ankara process, sponsored by the U.S., Britain and Turkey, began to falter, leaving behind the remnants of disappointment on the part of Kurdish factions.

While the main items of the Ankara process declarations are unable to be implemented, such as the sharing of border revenues, which is the key obstacle to peace in northern Iraq, Washington reportedly has failed to bring the two rival Iraqi Kurdish factions together in the U.S. capital.

Both the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) reportedly started to reevaluate their presence in the Turkish-, British- and U.S.-sponsored Ankara process which was initiated to bring peace and stability to northern Iraq.

Soon after recent talks between Jalal Talabani and the sponsors of the Ankara process, the KDP began to be forced to compromise on the sharing of border revenues, according to northern Iraqi sources.

In addition, Shazad Saib of the PUK's Ankara office claimed on Tuesday that the KDP was given many advantages under the umbrella of the Ankara process.

"The Ankara process turned into a disaster for us. We are sure that in one day, Turkey could solve all of the problems. The Iraqi Kurds think that Turkey is backing the KDP and that Turkey is helping the KDP, in terms of money, arms and the border revenue issue. The KDP is using Turkish artillery against us," Saib told the TDN.

Senior KDP officials, criticizing the uncertainty of the sponsors of the Ankara process — especially that of the United States — towards Iraq, said that the increasing violations of the cease-fire on the part of the PUK have

become regular since Talabani's trip to Washington, London and Ankara, where he was warned by these governments not to escalate tension and also to cut his ties to Iran.

Also referring to earlier Iranian proposals for an alternative peace process for northern Iraq, the same sources added that Tehran had increased its pressure on Tehran to prevent further Turkish incursions.

Iran and Syria: 'For or against a weak PKK?'

"It is not in the interests of Syria or Iran to have a weak PKK in the region, and the Syrians view such moves as indirect pressure on them to fall in line with the Middle East peace process. Saddam's regime is artificially kept on stage to threaten the oil-rich Gulf states and to allow the West to control its oil taps. The threat of Iranian incursions in the region has not yet diminished, and Saddam has always been a good barrier in blocking the spread of fundamentalism, which was clearly exercised in the eight years of the Iran-Iraq war," one of the well-informed sources from northern Iraq commented to the TDN.

Showing signs of disappointment because of U.S.-led Western policy towards Iraq, the same official said that the Kurdish card was being played to the fullest by all interested parties for different aims and purposes, but what all of them have in common is to prevent the establishment of an independent Kurdish entity.

Difficult juncture in Kurdish history

"The Kurdish leaders are told by Western allies to keep their distance from Baghdad, but yet their problem is an internal one which has to be resolved within Iraq. For this reason alone, the Kurds are at a historical juncture in their history. The one-million-dollar question for Barzani and Talabani is whether or not to make peace with a weakened Baghdad regime and obtain the maximum number of Kurdish demands in the form of autonomy or even federation, or wait for developments upon the instructions of the West, such as a change of regime and the democratization of Iraq," were the words of an Iraqi Kurdish politician who was complaining about the uncertainty of the West towards Iraq.

PUK does not take Barzani's call for peace seriously

In addition, a call for peace with the PUK was made on Sunday by Massoud Barzani in the regional capital of Arbil at a rally marking the first anniversary of the city's capture from the PUK by his troops. Barzani was quoted as inviting Talabani to Arbil to hold talks and discuss all aspects of the internal crises. Barzani said he was not prepared to hold talks outside Iraqi Kurdistan, referring to the mainly Kurdish enclave in the north.

Shazad Saib, representative of the Patriotic Union of Kurdistan told the TDN that Barzani should have known that Talabani would never come to Arbil.

"It looks like a new joke, just like previous ones — it does not seem serious. Everybody knows that the sincere initiative was the Ankara process. He can implement that. He knows that Talabani will not go to Arbil, which is an Iraqi-controlled city. Mr. Barzani is always trying to run away from the reality of implementing peace. It seems that Barzani wants to flee from the Washington talks, that's why he's bringing something new. Even as late as Aug. 16th, Barzani said that they wanted a solution with the central Iraqi government," Saib said.

During the recent visit of the PUK's Jalal Talabani to the United States, it was suggested that a meeting be held in Washington in August. Western diplomats talking to the TDN said that it was the Iraqi Kurds who would decide on the future of Iraq. "The territorial integrity of Iraq is respected by us. But Saddam should and will go, and it is the Iraqi people themselves who will decide the fate of the country. Similar to that, concerning the continuation of the Ankara process, they have to do their best for peace in northern Iraq. We, as sponsors, are only helping them," said a senior Western diplomat, who is focusing on northern Iraq.

Additionally, the Supervisory Peace Monitoring Group (SPMG) held its regular weekly meeting on Tuesday with the participation of Turkmen, PUK, KDP, British, Turkish and U.S. representatives.

Rentrée scolaire turque sous le signe de l'anti-islamisme

ISTANBUL

de notre correspondante

A l'approche d'une rentrée scolaire qui s'annonce chaotique, prévue le 15 septembre dans la plupart des écoles publiques, les préfets des provinces turques ont reçu de strictes instructions d'augmenter les mesures de sécurité. Deux semaines après l'adoption par le Parlement turc de la nouvelle loi sur l'éducation, qui prévoit la prolongation de cinq à huit ans de la scolarité obligatoire dans l'enseignement laïque, interdisant de fait les écoles coraniques aux élèves du secondaire, la polémique continue en effet, et la dispute entre laïques et islamistes ne semble pas près de se calmer.

« Nous nous opposerons à tous ceux qui essaient de créer une ressemblance entre cette patrie magnifique et l'Iran ou l'Algérie, à ceux qui veulent initier une lutte fratricide en utilisant cette grande religion qu'est l'islam », a déclaré le premier ministre, Mesut Yilmaz, dans la ville de Tekirdag, située sur les rives de la mer de Marmara, à l'ouest d'Istanbul, attaquant l'islam politique.

Alors que les manifestations et les arrestations de protestataires se multiplient à la sortie des mosquées, l'opposition des islamistes à cette réforme voulue par la très laïque armée turque prend par moments des tournures plus violentes : ainsi un groupe de cent cinquante personnes a attaqué, dimanche soir, les locaux de la chaîne de télévision ATV qui,

comme la plupart des médias nationaux, soutient les efforts du gouvernement contre les « forces réactionnaires ». « Une telle attaque contribue à exposer le véritable visage des agresseurs et démontre que vous avez raison », a déclaré M. Yilmaz dans un message de soutien adressé à ATV.

« GUERRE LÉGALE »

Malgré leur victoire, les institutions républicaines, qui sont déjà parvenues à écarter du pouvoir la coalition dirigée par Necmettin Erbakan et à faire adopter la réforme de l'enseignement, continuent de s'acharner contre les membres de l'ancien gouvernement. Ainsi le procureur Vural Savas, qui avait déjà initié la procédure judiciaire auprès de la Cour constitutionnelle qui pourrait mener à la fermeture du Parti de la prospérité de Necmettin Erbakan, a intenté un nouveau procès contre un des anciens ministres, Abdullah Gul, accusé d'avoir « insulté et ridiculisé les forces armées et le système judiciaire ». Il avait apparemment déclaré, lors d'une interview télévisée, que l'armée était à l'origine de la procédure légale contre son parti.

Toujours à la recherche de malversations susceptibles de discréditer le parti de M. Erbakan, les médias turcs ont trouvé un nouveau scandale à se mettre sous la dent : selon la presse, 10 millions de dollars offerts par le dirigeant libyen, le Colonel Kadhafi, qui devaient être envoyés aux combattants tché-

chènes, auraient été détournés par des membres du Parti de la prospérité. Plusieurs personnalités proches de Necmettin Erbakan ont été interrogées dans le cadre de l'enquête ouverte à la suite de ces accusations, rejetées avec véhémence par l'ancien ministre de la justice Sevkettin Kazan, qui a annoncé de son côté le début d'une « guerre légale » contre les médias qui disséminent de « fausses informations ».

Dans leur lutte contre les islamistes, les défenseurs de la laïcité se tournent une fois de plus vers Mustafa Kemal Ataturk, le fondateur de la République, dont le portrait domine tous les bâtiments publics, et qui est, plus que jamais, devenu le symbole même de la laïcité. Ainsi, des milliers de Turcs, encouragés par les médias et les partis de gauche, ont voté en masse - sur Internet, par fax ou par courrier - pour leur héros, dans un sondage organisé par le magazine américain Time qui souhaitait dresser une liste des cent personnalités les plus importantes du vingtième siècle. Chaque jour, la presse rapporte avec le plus grand sérieux les progrès du père de la Turquie moderne dans un palmarès dont les critères n'ont pas été définis avec beaucoup de précision, puisque Ataturk se trouve notamment en compétition avec la chanteuse Madonna, Adolf Hitler et le dirigeant de la secte des Mormons, ces derniers s'étant apparemment mobilisés en masse.

Nicole Pope

Syria slams US role in Turkish-Israeli war games

Compiled from wire dispatches - TDN

■ Following the reports that the controversial joint military exercise between Israel, Turkey and the United States will be held in mid-November, reactions started to escalate in Arab capitals. Syria, on Tuesday, expressed "astonishment" at an announcement that the United States would participate in Turkish-Israeli naval war games, while Washington prepared to rescue the Middle East peace process.

"The announcement of the war games, while U.S. Secretary of State Madeleine Albright prepared to visit the region to rescue the peace talks, is astonishing and could not be understood," a Syrian foreign ministry spokesperson said.

He told Reuters the announcement

was "a desperate attempt to pressure Syria to change its principled stand. But everybody should understand that Syria will not change its position in the peace talks with Israel, which is firm," he continued.

Albright, who will make her first tour of the Middle East next week, will visit Syria to try to break a deadlock in the Syrian-Israeli peace talks, which broke off over a year ago.

The TDN on Tuesday reported that three countries will hold a military maneuver, which will include mainly search and rescue operations, between Nov. 15-25, despite earlier reports that it will be delayed or will be held in October. The Syrian spokesperson rejected any justifications that the games were for rescue and search operations, saying the manoeuvres were

military exercises, to be held only few kilometers from the Syrian border.

Syria, which has a number of disputes with Turkey over the sharing of the river Euphrates and "terrorism" charges, had strongly condemned the Turkish-Israeli military cooperation.

To date, Turkey and Israel have signed two military agreements, which Washington has looked warmly upon. One is a military training cooperation agreement, signed in February 1996. The second agreement, signed in August last year, incorporated a defense industry cooperation deal. Israel is also currently upgrading 54 Turkish F-4 fighters under a \$632 million deal.

Following criticism from Arab and Middle East countries, which have said that Turkey, as a Muslim country, is betraying the Arab world by cooperating with Israel, Turkey and Israel reportedly continue to strengthen defense ties, taking new steps to evaluate threats against them, cooperating in new defense projects and working on joint military maneuvers on the world's slippery stage, the Middle East.

Unerwünschte Friedensaktivisten in der Türkei *Hartes Vorgehen der Regierung Yilmaz in der Kurdenfrage*

Ein türkischer Staatsanwalt hat am Mittwoch die Ausweisung von zwei Schweizer Gewerkschaftern angeordnet. Diese waren einen Tag zuvor im Rahmen einer Friedensaktion für das kurdische Südostanatolien festgenommen und des Widerstands gegen die Staatsgewalt beschuldigt worden. Die Regierung Yilmaz bezeichnete die Friedensaktion als Provokation kurdischer Terroristen und rechtfertigte die massive Gewaltanwendung der Sicherheitskräfte.

it. Istanbul, 3. September

Am Dienstag und Mittwoch sind in Istanbul mehrere ausländische Teilnehmer einer Friedensaktion für Kurdistan, unter ihnen der Co-Präsident des Zürcher Gewerkschaftsbundes, Albert Gubler, verhaftet und mit einem Landesverweis belegt worden. Die Verhafteten waren gemeinsam mit rund 300 Teilnehmern aus Europa, den USA und Afrika im Rahmen der Aktion «Friedenszug Musa Ander» am vergangenen Wochenende in der Türkei eingetroffen, um am Montag, dem Weltfriedenstag, in der kurdischen Stadt Diyarbakir für ein Ende des Kriegs in Südostanatolien und für eine friedliche Lösung der Kurdenfrage in der Türkei zu demonstrieren. Knapp 80 Kilometer ausserhalb Diyarbakir wurden die sieben Busse mit den mehrheitlich ausländischen Delegierten von Panzerfahrzeugen und Helikoptern aufgehalten. Die fremden Besucher wurden angewiesen, das unter Ausnahmezustand stehende Kurdengebiet umgehend zu verlassen.

Verhinderte Pressekonferenzen

Doch auch die Rückreise in den Westen der Türkei erwies sich als schwierig. An der Einfahrt nach Ankara wies die Polizei den Konvoi an, unverzüglich weiter nach Istanbul zu fahren. Weder der Protest des Vorsitzenden des türkischen Menschenrechtsvereins, Akin Birdal, der in Ankara bereits eine Pressekonferenz vorbereitet hatte, noch ein einstündiger Sitzstreik der Delegierten vermochten daran etwas zu ändern. Unweit Istanbul wurde der Konvoi an einer weiteren Strassensperre erneut aufgehalten. Als Polizisten versuchten, einige kurdische Delegierte aus dem Bus hinauszureissen, haben sich Schweizer Friedensaktivisten dagegen gewehrt. In einem folgenden Handgemenge mit Polizeikräften wurden mehrere Delegierte verletzt. Gubler, ein weiterer Schweizer und acht türkische Bürger wurden festgenommen. Ihnen wird vorgeworfen, Widerstand gegen die Staatsgewalt geleistet zu haben. Ein Staatsanwalt hat am Mittwoch die Ausweisung der Schweizer verordnet.

Die übrigen Delegationsmitglieder wurden bereits am Dienstag im Istanbul Hotel Mim unter Hausarrest gestellt. Eine Pressekonferenz, die am Mittwoch vormittag in Istanbul im Hotel Pera-Palace hätte stattfinden sollen, wurde kurzerhand von der Stadtverwaltung abgesagt. Laut Augenzeugen hatte die Bereitschaftspolizei das Gebiet um das Pera-Palace-Hotel umstellt. Als die Dele-

gationsmitglieder dann die Pressekonferenz kurzfristig auf den Nachmittag im Hotel Mim ankündeten, haben Sicherheitskräfte das Hotel gestürmt. Mehrere Delegationsmitglieder, unter ihnen zwei Schweizerinnen, sind laut Angaben türkischer Medien dabei verletzt und festgenommen worden.

Widersprüchliche Zeichen

Die massive Gewaltanwendung der Sicherheitskräfte hat die Regierung Yilmaz bisher mit der Argument einer versuchten Provokation seitens der kurdischen Arbeiterpartei (PKK) gerechtfertigt. Die gesamte Friedensaktion sei von der PKK organisiert und als Propagandamittel eingesetzt worden. Die ausländischen Delegierten durften nicht in Diyarbakir einreisen, weil die Sicherheitskräfte eine weitere Provokation von Terroristen befürchtet hätten, gab das türkische Aussenministerium bekannt.

In der Kurdenfrage verfängt sich die Regierung Yilmaz wie zuvor schon ihre Vorgängerinnen in Widersprüchen. So wurden im Rahmen des Weltfriedenstag unter dem Verdacht des Terrorismus landesweit rund 1000 Personen festgenommen. Angesichts der Tatsache, dass die Regierung erst vor kurzem die endgültige Niederlage der PKK feierlich angekündigt hatte, erscheint diese Anzahl von Verhafteten doch auffallend hoch. Auf der Liste der Inhaftierten figurieren bekannte türkische Gewerkschafter und Persönlichkeiten wie Tomris Özden. Sie ist die Witwe eines hochrangigen türkischen Offiziers, der jahrelang in Südostanatolien im Kampf gegen die kurdischen Rebellen die türkischen Spezialtruppen befehligte. Seit seinem gewaltsamen Tod setzt sich Frau Özden unermüdlich für eine friedliche Lösung in Südostanatolien ein.

Die türkischen Sicherheitskräfte scheinen in der Kurdenpolitik weiterhin einer harten Linie zu folgen. Die Aufforderung des EU-Ratsvorsitzenden, des luxemburgischen Aussenministers Poos, der während eines Besuchs Anfang der Woche in Ankara eine politische Lösung der Kurdenfrage gefordert hatte, wurde von offizieller Seite mit eisigem Schweigen quittiert. Offensichtlich ist auch die Regierung Yilmaz nicht bereit, den Kurden irgendwelche kulturelle Autonomie einzuräumen, wie dies Poos weiter gefordert hatte. Es ist demnach damit zu rechnen, dass auch weiterhin kurdische Intellektuelle und Abgeordnete, die für eine friedliche Lösung der Kurdenfrage eintreten, als Kriminelle verfolgt werden.

Turkey buys five warships from France



METE HAN DEMİR
Ankara-Turkish Daily News

Naval defense vessels to be purchased under French surplus arms program in a \$50 m deal

Mine sweepers to boost Turkish fleet are expected to arrive in Turkey in coming months

■ The Turkish navy decided on Thursday to buy five Circe-class mine-sweepers from France under a \$50 million deal to boost its naval fleet, Turkish Daily news has learned.

After long-stalled meetings with France, officials in Ankara said this week, the navy has decided to buy five vessels which will be provided under the French surplus arms program.

The vessels, which were favoured by the former Naval Forces Commander Adm. Güven Erkaya during his term, are expected to arrive in Turkey in coming months.

Turkey currently has more than 30 mine sweepers which are mostly US-made vessels. However, most of the mine sweepers that are on Turkey's books are aged and need to be upgraded.

Turkey has been planning to modernize its mine-sweeper fleet for months and evaluating proposals given by other countries including Italy and the U.K. Recently, it started negotiations with French officials to buy such vessels under a direct procurement agreement.

Meanwhile, Turkey, earlier, suspended its program to produce mine hunters at home due to financial problems. The in-country construction of six mine hunters would have been realized under a 7-year program.

Proposals for the joint production of the vessels were received from the following five bidders; Abeking Rasmussen and Fr. Lürssen Werft of Germany, Intermarine of Italy, SOFMA of France and Vosper Thornycroft of Britain.

The development in defense relations between Ankara and Paris has recently started to attract attention in defense circles.

While the United States and Turkey had been at odds when Washington was reluctant to transfer the arms sales to Ankara, Turkey has been looking for

other alternatives to meet its defense needs.

During this period, France as an alternative to the United States, improved its defense relations with Turkey.

Despite the recent thaw between the United States and Turkey following the U.S. Congress approving delivery of Turkey's frigates, Sea Hawks and other military equipment, France is maintaining its contacts with Turkey, supporting the country in many defense fields.

Turkey signed a \$430 million deal this year with Eurocopter for the joint production of 30 Cougars while the Turkish army is to buy middle-range surface to air IHAWK missiles from the French Land Forces in a direct procurement through the French firm Thomson-CSF.

Under the deal, 8 IHAWK batteries will be delivered to Turkey from France's surplus arms stocks.

Besides that, the Turkish state-run Machinery and Chemical Industry (MKEK) firm and the French GIAT company had earlier agreed to produce 20mm and 25mm ammunition to be used by the Turkish Army's hundreds of armored combat vehicles in a deal worth \$26 million.

Friday, September 5, 1997

Turkish Daily News

British defense secretary: no evidence to ban MED-TV

ORYA SULTAN HALISDEMİR

London - Turkish Daily News

■ British Defense Secretary George Robertson has asked for evidence proving that the London-based Kurdish TV channel, MED-TV, was a mouthpiece for the Kurdistan Workers' Party (PKK). In his meeting with the Turkish Defense Minister İsmet Sezgin on Wednesday evening, Robertson brought up the issue and said they understood Turkey's concerns over MED-TV.

Speaking to journalists after the meeting, Sezgin quoted Robertson as saying that the media in Britain was independent and the government would not be able to ban any media institutions while it works within the legitimate framework.

"I told him there was enough evi-

dence, especially that the PKK leader Apo appears on the TV every night," Sezgin stated. He said the PKK was responsible for the death of the 30,000 Turkish citizens over 15 years and was the major drug trafficker in Europe. "I told my colleague that allowing the PKK to defame Turkey with their propaganda on this TV channel is not consistent with the friendly relations that exist between Turkey and Britain," he also added.

"The S-300 missiles which are being bought by the Greek Cypriots are a threat to us. I told Robertson that if the EU goes ahead with the agreement talks with Cyprus, then Turkey's right to self-defense would be born. I also told them that I did not believe the EU would go ahead with the agreement talks before any solution had been reached on the island," Sezgin told journalists.

IHD raps government for Peace Train ban and detentions

METİN DEMİRSAR

Istanbul - Turkish Daily News

■ **Turkish human rights campaigners**
Thursday criticized Prime Minister Mesut Yılmaz's government for obstructing a group of 171 foreign human rights activists from attending a World Peace Day rally in southeast Turkey and preventing them from holding a news conference in Istanbul.

The human rights activists, who returned to Istanbul this week after attempting to attend Monday's rally in Diyarbakir, were harassed by police during the whole duration of the trip and also in Istanbul, campaigners said. They also accused the administration of ordering the detentions of nearly 1,000 people who attended the rally, aimed at ending the 13-year conflict between Turks and separatist Kurds in southeast Turkey.

"This government has opened a war against a peace initiative with unparalleled brutality," Ercan Kaner, head of the Istanbul branch of the Human Rights Association (IHD) told a news conference. "There are powerful forces in the government that want

the conflict (in southeast Turkey) to continue." Kaner described the government as a pawn of the military-dominated National Security Council, a shadow cabinet that advises the administration.

The foreign human rights campaigners, mostly European, American and African writers, intellectuals, clergy and parliamentarians, were members of the so-called Musa Anter Peace Train, an initiative named after a prominent Kurdish writer and intellectual killed by unidentified gunmen in 1992. They were supposed to travel to Diyarbakir from Brussels by train, but ended up flying to Turkey instead when the government banned the train from entering Turkish territory. The participants travelled to the region by bus, but were held in the garden of the headquarters of the special police in Şanlıurfa overnight and prevented from entering Diyarbakir province.

The return trip

Police stopped the bus carrying the activists in Gebze as they were returning to Istanbul Tuesday night and detained 20 mainly Turkish human rights campaigners accompanying the group. Many of the participants

were also forced to find rooms in other hotels when their reservations were mysteriously cancelled.

Some 21 activists were detained at the MIM Hotel in Istanbul and many injured in a melee with the police. The foreigners were also prevented from giving a news conference in Istanbul on Thursday.

Kaner was flanked by Dicle Anter, son of the late Musa Anter; Hikmet Fidan, provincial head of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP); Mahmut Sakar, a lawyer and vice president of IHD; and İsmail Sarıoğlu, a executive committee member of the Istanbul IHD office.

The government from the outset viewed the peace initiative with suspicion, claiming it was organized by the Kurdistan Workers Party (PKK), a separatist Kurdish group fighting a bloody guerilla war in southeast Turkey.

More than 20,000 civilians, soldiers and guerrillas have been killed in Turkey since the PKK launched its insurgency for an independent Kurdish state in the southeast in 1984.

September 5, 1997 Turkish Daily News



11:36 GMT,
05
Septembre
1997

©AFP 1997

● Un parlementaire SPD condamne l'intervention de la police turque contre des pacifistes

BONN, 5 sept (AFP) - Une parlementaire de l'opposition sociale-démocrate SPD, Uta Zapf, a jugé vendredi "inacceptable" l'intervention de la police turque pour empêcher la tenue d'une conférence de presse en faveur de la paix au Kurdistan mardi à Istanbul.

Mme Zapf a condamné dans un communiqué "l'intervention violente" qui "donne une fois de plus une image déplorable des relations en Turquie". Estimant que "ce comportement des forces de sécurité ne respecte en rien ni la mesure ni l'Etat de droit", Mme Zapf a déploré que "la simple tentative d'organiser une discussion publique sur le moyen de sortir pacifiquement du problème kurde en Turquie trouve une réponse brutale".

Elle a indiqué qu'elle avait "protesté auprès des autorités turques contre cet acte de violence".

Dix-huit personnes, dont onze Allemands, ont été interpellées par la police et mises en accusation, selon l'association de défense des droits de l'homme "Appel de Hanovre" qui a organisé le "vol pour la paix" de la délégation vers la Turquie.

L'association assure que deux Allemandes se trouvent toujours à l'hôpital, après avoir été blessées à la tête et au pied lors de l'intervention de la police pour empêcher la conférence de presse dans un hôtel d'Istanbul.

Les personnes interpellées comptaient organiser une conférence pour dénoncer l'attitude des autorités turques sur le chapitre des droits de l'Homme et demander un règlement pacifique de la question kurde lorsque la police est intervenue brutalement, selon l'association pour l'amitié germano-kurde Musa Anter.

La police turque réprime violemment une manifestation pour la paix

La

police turque a frappé et arrêté mercredi 18 membres d'une mission internationale pour la paix qui tentaient de donner une conférence de presse. Un diplomate britannique et cinq journalistes turcs ont également été interpellés. Cette mission tente de promouvoir une solution pacifique à la guerre entre le gouvernement d'Ankara et la rébellion kurde. Pour Jon Benjamin, porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne, l'arrestation du vice-consul à Istanbul, Neil Frape, est une "grossière violation du statut diplomatique".

La police a tout d'abord tenté d'empêcher la tenue de la conférence de presse en bloquant l'accès à l'hôtel où elle devait avoir lieu. Mais lorsque les délégués se sont rabattus sur un autre hôtel, la police est intervenue et des échauffourées ont eu lieu.

Onze Allemands, un Danois, un Suisse, deux Espagnols et un Britannique ont été interpellés, ainsi qu'un militant turc des droits de l'homme. Depuis son arrivée en Turquie, cette délégation de 300 personnes n'a cessé de subir les brimades des autorités turques, qui voit dans leur présence un geste de propagande des rebelles kurdes.

Leur convoi de 50 bus qui se rendait dans le sud du pays a été refoulé, des centaines de sympathisants ont été arrêtés et mardi, les forces de l'ordre ont arrêté six autocars, à bord desquels se trouvaient quelque 300 militants des droits de l'homme turcs et étrangers, qui souhaitaient diffuser un communiqué dans le centre d'Ankara.

"Cela montre seulement que (la Turquie) veut la poursuite de la guerre", a déclaré Akin Birdal, responsable de l'Independent Human Rights Association, à des journalistes.

Alors que les véhicules à bord desquels se trouvaient les membres de la mission retournaient vers Istanbul, les forces de police les ont une nouvelle fois arrêtés et ont interpellé dix ressortissants turques qui faisaient partie de la délégation, selon des membres de la mission. Le reste du groupe avait pour sa part regagné Istanbul dans la soirée.

Les autorités d'Ankara ont dénoncé l'initiative des militants des droits de l'homme, en la qualifiant de propagande orchestrée par les rebelles serbes... "Le message de paix ne devrait pas être diffusé à nous mais aux (militants kurdes)", a estimé mardi le vice-gouverneur régional Abdulkadir Sari. La délégation avait initialement prévu de se rendre en Turquie à bord d'un "train de la paix" en provenance de Bruxelles. Mais l'Allemagne avait bloqué le passage du train, lequel n'était bien sûr pas le bienvenu en Turquie.

Saturday, September 6, 1997

Turkish Daily News

Visiting Israeli diplomats visit GAP project area

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ Israeli trade minister, Natasa Schcheransky, is to pay a visit to Ankara, most probably in September, to participate in talks on the recently approved free trade deal between Turkey and Israel, the Turkish Daily News learned on Friday.

According to an earlier TDN report, a mini-commercial crisis took place between the two countries because of Turkey's failure to stop charging duties on Israeli imports, in violation of a free-trade agreement.

Then, after repeated pressure from Israeli officials, Turkey began implementing the free-trade agreement with Israel.

Israeli diplomats visit GAP

A group of Israeli diplomats, visiting Turkey, left Ankara on Friday evening for the southeastern cities in order to gain detailed information about the Southeastern Anatolia Project (GAP).

"There are Israeli private companies participating in some of the constructions in the framework of the GAP project. We are interested in the project," said Israeli diplomats.

Diplomats from various departments of the Israeli Foreign Ministry were invited by the Turkish Foreign Ministry's training center to hold discussions with their Turkish counterparts on a variety of foreign policy issues, regional problems and bilateral relations during their one-week visit to Ankara.

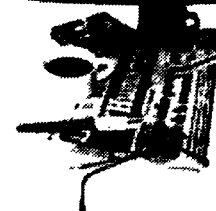
The group also visited the plant of the Turkish Aerospace Industry (TAI) where the F-16 fighter jets are being produced.

Turkey and Israel have been having close contact, not only in defense and security fields but, also in areas related to the economy. Israel and Turkey are making efforts to increase their cooperation not only in the energy field, concerning Caspian oil reserves, but also in water.

Meanwhile, Arab countries have voiced their concerns over the joint Turkish-Israeli-United States naval maneuver which is reportedly planned to take place between Nov. 15-25.

06 Septembre 97 - INTERNATIONAL

L'HUMANITÉ QUOTIDIEN



Entretien avec Mgr Gaillot

Les Kurdes

veulent la paix

Monseigneur Gaillot se trouvait dans la 'délégation pour la paix' qui a tenté, la semaine dernière, de gagner Dyarbakir, au Kurdistan turc.

LE but de l'initiative organisée par un collectif d'associations européennes, turques et kurdes de défense des droits de l'homme était de célébrer, le 1er septembre, la 'Journée de la paix' en appelant à une solution pacifique et négociée du problème kurde, qui donne lieu depuis quatorze ans à une véritable guerre entre l'armée turque et les combattants du PKK.

Mgr Gaillot, rentré de Turquie mercredi soir, a raconté à 'l'Humanité' les démêlés de la délégation avec les autorités d'Ankara, qui ont tout fait pour empêcher ses membres de circuler et de s'exprimer. Voici son récit:

'Le 31 août, quand nous sommes arrivés à Istanbul, on s'est retrouvés sur une grande place éclaboussée de soleil où il y avait des milliers de Kurdes, peut-être 30.000, pour la plupart des jeunes. Ce fut un accueil très chaleureux. Nous avons été littéralement ovationnés. Les gens étaient heureux, ils chantaient, dansaient.

J'ai eu le sentiment de rencontrer un peuple qui portait en lui la paix, qui la réclamait. Après cela, nous avons pris place dans sept cars et nous sommes dirigés vers Dyarbakir. Il y avait des gens venus de toute l'Europe et nous étions dix Français, dont deux avaient tenté d'aller directement en avion à Dyarbakir. Mais la police les attendait à l'aéroport et les avait refoulés.

Le trajet a été difficile, nous avons été sans cesse harcelés par les forces de sécurité. Dans les localités que nous traversions, les Kurdes qui voulaient nous saluer étaient repoussés par la police. A un moment, elle a même fait entrer les sept cars dans une caserne où nous sommes restés trois heures en état d'arrestation.

Il nous a fallu 26 heures pour arriver à 80 km de Dyarbakir. Là, des chars et des automitrailleuses barraient la route, des soldats étaient déployés dans les champs. C'était impressionnant. On a essayé de dialoguer. En vain. Après un sit-in de deux heures, on a décidé d'aller à Ankara, mais ils ne nous ont pas laissés y entrer. On a repris la direction d'Istanbul et là, il y avait encore un dispositif impressionnant pour nous accueillir: des gens armés et casqués qui ont arrêté les journalistes et les photographes. Quand on est enfin arrivés à l'hôtel, les chauffeurs de tous les cars ont été arrêtés.

J'ai repris l'avion pour Paris, mais j'ai appris que la conférence de presse que la délégation devait tenir à l'hôtel a été interdite et que plusieurs personnes ont été arrêtées.'

Quel est votre sentiment après cette aventure?.

Le mépris dont nous avons été l'objet nous a fait mieux comprendre ce que vit le peuple kurde. On a eu droit aux hélicos, aux canons à eau, aux blindés. On nous a traités comme des terroristes. Mais je n'ai pas un sentiment d'échec. On a tout de même remué beaucoup de monde avec cette délégation.

Quelle était votre motivation?

Ma motivation? la paix. Le peuple kurde veut la paix. J'en suis certain. La seule solution est politique. Il faut une négociation pacifique.

Que répondez-vous à l'argument d'Ankara qui affirme que le PKK est une organisation terroriste et que cette délégation était un soutien au terrorisme et une ingérence dans ses affaires?

Je pense qu'il y a surtout un terrorisme de l'armée, une violence quotidienne de l'Etat contre les Kurdes qui a entraîné une réaction violente du PKK. Si on supprimait cette violence de l'Etat, je suis sûr que le reste viendrait. Aujourd'hui, c'est le gouvernement turc qui entretient cette violence malgré les offres de paix répétées du PKK.

Quant à l'ingérence, je rejette cet argument. Il ne s'agit pas de demander l'indépendance des Kurdes mais la reconnaissance de leurs droits. La reconnaissance des droits fondamentaux de l'homme n'a pas de frontières. Quand on voit le rapport d'Amnesty International 1996, avec ces exécutions arbitraires, ces disparitions, ces tortures, on en a des frissons dans le dos. Il y a une solidarité à avoir au-delà des frontières, en tant qu'habitants de la planète. Que ce soit avec les paysans sans terre du Brésil ou avec les Kurdes, c'est la même chose.

Propos recueillis par FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Government reserves TL 18 trillion for Southeast operational funds

State Minister Yıldırım said 3.5 million new jobs will be created in the area if GAP is completed, but that process may take as long as 72 years if its progress continues at the same slow pace

Ankara - Turkish Daily News

■ State Minister Salih Yıldırım announced that the government has reserved TL 18 trillion in an additional budget in order that the Turkish Development Bank may distribute the money as loans to companies operating in the country's eastern and southeastern regions, the Anatolia news agency reported.

Speaking at the eastern and southeastern regions meeting of the Turkish Chambers and Commodity Exchanges Association (TOBB), in the eastern city of Elazığ over the weekend, Yıldırım said the government was intending to distribute operation loans to companies at interest rates ranging between 20 and 30 percent.

Yıldırım said the entire Southeastern Anatolian Project (GAP) would cost \$32 billion, but there was still disappointment in the fields of agriculture and irrigation in the areas covered by the project. He said 3.5 million new jobs will be created in the area if GAP is completed, but that process may take as long as 72 years if its progress continues at that slow pace.

Trade Minister Yalın Erez, who also spoke at the meeting, complained that the same problems were on top of the agenda 15 years ago.



TOBB Chairman Fuat Miras

He said that the government administration of the region and the people's expectations of the government must change, and the usual practice of inappropriate allocation of funds must be prevented in order to solve Turkey's problems.

Erez said Turkey currently had plans for 5,300 projects to be implemented at the total cost of TL 16.5 quadrillion. However, it has only been able to reserve TL 4.6 quadrillion for them.

TOBB Chairman Fuat Miras said the Regional Economic Development Project, which was financed by the World Bank, has been jointly carried out by the Undersecretariat of Treasury and the industry and trade chambers of 19 provinces, was cited by the World Bank as an example for other countries.

He said the project was aimed at eliminating unemployment in the areas it covers.

Cem: 'EU should not place preconditions'

Turkey out of NATO naval war games as 'NATO has been inclined to provide concessions on NATO principles in order to persuade Greece to take part in the operation'

Ankara - *Turkish Daily News*

■ Angered by European Union pressure to take its bilateral problems with Greece to the International Court of Justice, Turkey reiterated Sunday that it will not accept EU preconditions.

"The EU should not make conditions based on an unjust Greek argument for its uncommitted promises," Foreign Minister Ismail Cem said at a news conference hours before his departure for the Azerbaijani capital.

Regarding the proposal to take bilateral problems between Turkey and Greece to the International Court of Justice, Cem stated that Greece follows a double-standard as Athens has proposed to take the Kardak/Imia issue to court while earlier rejecting that possibility for another issue, the militarization of the Aegean islands in contravention of both bilateral and international agreements.

Briefing reporters about his recent contacts at several EU countries, Cem also declared that it is "meaningless" for the EU to suggest a manner of problem solving to Turkey which has earlier been rejected by Greece itself. The "uncommitted promises" that he referred to concerned the promise of funds from the EU which have been blocked by a Greek veto.

Turkey will never enter into any kind of bargaining, pointed out Cem, referring to reports of the removal of



Foreign Minister Ismail Cem

the Greek veto on the EU funds, "if Turkey carries the Kardak/Imia issue to the International Court of Justice."

"Greece follows a double-standard policy. Athens refused to recognize the court's decisions concerning the military issues about its national security. Greece prevented the issue of militarized islands from being brought to the court's agenda," declared the foreign minister.

Also stating that Greece has been preventing the gathering of the "wise men" to discuss all the problems between the two countries, Cem told reporters Turkey is ready to respond to any kind of positive concrete steps coming from Greece.

Speaking on the EU, Cem added:

tions on Turkey should be implemented by the international society, especially the United States, if Turkey did not respect the rules of behaviour.

NATO maneuvers

When asked to expand on the recent Ankara decision not to participate in the NATO maneuvers to be held in the eastern Mediterranean and Aegean Seas, Cem refused to comment.

"Till now, Greece was not attending the games. But changing the location of the games, NATO made a concession to Athens. And the commander of the games is scheduled to be a Greek soldier," a senior Turkish diplomat told the Turkish Daily News. Ankara declared on Friday in a statement released by the Foreign Ministry that Turkish forces would not take part in planned NATO naval exercises in the Aegean and eastern Mediterranean seas.

"The decision has been taken not to take part in the Dynamic Mix-97 NATO exercises," the Foreign Ministry said in the statement.

"The basis for this decision ... is that NATO has been inclined to provide concessions on NATO principles in order to persuade Greece to take part in the operation," it said.

It complained that the defence alliance had not made clear where in Aegean international waters the exercise would take place. The war games are to take place in September and October. "It is obvious that an effective NATO operation cannot be carried out in the eastern Mediterranean and the Aegean without Turkey's participation," the statement said.

The NATO exercise is to take place near the Mediterranean island of Crete.

"During my talks with Jacques Poos, Luxembourg's foreign minister, the Italian Foreign Minister Lamberto Dini, and Vedrine, the French foreign minister, I've clarified our attitudes regarding the EU. I have also emphasized that the European Commission's proposal — which was placed in front of us after our government's establishment — is unacceptable to us. I hope these thoughts put the necessary steps into effect." He also stated he would not respond to the discourteous remarks of his Greek counterpart, Theodoros Pangalos about Turkey and Turkish officials. Pangalos, in an interview with a Greek daily, stated that an arms embargo and economic sanc-



● Trente rebelles kurdes tués par l'armée turque

11:44 GMT,
09
Septembre
1997

©AFP 1997

ANKARA, 9 sept (AFP) - Trente rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque dans diverses zones rurales du sud-est anatolien, a rapporté mardi l'agence Anatolie, citant un communiqué officiel.

Dix-neuf rebelles du PKK ont été abattus dans la région de Meseliktepe, près de Bingol, selon la même source, qui cite un communiqué de la préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

Onze autres maquisards du PKK ont été tués sur les monts Kaval (dans la région de Sirnak) et Caci (près d'Eruh, province de Siirt), ajoute ce communiqué, sans préciser les dates de ces opérations.

Plus de 26.000 personnes --rebelles, militaires et civils--, ont été tués depuis le déclenchement de la rébellion du PKK en 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, visant à l'instauration d'un Etat indépendant.

KG/hc/pb t

Turkey searches for GAP funding

September 9, 1997

Turkish Daily News

'GAP is the future of all Turkey, not only the Southeast. The project will be completed in 2005, at a cost of \$32 billion, and it will create job opportunities for 3.5 million people'

Ankara - Turkish Daily News

■ State Minister Mehmet Salih Yildirim set out the financial alternatives facing the government in its quest to complete the Southeastern Anatolia Project (GAP) and improve the political and economic circumstances of the region, the Anatolia news agency reported. "GAP is the future of all Turkey, not only the Southeast. The project will be completed in 2005, at a cost of \$32 billion, and it will create job opportunities for 3.5 million people," Yildirim said.

"GAP will double the income of local people. Already, \$12.6 billion has been invested in the project since its beginning, constituting 39.6 percent of the total expected cost.

"We need \$1.8 billion every year for the project. Under current economic conditions clearly we cannot accumulate this amount from internal financial sources, so we need external sources," the minister said.

"We have four alternatives. The first is the 'built-operate-transfer' model which is seen as the most practical solution. However, it is very expensive and the citizens would have to fund it.

The second alternative is to obtain credit under appropriate conditions, but this is not easy because of the attitude of Iraq and Syria toward the project."

The United Nations, the European Union (EU), the World Bank and European countries were reluctant to support the project, as they oppose the use of natural resources for political purposes. Iraq and Syria opposed the project because their water resources would be restricted, and especially because Turkey has threatened that it may cut off their water supply if they continue supporting the PKK.

Obtaining funding for GAP is complicated by all these issues.

"But the United States, the EU, the World Bank and the European countries have changed their attitude toward the project since they perceived its potential. If we can obtain credit, under conditions favorable to Turkey, we can complete the project earlier," Yildirim said.

He stressed that another alternative could be the sale of immovable property in debenture bonds. "The last alternative we should take into account is the water exchange market. However, we have to consider this very carefully," he added.



● Klaus Kinkel conseille à Ankara de "faire ses devoirs" pour adhérer à l'UE

10:07 GMT,
09
Septembre
1997

©AFP 1997

ANKARA, 9 sept (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a conseillé à la Turquie de "faire ses devoirs" afin d'adhérer à l'Union européenne, excluant une adhésion dans un proche avenir, dans une interview publiée mardi par le quotidien turc Yeni Yuzyil.

"La Turquie est un voyageur qui a réservé sa place depuis 1963 dans le train de l'Europe mais qui ne peut pas prendre ce train dans un proche avenir parce qu'il ne fait pas ses devoirs. Que la Turquie fasse tout d'abord ses devoirs", a déclaré M. Kinkel.

Le ministre allemand recevra vendredi à Bonn son homologue turc Ismail Cem pour une visite de travail, a indiqué mardi un porte-parole de la diplomatie turque, Sermet Atacanli. Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz fera à son tour une visite de travail en Allemagne le 30 septembre et le 1er octobre à l'invitation du chancelier Helmut Kohl, selon M. Atacanli.

"Les droits de l'homme, la question kurde et les problèmes économiques sont les principaux (devoirs), a ajouté M. Kinkel, qui a cependant admis que l'UE n'avait pas rempli ses engagements envers la Turquie dans le cadre de l'union douanière UE-Turquie entrée en vigueur le 1er janvier 1996.

"Je suis désolé que l'UE n'ait pas pu remplir ses engagements envers la Turquie. Mais c'est la Grèce qui l'empêche. Que puis-je faire? (...) La Turquie, telle qu'elle est actuellement, ne peut pas adhérer à part entière à l'UE", a estimé le ministre allemand.

La Grèce, dont les relations avec la Turquie sont très difficiles, bloque l'octroi par l'UE à Ankara d'aides financières prévues dans le traité d'union douanière et destinées à compenser les pertes occasionnées à l'économie de la Turquie par l'ouverture de ses frontières aux produits européens.

Fin juillet, M. Cem avait déclaré qu'"il faut prévoir un avenir prévisible pour l'adhésion de la Turquie à l'UE", ajoutant qu'il fallait "surmonter le point de vue exprimé par Klaus Kinkel". Ce dernier avait affirmé, lors d'une visite fin mars à Ankara, que l'adhésion de la Turquie à l'UE "n'était pas prévisible dans un proche avenir".

Dans son interview à Yeni Yuzyil, M. Kinkel a souhaité que la Turquie "préfère toujours l'Occident". "Je sais très bien que la Turquie a toujours eu une importance géostratégique et que celle-ci a considérablement augmenté ces dernières années. L'importance de la Turquie, membre de l'Otan, est grande pour le monde musulman et également pour le Caucase et l'Asie centrale (...) Nous savons que la Turquie a d'autres possibilités mais nous désirons qu'elle préfère toujours l'Occident comme elle l'a fait jusqu'ici", a-t-il poursuivi.

"Nous insistons maintenant, a-t-il dit, sur une formule +l'union douanière et plus+" pour la Turquie, qui avait été irritée en juillet par son exclusion des plans d'élargissement de l'UE. "Il faut voir ce que nous pouvons ajouter sur l'union douanière" en faveur de la Turquie, a indiqué M. Kinkel.

Il s'est d'autre part élevé contre le déploiement, prévu par Nicosie, de missiles russes dans le sud de Chypre et a exclu une adhésion de la seule partie grecque de l'île à l'UE. "Nous ne voulons pas une Chypre avec des difficultés, notamment ethniques. Chypre du nord doit également participer. Qu'ils se réconcilient d'abord entre eux (le sud grec et le nord turc) pour venir ensemble", a dit le ministre allemand.

CE/hc/ob t.

Oust-France - 10 septembre 1997

Témoin du sort du peuple Kurde en Turquie Yves Jouan revient du Kurdistan

Poète actuellement en résidence à la maison Louis Guilloux, Yves Jouan est revenu lundi du Kurdistan. Parti avec le train européen pour la paix, l'écrivain témoigne de la grave situation du peuple Kurde.

« Ce n'était pas un simple voyage d'aventure, souligne Yves Jouan. L'objet de cette opération était de parler du peuple Kurde en Turquie. » Une situation que les 250 participants au train pour la paix ont eu bien du mal à connaître tant leur voyage a été contrarié par des interventions de la police et de l'armée turque.

« Le premier obstacle est venu de l'Allemagne qui nous a interdit de franchir son territoire avec le train. » Une fois en Turquie, le groupe a connu tous les visages d'un état où la dictature est reine. « Nous avons pu voir une manifestation autorisée mais sévèrement encadrée par la police. Puis un rassemblement durement réprimé par les autorités et enfin les coups et arrestations que nous avons subi. »

Soutenir les Kurdes

Le but du voyage était Dîjarbakir au Kurdistan. Le groupe n'a pourtant pas pu atteindre la ville, sous la menace des chars et des automitrailleuses turques. « Plus

Yves Jouan, de retour du Kurdistan, a tenu une conférence de presse pour expliquer la situation dramatique des Kurdes en Turquie.



« plusieurs fois, nous avons été encadrés par les forces de l'ordre. » A Istanbul, dix-sept d'entre-eux ont été arrêtés, deux Suisses sont encore à l'hôpital suite aux traitements de la police. Pourtant le voyage n'aura pas été vain. Le témoignage de ses défenseurs de la paix aura pour seul but de réveiller les consciences des citoyens et des gouvernements. « Il est également très important de montrer aux Kurdes et aux démocrates turcs qu'ils ne sont pas seuls. »

Malgré ce qu'il a pu voir, Yves Jouan garde espoir. Pour lui, la paix et la démocratie sont possibles. « Simplement faut-il que les pays européens fassent pression pour que l'espoir devienne une réalité. Le Luxembourg, par exemple, exige que le problème soit réglé avant d'envisager l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. »

Contacts : Comité de soutien au peuple Kurde des Côtes d'Armor. Centre social du Plateau, rue Mathurin Méheut à Saint-Brieuc.

Cem: 'Human rights a pretext to keep Turkey out of EU'

Ankara - TDN with wire dispatches

■ Human rights are being used as a pretext to keep Turkey out of the European Union (EU), Turkish Foreign Minister Ismail Cem said Friday in Bonn after talks with German Foreign Minister Klaus Kinkel.

"We are not the only country over which Amnesty International reports about human rights violations," said Cem, adding: "There are also Amnesty International reports on Germany and other states."

Cem complained that Turkey's desire to join the 15-nation Union was being unfairly blocked.

"Sometimes we see human rights being used as a pretext regarding the EU," he said.

Kinkel said that while Turkey clearly belonged to Europe, membership in the EU depended on progress in human rights, the Kurdish problem, the Cyprus problem and Turkey's relations with Greece.

Cem added that Turkey kept all promises on the relations with Greece but Greece delayed the talks of the "wise men" of the two countries. The EU a few months ago offered a forum for experts on both countries to discuss the problems between Turkey and Greece. Cem asked the EU to work on it.

The foreign minister also said that relations between Germany and

Turkey have always been good and Turkey was ready to talk about all kind of problems with Germany but it is not relevant to discuss Turkey's problems with the EU.

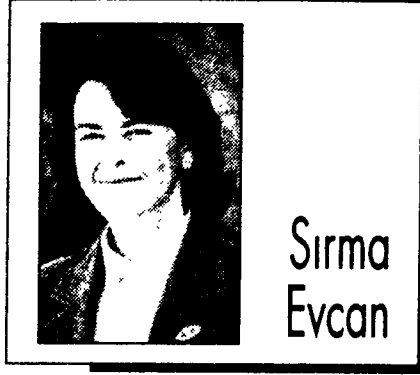
"We are always ready to discuss problems like human rights, relations with Greece, the Cyprus issue, and the attitude toward foreigners bilaterally with Germany, but to discuss these problems with the EU is not as meaningful especially while the Turkey's perspective with the EU is unchanging," Cem said.

Turkish Daily News

September 13, 1997

State Minister Hikmet Sami Türk on Human Rights

Respect for human rights is a matter of education and a change of mentality



Sirma
Evcan

Administrative measures and amendments to the Constitution and the laws are necessary to end human rights violations in Turkey but, most important, education is needed to change people's mentalities and the so-called culture of violence, according to State Minister Hikmet Sami Türk who is responsible for human rights issues.

Türk was outspoken in his responses to our questions and didn't deny that human rights violations were taking place in the country. However, he also stressed that terrorism in the country's eastern and southeastern regions is delaying the process.

He said violence is seen in some Western countries which criticize Turkey on human rights issues. "However, we want to end all kinds of violations of human rights in Turkey ... There is full consensus and will on the part of the 55th government to elevate respect for human rights to the highest level," he said. Türk said subjects such as elective Kurdish courses in schools or a television broadcast in Kurdish can be discussed when terrorism ends and the situation returns to normal in the region. Employment, food and housing were the main demands of the citizens in the region, he said. "There has been no demonstration for Kurdish lessons at school," he said.

The interview with State Minister Türk is as follows:

■ What is your government's approach to human rights ?

— The government program states that the human rights issue will be handled in the global context and in accordance with the Turkish Constitution and the international accords Turkey has signed. Following the vote of confidence, we have held nine meetings of the Human Rights Coordination Board, which is headed by the State Ministry responsible for Human Rights, and comprises under-



secretaries from the Prime Ministry, Justice Ministry, Interior Ministry, Foreign Ministry, Education Ministry and Health Ministry. This board meets every week and one meeting was held in Diyarbakır to signify the importance of the eastern and southeastern regions — and it will continue to hold meetings in these regions.

■ Aren't civil organizations included in these meetings?

— Yes, they are also invited. This board investigates human rights issues and assesses complaints concerning violations of human rights. The investigations of the human rights situation in Turkey are especially aimed at forming an infrastructure to prevent human rights violations. The board works on administrative issues, legal arrangements, and constitutional amendments. Advisory decisions are taken following discussions on the proposals from the ministries represented on the board and workshops are formed.

Representatives of civil organizations are invited for more objectivity in the discussions. Representatives from the Human Rights Association, the Human Rights Foundation, Mazlum-Der, as well as members

from foreign countries. There have been objections and reactions from abroad regarding the closure of certain branches of human rights associations in Turkey. Some of these were reopened within the framework of the Constitution, still others were referred to the judiciary. We refer such appeals — from abroad or within Turkey — to the secretariat of the Human Rights Board. The issues are assessed here and in turn referred to the ministries concerned. And we, together with the concerned ministry, investigate whether these claims are true or not. If they prove to be true then further investigations are carried out.

■ **What is the main subject of complaint?**

— Torture and degrading behavior, which are banned by the Constitution and laws in Turkey. We understand that human rights violations are largely due to misapplication of the law and this is largely connected with the formation of a human rights consciousness in the society. The violations are mainly the result of insufficient education or inexperience on the part of the civil servant involved, and also of the culture of violence which has touched Turkey, just as it has other countries. But the government's target is not to give way to such violations. Other human rights issues, such as freedom of press and conscience, are on the government's agenda as well.

■ **There have been incidents regarding the Peace Train lately. Germans were in the hospital, the British press attache in Istanbul was taken into custody. What happened?**

— So far this issue hasn't been brought to our ministry. I believe the Interior Ministry is investigating the situation. It is clear that some (security officials) went beyond the intended measures. You may or may not approve of the arrival of the peace from the Ankara, Istanbul, and Izmir Bar Associations which have established Human Rights Commissions and the Turkish Medical Doctors Union were invited to give their views about the steps needed for the protection and improvement of human rights. For our next meeting we have invited heads of human rights centers and institutes at universities as well as professors lecturing on human rights and human rights experts.

**The Human Rights
Coordination Board
invites representatives
of civil organizations for**

more objectivity in the discussions and takes their views about the steps needed for the protection and improvement of human rights

■ **What has been the outcome of these meetings?**

— Currently, human rights violations in Turkey are reflected more train in Turkey. But it cannot be a cause for abusive behavior against human beings who came together for one cause or another. I mean, human rights exist for all, there can be no discrimination on such a subject.

■ **Why wouldn't we allow the Peace Train to come?**

— We received information that the Peace Train was actually connected with the terrorist organization (PKK). The aim was to have a big demonstration in Turkey. They wanted to make a call for peace.

**The Peace Train —
even if we believe that
it had good intents —
instead of coming to
Diyarbakir in Turkey,
should have gone to the
Bekaa Valley. The address
of the (peace) call was
wrong. The Turkish
Republic is defending its
unity and citizens.**

So to whom should this call for peace be addressed? Definitely not Turkey. We have Atatürk's "Peace at Home, Peace in the World" call in our Constitution. We want peace in our country as well as in all the countries in the world. So it couldn't be more natural for us to be at peace with our own citizens.

A murderous organized movement against Turkey's integrity has been continuing its activities for 13 years. If this terrorist organization stops these murders, terrorism will end in one day in Turkey. So that Peace Train — even if we believe that it had good intents — instead of coming to Diyarbakir in Turkey, should have gone to the Bekaa Valley. The address of the call was wrong. The Turkish

Republic is defending its unity and citizens.

■ **As long as terrorism continues it becomes impossible to take further steps on human rights issues. And as long as there is no improvement in human rights, terror continues... And this situation goes on... Would certain steps such as instituting Kurdish classes in schools or a Kurdish television broadcast be helpful in overcoming the problem?**

— These subjects could be debated but our citizens of Kurdish origin do not make such demands of us. When I went to Genç recently, citizens there had some local demands such as the reconstruction of the tobacco factory which was burnt by the terrorists. They wanted the road between Mus and Genç to be reopened or they wanted medical doctors, teachers. So I want to say that our citizens of Kurdish origin didn't ask for Kurdish courses in schools or Kurdish broadcasts. There has never been a case where citizens demonstrated for Kurdish in schools or Kurdish TV channels and the authorities dispersed the demonstration.

■ **If such a demonstration were held, wouldn't it be dispersed by the authorities?**

— That is a matter concerning the law which regulates demonstrations. If such demonstrations are held within the framework of the laws then I don't think they would be dispersed. And unfortunately, certain demonstrations which start with a peaceful motive are lured from their target by provocateurs. For example, the peace train didn't come to Turkey (other countries the train was to pass through did not allow it either), but some groups did come here. And I think it is not possible to accept abusive behavior against those who have come here.

■ **What does the EU expect from Turkey in this respect and does your government approach their expectations with an understanding?**

— What is reflected to me is that in order for Turkey to take its deserved place in the world, it should prevent any practices which would raise complaints on human rights issues and violations. Some EU member states even say they are ready to help us with these issues. For example, they say that our security forces could be invited to their countries' training programs or they could help us by sending experts to Turkey. They are closely following what we are doing about human rights violations in Turkey. For example, we disclose to the press whichever decisions we take after the

Human Rights Board meetings each week and foreign countries follow these decisions, and the timetables we set for the pursuit of violations. I see they are hopeful about our efforts to establish an infrastructure which will not permit any violation of human rights in Turkey.

■ **But officials from the EU member states — most recently Luxembourg Foreign Minister Poos — openly said human rights for Kurdish people was one of the conditions for Turkey's EU membership...**

— I personally don't accept this concept of special human rights for Kurds. Human rights is something for all individuals, for all human beings and we should see to it that all of our citizens make use of these rights — Turkish, Kurdish, Arab and all.

■ **What are your views then about solutions to the Southeast problem?**

— One aspect of a solution is military because there is an armed struggle going on there. A lot has been achieved in restoring peace in this respect. But it doesn't end there. Now this peace should be transferred to a social peace. And for this we need to solve problems concerning the region as a whole. The citizens there, especially those who lost their villages and houses because of terrorism, need housing, food and employment. Housing and food are already provided to a certain extent. Food is also provided to an extent by the Social Aid Fund and Disaster Aid Fund but of course it is not sufficient. The state should enter the region with economic and educational measures.

The economic measures should be the completion of investments there. The state should encourage and support both the private sector and local investors to invest in the region. Also, the state could rent out real estate controlled by the treasury at a cheap price or even give it away for free for the establishment of organized industry sites in the region. The region should be economically revitalized with such measures, since terrorism harmed the region. We need both a repair program and a development program.

I personally don't accept the concept of special human rights for Kurds... Human rights is something for all individuals, for all human beings and we should see to it that all of our citizens make use of

these rights — Turkish, Kurdish, Arab and all

■ **All the governments up until now spoke about these same things. Has your government started to take these steps?**

— You know, we have a higher board for the Eastern Anatolia Project (GAP) and a Coordination Council for East and Southeastern Anatolia. This is chaired by Deputy Prime Minister Bülent Ecevit. This council will meet on Tuesday to disclose the measures taken related to the region. Citizens of the region are asking for employment opportunities and investment to create jobs. As for human rights violations, their complaints are basically about food aid control. They complain about the severe situations during such inspections. Otherwise, there have not been any complaints concerning human rights violations.

■ **Are these controls carried out by the gendarmerie forces?**

— Yes, mainly

■ **Can't the government do anything against this?**

— This is not against the approval of the government but what I understand is that the practice is rather too strict. Of course, on this point tolerance and understanding should be shown towards the citizens.

Our citizens of Kurdish origin don't ask for Kurdish courses in schools or Kurdish TV broadcasts. There has never been a case where citizens demonstrated for Kurdish in schools or Kurdish TV channels and the authorities dispersed the demonstration

■ **You mean that if the region is economically and socially developed and the security forces trained the problem would be solved?**

— Yes, to a large extent this would solve the problem. Human rights in the eastern and southeastern regions means first of all the right to live. Because most of the people there have lost at least some of their family members. Their houses and animals were burnt. So their first concern is survival, but of course not only surviving

as a living creature but in dignity. Unemployment is another major problem. The citizens demand employment. If employment is secured for them then this would bring social peace. This would be a big step. And, of course, land reform is also essential in the Southeast where the feudal system is still dominant.

■ **Do you think it would be possible to remove the village guard system there?**

— Our view on this subject is that in parallel with security purposes, some of the village guards should be incorporated directly into the security forces. Another part can be transferred to other duties. What we have heard from the people in the region is that these village guards have been useful in a way, acting as police patrols, since it is not possible to establish a police patrol in every part of the region due to its mountainous geography. But some of them it seems have indulged in illegal activities too. Either due to pressure or other reasons. So such village guards should be immediately dismissed. This is our long-term target.

■ **Let us say all these measures are taken, and economic and social improvement provided, would you say that the people of Kurdish origin will abandon their identity claims as Kurds?**

— We have no such pressure policy, we have been hearing our intellectuals ask whether the Kurdish people will be allowed to lament in Kurdish. You should go and see there. Many of them don't even speak Turkish, especially in areas where schooling is limited, the majority of women don't speak Turkish at all. So there hasn't been any pressure on them preventing Kurdish being spoken. They are free to talk and sing in Kurdish. And in the future, when everything has turned to normal, it would be possible to consider Kurdish elective courses in schools and TV channels broadcasting in Kurdish. There is no ban on speaking Kurdish.

■ **Do you think that the West is concentrating on the situation of the Kurds when talking about human rights and does this situation also make governments in Turkey neglect the human rights situation in the country as a whole?**

— As I have said human rights violations can take place in any part of the country; for example, the recent incident during which journalists were very badly beaten in the middle of Ankara during a demonstration, or the Metin Goktepe case. This kind of behavior wasn't because these jour-

nalists were Kurdish. It is simply because the police aren't well-trained in handling such situations without violating human rights. It is a matter of education as well as a change of mentality in general. If we can achieve this, if we can educate people and end the so-called culture of violence, I think the problem will be solved to a large extent. We can have excellent laws but if we do not apply these laws in a way which would stop the violence, then the problem will continue.

■ Do you think your government can achieve this?

— This is not a matter of one gov-

ernment or several governments to come to power. This should be a continuous effort. I mean all the governments should give the first priority to this subject. We, as the 55th government, want to achieve whatever we can in a positive direction and strive to make Turkey a country which is not constantly criticized for its human rights situation. A change of mentality requires long efforts. We see violence is applied in some Western countries which criticize Turkey on human rights issues. For example, what the police did to Haitians in prison in the United States was unacceptable. We have also learned that the Scandinavian countries, which have

been exemplary in respect to human rights, had carried out involuntary sterilization of human beings. Turkish society can never accept something like this.

We want to stop all kinds of human rights violations in Turkey. And this will be realized on one hand through administrative measures and amendments in the laws and most importantly through a change of mentality. A long-term endeavor is essential for this change of mentality.

There is full consensus and will on the part of the 55th government to elevate respect for human rights to the highest level.

Susurluk gang released, Çiller demands apology

A surprise decision to release suspects in a gang linked to the state elicits surprise reaction from Çiller

Opinion
Hakan
Aslaneli

Çiller on Susurluk

True Path Party leader Tansu Çiller's statements concerning the special team people and Ibrahim Şahin, the former deputy director of the police's Special Activity Office, after the Susurluk court case was dismissed, were met with surprise. Çiller insisted that Şahin and the other policemen should be given apologies and didn't hesitate to show them as heroes.

But remember a photograph taken at the circumcision ceremony for Şahin's son two years ago, where he and the special team police were playing arm in arm with Abdullah Çatlı. There was a Turkish Republic state's police chief and policemen arm in arm with a defendant in a murder case and a fugitive from the law. The police whose duty it is to arrest fugitives and haul them up before the court have been cleared of charges despite the fact that this photo had been published.

Yet the former prime minister of Turkey didn't hesitate to describe the police chief who let himself be pictured with a fugitive as a persecuted hero. Speaking in Ankara at a meeting of the True Path Party's chairman's council she said, "Şahin has been one step away from martyrdom and his pardon must be begged for — he and the other members of the special teams must also be restored to their jobs."

The one possible reaction to this behavior is a saying such as "appearances speak for themselves."

A surprise decision in the Susurluk road accident trial was announced by the Istanbul State Security Court (DGM) after the trial finished late Friday evening. Members of the Special Operation Teams including former Chief of Teams Ibrahim Şahin, accused of membership in a criminal organisation, were released due to lack of evidence.

The trial was attended by the arrested suspects Ibrahim Şahin, Ayhan Akça, Ziya Bandırmalıoğlu, Ayhan Çarkın, Ercan Ersoy and Oğuz Yorulmaz.

Five witnesses including Ekrem Marakoğlu, an advocate of mysteriously assassinated King of Casinos Ömer Lütfü Topal, were heard by the court. At around 7 pm the court declared its surprise decision as all suspects were found innocent of involvement in a criminal organisation.

Members of the Special Teams Ibrahim Şahin, Ayhan Akça and Ziya Bandırmalıoğlu were welcomed by their relatives in front of the Metris Prison, while the rest of the suspects were not released due to involvement in the Topal trial.

Water issue heats up again

September 13, 1997

Turkish Daily News

Besides the International Herald Tribune conference on water supply in Istanbul at the end of this month, the European Union has also adopted an initiative that will focus on regional water conflicts

AYŞE KARABAT ELLEGAARD

Ankara - Turkish Daily News

■ Water supply and its finance will be the focus of a forthcoming conference organized by the International Herald Tribune. The "World Water: Financing for the future" conference, to be held on Sept. 30 in Istanbul, is to be chaired by President Süleyman Demirel and attended by foreign investors and experts. It is expected that further foreign investment will be attracted to the Southeastern Anatolia Project (GAP).

Turkey's biggest project, GAP, initially had some difficulties finding foreign finance because of the pressure of Arab League, and was largely financed by the national resources, budget.

But later some foreign investors, for example, World Bank financed some projects within GAP especially the ones that have sustainable development aspects.

The US Eximbank; a Consortium of Swiss and German Banks; the Italian and French governments, the Council of Europe Social Development Fund, and International Bank of Reconstruction and Development

are the main financial institutions providing loans and grants to GAP. When GAP is completed more than four million acres of land will be irrigated and 18 new hydroelectric power stations will be built.

The forthcoming conference will focus on such subjects as Raising equity and investment; Prospects in the water industry; Managing Risks in financing water Projects; Project Finance; Special issues in Complex International Structures.

Turkey offered a three step plan to Iraq and Syria outlining determination of the sources of water, the qualities of the soil, and the demand for water.

After carrying out the relevant research, the countries will discuss the findings in relation to water supply and usage.

In 1987 late President Turgut Özal signed a protocol with Syria during his visit to Damascus. According to this protocol until further decisions are made Turkey will allow the flow of 500 cubic metre water per second to Syria. Turkish officials are regularly reviewing and extending this amount.

Recently, the United Nations General Assembly accepted a proposal that would allow the lower countries to restrict the facilities of the upper countries on transboundary rivers for 18 months. Turkey and some other countries strongly opposed this.

With such conflicts in mind the European Union has begun an initiative that is aimed at resolving some of the regional water problems.

Next year, in Paris, there will be a conference on the issue. Turkish Foreign Ministry officials have welcomed this initiative and in principle Turkey is prepared to participate in a active and constructive way.

Meanwhile Turkish Foreign Ministry officials said that they don't have any information about State Minister Salih Yıldırım's statement arguing for the excess flow of waters of the Tigris and Euphrates to be sold to Iraq and Syria. Foreign Ministry officials said that, according to international regulations for transboundary rivers, selling water to lower countries was not possible.

L'Iran tente de tirer profit de l'agacement arabe devant la diplomatie américaine

LE MONDE / SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1997

CE N'EST PAS encore une brouille, mais l'agacement est manifeste. Il ne se passe désormais pas une semaine sans que les membres arabes de la coalition mise sur pied par les Etats-Unis en 1990 à l'occasion de la deuxième guerre du Golfe, contre l'Irak, ne témoignent de leur mauvaise humeur vis-à-vis de Washington, accusé de sacrifier les intérêts arabes au profit de son alliance avec Israël.

Parmi ces détracteurs, la Syrie figure à la meilleure place. Depuis le gel des discussions avec l'Etat

juif à propos du sort du Golan syrien et, surtout, depuis l'annonce de l'alliance militaire des deux alliés historiques des Etats-Unis que sont Israël et la Turquie, Damas multiplie les avertissements. Le voyage du président syrien Hafez El Assad à Téhéran, le 31 juillet, alors que ses déplacements restent rares, et la réouverture ostensible, quelques semaines auparavant, pour le passage des marchandises, de la frontière syro-irakienne fermée depuis 1979 en sont parmi les plus manifestes.

L'Iran et l'Irak sont en effet les

cibles privilégiées de la diplomatie américaine du double endiguement. Certes, la vieille rivalité qui a longtemps opposé Bagdad et Damas relativise la portée de la décision de réouverture de leurs frontières. Début juillet, le président syrien a d'ailleurs indiqué, dans un entretien publié par le quotidien égyptien *Al Ahrâm*, que le niveau de coopération entre les deux pays était « suffisant » pour l'instant. En revanche, la Syrie et l'Iran ne cessent de consolider leurs bonnes relations militaires et leurs échanges commerciaux,

réaffirmés en juillet à Damas par le Haut Comité syro-iranien.

L'agacement de l'Arabie saoudite s'exprime sur un mode mineur. Le suivisme reproché par les pays arabes à la diplomatie américaine vis-à-vis de la politique adoptée par Benyamin Néanyahu est renforcé à Ryad par les tensions provoquées par les récents attentats anti-américains, notamment celui de Khobar, en juin 1996. Les réticences des autorités saoudiennes devant la volonté américaine d'accélérer les enquêtes et de dépêcher sur place ses propres équipes n'ont pas restauré la confiance entre les deux parties. Ryad sait que l'omniprésence américaine alimente les ressentiments de la population et conforte son opposition islamique.

Comme avec la Syrie, l'Iran

tente de profiter de ces dissensions pour reprendre pied de l'autre côté du Golfe persique. Rétablissement de liaisons aériennes régulières, échanges diplomatiques, présence iranienne à la Foire commerciale de Djeddah: les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran vont bon train en dépit des réticences historiques et religieuses qui existent entre les deux pays, surtout depuis la révolution iranienne de 1979, et malgré la dépendance du royaume vis-à-vis des Etats-Unis,

L'élection de Mohammad Khatami à la présidence iranienne n'a pas inversé le mouvement impulsé par son prédécesseur, Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani. Bien au contraire. « Notre première priorité est d'engager un dialogue sincère avec les monarchies du Golfe persique pour parvenir à des accords

de sécurité sans présence de forces étrangères », a rappelé la semaine dernière le ministre de la défense iranien, Ali Chamkhani.

UN ATOUT CONJONCTUREL

Dans son jeu, la diplomatie iranienne dispose d'un atout conjoncturel de poids: la tenue, prévue en décembre à Téhéran, du très œcuménique sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui risque de concurrencer sérieusement la conférence économique de Doha, en novembre au Qatar, censée accompagner, après celles de Casablanca, d'Amman et du Caire, les avancées du processus de paix israélo-arabe. Dans cette perspective, le ministre des affaires étrangères iranien va accomplir prochainement une vaste tournée régionale pour contrebalancer

celle de M^{me} Albright. Lundi 8 septembre, Kamal Kharazi a d'ailleurs déclaré que son pays était « prêt à engager un dialogue sérieux avec ses voisins arabes afin d'en faire une zone sans armes de destruction massive et garantir la paix et la stabilité ».

L'Arabie saoudite a déjà fait part de son intention de ne pas se rendre à Doha, ce qui risque d'entraîner à sa suite un bon nombre de pays du Golfe. De son côté, l'Iran a ostensiblement invité le roi Fahd, souvent représenté, par le passé, de la pire manière par la propagande révolutionnaire iranienne, au sommet de l'OCI. Doha contre Téhéran: au cours des prochaines semaines, la diplomatie américaine aura fort à faire pour contrer son homologue iranienne.

Gilles Paris

Disgruntled in Europe, Ankara turns east

Turkish Daily News



SAADET ORUC
Ankara- Turkish Daily News

■ Amid Ankara's worsening relations with Europe, Turkey set sail for new horizons by seeking better ties with its neighbors in the Middle East.

Following the recent visit by Foreign Ministry Deputy Undersecretary Ali Tuygan as presidential envoy to Tehran, Undersecretary Onur Oymen, Turkey's top diplomat, travelled to two critical Middle Eastern capitals, Amman and Baghdad, for intensive meetings.

Earlier, after being received by Iranian President Mohammad Khatemi, Tuygan had conducted talks with officials in Tehran on the normalization of ties between Ankara and Tehran.

Turkish and Iranian foreign ministers Ismail Cem and Kamal Harazzi will discuss bilateral issues in detail during the U.N. General Assembly.

Oymen left Ankara on Saturday for a working dinner with the Jordanian Crown Prince, Hassan bin Tallal, in Amman.

Oymen: more Turkish involvement in limited trade

Oymen, in the last days of his post as

undersecretary, before leaving to represent Turkey at NATO, will express Ankara's concern about the presence of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraqi territories, during his talks in Baghdad which will take place at the invitation of Iraq.

"Oymen will also ask his Iraqi counterparts for more involvement of Turkish companies in Iraq, of course, within the framework of the oil-for-food prescription," a senior Foreign Ministry official told the TDN on Sunday.

Referring to the lack of governmental authority in northern Iraq and the continuing U.N. embargo on Iraq, he pointed out that the current political and economic situation in Iraq is temporary.

"Our ties with the Baghdad government, which will obviously get over its current political and economic problems, are important to us" said the Turkish diplomat.

Oymen, who is to meet for two days with his Iraqi counterpart, Undersecretary Saad el-Faisal, will discuss bilateral issues, including those concerning security and border trade. Additionally, Baghdad has repeatedly expressed its concern over the cross-border operations of the Turkish army in those Iraqi territories which are mainly controlled by Iraqi Kurds.

Although Ankara is worried about the presence of PKK infiltration from Iraqi territories, an Iraqi proposal for anti-PKK cooperation was rejected by Ankara. Rafi Mejjwel el-Tikriti, former ambassador of Iraq to Ankara told the TDN in an earlier interview.

Habur...

In addition, control of the oil trade across the Turkish-

September 15, 1997

Iraqi border at Habur would be handled by the state-owned Petroleum Company (Petrol Ofisi), following the advice of the National Security Council (MGK).

According to a news report, Petrol Ofisi, in line with the plan, will be the main organization involved in the distribution of the oil.

The issue was said to be directly related to the question border revenue-sharing, which is the main deadlock between the two rival Kurdish groups, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), in the political arena of northern Iraq.

PUK refusal blocks Ankara process talks

Additionally, the fifth round of the multilateral peace

talks — sponsored by the United States, Britain and Turkey and held with the participation of Iraqi Kurds and Turkmens — which was scheduled to take place on Sept. 11, was postponed because of the meeting's boycott by the Jalal Talabani-led PUK, Safeen Dizayee of KDP told the TDN on Sunday.

"The PUK is not only boycotting the Ankara talks, but also has not participated in the Peace Monitoring Force (PMF) for ten weeks," said Dizayee, adding that they were ready to discuss all the bilateral conflicts with the PUK, including the dispute over border revenues.



FITNESS TEST- Iraqi President Saddam Hussein, in a show of physical fitness, crosses the Tigris river three times. The swim took place on the anniversary of the President crossing the river in 1959. Meanwhile, the United Nations has complained about Iraqi behavior in two potential arms sites. Reuters

Iraq accused of interfering with two UN weapons probes

Shackled: Unless inspectors are satisfied, stringent sanctions against Iraq, particularly oil exports, cannot be lifted

United Nations- Reuters

■ Iraqi officials are accused of interfering with two U.N. weapons inspections over the weekend in an apparent repeat of incidents that drew threats from the U.N. Security Council last June.

In one case, an Iraqi manhandled a photographer aboard a U.N. surveillance helicopter in an incident that U.N. sources said late on Tuesday endangered the life of those aboard. And in both incidents the U.N. inspectors, who were allowed to enter the two sites but had to wait for permission, saw a variety of vehicles apparently carting off documents they were seeking, according to diplomats familiar with reports on the dispute.

The latest events were related to Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, in a letter from Richard Butler, the new head

of the U.N. Special Commission in charge of ridding Iraq of chemical, biological and ballistic arms.

The incidents — one on Saturday and another on Monday — were similar to those last June when the Security Council threatened further measures against Iraq if it barred inspectors from sensitive sites in their quest for weapons of mass destruction and related materials.

President Saddam Hussein's Iraq argued then that it could not allow probes in sites dealing with national security after the United Nations complained that its inspections were blocked and that Iraq interfered with a helicopter flight in mid-air. Unless the inspectors are satisfied, stringent sanctions against Iraq, particularly oil exports, cannot be lifted. The embargoes were imposed in 1990 after Baghdad invaded Kuwait. Butler said at a news conference on Tuesday that he had complained to Aziz about two incidents involving sensitive sites but he gave few details except to say that agreed upon procedures had not been followed.

Specifically, the inspectors reported that they attempted to survey the Tikrit military barracks, north of Baghdad, on Saturday in connection with a probe into chemical and biological weapons programs, according to envoys aware of the contents of Butler's letter.

Iraq declared the site a sensitive one, which, according to agreed procedures meant the inspectors have to wait for special arrangements to be made.

"But those arrangements have clear conditions.

One of them, for example, is that the site should freeze," Butler said. "And I have reason to think, for example, that on two occasions on the weekend the freezing process did not occur."

Turkish Daily News

THURSDAY, SEPTEMBER 18, 1997

Demirel's visit to Egypt leads to a new process in Mideast

Ankara - Turkish Daily News

■ President Süleyman Demirel's one-day working visit to Egypt is considered to be the beginning of a new process in the Middle East because of his counterpart Hosni Mubarak's decision to raise the discussion at the forthcoming Arab League meeting.

The Turkish-Egyptian discussions will be the first item on the agenda at the Arab League foreign ministers' meeting over the weekend.

During this meeting, Egypt will brief the other Arab countries on items discussed by the two leaders, especially the Turkish-US-Israeli joint military exercise, the water issue and terrorism. After Demirel's visit, Mubarak said that the joint military exercise had been a concern before the meeting, "but now it is not a prob-

lem." Mubarak also said he would bring up the subject of Turkey's concerns on terrorism with his Syrian counterpart, Hafez Al Assad. Turkey said that until Syria gives up its support for terrorism, it will not talk with Syria about other problems, including the water issue. During the meetings, Demirel and Mubarak decided to encourage their businessmen to increase trade. They also decided to set up a series of regular consultations between the undersecretaries of the two countries' Foreign Ministries. The first of these consultations will be held before the end of this year.

One of the subjects discussed by the two presidents was the issue of the Russian-made S-300 missiles bought by the Greek Cypriots. Turkish authorities recently searched an Egyptian ship in the Bosphorus after

military sources received a tip-off that the transportation of the missile parts to Greek Cyprus was underway.

During the meetings, the Egyptian side assured the Turkish authorities that the ship's cargo belonged to Egypt. As a result of new attempts by Ankara to improve relations with the Arab world, President Süleyman Demirel has sent messages to Middle Eastern leaders detailing Ankara's approach to regional issues, the Anatolia news agency reported.

In his message, Demirel confirmed Turkey's support for the continuation of the Middle East peace process.

The Turkish representative in Jerusalem, Ethem Tokdemir, presented the message to Palestinian President Yasser Arafat.

Demirel also sent a message to Iraqi President Saddam Hussein on Ankara's policies towards Iraq, Omer Akbel, spokesman of the Foreign Ministry, stated on Wednesday.

During his visit to Baghdad, undersecretary of the Foreign Ministry Onur Öymen gave the presidential message to Iraqi Foreign Minister Muhammad Said el Sahhaf.

Analyse d'une intégration réussie

« Dans le contexte général de la France, avec ses problèmes de chômage, de banlieues, de beurs et de blacks, peu de gens savent qu'il y a des Kurdes en France, car ils ne défrayent pas la chronique. Ils sont pourtant plus de 100.000 ». En quelques mots, Kendal Nezan, président de l'institut kurde de Paris (*), a dit

l'essentiel. En dépit de sa relative importance, la communauté kurde est bien intégrée.

En Auvergne et en Limousin où vivent depuis huit ans près de 1.500 Kurdes irakiens, c'est l'évidence. Après quelques éphémères phénomènes de rejet, dans celles des petites com-

munes les plus touchées par le chômage où ils ont été accueillis, les réfugiés font partie du paysage.

« Arrivés dans un dénuement quasi-total, les Kurdes irakiens ont bénéficié d'une prise en charge efficace durant leurs premiers mois de séjour. En retour de cet accueil, leur sens de la responsabilité collective les a conduit à renvoyer la meilleure image possible d'eux-mêmes », explique Kendal Nezan.

exemple de celle des Turcs immigrés en Auvergne, dont l'assimilation est notamment moins avancée : « Les ressortissants turcs sont souvent plus religieux et plus conservateurs, explique Kendal Nezan ; les réfugiés kurdes, eux, sont des gens plus politisés, plus laïcs aussi. Et dans leur société traditionnelle, les femmes kurdes ont toujours été plus libres ».

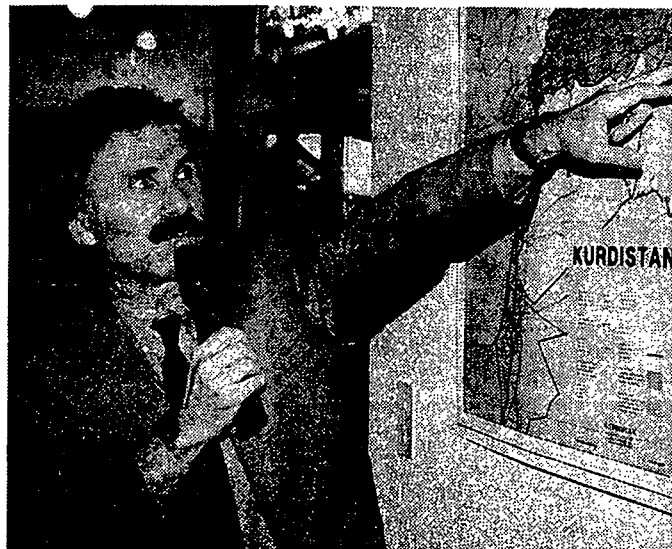
Mais cela ne signifie pas l'absence de tous problèmes : « Les familles connaissent des conflits de générations, surtout lorsqu'il s'agit de l'indépendance des jeunes filles. Mais il existe des médiateurs au sein de la communauté qui s'efforcent de gérer les problèmes au mieux. Et les réussites scolaires et universitaires de certaines font office de puissants contre-poids ».

PAS ÉVIDENT

Pourtant, cette bonne intégration n'avait rien d'évident au départ, pour une population d'origine rurale et de confession musulmane (sunnite). « Mais les Kurdes sont des gens courageux et travailleurs et ils avaient la volonté de s'en sortir, après avoir vécu des choses difficiles », poursuit le président de l'Institut kurde de Paris.

Aussi recevable soit-elle, l'explication ne vaut pas pour tout et notamment pas pour l'étonnante liberté de mœurs de la communauté kurde au regard, par

(*) Présent à l'inauguration de l'exposition des photos de Krista Boggs (voir par ailleurs), Kendal Nezan a également animé, hier soir, au cinéma Pathé Capitole, un débat consécutif à la projection du film « Beko », réalisé par Nizamettin Aric ; premier film tourné en langue kurde par un réalisateur kurde, « Beko » a obtenu le prix du public au festival de Venise en 1996.



Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris, devant la carte de son Kurdistan natal, écartelé entre la Turquie, l'Irak et l'Iran. (Photos : Christian SAGNE.)

RÉFUGIÉS

L'immense nostalgie des kurdes

Une jeune photographe américaine, Krista Boggs, a vécu plusieurs semaines au sein des familles kurdes irakiennes installées en Auvergne-Limousin depuis 1989. L'exposition qu'elle présente à Clermont traduit l'immense nostalgie d'une population en exil.

C'EST une histoire de regards. Regards de photographe, regards des sujets. Regards qui donnent à voir, regards qui donnent à penser.

« Je ne peux photographier que ce que je ressens », confie Krista Boggs. En 1996, cette jeune photographe américaine a partagé, pendant plusieurs semaines, la vie quotidienne de familles kurdes d'Auvergne et de Creuse.

Elle en a tiré — au sens propre — une série d'images à la fois sobres et intenses. Toutes donnent à voir la vie quotidienne des familles installées depuis 1989 en Auvergne-Limousin, après les bombardements chimiques perpétrés au Kurdistan par l'armée irakienne.

Parqués dans des camps de réfugiés en Turquie, ils ont pu être accueillis en France grâce à l'intervention de Danielle Mitterrand, présidente de la fondation « France Libertés ». Après trois mois de transit au camp militaire de Bourg-Lastic, les 350 réfugiés ont été répartis entre Vic-le-Comte et Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Arvant, Sainte-Florine, Auzon et Lempdes (Haute-Loire), Auzances et Mainsat (Creuse) et Peyrelavade (Corrèze).

SEPT ANS PLUS TARD

Sept ans plus tard, durant l'été 1996, Krista Boggs a vécu dans l'intimité de quelques-unes de ces familles. Elle a partagé leurs repas et leurs distractions, reçu leurs confidences.

Exposé en noir et blanc sur les murs de l'Espace municipal Pierre-Laporte, au Centre Jaude de Clermont-F (1), le résultat est saisissant de nostalgie et de dignité mêlées.

(1) Présentée jusqu'au 27 septembre (du mardi au samedi, de 12 heures à 19 heures), cette exposition a été inaugurée hier, en présence de Mustafa Said, président de l'Association Franco-Kurde de Clermont-Ferrand ; Michèle André, adjointe au maire de Clermont-Ferrand ; Kencal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, et diverses personnalités locales.

« Il y a des expos qu'on voit, puis on sort et on oublie... », commente Krista avec son inimitable accent américain. Moi, je voudrais que les gens se souviennent. Parce que ce ne sont pas des immigrés comme les autres... ».

L'impression première qui se dégage de ses photos est celle d'une immense nostalgie. Nostalgie d'un pays désormais inaccessible, nostalgie d'une culture qui, peu à peu, se dilue dans un mode de vie différent.

« Ce mal du pays, je l'ai encore mieux compris l'année suivante, quand j'étais au Kurdistan », explique la photographe.

J'ai été accueillie chez des membres de leur famille épargnés par les bombardements. J'ai vu les couleurs, j'ai senti les odeurs, j'ai compris l'intensité des liens familiaux. Là-bas, ils ont de grandes maisons, des champs... Ici, ils sont à l'étroit dans de petits appartements, ils souffrent d'être éparpillés en France, aux Etats-Unis ou au Canada ».

RETOUR IMPOSSIBLE

Ce retour impossible se lit d'autant plus douloureusement sur les visages que le poids des ans y est lourd. Et les photos, en couleurs cette fois, prises par Krista Boggs au Kurdistan et exposées sur des panneaux voisins, expliquent mieux que tous les mots du monde les raisons de cette inextinguible nostalgie.

NOUVEAU MONDE

Même les enfants, en dépit de leur insouciance naturelle, n'échappent pas à cette gravité.

Pourtant, rarement communauté étrangère se sera aussi bien intégrée (lire par ailleurs). Huit ans après leur arrivée, les Kurdes irakiens se sont fondus dans la masse. Les plus jeunes sont parfaitement scolarisés, les hommes en âge de travailler se sont formés aux métiers les plus divers, les femmes ont passé leur permis de conduire et les tenues vestimentaires

des adolescents n'ont rien à envier à celles des Français de leur âge.

« Les filles vont à la piscine, s'habillent comme les garçons », rapporte Krista ; les mères de famille prennent la pilule, toutes choses inimaginables au Kurdistan. Mais en même temps, ils préservent les bons côtés de leur culture : la solidarité, le sens de la famille, le respect des personnes âgées... ».

Ouvrant le livre d'or de la

première exposition de ces mêmes photos, présentées durant l'automne 1996 à l'Institut kurde de Paris, la photographe indique un commentaire manuscrit évoquant « une population en exil cherchant à recréer un univers tout en essayant de s'intégrer au nouveau monde ».

C'est exactement ce que donnent à voir les tirages de Krista Boggs.

Y. LE FAOU.



Krista Boggs (à droite) a su saisir le regard intérieur d'une communauté en exil.

Kurdish refugees: The new 'invisibles'

ATHENS NEWS

SUNDAY 21 SEPTEMBER 1997

Flight to safety marks start of a long journey and an uncertain future for asylum-seekers



Eurokinisi

They come in all shapes and sizes: Refugees' tough journey to safety is particularly hard on children. Several infants are among the Kurdish refugees at the Pendeli camp

By CHRIS ANDREWS

SPECIAL TO THE ATHENS NEWS

ATHENS this past summer had something of the feel that Lisbon must have had during World War II. Because of Portugal's neutrality, Lisbon then became a meeting ground for Allied and Axis intelligence operatives as well as the exit point for refugees seeking escape from Europe's paroxysms. Lisbon meant the possibility of reaching England or the haven of the Americas.

Likewise, Athens teems today with Kurdish political and economic refugees, also in transit, as well as with informers working for the Iraqi, Turkish and Iranian governments, from which the refugees are escaping. This surge of Kurdish refugees is straining Athens'

relief agencies; the camps set up outside the city cannot provide beds for all of them and many sleep in the parks.

It's very easy to sit having coffee in chic Kolonaki or Thission and be unaware of these strangers. They have no badges that identify them. But look more carefully: they are hawking flowers on street corners, waiting in Dafni to be hired by anyone who needs labourers, congregating outside MacDonald's in Omonia (where most cannot afford to eat) to enjoy its ambience and the air-conditioning which flows out into the street.

I have come to know something of the world of Kurdish refugees through volunteering to teach them English. My students include professionals - teachers, writers, engineers - as well as unskilled workers. Most have arrived in

Greece after a dangerous and, for many, traumatic passage through Iran and Turkey. They know compatriots who did not survive this ordeal. They are people without passports who must somehow make new lives for themselves. Most hope to reach Germany or Holland where they hope they will be given monthly stipends and living spaces. Most hope to return to Kurdistan when they have Dutch or German passports though some recognise that they can never return until their country is free because of their visibility and political affiliations. None of the men I have spoken with is optimistic about Kurdistan's future.

Z is a quiet, cultured man of 30 who received his diploma in chemistry from Saladin University and taught that subject in Kurdistan. He left Iraq in a party

of 45 men guided by a *kachaghe* (smuggler) to whom each man had paid \$400 to be taken to Istanbul. They walked first to Iran and from there travelled by bus to Istanbul. There, Z paid \$800 to reach Greece, and from Istanbul his group made three attempts before they were successful.

On the first attempt, Turkish police stopped the bus they were on and detained them, confiscating their money and, in Z's case, his diplomas and teaching credentials. On the second, their boat capsized in early morning darkness, but miraculously all survived. A month later, they tried again and reached a village on the Greek side of the border where, he says, the police fired at them and took them into custody. After three days they were sent back to Turkey, but later the same night they successfully crossed into Greece and began a fifteen-night walk, finally reaching a Muslim village where they were able to buy food and medicine. At this point they numbered 35, some of the original members having been detained in Turkey or having been unable to keep up with the pace of their walk.

Progressing westward to other villages, they changed into clean clothing and split up into groups of five to take buses or trains into Thessaloniki and on to Athens. Here they have slept in city parks - "Hotel Park" they refer to it with smiles - and worked at anything they can find. (If they sell a bouquet of 10 roses as individual flowers they make 250 drs). They have been largely dependent on Roman Catholic relief organisations for food.

The next destination in their journey will be Patras where they hope to be smuggled in lorries onto the ferries to Italy. From there they say they can travel by taxi to Nice for \$200 and, if undetected, pass through France to Strasbourg. Information on these routes and

contacts come through the refugee pipeline, and Z has recorded it in neat, minuscule handwriting onto tiny pages from a miniature date diary which can be concealed or easily swallowed if they are searched. He hopes to find work in a medical laboratory in Germany where he says he will be given \$300 a month and his rent will be paid. Even more problematic is the reaction of the German government and people to such a heavy influx of Kurdish refugees and the fact that, although Z's English is excellent, he speaks no German. When I ask if he expects to return to Kurdistan, his answer is an emphatic "Yes".

Intelligent and articulate, A is a writer and editor in the fields of psychology and sociology. He arrived in Athens last week after a frightening eleven-night walk through Turkey followed by another thirteen nights' walking in Greece. On these short summer nights, the group found it difficult to travel any distance before they had to search for hiding places to sleep in during the daylight hours. This, combined with the constant fear of capture by Turkish or Greek police and the uncertainty of finding food and water, made the journey a nightmarish experience for him.

Speaking as an Iraqi, A is vehement: "I hate my country. You have no idea how completely individual freedom has been destroyed. People cannot develop as full individuals because individuality is suspect."

At 28, K's life has been scarred and pitted by the bitter upheavals of his country. He remembers all too well his fear one morning in 1974 - he was in the first form - when Iraqi jets flew low over his school in Halabja. No bombs fell on them that day, and with his family he fled to Iran where they lived in a refugee camp. He smiles as he recalls the red toy ambulance he played with in front of his tent.

Returning to Halabja in 1975, his family found their house destroyed and moved to the city of Sulaimanya where he completed his schooling. From there he went to Baghdad to the Institute of Medical Technology where he trained as a dental technician.

In 1987, his birthplace, Halabja, was attacked with chemical weapons on Saddam Hussein's orders. Five thousand people died, and the rest of the population fled the town which was then completely levelled by troops using dynamite and bulldozers. Four years later Halabja was being rebuilt and in 1992 K felt a need to be part of the effort, and joined the staff of the dentistry department in the newly rebuilt hospital. He also equipped his own practice and laboratory with, he proudly notes, "the most-best [sic] modern equipment".

For five years he experienced the civil war between Kurdish political parties which endanger the daily life of the town's population. Finally, this past April, he could endure his life in Halabja no longer. He locked up his office and laboratory and went to Iran where he began the long trip to Greece.

Our talks have obviously been difficult for him: "Since childhood, I did not rest in any city." I try to thank him for speaking and to let him know that, in allowing me to tell some of his story, he may bring support to Kurdistan and the Kurdish people. Finally, the inevitable and the most difficult question: "Do you think you will return to your country?" There is a long silence. Then, agonisingly, "I don't know. I'm not sure."

These men represent some of the diversity of Kurds in Athens this late summer. Many are in denial that they have lost Kurdistan, that, in all probability, they will never see their homeland again. Their lives here are lived against a backdrop, never far from their minds, of daily Iraqi bombing, against memories of Iraqi chemical weapons, against the fratricide of civil war.

One question haunts them: When they reach Holland and Germany, when they have new passports, when they've saved some money, will their families - their wives, their children, their mothers, their fathers, their brothers and sisters - will they be alive to be brought out of the ravaged cities and towns of Kurdistan?



Eurokinisi

Striking for help: Iraqi Kurds staged a sit-in and hunger strike outside the Ayios Andreas camp last year to protest against bureaucratic delays in processing their applications for asylum

Yılmaz: Bonn the key to Turkey's EU bid

Ankara- Turkish Daily News

■ Prime Minister Mesut Yılmaz said that Bonn was the key to Turkey gaining full membership to the European Union (EU), in an interview with the German magazine "Der Spiegel" on Saturday, in which he discussed Turkish domestic and foreign policy.

Yılmaz said that the Welfarepath coalition had damaged the country with Erbakan's policies, which isolated Turkey from the international arena.

"Erbakan believed that he would change the international balances by making Turkey the leader of the Islamic world. This attitude not only disturbed Turkish relations with the West, but also with the Islamic countries which do not approve of his Islamic leadership," said Yılmaz.

When asked about the chances of the Islamists, Yılmaz said that the public had become conscious of the threat after the policies of the previous government and added:

"People were scared that democracy and secularism would disappear. They were even scared that the state might disappear in the future. For these reasons, the Welfarepath coalition received pressure from all of the community lobby groups. I am sure that Erbakan will lose in the upcoming elections."

Yılmaz also pointed out that most of the Welfare Party's (RP) voters were from the low-income classes and the left wing. When questioned about the possible closure of the RP, Yılmaz said he couldn't comment on the affairs of the judiciary, but that, personally, he wasn't against the idea of the prohibiting political parties.

The uneducated section of society has been supporting the RP, and because of this the government has been forced to increase mandatory primary schools education from five years to eight years, Yılmaz added. He also pointed out that it was a shame that in this aspect Turkey was on the same level as underdeveloped countries, and that it was his administration's intention to prepare Turkey for the 21st century by making large-scale education investments.

Yılmaz also spoke about irregularities in the state system, saying that the recent increase in such irregularities had happened due to the lack of success by the judiciary and management systems.

"We need a Turkish 'perestroika.' We

'We need a Turkish 'perestroika.' We should reorganize all the state units. Currently all decisions are made in Ankara. We should allocate this responsibility among the regions. Our parliamentary system needs reorganization'



Turkish Daily News

Monday September 22, 1997

should reorganize all the state units. Currently all decisions are made in Ankara. We should allocate this responsibility among the regions. Our parliamentary system needs reorganization," he commented.

Yılmaz also said that he would never again establish a coalition with Tansu Çiller, because in her current position even her party members are beginning to rebel against her. One third of the Truepath Party deputies have left the party and if this trend continues, Çiller will disappear from Turkey's political scene forever.

He commented that most Turkish citizens are Muslims, but that Turkey was unique among Islamic countries, in succeeding at implementing democracy and secular institutions. He added that although Western countries were unable to understand the power of the military in Turkey, the military hadn't abused this.

Commenting on the recent Constitutional changes, Yılmaz said that two years ago the government changed

twenty articles of the Constitution.

On human rights abuses in Turkey, Yılmaz said these were individual exceptions and mustn't be generalized, adding:

"I have always believed that Southeastern problem couldn't be solved by military methods. We will revoke the emergency rule which was implemented ten years ago. We will try to develop the region's economic situation. If the economic structure of the region is improved, I am sure it will be more powerful than the militaristic approach."

With high inflation and unemployment rates, it was impossible for Turkey to become a full member of the EU, according to Yılmaz, who also claimed that the human rights issue must be handled.

"Turkey fulfilled its duties during the Cold War period. That's why it must be involved in the EU. The union cannot block Turkey's membership on religious and cultural grounds. In fact, we wouldn't like to be a part of such a prejudiced organization," said Yılmaz.

Monday September 22, 1997

Turkish Daily News

Writer of banishment novel Yaşar Kemal: War is rotting two peoples

Speaking at a literature symposium on the Turkish novel at Antalya's Falez Hotel, Yaşar Kemal told the audience that his latest work is to be in three parts

HASAN ÜSTÜN

Antalya - Turkish Daily News

■ Describing the forced migration of 2 million people as a result of the Treaty of Lausanne, the subject of the novel he is currently working on, Turkey's most famous writer Yaşar Kemal stated that what was experienced in World Wars I and II was a scene of the decay of humanity in the 20th Century. "For me," he said, "every war is a putrefaction. In Turkey, too, a war is rotting two peoples (a reference to Turks and Kurds)."

Speaking at a literature symposium on the Turkish novel at Antalya's Falez Hotel, Yaşar Kemal told the audience that his latest work is to be in three parts. The first part, entitled "The Euphrates Flows Blood", is already fin-

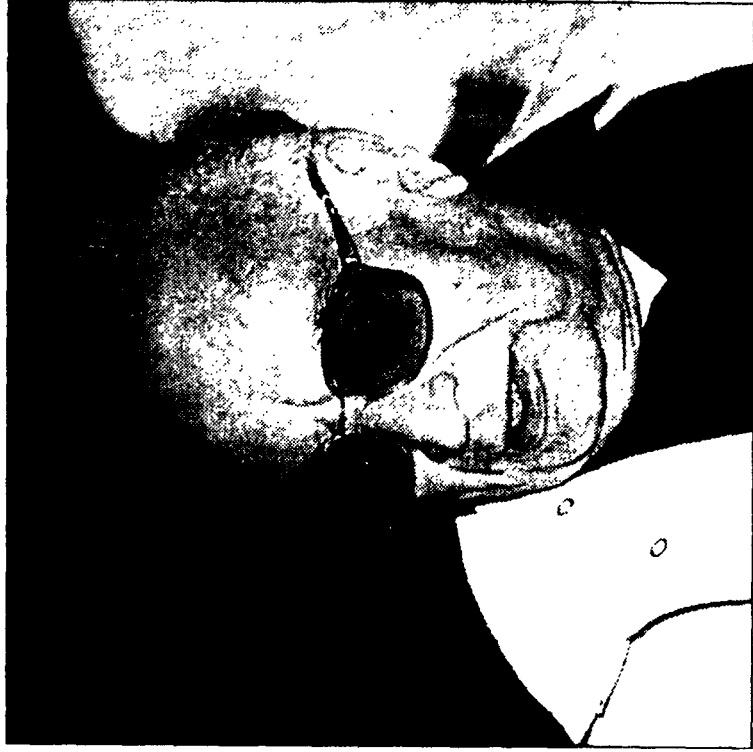
ished. The second part, on which he has been working for four months at the Falez, has reached its halfway stage.

He continued: "The novel deals with the population exchange of 1923. 1.5 million people from here (Anatolia) went to Greece, 500,000 came here from there. 2 million people were banished from one place to another by the Lausanne Treaty.

Europe made this decision. They wrote the world's most disgusting document (in the treaty). They pushed the people out of what had been their homeland for 3 centuries, they took them by the ears and threw them out. The novel describes this banishment."

Yaşar Kemal, in saying, "Every war is a putrefaction," claimed that people had degenerated after the World War I in relation to their previous state and that this degeneration had continued after World War II. "The Cold War crushed humanity.

We see that calamity even in Turkey where it should be seen least. In Turkey today, one war, be it great or small, is rotting two peoples. In the 20th Century, we have lived in a very terrible world. May such a world sink to the depths of hell!"



Der türkische Regierungschef unter Druck

Wachsende Ungeduld der Armeeführung

Seit Mitte September zeichnen sich die ersten klaren Risse im Beziehungsgeflecht der türkischen Armee und der Regierung Yilmaz ab. Während der Generalstab immer ungeduldiger das Kabinett auffordert, härter gegen die Islamisten vorzugehen, lehnt der Regierungschef neue antiislamistische Massnahmen ab. Die türkische Gesellschaft sei am Rande der Explosion, lautet sein Argument.

it. Istanbul, 21. September

Mitte dieses Monats ist bei einer Cocktailparty des türkischen Generalstabs für Journalisten ein erster tiefer Riss zwischen der Armee und der neuen Regierung Yilmaz zum Vorschein gekommen. Der Generalsekretär des Generalstabs, Özkasnak, liess dort durchsickern, dass das Militär den Absichten der neuen Regierung im Kampf gegen die islamistische Bewegung nicht vollends vertraue. Die Sensibilität des Generalstabs in bezug auf die fundamentalistische Bedrohung scheine die Regierung nicht zu teilen.

Verbaler Schlagabtausch

Die Botschaft des Generals kam rasch bei ihrem Zielpublikum an. Die türkische Gesellschaft schenkt «Warnungen» ihrer Armeeführung ohnehin stets Aufmerksamkeit, tauchen doch seit Beginn des Jahres regelmässig Gerüchte über bevorstehende Staatsstreiche auf. Das Massenblatt «Hürriyet» beschuldigte in einem bissigen Leitartikel die Regierung, gegen die Islamisten allzu träge vorzugehen. Das Justizministerium berücksichtige Anzeigen gegen religiöse Extremisten nicht, zitierte es anonyme Generäle. Die Bildungsreform, mit der die Regierung den Einfluss der religiösen Schulen einzuschränken hofft, reiche nicht aus. «Hürriyet» folgerte, dass der Generalstab von der Regierung neue Massnahmen gegen die Islamisten verlange.

Die Antwort des Regierungschefs liess nicht lange auf sich warten. Aus dem fernen Kasachstan, wo er sich aufhielt, erklärte Mesut Yilmaz, die Sicherheitskräfte seien mit der Verteidigung des Landes und mit der Bekämpfung des «kurdischen Terrorismus» genug ausgelastet. Deshalb brauchten sie sich nicht auch noch um die Islamisten zu kümmern, zumal seine Regierung sich der Gefahren bewusst sei. Der Regierungschef lehnte neue antiislamistische Massnahmen ab. Die türkische Gesellschaft sei bereits am Rande der Explosion, sagte er den anwesenden Journalisten.

Die Beziehungen zwischen der Regierung und der Armeeführung erreichten damit einen Tiefpunkt. Der Generalstab dementierte zwar den Bericht von «Hürriyet», aber er tat es in einer seltsamen Weise: Es sei nicht wahr, dass der Generalstab die Regierung Yilmaz mit der vorherigen Regierung des Islamistenführers Erbakan gleichsetze, hiess es. Worte des Vertrauens waren dieser Erklärung aber nicht zu entnehmen. Seit diesem in der Öffentlichkeit ausgetragenen Streit machen in der Türkei wilde Spekulationen die Runde. Die Frage, ob das Land von der Regierung oder in Wirklichkeit vom Generalstab regiert wird, beherrscht dabei die öffentliche Debatte.

Eine Regierung ohne Macht?

Die Islamisten der Wohlfahrtspartei (Refah) betrachten Yilmaz' Koalitionsregierung als illegitim. Laut ihrer Argumentation hat die Armeeführung Erbakans Regierung zum Rücktritt gezwungen und Yilmaz so zur Macht verholfen. Die der-

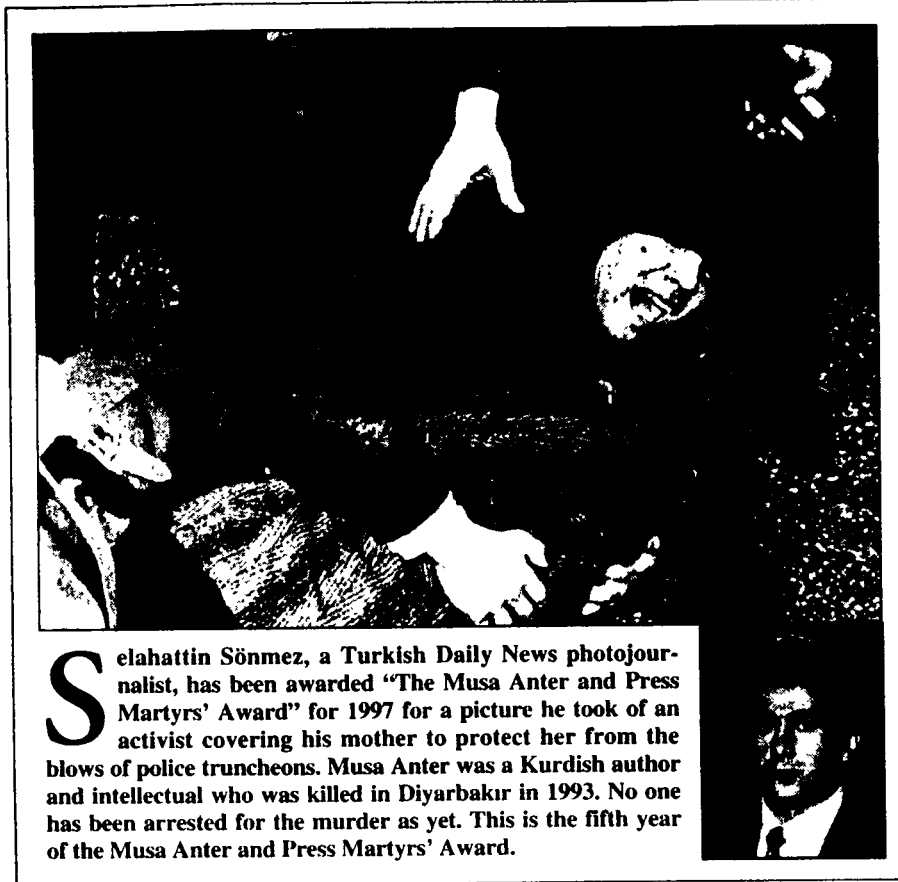
zeitige Regierung könne daher nichts anderes sein als das Ausführungsorgan des Generalstabs. Die gemässigten Islamisten im Umkreis des Geistlichen Fethullah Gülen sprechen ebenfalls von einer Regierung ohne Kompetenzen. Seit Beginn dieser Woche berichtet ihre Zeitung «Zaman», dass die Regierung durch einen Erlass sich selber und das Parlament entmachtet habe. Der Erlass war unter dem Namen «Krisenmanagement Zentrum» bereits letzten Januar von der Regierung Erbakan herausgegeben worden. Yilmaz soll ihn nun reaktiviert haben. Der Erlass ermächtigt den Generalsekretär des Nationalen Sicherheitsrates, der in der Regel ein General ist, den Ausnahmezustand auszurufen, ohne zuvor auf Regierung und Parlament Rücksicht nehmen zu müssen. Gemäss Artikel 4 des Erlasses darf der Ausnahmezustand ausgerufen werden, wenn die Unteilbarkeit der Republik gefährdet wird, aber auch wenn gewaltvolle soziale Unruhen drohen oder allgemein wenn die «nationalen Interessen» bedroht sind.

Der Chefkolumnist von «Zaman» bezeichnet den Erlass als verfassungswidrig. Laut Grundgesetz ist es die Regierung, die einen Ausnahmezustand ausrufen kann, und das Parlament muss abschliessend darüber entscheiden. Die ausserordentlichen Kompetenzen, die dem Generalstab eingeräumt werden, lassen Juristen von einer «Junta in Zivil» sprechen.

Druck der unteren Ränge

Ernüchterung über die Möglichkeiten der neuen Regierung hat mittlerweile auch im Lager der Liberalen die anfängliche Begeisterung ersetzt. Der Soziologe Ali Bayramoglu hat keine Zweifel daran, dass der Generalstab die Politik des Landes massgeblich bestimmt. Der Eingriff der Generäle in die Politik letzten Februar habe nicht die erhofften Resultate gebracht, sagt er im Gespräch. Die letzten Umfragen hätten gezeigt, dass die Refah bei Wahlen mit rund 30 Prozent der Stimmen grösste Partei bleiben würde. Ein Wahlsieg der Islamisten würde aber einer moralischen Niederlage der Armeeführung gleichkommen. Allein diese Erkenntnis mache breite Schichten der Armee unruhig. Bayramoglu, der als Experte in Militärfragen gilt, ist selber beunruhigt. Der anfänglich von der Armeespitze angeheizte Konflikt mit den Islamisten habe in den mittleren Offiziersrängen zu einer Dynamik geführt, die nur noch mit jener von 1960 zu vergleichen sei. Damals hatten die unteren und mittleren Offiziere gegen die korrupte Regierung von Adnan Menderes, aber auch gegen die Armeespitze revoltiert. Dieser erste Staatsstreich in der Türkei wurde der Militärführung faktisch von den unteren Rängen aufgezwungen.

Wie Bayramoglu geht ein Grossteil der Presse davon aus, dass die Armeeführung mit den Leistungen der Regierung Yilmaz nicht zufrieden sei, weshalb sie das Kabinett zunehmend unter Druck setze. Einig sind sich die meisten Zeitungen auch darin, dass die Generäle von Yilmaz neue, striktere Massnahmen gegen die Islamisten erwarten. Dazu dürfte auch das Verbot der islamistischen Wohlfahrtspartei gehören, über das das Verfassungsgericht demnächst zu entscheiden hat.



Selahattin Sönmez, a Turkish Daily News photojournalist, has been awarded "The Musa Anter and Press Martyrs' Award" for 1997 for a picture he took of an activist covering his mother to protect her from the blows of police truncheons. Musa Anter was a Kurdish author and intellectual who was killed in Diyarbakır in 1993. No one has been arrested for the murder as yet. This is the fifth year of the Musa Anter and Press Martyrs' Award.

Turkish Daily News

September 22, 1997

Khatami says Turkey-Israel games pose 'threat to region'

Turkish sources underline need to normalize ties with Tehran as 'a necessity dictated by geography' but also note 'mixed signals' coming out of Iran

Ankara - Turkish Daily News

■ Iranian President Mohammed Khatami on Monday characterized Turkey's up coming military exercises with Israel and the United States in the eastern Mediterranean as one of the "threats endangering the security of the region."

Khatami, who was speaking to thousands of people at a parade of elite military units in Tehran, also identified the U.S. naval presence in the Gulf as the other major threat in this context.

The Iranian president's remark came against the backdrop of efforts by Ankara to

try and improved its ties with Tehran, which have been strained since both countries effectively expelled each other's ambassadors earlier this year. "The presence of foreign fleets in the Persian Gulf...and the joint military exercise by the United States, Turkey and Israel...are threats against the security of the region," Khatami said, according to Reuters.

Senior Turkish diplomatic sources in Ankara say that "geographic location dictates the necessity for Turkey to normalize its relations with Israel

The attendance by the

Iranian ambassador in Ankara at an event organized by a fundamentalist mayor from one of Ankara's provinces in February, and his lauding the Sharia system there, had resulted in Turkey's asking Tehran to recall him. Iran in retaliation had asked Ankara to recall its ambassador in Tehran. The two countries have still not appointed new ambassadors. The election of the relatively liberal Khatami as President of Iran had raised hopes that relations between the two countries could be set on the path of normalization. Iranian Foreign Minister Kamal Kharrazzi is

Turkish Daily News

September 23, 1997

expected to meet with his Turkish counterpart, Ismail Cem in New York on the sidelines of the UN's General Assembly meeting, in order to try sketch out the framework for normalized ties.

Foreign Ministry Deputy Undersecretary Ali Tuygan, travelled to Tehran recently as President Demirel's envoy, carrying a good will message to President Khatami aimed at improving bilateral ties.

Kharrazi said last week that "the time was ripe for normalizing Tehran-Ankara ties and reinstating ambassadors." Speaking to reporters in Tehran, Kharrazi had said: "Turkey is a great Islamic state with deep cultural bonds to Iran, and our goal is to expand relations with this country"

But the spirit of the Iranian foreign minister's remarks appear to be at odds with those of President Khatami's on Monday.

Turkey has been trying to reassure both the Arab world and Iran that its ties with Israel are not directed against any country, and that the joint naval exercise to be held with this country in mid-November will be "search and rescue" exercises, and not aggressive in any way.

But Iran, like much of the Arab world, appears angered in essence that Turkey is developing ties

with Israel at all. When asked to comment on President Khatami's remarks on a senior Turkish foreign ministry official merely repeated Ankara's often stated position:

"Our close ties with Israel don't go against any country. I don't think (Khatami's) remarks need to be responded to, since the president appears to be expressing his own political views. Tehran has assured us about its willingness to improve our mutual ties" the official who wished to remain unnamed said.

He added that the governing principles underlying Ankara-Tehran relations must be "noninterference in each other's internal affairs, maintaining good neighborly ties, and respecting each others' mutual interests."

Asked about any possible high-level contacts between the two countries in the near future, the same official said no such contacts were expected until the summit of the Organization of the Islamic Conference (OIC) in Tehran this December. "Generally, we are represented at OIC summits at the presidential or prime ministerial level. The atmosphere of the Kharazzi-Cem talks in New York will clarify the level that we will be represented at in Tehran in December," he said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 23, 1997

Iran's New President Raises Hopes

Arab Countries and Even Israel Encouraged by First Steps

By John Lancaster
Washington Post Service

JERUSALEM — As Middle Eastern governments size up Iran's new president, Mohammed Khatami, there are growing signs that the traditional hostility between Arab countries and the revolutionary Islamic regime in Tehran may be starting to thaw.

Since Mr. Khatami's upset victory in May over a religious hard-liner, Arab leaders have been encouraged by his choice last month of several prominent moderates to fill key cabinet posts, his success in steering those appointments through Iran's conservative Parliament and a series of soothing foreign-policy statements from a theocratic government that has long been regarded as the region's main exporter of Islamic extremism.

Signs of the thaw include the planned resumption of Iran Air flights between Saudi Arabia and Iran, Iraq's recent decision to open its border to Iranian religious pilgrims and commitments by Arab governments to attend a conference of Islamic countries in Tehran in December.

Even in Israel, where officials remain deeply skeptical of Iran, newspapers recently have reported back-channel contacts between the two governments aimed at resolving commercial disputes stemming from the 1979 Islamic revolution.

"I think there has been a significant change in Iran," said David Menashri, a professor of Middle Eastern studies at Tel Aviv University and a scholar of Iranian politics. "It's not only the new government. It's the new atmosphere in Iran, a growing of expectations for change, and I think the team is capable, in terms of its ideology, of adapting more pragmatic policies."

Still, for all the optimism surrounding Mr. Khatami — a former culture minister known for his relatively tolerant attitudes toward the outside world — and the overwhelming vote that swept him into office, few neighboring countries are rushing to embrace the new Iranian government.

Like Washington and other Western capitals, moderate and pro-Western governments in the Middle East remain deeply concerned over the continued influence of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khomeini, an arch-conservative who retains dominion over Iranian foreign policy and the allegiance of many lawmakers in Parliament.

They also caution that any warming trend could be abruptly reversed if the United States determines that Iran had a hand in the truck bombing of the Khobar Towers housing complex near Dhahran, Saudi Arabia, that killed 19 U.S. servicemen in June 1996.

Analysts note, moreover, that while many Iranians voted for Mr. Khatami

because they believed that he would improve Iran's relations with neighboring countries and the West, the dominant issues of the presidential campaign had less to do with foreign relations than with domestic concerns, such as restrictive social and cultural policies and the dismal state of Iran's economy.

"I cannot disregard the basic difficulties that his team could have in achieving a breakthrough on the core issues of the revolution," Mr. Menashri said. "If there's one issue on which Khatami is different, it's basically on culture, not foreign policy."

"We are in the beginning of a process. There has been a significant change with much promise but we are not in a position right now to prophesize."

Officials from pro-Western Arab countries espouse the same cautious view. "O.K., fine, he might be a moderate within the ruling structure of Iran, but is he a moderate" in any other context? asked an Arab diplomat from a Gulf country. "Our approach to the Iranians has been that we really don't care what they say, we care what they do."

For centuries, Arabs have looked with fear and envy at their large and powerful neighbor to the east. While some Arab countries, notably Egypt, forged strong ties to Shah Mohammed Reza Pahlavi, who was supported by the



Mohammad Sayyad/The Associated Press

ANNIVERSARY MARCH — Carrying weapons with flowers in the muzzles, female Iranian soldiers marched Monday in Azadi Square in Tehran to mark the beginning of the eight-year war with Iraq in 1980.

United States, relations between Arab governments and the Shiite Muslim clerics who deposed him in 1979 have been marked by mutual enmity and mistrust.

Arab governments accuse Tehran of trying to export its revolution through support for such Islamic militant groups as Hezbollah, or Party of God, whose military wing has been linked to terrorist activities worldwide and which is the main Shiite Muslim force fighting Israeli troops in southern Lebanon.

If the West and its regional allies seem reluctant to move too quickly to embrace the new Iranian government, that is largely because of their experience with Mr. Khatami's predecessor, Hashemi Rafsanjani, who stepped down

last month after two four-year terms. Though widely perceived as a moderate, Mr. Rafsanjani could not escape the suspicion that he, too, sanctioned terrorism after a German court concluded that Tehran had ordered the assassination of Kurdish opposition figures at a restaurant in Berlin in 1992.

Even Washington has welcomed Mr. Khatami's election as a possible turning point in Iran's relations with the outside world, a view that is widely echoed throughout the Middle East. An ayatollah's son of impeccable revolutionary credentials, Mr. Khatami has a reputation for open-mindedness that stems largely from his role in relaxing restrictions on the content of books and film during his tenure as minister of

culture and Islamic guidance. More telling, perhaps, were his cabinet appointments.

They include Foreign Minister Kamal Kharrazi, Iran's former ambassador to the United Nations, who holds a doctorate in science and education from the University of Houston and is regarded with suspicion by conservatives because of his long years in the United States; Culture Minister Ataollah Mohajerani, who stirred up controversy several years ago by publicly calling for dialogue with the United States, and Intelligence Minister Oorban Ali Dorri Najaf-Abadi, a former lawmaker who has spoken candidly about Iran's mounting budget woes.

LE CALVAIRE DES RÉFUGIÉS EN TURQUIE

24 SEPTEMBRE 1997



Amnesty International vient de publier un rapport qui concerne les statuts de réfugiés en Turquie intitulé "Turquie: refoulement des réfugiés non-européens. Une crise de protection". Amnesty International se dit particulièrement concerné par le sort réservé aux demandeurs d'asile d'origine non-européenne; qui sont majoritairement des Kurdes irakiens et iraniens ainsi que des Iraniens fuyant la République islamique. La quasi totalité de ces réfugiés ne sont en Turquie, étant un pays limitrophe, que le temps de présenter leur demande d'asile au bureau de l'UNHCR à Ankara qui, à son tour, leur trouve un pays tiers prêt à les accueillir. Mais le calvaire de ces réfugiés ne fait que commencer sur le sol turc. De nombreux réfugiés ressortissants iraniens sont assassinés par les services secrets de Téhéran sur le sol turc. D'autres sont, dans leur "voyage vers l'espoir", morts noyés, en essayant de rejoindre la Grèce pour ensuite trouver refuge dans un pays de l'Union européenne, en mer Égée. Les tracasseries administratives turques sont particulièrement dénoncées par Amnesty International. Un demandeur d'asile doit,

en l'espace de 5 jours, terminer les formalités administratives concernant sa demande d'asile; dépassé ce délai il peut faire l'objet d'expulsion par les autorités turques vers son pays d'origine sans prendre en considération les risques encourus. Amnesty dénonce cette pratique et déclare qu'elle est "certains arbitraire et doit être abolie" et que s'il faut imposer un délai, celui-ci doit être en conformité avec "les normes internationales concernant la protection des réfugiés et doit en aucun cas être appliqué de façon à contrevenir le principe de non-refoulement". Mais "même ceux dont la qualité de réfugié leur a été reconnue par le Haut Commissariat des réfugiés (UNHCR) ne sont pas en sûreté en Turquie" déclare AI qui indique être au courant de nombreux cas de cette nature où les réfugiés reconnus par l'UNHCR sont livrés directement par les autorités turques aux autorités des pays où ils ont fui. L'organisation de défense de droits de l'homme déclare, par ailleurs, avoir communiqué ses préoccupations aux autorités turques concernant "les refoulements" des réfugiés ainsi que leur protection dans l'ensemble du pays. Elle a aussi communiqué ses préoccupations concernant les "incidents" fréquents aux frontières avec l'Irak et l'Iran, commis par l'armée turque. Au mois d'octobre de l'année dernière 28 Kurdes et Assyriens d'Irak, alors qu'ils tentaient de traverser la frontière turco-irakienne, ont été passés par les armes par les soldats turcs.

Par ailleurs, le sort tragique des réfugiés kurdes irakiens qui tentent de rejoindre la Grèce à bord des barques de fortune, a défrayé la chronique ces derniers mois. Le mois de juin dernier, 29 kurdes ont péri noyés en mer Égée; ce n'est malheureusement pas un cas unique: il fait partie d'une série d'"incidents" de ce genre. Le lundi, 15 septembre, trois kurdes ont été déchiquetés et 11 gravement blessés dans un champ de mines à la frontière turco-grecque. Ils faisaient partie d'un groupe de 62 personnes qui tentaient d'entrer en Grèce en traversant la rivière Evros. 55 autres ont été récupérés par les soldats grecs sur l'île de Lesbos qui se trouve à 10 km de la frontière avec la Turquie.

Tamraz: I never took any money from Çiller; am I a poor guy who needs money from her?



YASEMİN DOBRA-MANÇO
Istanbul- Turkish Daily News

Some circles seem to be making a problem because President Clinton called the Energy Department 'and he said they should look into my project.' Tamraz says Clinton called on April 2, 1996 and added that this 'was an advantage for Turkey'

■ In an exclusive telephone interview with the Turkish Daily News, Roger Tamraz, the international oil dealer and

financier who recently testified before the Senate Governmental Affairs Committee in the US about his questionable contributions to the Democratic National Committee, explained from New York that Turkey could have had a pipeline project signed two years ago. He also addressed some of the accusations made against him, which include having been hired by Çiller and offered money for his services, claiming to know President Clinton before they met, and having an Interpol warrant out for his arrest for embezzling a Lebanese bank.

How reliable he is, and whether he has made false claims, will be judged by the conclusions of the Senate Governmental Affairs Committee and other investigations that will be

launched in the United States to investigate campaign fund raising. Tamraz's contacts with the White House and government officials will also be the subject of several investigations. On the subject of his links with the CIA, it has been reported that Tamraz has not denied his ties.

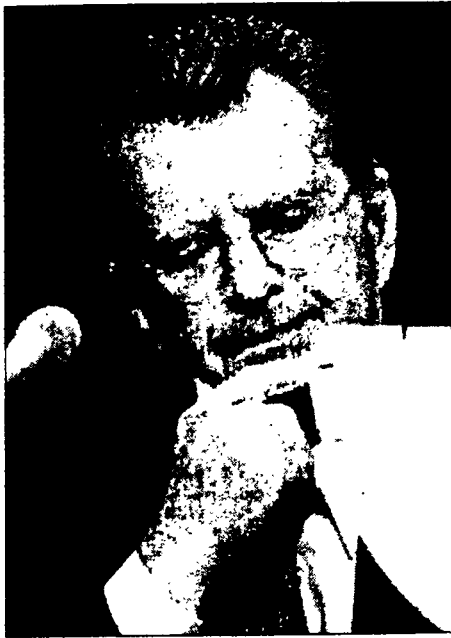
Tamraz began setting the record straight last week when he appeared very frank and blunt before a Senate panel, and outright stated that he was trying to gain access to the President of the United States with his contributions to the Democratic Party in order to promote an estimated \$2.5 billion pipeline between Baku and Ceyhan. He told a Senate panel with ease, "If you do a favor for a politician, he won't forget you."

1995 Baku-Ceyhan pipeline proposal

Tamraz told the TDN that when he came to Turkey to discuss the construc-

tion of a main export pipeline between Baku and Ceyhan in 1995, he met with Turkish Prime Minister Tansu Çiller, former Foreign Minister Emre Gonensay, and about 20 other Turks. Tamraz said he had 10 individuals with him, including representatives from Bethlehem Steel, and other major companies.

"We could have signed that project



Roger Tamraz, the international oil dealer and financier who denies allegations of shady dealings.

then and today Turkey would have had its own pipeline," he says.

During the interview Tamraz's access to pipeline politics players was highlighted, as well as his ability to negotiate on regional political matters.

When asked what the actual project was that he proposed to Çiller, Tamraz replied that there were two options. One would travel from Baku through Armenia to Ceyhan, and the other from Baku through Georgia to Ceyhan "if we could not agree with the Armenians." He explained that he had meetings with the president of the Armenian-occupied Azeri region of Nagorno-Karabakh, Robert Koutcharian, and "shuttled between him and Hayder Aliyev" the President of Azerbaijan. "I felt we were close to an agreement," he insists.

Tamraz points out that his company, Oil Capitol Limited (OCL), was not asking for exclusive rights, did not want any government guarantees from Turkey, nor any financing from Turkey. "All we wanted was permission to start building for our account and our own oil, which is still our position today. Therefore, we are asking what does Turkey have to lose, and if anyone wants to build a pipeline, give him permission."

When TDN inquired how he was planning to coordinate the political and economic aspects of the project, to

illustrate the role he played, he explained that it was similar to gaining rights to land an airplane at Istanbul's Atatürk Airport. "If Air France comes, this doesn't mean Delta, KLM, or TWA can not come. We are saying that this is an airport and each one has the right to come in to Istanbul and carry his own passengers. The pipeline is the same idea. Give us the right to have a pipeline and we will carry our own oil."

He asks, "When somebody wants to build a hotel, do you ask him who are you going to put in it and where is your money?" Tamraz says no. You give him a permit.

Plan will not block the way of other pipelines

Does Tamraz have a message for the new Turkish government? "If you really want somebody to invest in your country, and with no risk on your part, you lose nothing by calling them in and negotiating with them." Is Turkey going to make the same mistake twice he asks, and wait another two or more years until another serious offer is made? Tamraz says that if another offer comes along for Turkey, he will not block the way.

Despite the controversy in Turkey and the US regarding his activities and background, Tamraz says that his offer is still valid today and if he is officially invited he will come to Turkey to continue negotiations on the pipeline. He says that he hopes petty politics would not be involved like last time. "All the things they wrote about us is rubbish in your papers." He mentioned that the newspapers in Turkey are so occupied with writing about scandals that they wind up writing about whatever is under the sun.

Tamraz denied ever meeting Özer Çiller, Tansu Çiller's husband, but says he met Çiller four times and found her to be very serious. He said he met her through the late Nationalist Movement Party leader Alparslan Turkes, "because Turkes was very interested in linking the other Islamic republics with Turkey."

He described the 1995 situation as follows, "Çiller was very helpful at the time, the Americans were a bit skeptical, but Aliyev was open, we came very close to an agreement, but people are always trying to say we can do better."

Asked if he was considering the political implications of such a project and whether the pipeline could work as a peace initiative in the troubled region near Nagorno-Karabakh, he replied that it could have.

Reports in the Turkish press allege that Tamraz received hundreds of thousands of dollars from Çiller to promote the pipeline to Clinton. Asked what he had received from Çiller for his services he stated, "First of all, I never took any money from Çiller. Why should she give me any money? Am I a poor guy who needs money from Çiller? I'm a multi-millionaire who does not need anybody to pay him."

Asked why his \$300,000 donation to the Democratic Party was a problem in America, he said "It is not a problem. I'm an American. It is legal." What seemed most shocking to observers last week is that Tamraz had the courage to cooperate with the Senate with "brazen candor," as a writer for the New York Times described it. Tamraz told the TDN, "I said things as they are. When they asked me why did you pay \$300,000, I did not say it is because I am a patriot

I said it is because I have business and I need to be heard."

Tamraz also told the TDN that domestic politics is the reason his actions are under scrutiny. Also, some circles seem to be making a problem because President Clinton called the Energy Department "and he said they should look into my project." Tamraz says Clinton called on April 2, 1996 and added that this "was an advantage for Turkey."

Certain people working at the Energy Department, working on behalf of some oil companies blocked the project, "because the American oil companies don't want [the pipeline] to come to Turkey because they are scared of the Russians, and the Russians do not want them to go through Turkey. They have far more at stake in Russia. As it is not my case, I don't care about the Russian position."

On the subject of US policy, Tamraz said that "US policy is open. They say that anyone who wants to build a pipeline at his risk can do it." Furthermore, he claims that "It was also of interest to the President to get these jobs for Americans."

Met Clinton before Çiller

Tamraz told the TDN he met President Clinton six times at the White House, although Turks are challenging the fact that he knew Clinton. "When I was in Turkey in '95 they were challenging that I knew the President, which was very stupid. The debate is

stupid, because as it is now clear in the Senate hearings, I met him six times, and why we have this problem is because he talked to the Energy Department to say that we should look into this project. What I think happened is we wasted 2 years from 1995, since I met Çiller, when she was in her last month of power."

The controversial oil dealer suggested that Turks should read the two recent articles written about him in the New York Times (September 21) and the Washington Post (September 19), and stop to think whether they could have benefitted from his proposals two years ago. He is still available he says.

On the subject of his Interpol arrest warrant and his shady character, he remarked that "there were fundamentalists in Lebanon who were fighting people who were pro-American [in the '80's] and wanted to have peace with Israel. It was all political. Any country in the world can send an E-mail to Interpol and say we want to arrest this gentleman. These are the same people who blew up the marines in Lebanon" in 1983, killing 241 Americans.

He believes that as a result of the ongoing investigations, changes will be made to the laws governing campaign contributions in the US. What effects has he had? "What shocked them here is that I'm the first one who told them the truth. You don't give money for nothing. You give money because you have an interest. This is how the system works. It is completely legal," Tamraz asserts.

Russia and the U.S. Point Finger at Iran

Tehran Makes 'Vigorous Effort' To Build Atom Arms, Gore Says

By David Hoffman
Washington Post Service

MOSCOW — Vice President Al Gore said Tuesday that a Russian-American investigation had shown that Iran was making a "vigorous effort" to obtain technology for building nuclear weapons and ballistic missiles to carry them.

Tehran has denied that it is trying to build weapons of mass destruction. But the United States and Israel have intensified a campaign to curtail what they contend is a flow of sensitive Russian technology and expertise to Iran.

Russia, which is helping Iran build a nuclear power plant at Bushehr, has denied that it is helping Iran with ballistic missiles or nuclear weapons. But U.S. and Israeli officials have said that the Russian military-industrial complex and quasi-governmental research institutes — along with former scientists and military specialists — might be con-

tributing to an Iranian missile program.

Earlier this year, President Bill Clinton appointed Frank Wisner, a former ambassador to India and Egypt, as his special envoy on the issue. Mr. Wisner has traversed the Middle East, and on Monday came to a remote government resort outside Moscow to report on his findings to Mr. Gore and Prime Minister Viktor Chernomyrdin of Russia, who are holding their semiannual meeting here.

Mr. Wisner was accompanied by Yuri Koptev, director of the Russian Space Agency. Mr. Gore, speaking cautiously, said after the meeting that the Wisner and Koptev investigation was "extremely thorough" and that "new information has been brought to light."

Mr. Gore refused to elaborate on the findings when asked at a press conference with Mr. Chernomyrdin, saying the study "involves intelligence information in both countries and for obvious reasons it cannot be made public."

"But I would say in a general way," he added, "that one of the new lessons of this report is that it is obvious that there is a vigorous effort by Iran to obtain the technologies that it needs to build a ballistic missile and to build nuclear weapons."

While Mr. Gore said the charge that Iran was seeking such technology is not new, "the kinds of details that we were able to share with one another I think flesh it out in a new way." It was not clear where the new information came from.

On Monday, Mr. Gore had urged reporters to ask Mr. Chernomyrdin about the results of the investigation. But the prime minister brushed away the question Tuesday, saying, "I won't tell you anything at all." After meeting President Boris Yeltsin here, Mr. Gore said that "there is no doubt in my mind" that both the United States and Russia "share the same concern about proliferation of weapons of mass destruction and proliferation of technologies that can assist in the delivery of weapons of mass destruction, such as ballistic missile technologies."

Mr. Gore said Mr. Wisner and Mr. Koptev had started a "very intensive" process and would meet again within six weeks. "I can tell you it is a very productive process," he said. "It is making a great deal of headway."

Although the Russians have adamantly denied selling missile or nuclear weapons technology to Iran, nonproliferation experts said the larger problem was with the vast, unprotected military-industrial complex.

It includes many research institutes, fabrication plants and storage facilities where rocket and weapons components and nuclear fissile materials are kept. The workers in these plants have often not been paid for months, creating a powerful incentive to sell material or knowledge.

A report by the Center for Policy

Studies in Russia illustrated how 30 gyroscopes used for guiding ballistic missiles were shipped to Iraq from Russia. The guidance systems came out of a warehouse and were sold to middlemen. The center said it had found that Russian export controls on the shipment of such technology were riddled with holes.

Also Tuesday, Mr. Gore announced that Russia and the United States had agreed not to restart any shut-down reactors that produce weapons-grade plutonium, and that Russia will convert with U.S. assistance its three remaining reactors so they cease making weapons-grade plutonium by 2000.

IRAN: Military propose high-level dialogue



SAADET ORUÇ
Ankara- Turkish Daily News

■ As a follow up to Ankara's new positive approach towards Iran, Ankara proposed a meeting between the top military officials of the two countries, Iranian officials told the Turkish Daily News on Tuesday.

Iranian sources said that Ankara proposed a meeting between either chiefs or deputy chiefs of the General Staffs.

"The level of the high military talks will be clarified later. In addition to these, the committee established on the Iran-Turkey border by local military staff of the two states, also, will improve its level of functioning," an Iranian diplomat informing the TDN added.

During the talks between Turkish and Iranian foreign ministers in New York at the time of the United Nations talks, Ismail Cem and Kamal Kharazmi discussed the upcoming principles of Turco-Iranian relations.

The two main decisions taken during the discussion were determining an exact deadline for mutually appointing new ambassadors, and the commencement of military talks between the two countries near the Turkish-Iranian border. By the end of October, the necessary proceedings will be completed toward establishing representation at ambassadorial level again.

"The reappointment of the Osman Koruturk to Tehran is not consistent with traditional diplomatic norms," said the Iranian top diplomat.

Analysts: 'Military is not against Iran'

Iranian analysts, referring to the earlier crisis between Ankara and Tehran, commented that Turkish military circles are not against Iran. "It was unacceptable for a Turkey governed by Welfare to have good ties with Iran, regarding the region-

al balances," said a well-informed Iranian analyst.

The only reason that these criticisms were directed to Tehran was to exclude Welfare from the government, claimed the analyst, talking to the Turkish Daily News.

Iran has given 40 separatists to Turkey

"We have given nearly 40 separatists, dead or alive, to Turkish security forces in the last two years," said an Iranian official, declaring that there is no possibility for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to have bases within Iranian territories.

Natural Gas

When asked about the Turkey-Iran natural gas deal, a senior Iranian diplomat said that the Turco-Iranian natural gas deal is being implemented as was earlier planned.

"We will start to export natural gas to Turkey by the end of 1998," said the diplomat, denying the reports about the insufficiency of the natural gas to be transported to Turkey.

"Our yearly natural gas production is 50 billion cubic meters, while Turkey's consumption is seven billion cubic meters. We have no problem with selling our natural gas to Turkey."

Nuclear capability

While Washington and Israel are worried about the growing nuclear capability of Iran, both Russia and Iran are determined to implement the needs of the current nuclear deal, signed a few years ago.

According to Iranian sources, the reaction of the Western world is completely political. "The foundations of the nuclear reactor was laid down in the period of the Shah. The Western world showed no reaction then," he said.

However, the Russian side has "a more cautious" attitude regarding the future of the nuclear capa-

bility of Iran, especially after the recent talks between U.S. Vice President Al Gore and the Russian Prime Minister Victor Cernomirdin. Russian diplomats briefing the TDN on the issue referred to the "nuclear experience" of Pakistan.

"When Pakistan started to undertake nuclear research, they received the support of the Western world. But, when Islamabad accelerated efforts to have nuclear weapons, a barrier was put in place to deter such efforts," they reminded.

According to the information that the Turkish Daily News received, during bilateral talks with the U.S. officials, the Russian side declared that they could not stop their deal with Tehran. "Iran has paid the cost of the deal so we have to fulfill our obligations," Russian officials are quoted as saying.

Puzzle of monitoring

Besides, according to a Reuters report, Iran on Tuesday rejected U.S. monitoring of a nuclear power plant Russia is building in the country, saying Tehran would allow surveillance only by a U.N watchdog body.

"The Bushehr nuclear power plant will be under the supervision of the International Atomic Energy Agency ... and Iran absolutely believes no other authority has the competence to monitor the site and will not allow it," said Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi, quoted by Tehran radio.

Mohammadi was reacting to a Russian news agency report that said Russia had proposed to the United States that the two states should jointly monitor the plant, to remove any doubt about its use.

Washington has urged Moscow to abandon the \$800 million project because it believes Tehran wants to develop nuclear arms.

Iran says its nuclear program is strictly civilian.

Turkish Daily News

September 25, 1997

The Iranian news agency IRNA said Russian Nuclear Energy Minister Viktor Mikhailov met Iran's ambassador in Moscow and "ruled aside the report that his country has called on the United States to monitor construction of

Bushehr atomic power plant in Iran."

Mikhailov "underlined that no high supervisors except the International Atomic Energy Agency (IAEA) will monitor the construction of the Bushehr atomic

power plant," IRNA said.

Itar-Tass said on Sunday that Mikhailov had made the proposal of joint monitoring during talks with U.S. Energy Secretary Frederico Pena in Moscow.

Turkish troops enter N. Iraq

KDP & PKK clashes continue

Ankara - Turkish Daily News

■ Eyewitness accounts reported by Reuters that Turkish tanks had entered northern Iraq were confirmed to the Turkish Daily News on Wednesday by the General Staff.

Although military officials remained silent about the number of vehicles involved, Reuters reported that more than 100 tanks and military vehicles have entered the area. Military officials told

TDN that the operation is being carried out against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Dozens of tanks crossed from Turkey into the Iraqi border town of Zakho on Tuesday afternoon, witnesses told Reuters by telephone from the region. They said several military convoys, including tanks, had crossed the border in the previous four days. Turkish Foreign Ministry officials said that such operations can be carried out by security forces if there is a need to assure Turkey's border security.

KDP & PKK clashes

Meanwhile, KDP radio announced that during the clashes between the PKK and KDP in the Dereluk region of northern Iraq two children were killed and nine were injured, the Anatolia news agency reported.

September 25, 1997

Turkish Daily News



Search the World

Use Search the World to find news, reference materials and Internet resources for more than 220 countries and territories. Type a country or territory name below:

International Section: specialized news and Web resources customized for every country in the world.

International Breaking News: 24-hour-a-day updates in the Today's Top News section.

All international stories from this morning's Washington Post.

washingtonpost.com | home page | site index | search | help |

Turkey Attacks Kurdish Rebels In Iraqi Territory

By Kelly Couturier

Special to The Washington Post
Friday, September 26, 1997; Page A17
The Washington Post

ANKARA, Turkey, Sept. 25—Turkish warplanes bombed rebel Kurd positions inside Iraq today in a new cross-border offensive that officials said is aimed at preventing the rebels from regrouping in camps along the border.

The offensive, launched earlier this week and reportedly involving an estimated 8,000 ground troops and 100 tanks and other armored vehicles, is the latest in a series of Turkish attacks against Kurdish Workers' Party guerrillas on Iraqi territory over the past few years.

The latest operation was launched, according to a Foreign Ministry spokesman, because Kurdish guerrillas who had been cleared from the area during a large-scale attack last May and June were trying to reestablish positions along the mountainous border before the winter sets in. The separatist guerrillas, who have been waging an armed insurgency in southeastern Turkey since 1984, have often launched attacks from bases in Kurdish-controlled northern Iraq.

Military spokesmen were unavailable for comment, but the government-owned Anatolian news agency reported that jets bombed 15 guerrilla positions near the Iranian and Syrian borders, where the

insurgents reportedly had fled the Turkish attack last spring. The guerrillas reportedly had filtered back into the border areas despite efforts to keep them out by an armed Iraqi Kurdish faction allied with Ankara, the Kurdistan Democratic Party.

The new Turkish attack reportedly is aimed at cutting off the rebels' flight toward Iran and Syria. Turkey has barred journalists from entering northern Iraq since early this year, making impossible independent confirmation of official Turkish statements on the offensive.

In recent years Ankara has asserted its right, as a matter of national security, to enter Kurdish-controlled northern Iraq in pursuit of the guerrillas. More than 26,000 people have been killed in the 13-year insurgency.

"Turkey has a terrorism problem originating in northern Iraq," Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli told reporters. "We regularly take measures deemed necessary for our security." He described the latest operation as "routine and limited."

Baghdad, which has strongly criticized past Turkish incursions, also "The Republic of Iraq strongly condemns the new Turkish military aggression which represents a flagrant violation of Iraq's sovereignty and territorial integrity," an Iraqi Foreign Ministry spokesman was quoted as saying by the ruling Baath Party newspaper al-Thawra.

Baghdad has been denied authority over predominantly Kurdish northern Iraq since a U.S.-led "no-fly" zone was set up following the 1991 Persian Gulf War to protect the Kurdish population from the regime of Iraqi President Saddam Hussein. The enclave has been controlled since then by two rival Iraqi Kurdish groups, which have clashed intermittently, at times drawing Baghdad and Tehran into the conflict.

© Copyright 1997 The Washington Post Company

LE MONDE / VENDREDI 26 SEPTEMBRE 1997

La France vend cinq chasseurs de mines à la Turquie

PARIS. La France va vendre à la Turquie cinq chasseurs de mines d'occasion, pour un montant de l'ordre d'une cinquantaine de millions de dollars (environ 300 millions de francs). Le contrat a été signé, mercredi 24 septembre, en Turquie, par le ministère turc de la défense et DCN International (DCNI), la branche commerciale de la direction des constructions navales (DCN) en France.

Les cinq navires de type Circé (500 tonnes pour 50 mètres de long) sont des unités retirées récemment du service par la marine française. Ils seront livrés en 1998 à la marine turque après avoir été rénovés par la DCN dans ses arsenaux de Brest. Ils seront équipés d'un système de chasse aux mines incluant le système de traitement des informations tactiques (Minetac) et des robots sous-marins immergés et pilotés à distance pour détecter et détruire les mines. C'est la première fois que la France vend des équipements navals à la Turquie.

CLERMONT-FERRAND

Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, en visite à Clermont-Fd

Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, était présent à Clermont-Fd le 18 septembre pour inaugurer une exposition photographique consacrée aux réfugiés. « Une cause minoritaire doit être défendue au service de la démocratie, de la paix et de l'avancement de l'humanité », a rappelé ce dernier.

En 1989, grâce à l'action de l'association France-Liberté, présidée par Danielle Mitterrand, des familles kurdes rescapées des bombardements chimiques perpétrés par l'armée irakienne au Kurdistan, arrivaient en transit au camp militaire de Lastic. Au bout de trois mois, elles étaient réparties sur plusieurs communes d'Auvergne et du Limousin. Notamment, à Vic-le-Comte et à Clermont-Fd pour le Puy-de-Dôme.

Sept ans plus tard, une jeune photographe américaine originaire de l'Arizona a décidé de partager durant plusieurs semaines la vie de ces familles. Comment se sont-elles intégrées ? Comment ont-elles été accueillies par la population ? Comment vivent-elles aujourd'hui leur exil ? La quarantaine de photographies (présentée à l'Espace municipal Pierre Laporte) est loin de laisser indifférent. « Elle a été pour nous l'occasion de faire le point sur la situation de ces réfugiés, tous



Né au Kurdistan de Turquie, Kendal Nezan milite depuis 26 ans pour les Droits de l'Homme. En 1981, en raison de son combat pacifique, le régime militaire d'Ankara l'a déchu de la citoyenneté turque. Il est l'auteur de nombreuses études sur l'histoire et la culture Kurdes.

musulmans et tous issus du monde rural », a expliqué Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris. Ce dernier, docteur en physique nucléaire de l'université de Paris, et lui même réfugié, était présent en 1989, lorsque les Kurdes sont arrivés en catastrophe en Auvergne, munis d'un seul balluchon. « On parle d'une communauté lorsqu'elle pose problème. Voilà pourquoi on parle si peu des 100 000 kurdes vivant en France », a-t-il constaté. Lors d'une rencontre au Club de la Presse, ce militant des Droits de l'Homme, a évoqué la vie de ses compatriotes en France, mais

également, celle des 30 millions de Kurdes déchirés entre l'Irak, la Turquie et l'Iran, et qui souffrent de l'absence d'une administration centrale. Aujourd'hui, grâce à la protection de l'aviation alliée, au-dessus d'une zone comprenant 4 millions d'habitants, la situation des Kurdes d'Irak semble s'améliorer après trente années de guerre. Par contre, en Turquie, la dernière intervention militaire contre les Kurdes remonte seulement à mai dernier. « Mon plus cher souhait est que tous puissent enfin vivre en paix ! », a insisté Kendal Nezan.

Mijo Fontfrède ■

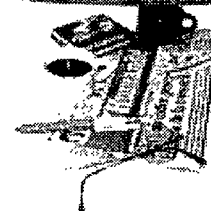
Le Paysan d'Auvergne - 26 septembre 1997

26 Septembre 97 - INTERNATIONAL

La Turquie condamnée pour tortures

LA Cour européenne des droits de l'homme a condamné pour la deuxième fois la Turquie, jeudi à Strasbourg, dans une très grave affaire de tortures commises sur une jeune Kurde, supposée sympathisante du PKK. La Turquie devra verser à Sukran Aydin, aujourd'hui âgée de vingt et un ans et mariée, une somme d'environ 240.000 francs, au titre des réparations et dommages. Le 29 juin 1993, des gendarmes étaient venus, avec force menaces et insultes, interroger la jeune fille, alors âgée de dix-sept ans, son père et sa belle-soeur à leur domicile, dans le village de Tasit, près de Derik (sud-est de la Turquie) au sujet de visites qu'ils auraient reçues de membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)

L'HUMA QUOTIDIEN



Les gendarmes emmenèrent cette famille à la gendarmerie. Là, les yeux bandés, la jeune fille fut torturée avant d'être violée par un gendarme en uniforme. Elle fut relâchée seule en pleine montagne deux jours plus tard. Son père et sa belle-soeur, également torturés, furent libérés séparément.

Dans son arrêt, la cour a souligné que le viol d'un détenu par un agent de l'Etat doit être considéré comme 'une forme particulièrement grave et odieuse de mauvais traitements'. La jeune fille a en outre été soumise à 'une série d'expériences terrifiantes et humiliantes', d'un 'caractère particulièrement cruel' selon la cour qui conclut à 'une extrême violation' de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. La Turquie avait déjà été condamnée l'été dernier pour des tortures graves commises par les forces de l'ordre contre un jeune Kurde. La cour doit examiner dans les prochains mois des centaines de requêtes similaires déposées par des Kurdes.

Turkey first in arms imports in Europe

September 27, 1997

Turkish Daily News

UĞUR AKINCI

Washington - Turkish Daily News

■ Turkey led Western Europe during 1993-95 in arms import expenditure, according to a new report on "World Military Expenditures and Arms Transfers 1996" released by the U.S. Arms Control and Disarmament Agency (ACDA).

Turkey, which spent \$3 billion on arms during 1993-95, is followed by Greece (\$2.2 billion), Spain (\$1.6 billion) and Germany (\$1.3 billion).

"In 1995 alone, the region's leading importers were Greece (\$825 million, 10th in the world and one-fifth of regional imports), Turkey (\$700 million, 13th), Spain (\$675 million, 14th), Belgium (\$340 million, 20th) and Germany (\$310 million, 22nd)," the report said. These nations accounted for a combined 71 percent of all arms imported into Western Europe during 1995.

US is source

The United States, as expected, was the number one supplier of arms to Turkey and others in Europe.

"The United States' largest trade partners in the region in 1993-95 were Turkey (\$2.3 billion), Spain (\$1.3 billion), Greece (\$1.2 billion), and Germany (\$1 billion)," ACDA said.

After the United States, Turkey purchased arms during that period from Russia (\$350 million), France (\$170 million), Germany (\$90 million), and nothing from Britain or China.

Sixth largest

Turkey, according to ACDA, has the world's sixth largest army with 805,000 troops. The first five are: China (2.93 million), the United States (1.62 million), Russia (1.40 million), India (1.26 million), and North Korea (1.04 million).

But in terms of military expenditures,

Turkey ranks 19th with \$6.6 billion spent in 1995.

The United States ranked first and spent \$277.8 billion on its army — or more than Turkey's total GNP in a given year. ACDA report listed Turkey's 1995 GNP as \$166.7 billion (still, however, 26th in the world).

Again, in terms of dollars spent per soldier in 1995, Turkey ranks even much lower, and comes in 92nd with \$8,207 dollars — which is, by the way, more than three times the average GNP per capita for the country.

The top country in terms of money spent per soldier was Japan, which spent \$209,400 per soldier in 1995, followed by Kuwait (\$174,400), Switzerland (\$173,600) and the United States (\$171,500).

Turkey ranked 23rd with 13.1 soldiers per 1,000 population while Greece ranked seventh with 20.3 soldiers per 1,000 population.

Turkish troops and KDP encircle PKK along Iranian border

Iraqi newspaper calls for 'suitable retaliation' against Turkey

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkish troops continue the operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) bases in northern Iraq following a request from the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP)

Massoud Barzani.

The air raids, begun by the Turkish Army after receiving the information that nearly a thousand separatists coming from camps in Iran and Syria have settled down in camps near the Turkish border in order to get prepared for winter, are persisting.

Taking off from air bases in eastern Turkish towns of Malatya and Erhac, Turkish jets destroyed nearly 10 camps in the Pırbela, Serseng, Kani Mazi, Diana, Batufa, Amadiya regions of northern Iraq.

Turkish armored vehicles were reportedly transferred along the Iranian border. Turkish troops and KDP peshmergas, together, started to encircle the separatists from the Iranian to the Turkish borders.

Turkish troops have pushed at least 50 kilometers (30 miles) into northern Iraq, Reuters reported Turkish border officials as saying on Friday. The officials said

soldiers had entered the Iraqi Kurdish provincial capital of Dohuk. Turkish armoured units were guarding mountain passes on the road between Dohuk and the Iraqi border town of Zakho, a 45-minute drive away.

The operation is not affecting the traffic through the border crossing of Habur, according to the Anatolia news agency. The agency reported that 44 separatists were killed during the continuing operation of the Turkish Army.

Six martyrs

The bodies of six Turkish soldiers, who lost their lives during the operation in northern Iraq, were sent to the cities where they born after the farewell ceremony held in Van airport.

Mehmet Korkmaz, Mehmet Dönmez, Ercan Can, Rıza Köstek, Ekrem Çıracı

and Kadem Kaçık are the names of the martyrs.

Iraqi press calls for 'suitable retaliation'

An Iraqi newspaper on Friday called for "suitable retaliation" against the Turkish operation in northern Iraq, Reuters reported.

"We shall not tolerate [this] and we

support suitable retaliation to defend our people in Iraq's Kurdistan and to defend our boundaries," declared the official al-Iraq newspaper in a front-page editorial.

"Our leadership, at the top of which is our symbolic leader Saddam Hussein, and our armed forces are able to settle the situation ... and defend our frontiers and national sovereignty,"

said the editorial, entitled "Let us retaliate."

"Turkey's false excuse that it is chasing PKK rebels is another clear proof that Turkey and America are killing the Kurds," al-Iraq said.

September 27, 1997

Turkish Daily News

Nouvelle opération militaire turque au nord de l'Irak

L'armée turque a mené un raid aérien jeudi contre une série de positions présumées d'indépendantistes kurdes du PKK dans le nord de l'Irak. Lors de cette opération qualifiée par le ministère turc des affaires étrangères d'"opération limitée et de routine", les appareils turcs ont bombardé quinze camps kurdes situés près des frontières syrienne et iranienne. Selon les autorités turques, ces camps servent de base pour des attaques sur le territoire turc. Selon l'agence Anatolie, un millier de Kurdes qui se cachaient en Iran et en Syrie ont récemment rejoint ces camps.



Par ailleurs, la presse rapporte que 8000 soldats turcs ont lancé dimanche une offensive dans le nord de l'Irak. Selon la télévision privée NTV, 130 chars appuient cette opération. En mai dernier, la Turquie avait lancé une offensive de grande ampleur dans le nord de l'Irak, impliquant 50 000 hommes. C'est pourtant plus au nord, vers les rives de la mer noire, que l'on attendait une opération de l'armée turque, alors que l'annonce par le PKK d'une extension de ses opérations militaires à la région pontique suscitait une vague de panique parmi la population turque locale.

Cette nouvelle opération, qui a suscité une ferme condamnation de Bagdad, intervient au moment où la Turquie essuie de vives critiques de la part de ses voisins arabes et iraniens à l'approche des

manoeuvres militaires navales américano-israéliennes auxquelles elle doit participer vers la fin du mois de novembre. Elle intervient aussi à un moment où Ankara menace Chypre de représailles militaires au cas où lui seraient livrés les missiles sol-air russes de type S-300 dont elle avait passé commande quelques mois plus tôt. Un différend qui figurait à l'ordre du jour des entretiens qu'a eus le secrétaire d'État américain Madeleine Albright avec les ministres des affaires étrangères turc et grec à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais Mme Albright n'a pu obtenir de ses interlocuteurs d'autres engagements que ceux faits lors du sommet de Madrid de l'OTAN en juillet dernier.

Turkish Daily News

September 28, 1997

Troops sweep destroyed PKK camps

Ankara - Wire Dispatches

■ Thousands of Turkish troops have been carrying out operations against camps in northern Iraq to clear the region of Kurdistan Workers Party (PKK) separatists, the official Anatolian news agency reported on Saturday.

It said troops, backed by artillery and air power, on Friday entered eight PKK camps destroyed by air raids earlier this week.

The agency said forces of Jalal Talabani's Patriotic

Union of Kurdistan, an Iraqi Kurdish faction, helped PKK rebels fleeing northern Iraq into neighbouring Iran in the region of Diyana.

Around 15,000 troops are taking part in the push against the PKK, a separatist band of Turkish Kurds fighting a terrorist campaign in southeast Turkey which often operates from northern Iraq.

Turkey said its troops would soon pull out of the mountainous region, once their mission against the PKK was completed.

On Friday, a military official told Reuters that Turkish troops had killed 44 PKK rebels for the loss of three soldiers in the operation.

More than 26,000 people have died in the rebels' 13-year-old campaign against the Turkish government.

Anatolian said the Turkish offensive was being carried out at the request of an Iraqi Kurdish militia, the Kurdistan Democratic Party (KDP), which has been involved in frequent clashes with the PKK.

Poison bomber offers secrets for sanctuary

Fugitive Kurdish terrorist reveals:

1 Kurdish PKK plan Sarin attacks on British tourists

2 Greeks shelter PKK and provide Stinger missiles

3 Terror Inc: Tamils PKK, Hamas and neo-Nazis collude

by Shyam Bhatia Naxos and Leonard Doyle

ONE OF THE world's most dangerous bombers has revealed that terrorist groups on three continents have developed poison bombs to attack civilians — in an extraordinary confession to the *Observer* from a secret hideout in Greece.

Seydo Hazar, 31, a Kurdish-born German resident who is on the run, says he and his group were protected by the shadowy Greek Marxist Revolutionary Organisation 17 November and funded by elements close to the Greek security services while preparing terrorist outrages in London and on European tourists in Turkey.

The Greek government says it does not believe the claims. But western intelligence agencies are taking the allegations seriously. He has offered to trade his information for sanctuary and a new life.

Hazar has gone public because he is disgusted by the targeting of civilians by a splinter group of the Marxist Kurdistan Workers Party (PKK).

The plans include the use of chemical bombs against civilians and the poisoning of beaches and city water supplies. They also involve targeting British interests in Turkey and in Britain itself, in revenge for the Government's extradition of a Turkish Kurd leader to Germany this summer.

He also says that his organisation, the deadly PKK, has links with the 17 November terror group, German neo-Nazis, the Palestinian Hamas organisation, and the Tamil Tigers fighting the government in Sri Lanka.

His claims provide the most complete picture yet of the close collaboration between international terrorist organisations, as well as disturbing evidence that one Nato power may have been harbouring militants from a group waging a war against the government of another Nato member.

One of the bomber's most dramatic claims is that 11 Stinger missiles, manufactured under licence in Greece, were sold by his group to the Tamil Tigers and subsequently used to shoot down military transport planes over

Sri Lanka. Two weeks ago a Sri Lankan air force plane was shot down by a missile believed to be a Stinger, killing 80 servicemen.

Since talking to the *Observer*, Hazar has escaped from Greece. He has detailed descriptions of at least 12 powerful bombs disguised variously in Nesquik boxes, video cassettes, shampoo and ketchup containers and designed to cause maximum civilian casualties. Hazar said his bombs also contain rat poison, which can be used as a crude, but deadly, chemical device. He says that the splinter unit of the PKK in Greece has the means to destroy entire population centres, as well as contaminating beaches and fresh produce in pursuit of their deadly aims.

Hazar said that when he lived in a PKK safe-house in the village of Drosia, he left behind a large cache of explosives, including TNT and Amonal, as well as the precursors for chemical and biological agents. These include the nerve agent sarin and laboratory facilities for producing the *E.coli* and botulism bacteria.

Hazar came under suspicion from his PKK cell when one of his bombs detonated prematurely in the Turkish resort of Bodrum last July, killing the woman who was planting it. Another bomb hidden in a video-cassette failed to explode a few weeks later. He was accused of being a saboteur, disarmed and threatened with execution.

He fled from his handlers six weeks ago while they were celebrating the seventeenth anniversary of the PKK's declaration of war against the Turkish army.

The allegation that Athens has been turning a blind eye to PKK guerrillas using its territory for training and crossing to Kurdish frontline areas has surfaced before, only to be flatly denied in Athens as Turkish propaganda.

On Friday, the *Observer* gave the Greek government the specific locations of the two sites identified by the bomber as the weapons dumps. As it turned out, PKK arms had already been discovered at one of the locations

and three people taken away for questioning. There were no arrests, however.

This time no weapons or explosives were found, according to Athens. In a statement, the Greek ambassador to London, Vassilis Zafiroopoulos, said 'an immediate and thorough investigation' had found 'no justification to substantiate the allegations'.

Similar information about PKK training camps in Greece surfaced last year and resulted in a formal *démarche* by the US ambassador to Greece Thomas Niles. The US Secretary of State, Madeleine Albright, is also understood to have raised the question of Greece's support for Kurdish militants on her most recent visit to Athens. In confirmation hearings before Congress, Washington's incoming ambassador to Greece, Nicholas Burns, put the war against terrorism as a top priority.

Should Washington now conclude that Greece has been sheltering PKK guerrillas or find evidence that Stinger missiles have been provided to the PKK, Athens could find itself in danger of being branded a state sponsor of terrorism, liable to economic and diplomatic sanctions.

Hazar is a hunted man, worried that he will be gunned down at any moment. His insurance policy is a computer hard disk containing encrypted specific details of the PKK's command structure in Europe.

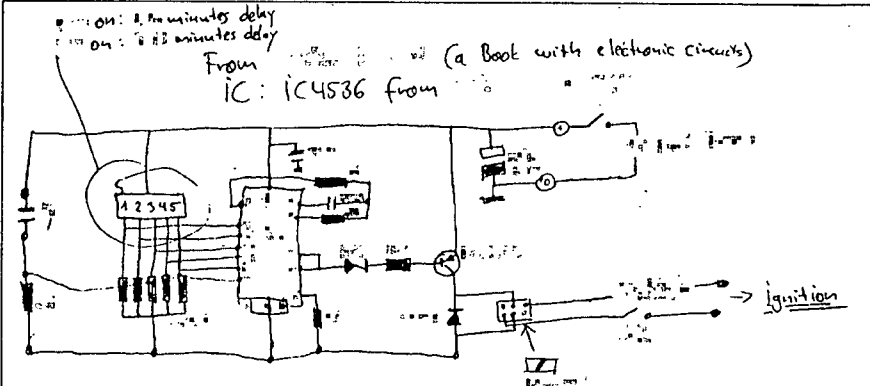
28 September 1997

The Observer

Bomber on the run has no place to hide

The Observer

28 September 1997



PKK defector Seydo Hazar and a sketch of a bomb circuit he drew for the *Observer* to prove his bona fides. The drawing has been altered to make it useless as a bomb design.



Shyam Bhatia on the Greek island of Naxos meets a fearful Kurd who predicts a wave of terror across Europe

FOR THE past four weeks a dark young man in blue shorts and green bandanna has wandered the Greek islands, trading jokes with the German and Scandinavian tourists who throng the Aegean at summer's end. None guessed that Seydo Hazar is a desperate man who fears death at the hands of the terrorists he served as a bomb-maker, who imagines an executioner in every bar and hotel corridor, and wants to trade his secrets for a new life. He sits on the bed of his simple hotel room on the island of Naxos and talks of a career that has resulted, he says, in the murder of 60 fellow Kurds and of a young woman killed when one of his bombs exploded in the Turkish holiday resort of Bodrum in July. He warns of a ruthless new round of terrorist attacks aimed at tourists, including Britons, which may involve chemical weapons. He chain-smokes and his dark hooded eyes glance restlessly round the room. His paranoia is infectious. He catches my arm and, saying

we are both in mortal danger, insists that we toss a coin to decide who goes through the door first. The patio outside is empty, but he regards the most innocent encounter with suspicion. When South African holidaymakers invite us to join them for a drink, he looks petrified and scurries away. Only when he is reassured that they are tourists does he join us briefly to watch the dusk descend on the island that has given him brief sanctuary but no peace. In the past 48 hours he has managed to leave Greece and is now believed to be hiding for his own safety somewhere in western Europe. He contacted the *Observer* through an Irish intermediary, insisting he wanted to reveal how his former terrorist masters had now switched their targets to civilians, and that a new wave of atrocities was planned to begin as early as next month. His identity and terrorist connections have been verified by a number of security sources in Europe.

THE STORY of how Hazar, 31, became involved with what is reputed to be one of the deadliest terrorist organisations in the world has elements of the classic Faustian bargain. The master from whom he is fleeing is the Kurdistan Workers' Party, the PKK. Since the early Seventies, this Marxist-Leninist group has sought a separate Kurdish state in south-east Turkey. Its reputation is that it uses terror without compunction, settles its own internal quarrels with summary violence and controls many of Europe's drug cartels. He believes he is being hunted by two other deadly enemies. The first is the little-known but highly dangerous 17 November left-wing Greek terrorist group, which he says has been involved with the PKK in training Kurds in Greece for missions in Turkey. In 1975 it murdered the CIA's Athens station chief, Richard Welch, and it has since killed about 20 more people, including three other American officials, two diplomats from Turkey and 13 Greeks. The other enemy is the Greek secret service, the GYP (pronounced Kip), which stands to be seriously embarrassed by Hazar's disclosures. It has been waging a secret war against Greece's traditional enemies, the Turks, by helping the Kurds with their

bomb-making and weapons training. According to Hazar, a retired Greek naval officer pays all the Kurds' expenses in Greece and even acts as an informal censor of their newspaper, *Voice of Kurdistan*, 'so as not to spoil the good relations between Greeks and Kurds'. Washington has been incensed by Greece's toleration of the PKK and its failure to penetrate the 17 November because its activities undermine a key Nato and regional ally. Last year the US formally warned Greece, a fellow Nato member, that if these activities continued it might be declared a 'state sponsor of international terrorism'. The US is increasingly sensitive about Turkey, which will provide outlets for the next oil bonanza in Central Asia's landlocked republics. Ankara has also earned Washington's gratitude by allowing its air bases to be used to police the no-fly zone over Saddam Hussein's Iraq. To avoid harsh US economic sanctions, Greece was reported to have given assurances that PKK activities would be curtailed and its bases and training camps in Greece closed. **H**AZAR'S assignment with the PKK began 18 months ago, but its origins go back much further. Hazar is a German-educated Kurd from Stuttgart whose father is a

well-known Kurdish lyricist; his sister Meryem is a celebrated member of the PKK forces based in Damascus. In his present crisis he expects sympathy from neither. He is divorced from his German wife.

How he acquired his skills as a bomb-maker, as a computer analyst and in chemical and biological weapons, Hazar refuses to say, but his interest arose at an early age.

He says: 'To be a bomb-maker you need to be a little bit crazy. Just dropping a crystal of the igniter can blow you up. As a 14-year-old, I was making gunpowder and selling it. I started with explosives and then switched to chemical and biological things.'

He left school near Düsseldorf at 15 and was imprisoned the following year for his role in a bank robbery. But he is ambivalent about where he spent his time between 1987, when he left prison, and 1994 when he acquired his first full-time job as a highly paid interpreter for the German courts.

He claims his sympathy for the PKK began when, in his role as interpreter, he would visit terrorist suspects in prison in Germany, where the organisation is proscribed. 'They treat our people like dogs,' he says.

He does not deny suggestions that he was picked up and trained by the secret police of the former East Germany before the fall of the Berlin Wall in 1989. Hazar will admit only that he has lived in Poland.

He also shared a prison cell with neo-Nazis and says that, of all the extremist groups active in Europe, they are the only ones who have a bomb-maker as proficient as himself in designing conventional explosives, chemical and biological weapons.

Hazar was persuaded to leave Germany and go to Athens by an inner elite within the PKK, known as the 'home office' (*Ulke Buros* in Turkish). It claims to be a law unto itself, operating independently of the PKK's leader and founder, Abdullah Ocalan. He told them he was willing to 'give up six months of my time to help our people' and offered to write a book on civil de-

if innocent Turkish and foreign civilians died as well'

fence, to help Kurdish victims of the Turkish forces.

In Greece he worked with three 'home office' operatives he refers to as Sait, Piro and Cekdar — and with the movement's senior representative in the Balkans known by the code name of Mettin. He believes the ultimate controllers are in Amsterdam.

Soon after his arrival in Athens last February he was taken to a farm near Triada, north of the city. This was a training camp run by a Greek called Dimitri and his partner Martha. Hazar believes Dimitri to be the leader of 17 November and that the couple also have good connections with the Greek secret service.

In outhouses he found a large amount of mercury fulminate, alcohol spirit and fuse wire, and explosives such as TNT and Amonal. In the mountains beyond, he says, the Greek authorities were training and equipping Kurdish guerrillas for missions in Turkey. 'The Greeks are afraid of the Turkish army and would like to see it bogged down in a long war of attrition with the Kurds,' Hazar says.

Soon his friends from the 'home office' abandoned the pretence of a book on civil defence and asked if he could produce plastic explosives. 'They wanted something that would be spectacular and movable. When I said I could produce a bomb that could fit into a box of Marlboro cigarettes, they were fascinated.' They told him to focus on timers and on 'making the explosives better'.

The first test, carried out in open country about an hour's drive from the farm, involved Amonal and a cooking gas cylinder of the kind used by campers. It was so successful — and so loud — that Dimitri warned him it might attract the attention of the local police.

Hazar insisted more tests were needed. A small flat was found for him near the Hotel Pefkakia in the village of Drosia, about 12 miles north of Athens. Here he made a device in a Nesquik box, another in a box of iced-tea powder and a third in a bottle of ketchup. He

did not connect the timers 'because I didn't want them to explode in the hands of people who didn't know how to use them', he says.

Worried that the operation had been compromised, he suggested to his controllers that the unprimed bombs be given to three separate couriers to see which one was caught, or if any in the PKK group in Greece had betrayed them. His proposal was ignored.

'I was told what happened to the bombs was not my concern. Perhaps they were aware of my qualms about the targets. I didn't mind at all about hitting the Turkish army because that was a legitimate military target.'

But his controllers were talking about killing civilians. 'They said so many innocent Kurds had died, it made no difference if innocent Turkish and foreign civilians died as well.'

They had already made a list of targets that terrified Hazar and included Mediterranean beaches. A chemical bomb was planned for Antalya, close to where former Turkish Prime Minister Tansu Ciller's family owns a holiday resort. Another bomb was planned for the beaches of Marmaris, popular with British tourists.

The most lethal device in preparation was half a litre of sarin, a deadly nerve agent used by Aum Shinrikyo terrorists in the Tokyo subway in 1995, which Hazar says was intended for the Ankara mausoleum of Kemal Atatürk, founder of modern Turkey, where dignitaries gather in his memory each 28 October.

Hazar evaded requests for chemical bombs made of potassium cyanide. He said it would evaporate too easily and that its distinctive smell of bitter almonds would alert people. He suggested rat poison instead. He made six bombs, one laced with rat poison, in a Thermos flask.

Hazar fell under suspicion when the devices went

wrong. The first exploded at the Turkish beach resort of Bodrum last July, killing a young woman. The woman, a PKK terrorist called Kudret Denktas, died while activating the device, which used two switches: a method that could confuse ill-trained operatives.

In the second mishap, last month, Hazar had specified that there would be a 30-minute time delay before a bomb placed outside a Turkish military base went off. But the PKK told its operative for his own protection that the delay would be 15 minutes. When it failed to go off in that time he went back and tampered with the switches. Hazar insists this was the reason for its failure, but his expertise, loyalty and commitment were now in doubt. Days later Sait and Mettin drove him to a dam. They asked him for his Browning revolver and Hazar realised something was wrong.

Mettin said one of his bombs had not exploded. They asked him if he was working for the Germans, Mossad or the Turks. Mettin got angry and said enough money had been invested in him. It was time for results — or else it would be considered 'sabotage'.

'He said he had been instructed to interrogate me and put me on trial. Then he told Sait to take me closer to the dam, to a quiet place where they could 'deal' with me.

'I was scared, but I didn't think they would kill me because I was still too valuable to them. Mettin was talking a lot on his mobile telephone. He turned to me and said it had been decided to give me one last chance to prepare five more bombs under supervision. If even one bomb failed, 'we will shoot you like a dog. We have wasted enough time and money on you.'

Hazar returned to Drosia and was given a 21-year-old apprentice who knew nothing about bomb-making but alarmed him with his de-



'They said so many innocent Kurds had died, it made no difference

mands. He wanted to target the valuable Turkish vegetable export market and suggested bombs should be distributed through post offices. When Hazar argued against killing innocent civilians, he replied: 'Everyone has to make sacrifices.' The ideas got 'more and more crazy'. His 'minder' discussed using biological weapons, including the *E. coli* bacteria to contaminate the beaches.

'I didn't say yes or no, but I was frightened. I had seen how they had treated others they suspected of disloyalty. I myself feel responsible for the interrogations and deaths of 60 people.'

He refuses to say when or where these incidents took place, nor would he elaborate on how he arranged for these suspects to be killed. He does insist that he killed nobody himself.

'On 15 August I knew every-

body would be busy marking the seventeenth anniversary of the PKK's declaration of war against Turkey, so I planned my escape for that day. Pretending I was asleep, I picked up my clothes and left for the islands. Since then I have contacted the "home office" only once. They told me to return within 24 hours or face the consequences.'

He says he left behind in the village of Drosia a substantial cache, including 10 pieces of Bulgarian TNT, 170 sticks of Amonal, 10 timers, plenty of potassium cyanide and the means to cultivate biological agents such as *E. coli* and botulism, as well as chemical weapons such as sarin and mustard gas.

HAZAR knows it is 'already too late' for him. 'I can never go back and they will hunt me to the day I

die.' He wants foreign governments to know of the cache in Drosia and to share information about the PKK's links with other terrorist groups.

'They may not like me very much or trust me, but the information I have will save many lives and provide the intelligence services with the biggest breakthrough they have ever had against the PKK.'

A particularly close relationship exists now with the Palestinian terror group Hamas, and he said the PKK had a liaison officer in Damascus dedicated to working with Hamas. He also claims the PKK was given sophisticated weaponry, including Stinger missiles, by the Greeks. In Sri Lanka, the rebel Tamil Tigers used a Stinger missile to bring down a military aircraft this summer.

Britain has a vital interest in Hazar, following his disclo-

sure that PKK militants had been briefed on attacking British targets in Turkey as well as London.

Hazar says the top echelons within the PKK are furious with London for imprisoning their spokesman in Europe, Kani Yilmaz, who was arrested two and a half years ago at the request of the German government.

The case of Yilmaz, who was deported last month to Germany, where he has been charged with possessing firearms, has enraged the PKK and strengthened party demands for revenge. While he was working on his bombs, Hazar says, his PKK minders told him: 'It's time to teach a lesson to the motherfucking British gays who think they still rule the world.'

Danger for tourists in Turkey

Jailed leader denies poison bomb plan, writes Denis Staunton in Berlin

KANI YILMAZ, the jailed European spokesman of the Kurdistan Workers' Party (PKK), is outraged at the accusation that his organisation intends to use poison bombs against tourists as part of its guerrilla campaign against the Turkish government.

But he issued a chilling warning to European tourists planning to holiday in Turkey. Tourist income finances the war against the Kurds, he said, and the Kurds had appealed to people not to travel to the beaches of Anatolia.

'Tourists are not targets for us, but tourists must be aware that they are visiting a region affected by war.'

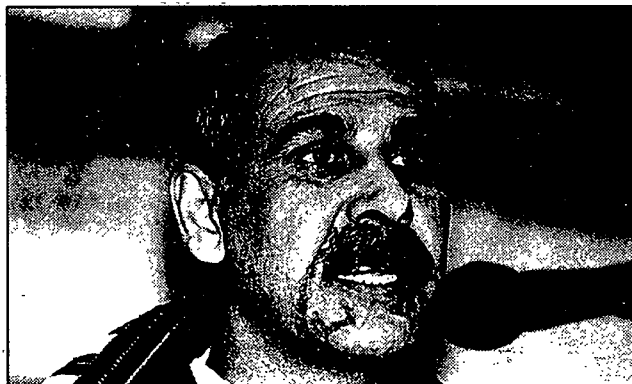
Speaking through his lawyer from Celle prison in northern Germany, he insisted there were no circumstances in which the organisation would use such weapons.

'We are absolutely opposed to the use of chemical weapons,' he said. 'If we had dispensed with the use of legitimate means in our struggle and used weapons of mass destruction, we would have succeeded long ago. We are a principled movement, and it is unthinkable for such a movement to use inhumane methods.'

Yilmaz was on his way to the House of Commons in October 1994 to address an all-party meeting about the Kurdish conflict in Turkey when he was arrested outside Westminster underground station. A plain-clothes immigration officer, accompanied by six policemen, told him he had been admitted to Britain by mistake and would be detained on grounds of national security.

Yilmaz was confined in Belmarsh top-security prison, Woolwich, for almost three years, for much of the time in isolation and in conditions described by his German lawyer as scandalous. He was held pending extradition to Germany, where he is accused of orchestrating arson attacks on Turkish businesses. When Home Secretary Jack Straw approved the German extradition request last month, Yilmaz's lawyer, Hans-Eberhard Schultz, began negotiating with the German authorities.

'I am confident a solution will be found that will be acceptable to Kani, that he will not be convicted as a terrorist, that he will not have to make a confession and that he will leave prison within the foreseeable future,' Schultz said.



Kani Yilmaz: furious at suggestions PKK will use chemical weapons in its guerrilla war. Photograph by Mark Campbell

Yilmaz dismisses the latest allegations from the PKK master-bomber Seydo Hazar as an exercise in black propaganda engineered by Turkey. 'We just laugh at these ridiculous suggestions. These lies have often been spread about us. This information from Greece comes directly from the Turkish secret service.'

The charge of Kurdish involvement in the drug trade is an old one and, although the German authorities have mounted numerous investigations into the PKK since 1988, they have found no evidence to support it. In fact, drugs intelligence officers have told the *Observer* that the evidence points to Kurdish leaders under Turkish government control as the main conduit for the drugs that arrive on British streets.

'The drugs trade is a crime against humanity. We condemn such actions,' Yilmaz

said. 'We have often offered to co-operate with every country in Europe against the drugs trade. It is obvious that 80 per cent of the drugs distributed in Europe come from Turkey. It is clear that the Turkish secret service has special units involved in this.'

There is evidence the PKK has used intimidation to extract donations from Kurds living in Germany and Yilmaz's lawyer concedes some donors may not be beyond reproach. 'What is true is that millions of PKK supporters give donations, 99 per cent of the time voluntarily, and the possibility that some of these donors may be involved in the drugs trade cannot be ruled out,' he said.

Yilmaz claims the PKK is committed to finding a political solution to the Kurdish conflict, but that Turkey's refusal to negotiate has made armed struggle inevitable.

The cold killers of Leonard Doyle examines the role of the Greek intelligence service

17 November who always go free

28 September 1997 The Observer

EVER since the Greek terrorists known as the Revolutionary Movement 17 November gunned down the CIA station chief in Athens a few days before Christmas 1975, the shadowy group has managed to strike with impunity at its chosen targets. Western intelligence agencies have long suspected 17 November of acting at the behest of prominent left-wing Greek politicians.

The little that is known about the organisation is that it is nationalistic, left-wing and likes to issue rambling communiqués that quote Balzac. But in Washington and London it has long been suspected of being the cat's paw of a radicalised Greek intelligence service, the GYP.

Washington made its frustrations with Athens clear in its most recent world terrorism survey, where it stated: 'The Greek government continues to make no headway in its pursuit of Greek terrorists, in particular, the Revolutionary Organisation 17 No-

vember that is responsible for numerous attacks against US interests, including the murder of four US officials.'

Until today's *Observer* reve-

lations, a direct link between 17 November and the Greek secret service had not been established. The Kurdish bomber Seydo Hazar has told the *Observer* that:

- 17 November leaders work hand-in-glove with elements of the Greek intelligence service.

- Police were kept away from PKK training camps by 17 November leaders who checked the identity of car number plates with Greek officials.

- Funds were obtained and distributed to the PKK by a retired naval commander who lives on a military base and is a well-known sympathiser of 17 November.

The organisation is the most feared group in Greece and often referred to as the deadliest terrorist group in Europe. Since 1975 its members have executed 21 people, without anyone being arrested, charged or convicted. Indeed, a close analysis of 17 November's actions down the years, points to a remarkable set of coincidences in which Greek government interests are seen to have been furthered by individual attacks.

The *Observer*'s evidence directly implicates 17 November in sheltering the PKK by providing housing and training facilities for its guerrillas.

The PKK bomber has told the *Observer* that Kurdish

agents could not train and pass through Greece without direct government backing.

'The Greek intelligence service were organising the chemicals, the high explosives, for example they were giving people in the (Kurdish) "home office" Greek passports,' Hazar said.

The name 17 November comes from the day in 1973 when the Greek Colonels sent tanks and soldiers to smash a student uprising at Athens Polytechnic University, killing 34 young people. It was Europe's Tiananmen Square and out of it grew a terrorist organisation.

Highly nationalistic, the group is anti-Greek establishment, anti-US, anti-Turkey, anti-Nato; it is committed to removing US bases and the Turkish military presence from Cyprus, and to severing Greece's ties to Nato and the European Union.

17 November's operations are always planned and carried out with military precision. First there is the 'hit', carried out with the same small collection of Colt .45 and Smith and Wesson revolvers. The Colt 45 that dispatched the CIA man, Robert Welch, in 1975 was used again last June to murder Costi Peraticos, scion of a Greek shipping family, which bought the privatised Elefsis Shipyards in 1992.

British diplomats, business-

men and interests have also been singled out by 17 November, most recently the HMS Ark Royal which was targeted with rockets when it docked in Piraeus in 1994 with a crew of 1,000. Heavy rain prevented the rockets detonating, but there were other successful rocket attacks that day against American and German interests.

The 17 November communiqués, with a five-pointed star and the name '17N', typically come from the same typewriter that issued the movement's first proclamation in 1975 shortly before Welch's execution. But again, the Greek authorities have never come up with any leads.

This summer, the US government renewed the reward for the capture and conviction of 17 November terrorists (it is now worth \$2 million), implicated in the deaths of four Americans, injuries to 28 other Americans and a rocket attack on the US embassy compound in February 1996.

What distinguishes 17 November from other terrorist organisations is that in 22 years not a single member of the group has been arrested. Indeed, the identity of no member of 17 November is said to be known to Greek, American or European police and intelligence agencies. It is a claim no other terrorist group can make.



The sign of the group whose business is assassination.

Iraq urges UN to condemn Turkish military incursion

Baghdad - Reuters

■ Iraq has urged the United Nations to condemn Turkey's incursion into northern Iraq and to press Ankara to withdraw its troops, Iraqi newspapers said on Saturday.

"I call on you ... to condemn this new aggression against a founding member of the United Nations," they quoted Foreign Minister Mohammed Saeed al-Sahaf as saying in a letter to U.N. Secretary-General Kofi Annan.

Some 15,000 Turkish troops backed by air power were still in northern Iraq on Saturday, four days after launching their latest attack on the Kurdistan Workers Party (PKK), a Turkish Kurd separatist group fighting a terrorist campaign southeast Turkey which often operates from northern Iraq.

Sahaf urged Annan to "demand the Turkish government withdraw its troops immediately from Iraqi territory and desist from such aggressive practices."

Turkey's army chief said his troops would soon pull out of the mountainous region, once their mission against

the PKK separatists was completed. The operation is Turkey's second major cross-border raid since May.

"The Iraqi government preserves its legitimate right under international law to choose the right response against such military aggression and demands compensation for the damage inflicted as a result of these Turkish violations of Iraq's territory and air space," Sahaf said.

The foray has been criticized by state radio in Iran, which borders both Iraq and Turkey.

Britain has also expressed concern. Turkey's relations with the Arab world have worsened since it announced a military training pact with Israel in 1996. Northern Iraq is under the control of Iraqi Kurdish groups which broke from Baghdad after the end of the 1991 Gulf War over Kuwait. Since then a U.S.-led air force based in Turkey has protected northern Iraq Kurds from any Baghdad attack.

But Ankara fears much of the area is falling under the control of the PKK, which has been fighting Iraqi Kurds allied with Turkey.

Turkish Daily News

September 28, 1997

Turkey tightens operation despite international reactions

Iran, Iraq urge immediate withdrawal of Turkish troops from northern Iraq

Ankara - Turkish Daily News

■ Despite strong reactions received from the capitals of Turkey's neighboring states, Turkish troops continued their cross-border operation against separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) camps in northern Iraq.

After a week of air raids and operations by the Turkish army backed by village guards and peshmergas of the Kurdistan Democratic Party (KDP), many PKK camps were destroyed and operations were continuing in twelve regions of northern Iraq, the Anatolia news agency reported.

Fighting is continuing in the Kani Mazi, Ekmal, Bervari, Meti, Carcel,

Dergele, Irkan and Hacıürman regions where, according to KDP radio, 13 separatists were killed.

Syrian Kurdish party calls PKK to withdraw from N. Iraq

Meanwhile, the Syrian Kurdistan Unity Party called on the PKK to withdraw from N. Iraq, while Massoud Barzani of the KDP urged the PKK to stop its attacks in one month's time. "If not, we will have to make some facts public," said Barzani, who also described PKK attacks against civilians.

Iran urges Turkey to withdraw from northern Iraq

According to a Reuters report, Iran on Saturday called for the immediate withdrawal of Turkish troops from northern Iraq, saying Ankara's incursions were fuelling regional instability.

The official Iranian news agency IRNA said Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi

had issued a statement deploring the Turkish operation and "called for their immediate

withdrawal from Iraq."

"He said that Turkey's military offensive would solve no problem but on the contrary would worsen instability and tension in northern Iraq, something which will be detrimental to the entire region," IRNA said.

Arab legislators urge Turkey to get out of Iraq

The Arab Parliamentarians' Union on Saturday condemned Turkey's incursion into northern Iraq in pursuit of rebel Kurds and urged Ankara to immediately withdraw its troops, the official Syrian news agency (SANA) was quoted as saying by Reuters. It quoted a statement by the union as saying the operation was a "flagrant violation of Iraq's integrity, a blatant threat to its independence."

The statement, issued in Damascus, said the Turkish operation was "an overt violation of the United Nations Charter."

"The union urged the Turkish government to pull its troops immediately from the Iraqi land and commit itself to respect Iraq's sovereignty, independence and territorial integrity," SANA added.

Turkish Daily News

September 29, 1997

TEXTES

LE PROBLÈME KURDE

Par Kendal Nezan (Président de L'Institut Kurde de Paris)

4e trimestre 1997

Diasporiques

À cheval sur les frontières de plusieurs États du Proche-Orient, avec une population évaluée à 30 millions d'âmes, les Kurdes constituent après les Arabes et les Turcs, la troisième nation numériquement la plus importante du Proche-Orient. Une nation en pointillé, non reconnue et écartelée dont le devenir hypothèque assez largement la paix et la stabilité de cette région du monde.

Leur pays, aussi vaste que la France, riche à la fois en ressources hydrauliques et en pétrole, fut, au lendemain de la Première Guerre mondiale, partagé entre la Turquie et l'Iran. En 1925, alors même qu'une mission d'enquête de la Société des Nations avait établi que les sept huitièmes de ses habitants aspiraient à la création d'un État kurde indépendant, l'empire britannique a annexé la province kurde de Mossoul à l'État irakien qu'il venait de créer de toutes pièces, au prétexte que « sans les richesses pétrolières et agricoles kurdes, le nouvel État ne sera pas viable ». En contre-partie, Londres avait promis un « *self rule* » kurde pour ce territoire, engagement qui fut jeté aux oubliettes dès l'accession formelle de l'Irak à l'indépendance, en 1930.

Entre-temps la France, puissance mandataire en Syrie, avait également incorporé à cet État certains territoires peuplés de Kurdes dans le cadre du tracé de la frontière turco-syrienne décidé en accord avec Ankara.

Le décor du drame kurde était ainsi planté. Celui-ci fut déclenché par la politique radicale des nouveaux régimes nationalistes cherchant à bâtir des États-nations avec une seule langue, une seule culture, une seule idéologie. Devenus des minorités au sein des nouveaux États, les Kurdes se voyaient ainsi dénier toute existence propre.

Les Kurdes en Turquie

En Turquie, dès 1924, leurs écoles et leurs publications étaient fermées, leur langue, leur culture, leurs costumes et musique interdits, les mots « kurde » et « Kurdistan » bannis du vocabulaire, les villes, villages et lieux géographiques

débaptisés pour recevoir des noms turcs. Après le génocide arménien de 1915 et l'expulsion vers la Grèce de 1,2 millions de Grecs d'Anatolie dans les années 1920, les dirigeants nationalistes turcs voulaient parachever la turquification du pays par la dispersion et l'assimilation forcée des Kurdes. Une loi adoptée en 1932 a codifié la déportation des Kurdes et leur dispersion dans les villages d'Anatolie turque pour « des impératifs de sécurité nationale ». De 1924 à 1944, le tiers de la population kurde de Turquie a péri au cours des massacres et déportations perpétrés dans l'indifférence totale de la communauté internationale par un régime turc que celle-ci donnait en exemple au monde islamique en raison de « son caractère laïc et modernisateur ». En 1950, pour pouvoir bénéficier du Plan Marshall, Ankara a dû instaurer un multipartisme qui a eu pour effet de réduire sensiblement la répression physique dans les provinces kurdes, dont les habitants étaient devenus des électeurs. Cependant la politique de la négation et de la destruction de l'identité kurde s'est poursuivie et les intellectuels kurdes revendiquant des droits culturels et linguistiques pour leur communauté ont été persécutés, condamnés à l'exil ou à la prison, quand ils n'étaient pas éliminés physiquement.

L'exode rural, la généralisation de l'instruction, le développement des moyens de communication et l'impact des guerres de libération dans les pays du Tiers Monde ainsi que l'influence des mouvements autonomistes kurdes des pays voisins ont contribué à l'émergence, à partir des années 1960, d'élites politiques kurdes modernes chez les Kurdes de Turquie. Le développement des mouvements populaires kurdes revendicatifs, et au départ non violents et non séparatistes, a servi de justification aux interventions musclées de l'armée, dont le dernier en date, le coup d'État de 1980, a eu entre autres conséquences l'arrestation d'environ 140 000 Kurdes. Accusés de séparatisme, nombre de ceux-ci ont été sévèrement torturés, condamnés à de lourdes peines de prison, plusieurs centaines tués dans des condi-

tions atroces¹.

Ce sont les enfants ou les proches de ces suppliciés qui, à partir de 1984, ont pris le maquis. En ce sens, le mouvement de guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est le produit de la politique turque d'oppression et d'humiliation des Kurdes. Le cycle, bien connu, de répression-révolte-répression enfonce la Turquie dans une guerre civile de plus en plus dévastatrice. Celle-ci a déjà conduit à la destruction de 3 165 villages kurdes et aux déplacements forcés de 5 à 6 millions de Kurdes. Condamnés à la misère dans les bidonvilles des grandes métropoles turques, ces populations kurdes déplacées et humiliées constituent un terreau de choix pour les islamistes et les extrémismes de tout genre. La guerre du Kurdistan qui, officiellement, coûte 8 milliards de dollars par an au budget d'un État turc impécunieux, conduit celui-ci à chercher des sources de financement comme le trafic d'héroïne vers l'Europe. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont récemment montré du doigt les autorités turques pour leur implication dans ce trafic qui, selon la déposition devant une commission parlementaire d'un haut responsable policier turc, H. Avci, avait en 1996 rapporté 25 milliards de dollars à la Turquie.

Au moment où Ankara devient de plus en plus infréquentable en Europe pour ses violations massives des droits de l'homme et pour ses pratiques dignes d'un narco-État, les dirigeants turcs concluent un important accord de coopération militaire avec Israël dans le double objectif de complaire à la communauté juive, notamment américaine, supposée très influente sur la politique extérieure de Washington, et de faire pièce à l'alliance syro-iraniennne accusée de vouloir déstabiliser la Turquie. Les ingrédients d'un nouveau conflit régional se mettent ainsi progressivement en place.

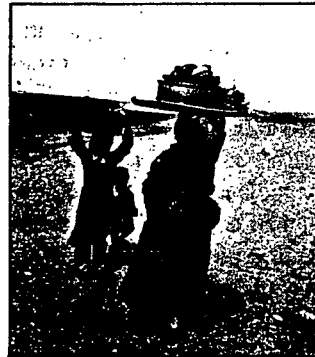
L'expérience kurde irakienne

Le sort des Kurdes en Irak est, en raison de la guerre du Golfe, mieux connu de l'opinion publique. S'inspirant du « modèle

turc» d'éradication du problème kurde, Saddam Hussein avait, à partir de 1975, mis en œuvre un programme de destruction systématique de la paysannerie kurde, coupable à ses yeux d'être la base populaire des révoltes récurrentes qui depuis les années 1920 contestent la politique d'arabisation et de centralisation de Bagdad. 4 500 des villages et une vingtaine de villes kurdes ont été évacués et démolis, la végétation détruite, le bétail abattu, les sources d'eau bétonnées et 1,5 millions de paysans kurdes internés. Au lendemain de la Guerre du Golfe, l'exode massif vers l'Iran et la Turquie de 2 millions de Kurdes fuyant les troupes irakiennes a conduit les Alliés occidentaux à instaurer une zone de protection kurde afin de répondre à l'immense émotion de l'opinion publique internationale. 4 millions de Kurdes vivent dans cette zone grande comme sept fois le Liban, hors d'atteinte du régime irakien. Mais les Alliés ne protègent pas cette zone contre les incursions fréquentes de l'armée turque sous prétexte de poursuites contre le PKK, ni contre celles des troupes iraniennes. Le Parlement et l'administration autonomes kurdes mis en place à la suite des élections libres organisées en mai 1992 n'ont pas été reconnus par les Occidentaux soucieux de ne pas mécontenter Ankara, qui voit dans cette expérience d'auto-administration une tentative de création d'un État kurde et un dangereux exemple pour les 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie. Les États-Unis et leurs alliés européens, qui subventionnent l'Autorité palestinienne, ont refusé d'accorder la moindre aide financière ou technique au gouvernement régional kurde confronté à des difficultés énormes résultant de 30 années de guerres et de destructions. Cette situation a fini par favoriser l'émergence des milices et des affrontements internes. Depuis octobre 1996 le calme est de nouveau revenu dans le Kurdistan irakien à la suite d'un cessez-le-feu négocié par Washington. Malgré une partition de fait de la région kurde entre, au nord, l'administration du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et, au sud, celle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, les principaux services publics (eau, électricité, téléphone, enseignement) sont assurés par les Kurdes

qui, en dépit des problèmes nombreux et des incertitudes pesant sur leur avenir, reconstruisent progressivement leur pays et vivent nettement mieux que les Irakiens.

En Iran, les 9 millions de Kurdes subissent toutes les privations de libertés individuelles et collectives imposées par le régime des Ayatollahs. A environ 80% sunnites, ils sont en plus objet de discrimination sur le plan religieux. Ils ne jouissent d'aucun droit culturel et spécifique. En août 1979 Khomeiny avait déclaré que les Kurdes étaient des enfants de Satan et déclaré une guerre sainte contre eux. Depuis une situation de guerre continue de prévaloir au Kurdistan iranien soumis à un quadrillage militaire et policier serré et interdit aux observateurs étrangers. Le



régime iranien a, en outre, fait assassiner, y compris en Europe, des dirigeants politiques kurdes iraniens comme le Dr A.R. Ghassemlou, abattu avec deux de ses collaborateurs en juillet 1989 à Vienne au cours de « pourparlers de paix » avec des émissaires du président iranien. Son successeur, le Dr Sherakandi, fut tué en septembre 1992 à Berlin, en marge du Congrès de l'Internationale socialiste. Le Tribunal de Berlin a, depuis, établi que ce meurtre avait été ordonné par « les plus hautes autorités de la République islamiques », à savoir le président iranien et l'ayatollah Khamenei, le Guide spirituel de l'Iran. Ce jugement a suscité une vive tension diplomatique entre Téhéran et l'Union européenne.

En Syrie, le régime dictatorial de Hafez al Assad ne reconnaît aucun droit culturel aux 1,5 millions de Kurdes du pays. Damas a même déchu près de 400 000 de ces derniers de leur citoyenneté en faisant ainsi d'eux des étrangers sans papiers sur leur propre terre.

Les pays de l'Union Européenne qui abritent près de 850 000 Kurdes, pour l'essentiel originaires de Turquie, subissent de plus en plus les conséquences du conflit kurde : affrontements entre communautés kurde et turque en Allemagne et aux Pays-Bas ; actions violentes contre les intérêts turcs dans plusieurs pays ; assassinats des militants kurdes iraniens et irakiens sur le territoire européen avec leurs suites judiciaires et diplomatiques, l'afflux des demandeurs d'asile fuyant la guerre, l'augmentation considérable des activités des mafias turques en Europe soutenues par des services turcs à la recherche de l'argent occulte pour financer l'interminable et très coûteuse guerre du Kurdistan. Le problème kurde devient une importante question d'ordre public en Europe qui ne peut plus l'escamoter. Cependant, c'est surtout sur place, au cœur du Proche-Orient déchiré, que le problème kurde reste une plaie ouverte et hypothèque la paix et le développement de plusieurs États. Le partage des eaux des deux principaux fleuves de la région, l'Euphrate et le Tigre, qui prennent leurs sources au Kurdistan, oppose la Turquie à la Syrie et à l'Irak ; les projets américains d'oléoduc pour évacuer, via la Turquie, le pétrole du Caucase et d'Asie Centrale se heurtent à l'insécurité régnant dans le Kurdistan, point de passage incontournable. Le conflit kurde suscite de vives tensions entre Ankara, Damas et Téhéran qui s'accusent de soutenir telle ou telle faction kurde. On sait que le non-règlement du conflit kurde en Irak avait d'abord conduit à une guerre régionale entre l'Iran et l'Irak, puis à la confrontation internationale de la guerre du Golfe. Le pourrissement du conflit kurde en Turquie a un potentiel encore plus dévastateur pour la stabilité régionale.

La région ne pourra trouver une paix durable que le jour où la communauté internationale aura réuni les principaux protagonistes pour définir un statut acceptable pour les 30 millions de Kurdes du Proche-Orient, qui constituent actuellement la plus grande communauté humaine sans État. ■

¹ Voir à ce sujet le témoignage de Mehdi Zana, ancien maire de la capitale kurde Diyarbakir, qui a passé 15 ans pour sa défense pacifique des droits des Kurdes, *La Prison* n° 5, éditions Arléa, Paris, 1995.

LE PEUPLE BRETON

SEPTEMBRE/GWENGOLO 1997

Brèves de Turquie

- UN CARICATURISTE TURC CONDMNÉ À UN AN DE PRISON : Le caricaturiste turc, Ertan Aydin, qui avait déjà passé 8 mois de prison en 1994 et en 1995 pour ses caricatures illustrant la torture pratiquée par la police, vient d'être condamné à un an de prison. La Cour de Sûreté de l'État vient de le condamner à un an de prison pour «insulte à l'armée» à la suite d'une caricature publiée dans le journal de gauche *Emek* illustrant les liens de l'armée avec les crimes organisés. L'intéressé a déclaré : «je n'ai fait qu'exprimer la réaction de la population à ces sales relations». Plus de 100 journalistes sont actuellement emprisonnés dans les geôles turques.

- UNE PROLONGATION DE 4 MOIS DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LES PROVINCES KURDES a été votée le 9 juillet par le Parlement turc «conformément aux recommandations du Conseil de sécurité nationale». Seuls certains députés du CHP (parti républicain du peuple) et du Refah ont voté contre cette mesure. La plupart des provinces kurdes se trouvent depuis 1979 sous le régime d'état d'urgence. Depuis la création de la République turque en 1924, le Kurdistan turc aura ainsi été placé pendant 58 ans sous des régimes d'exception, d'état de siège, de loi martiale ou d'état d'urgence !

- LA GUERRE DU KURDISTAN TURC A FAIT, EN DIX ANS, 29.125 MORTS affirme le préfet régional turc, Necati Bilcan, dans une conférence de presse donnée le 9 juillet à Diyarbakir. Selon ce dirigeant turc, il y aurait eu 20.680 morts dans les rangs du PKK dont 25.930 autres membres auraient été «neutralisés», c'est-à-dire emprisonnés ou retournés. Les pertes des forces de sécurité turques pendant cette même période s'élèveraient à 4.204 morts et 9.125 blessés. 4.245 civils auraient également été tués et 5.047 blessés au cours de ce conflit. Pour des raisons que M. Bilcan n'a pas évoquées, cette statistique turque n'inclut pas la période initiale qui va d'août 1984 à juillet 1987.

Septembre 1997

FRANCE ARMENTE

Les Etats-Unis accusent la Turquie d'empocher l'or pillé par les nazis

Nous publions dans son intégralité cet article relatif à l'or nazi gardé en Turquie, paru dans Info-Türk (n° de mai-juin 1997), une revue d'opposants turcs éditée en Belgique.

A Washington, Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'Etat pour le commerce international et représentant spécial du Département d'Etat, déclarait le 7 mai que les pays neutres comme la Suisse ou la Turquie avaient gardé une grande partie de l'or qu'ils avaient reçu de l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Dans un rapport du Département d'Etat intitulé "Les efforts des Etats-Unis et des alliés pour récupérer et restituer l'or et les autres biens volés ou dissimulés par l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale", on affirme que les nations neutres avaient "coopéré avec l'Allemagne nazie pour leur propre profit".

L'Argentine, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse et la Turquie sont parmi les pays étudiés dans le rapport. "Il existe assez de preuves qui

nous permettent de croire que les nazis ont caché des richesses en Turquie et qu'ils ont utilisé ce pays comme centre d'espionnage pendant la guerre pour s'assurer des contrôles portuaires sûrs", précise le rapport. "Par ailleurs, les Etats-Unis pensent que l'ambassadeur nazi en Turquie, Franz von Papen, avait dissimulé en Turquie, à la fin de son mandat, des pièces d'or, d'autres objets de valeur, et des documents qui pourraient porter sur les procès de Nuremberg".

A partir du 25 janvier 1945, le gouvernement américain, au travers de l'ambassade américaine à Ankara, aurait fait plusieurs tentatives pour "prévenir" et "convaincre" les Turcs, pour qu'ils cèdent les biens allemands en accord avec la politique des alliés. La Turquie n'a pas donné de réponse satisfaisante aux alliés. "En 1946, le Département d'Etat américain calculait qu'il y avait entre 28 et 44 millions de dollars en biens privés, et 23 millions de dollars en biens d'Etat, desquels la Turquie demandait un total de 15,5 millions de dollars de compensation" pour ses propres revendications vis-à-vis de l'Allemagne.

Eine letzte Chance für die Türkei

Die Demokratische Volkspartei und ihr Gründer Seraffetin Elçi

VON ANDREAS SELMECI

Ende Juni 1997 hat die Generalstaatsanwaltschaft der Türkei einen Antrag auf Verbot der „Demokratische Volkspartei“ (Demokratik Kitle Partisi, DKP) gestellt. Der erst wenige Monate jungen Partei wirft sie Verfassungswidrigkeit vor: Sie gefährde die Einheit des türkischen Staates und behauptet, daß in der Türkei ethnische Minderheiten existierten.

Die DKP wurde am 4. Januar 1997 von Seraffetin Elçi gegründet und wird von ihm präsiert (vgl. Kasten). Die Partei will die Kurdenfrage mit friedlichen Mitteln lösen, wie Elçi gegenüber der auflagenstarken türkischen Zeitung „Sabah“ am 4. Januar erklärte: „Für ein Zusammenleben zwischen Türken und Kurden ist es noch nicht zu spät.“ In ihrem Programm und in öffentlichen Stellungnahmen hat die DKP folgende Forderungen erhoben:

- Die Türkei muß die Existenz der Kurden anerkennen.
- Die Kurden müssen sich im Rahmen des Rechtsstaates organisieren können.
- Den Kurden ist eine freie sprachlich-kulturelle Entwicklung zu ermöglichen.

Als demokratische Alternative zur Kurdischen Arbeiterpartei PKK versteht sich die DKP. Die von Abdullah Öcalan geführte Guerillaorganisation, so Seraffetin Elçi, spiele den Hardlinern in der türkischen Staatsführung in die Hände. Auch der prokurdischen HADEP-Partei, die bei den Parlamentswahlen vom Dezember 1995 in einigen Provinzen Ostanatoliens die Mehrheit der Stimmen erlangte (siehe **pogrom** 187/1996) und mittlerweile ebenfalls unter Anklage des Separatismus steht, hält Elçi „Versagen“ vor: „Indem sie keine selbständigen politischen Initiativen hervorgebracht hat, ist die HADEP dem Vertrauen des kurdischen Volkes nicht gerecht geworden.“

Andererseits hat Seraffetin Elçi klargestellt, daß die DKP sich nicht als „Anti-PKK“ instrumentalisieren lasse. Unterscheiden will sich seine Partei in sachlich-programmatischer Hinsicht. Während



Von PKK-Anhängern geschlagen: Mitglied der DKP an einer Veranstaltung der Partei in Stockholm am 25. Mai 1997

Foto: Hürriyet

die PKK die Unabhängigkeit Kurdistans anstrebt und allenfalls zu einer Konföderation mit der Türkei bereit wäre, hat sich die DKP für eine Lösung innerhalb der heutigen Türkei entschieden. Der gesamte Staat soll dezentralisiert werden, indem Provinzen, Regionen und Gemeinden größere Selbstverwaltungskompetenzen erhalten. Überall, wo Kurden Bevölkerungsmehrheiten stellen, könnten sie auf diesem Weg sprachliche und kulturelle Rechte für sich durchsetzen. Als erfolgreiches Vorbild für diese Strategie nennt Elçi das autonome Katalonien.

Demokratische türkische Medien haben die DKP als Hoffnungsträgerin willkommen geheißen. Die auflagenstarke Tageszeitung „Sabah“ wertete die Parteigründung als „Erfolg für die Türkei und das demokratische Rechtssystem“, und in „Hürriyet“ schrieb Enis Berberoglu am 10. März: „Wer Seraffetin Elçi noch nicht gehört und kennengelernt hat, soll dies bedauern.“ Den liberalen türkischen Kommentatoren, die im Fortdauern des

Krieges gegen die Kurden die Ursache für die Korruption des Staatswesens erkannt haben, erscheint die DKP als „vielleicht letzte Chance“ der Türkei, um europatauglich zu werden. Die Neue Demokratiebewegung („Yeni Demokrasi Hareketi“) des türkischen Großunternehmers Cem Boynér, die zur Lösung der Kurdenfrage ähnliche Vorschläge wie die DKP machte (vgl. **pogrom** 185/1995), scheiterte bei den Parlamentswahlen Ende 1995 an der Zehn-Prozent-Hürde.

Angesichts solcher Sympathiewellen für die DKP setzte Abdullah Öcalan seine Propagandamaschine in Marsch. Am 31. Mai sowie am 1. und 3. Juni 1997 widmete die PKK-nahe Tageszeitung Özgür Politika Seraffetin Elçi drei ganzseitige Schmähartikel: „Die DKP ist eine Mißgeburt, weil sie gegen die PKK ist. Außer der PKK gibt es keine Alternative in der Türkei und wir werden auch in Zukunft nicht dulden, daß solche Alternativen entstehen.“ Auch die Person des Parteivorsitzenden wurde diffamiert - z.B.:

Daß die Demokratische Volkspartei (DKP) so sehr mit ihrem Gründer und Präsidenten Serafettin Elçi verbunden wird, ist kein Zufall. Elçi ist unter Kurden und Türken kein Unbekannter. Der Rechtsanwalt, der 1938 in Cizre als Sohn eines kurdischen Großgrundbesitzers geboren wurde, zählte zu den legendären „49“, jenen ersten kurdischen Intellektuellen, die Ende der 60er Jahre wegen Separatismus angeklagt wurden. Als Gründungsmitglied einer türkischen Sektion der Demokratischen Partei Kurdistans (DKP) mußte er nach dem Staatsstreich der Armee von 1970 für acht Monate ins Gefängnis.

Ende der 70er Jahre war Serafettin Elçi Minister für Raumordnung und Städtebau in der sozialdemokratischen Regierung unter Bülent Ecevit. Bis heute ist er der einzige Kurde, der in der Türkei ein so hohes Amt bekleidete. Weil er sich auch als Minister öffentlich zu seiner kurdischen Identität bekannte und eine Lösung der Kurdenfrage anmahnte, wurde er nach dem Militärputsch von 1980 aus dem Parlament heraus verhaftet und für weitere 30 Monate hinter Gitter gebracht.

Obwohl ihm nach seiner Entlassung während 10 Jahren jegliche politische Betätigung und die Ausübung seines

Von den Falken sehr gehaßt

Serafettin Elçi steht für seine Überzeugungen ein

Berufes versagt war, ließ Serafettin Elçi sich nicht entmutigen. 1992 gründete er zusammen mit 98 kurdischen Intellektuellen die „Kurdische Stiftung für Kultur und Forschung“ („Kürt Kav“)¹, in der Türkei die erste geduldete Institution dieser Art, die zudem einen kurdi-



Serafettin Elçi

Foto: M. Taibon

schen Namen führte. Erst 1996 wurde die Stiftung durch einen Beschluß des Obersten Gerichtshofes rechtlich zugelassen, doch bis heute legen ihr die Behörden viele Steine in den Weg. Ein Sprachkurs für Kurdisch, den Kürt-Kav intern anbot, wurde am 16. Juni 1997 auf Anordnung des Stadtgouverneurs von Istanbul verboten. Die Polizei versiegelte die Türen, gegen den Geschäftsführer Yılmaz Camlibel und seinen Stellvertreter M. Celal Baykara wurden Gerichtsverfahren eingeleitet.

Serafettin Elçi, der verheiratet ist und zwei Kinder hat, wurde erst am 23. Juni vom Staatssicherheitsgericht in Ankara in einem Fall vom Separatismusvorwurf freigesprochen. Jetzt muß er alles daran setzen, um das neue Verfahren gegen ihn und seine Partei abzuwehren. Um die Partei in Europa bekanntzumachen, nahm er am 1./2. Juni 1997 als Gastredner an der Jahreshauptversammlung der Gesellschaft für bedrohte Völker teil (vgl. S. 72f). SEL

1) „Kürt Kültür ve Arıtırma Vakfı“, bzw. Kurdisch: „Weqfa Lêkolîn û Çandra Kurdi“.

„Die Türken haben ihn gezielt damit beauftragt, die kurdische Bewegung zu spalten“; und: „Seine einzige Aufgabe besteht darin, sich und seine Familie finanziell zu bereichern.“

Schon am 25. Mai war es zu physischer Gewalt gegen Anhänger der DKP gekommen, nachdem Serafettin Elçi die PKK für den jüngsten Einmarsch der türkischen Armee im autonomen Südkurdistans (Nordirak) mitverantwortlich gemacht hatte. Während einer Informationsveranstaltung der Partei im Olof-Palme-Zentrum in Stockholm stürmten bis zu 50 PKK-Anhänger den Saal, um Besucher und Parteifunktionäre zu verprügeln. Mehrere Personen wurden verletzt, darunter ein Vorstandsmitglied der DKP, Lütfi Baksi. Von Teilnehmern der Veranstaltung geschützt, blieb Elçi unverletzt.

Gewiß, eine „Massen“-Organisation, wie der Name der Demokratischen Volkspartei zuweilen übersetzt wird, ist die DKP bis auf weiteres nicht. Anfang des Jahres gab sich Serafettin Elçi immer-

hin zuversichtlich, etwa durch eine Listenverbindung mit den Sozialdemokraten ins Parlament und sogar in eine Regierungskoalition gelangen zu können. Dennoch bleibt fraglich, ob es ihm beim nächsten Urnengang gelingen wird, ein hinreichend große Zahl kurdischer (und türkischer?) Wähler hinter sich zu scharren. Die kurdischen Flüchtlinge, die es zu Hunderttausenden in die Elendsquartiere der ostanatolischen Großstädte verschlagen hat, sind für differenzierte politische Argumente nur noch schwer zu gewinnen. Überraschend viele wählten im Dezember 1995 die Refah-Partei, die mit ihren islamistischen Parolen das Leben scheinbar vereinfacht.

Dennoch haben viele gebildete Kurden, selbst wenn sie nicht alle Ziele der DKP nicht teilen, ihre Existenz begrüßt. Sie möchten sich nicht länger von den PKK-Basen in Syrien aus bevormunden lassen. „Für unsere demokratische Entwicklung brauchen wir Kurden eine Vielfalt von Parteien und Zukunftsentwürfen. Wenn wir einmal Frieden in Kurdi-

stan haben, kommt auch die Zeit der Elçis,“ meinte ein ehemaliger kurdischer Abgeordneter im türkischen Parlament.

Allerdings wird Serafettin Elçi schon jetzt dringend gebraucht, um in der Türkei wieder Demokratie und Menschenrechte einzuführen. Nachdem die DKP Widerspruch gegen die Vorwürfe der Generalstaatsanwaltschaft erhoben hat, ist das Verfahren jetzt in der Schwebe. Das drohende Verbot verhindert, daß die Partei sich organisieren kann. Die Gesellschaft für bedrohte Völker hat bei der türkischen Regierung gegen das politisch motivierte Verfahren gegen die DKP protestiert. Die Außenminister der Europäischen Union und das EU-Parlament wurden in Briefen aufgefordert, sich gegenüber der Türkei dafür einzusetzen, daß die Partei sich frei entfalten kann. □

Serafettin Elçi und seine Partei sind unter folgender Adresse zu erreichen: Demokratik Kitle Partisi, Sümer-I Sokak No.5/7 Kızılay, Ankara, Tel. 0090/312/2324116, Fax 0090/312/2324120.

"Beko", film kurde dans les montagnes d'Arménie

Premier film tourné en langue kurde par un réalisateur kurde, Nizamettin Ariç, *Beko* a obtenu le prix du public au festival de Venise, en 1992 et le prix du public pour le meilleur long métrage européen au festival d'Angers en 1993.

Grâce à des capitaux allemands et arméniens (d'Arménie), il a été réalisé en 1992 en Allemagne et en Arménie avec des acteurs locaux jouant le rôle des Turcs et des Kurdes.

Quasi autobiographique, le récit retrace l'histoire de Beko qui vit au Kurdistan de Turquie. C'est l'année 1988. L'armée turque débarque dans sa maison. Beko est arrêté, mais il parvient à s'évader : ce sera le début d'une errance au Kurdistan, sur les territoires turc, syrien, iranien et irakien. Et toujours en toile de fond, la guerre. Les arides montagnes arméniennes servent de décor aux nomades kurdes qui y cachent leurs tentes. La guerre omniprésente se manifeste à eux par les vrombissements des avions qui brisent la musique du vent, qui terrorisent les enfants.

L'errance de Beko d'un Kurdistan à l'autre, se transformera en exil. Depuis l'Allemagne, des flash-backs le ramènent vers ces lieux de mort qu'il a réussi à quitter. Absurdité tragique des Kurdes : où aller puisque l'oppression est partout ? Absurdité de la mort de Cemal, le frère enfui. Enrôlé de force dans l'armée turque, il sera tué par des

maquisards, ses frères. Combien d'Arméniens enrôlés de force dans l'armée turque ?...

Mais le film, s'il est dur, n'est pas sinistre. Il est même tendre. Une ten-



dresse donnée par la présence des enfants qui se prennent d'affection pour "Oncle Beko". Sobre interprétation, en particulier de Nizamettin Ariç dans le rôle principal qui signe aussi l'accompagnement musical à la flûte et au chant.

Venu présenter *Beko* au cinéma *Les 400 coups* de Villefranche-Sur-Saône le 20 septembre, Serge Avédikian, le distributeur, entreprit un échange de questions et réponses avec la salle.

C'est par Margarita Woskalian, productrice résidant en Allemagne, qu'il a pris connaissance du film. Pourquoi cet intérêt ? Parce qu'il est important de faire connaître en France le problème kurde. Plus important encore, qu'on sache que l'Arménie est le seul pays où ils peuvent s'exprimer librement sur leur histoire. Un film démarre ce mois-ci sur la Communauté Kurde de Paris. Acteurs Kurdes et Arméniens feront partie de la distribution avec Serge Avédikian. "Ce sera une comédie", précise-t-il, déplorant que les Arméniens n'en aient pas réalisé sur leur propre Communauté. Quant à distribuer des films arméniens, le responsable de *Boomerang productions* avoue en riant que l'échec de *Labyrinthe*, tourné avec Michaël Dovlatian, le fils de Frouzéz, l'a mis à mal financièrement.

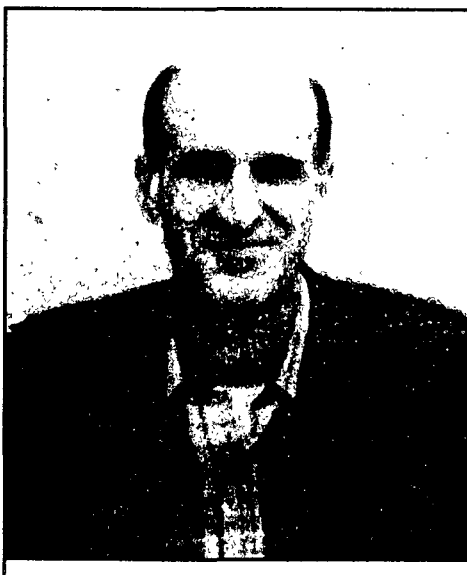
Sans doute trop hermétique, n'étant pas un film grand public, *Labyrinthe* gagnerait pourtant à être mieux connu. Il reste néanmoins pour Serge Avédikian une expérience unique. Tourné pendant le blocus, les seules lumières visibles dans la nuit d'Erevan étaient celles du tournage.

Zmrouthe Aubozian

CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

October 1997



Turkey: Recep Marasli

Recep Marasli is on trial for his membership of an organization campaigning for Kurdish political and cultural rights. These excerpts are from his poem written during a previous term of imprisonment in 1986. It is taken from a special edition of *Index On Censorship* 5/97, containing poetry written by those who have suffered persecution for their writing.

You're not alone

Ignore
the fastidious romanticism of prison
forget sad poems
four walls
a bunk
your darling's wan face etc.

...
If one day my eyes cannot see

or if we part
never to meet again
I'll be by your side

When you sing a song on your own
or get angry with people
or as you learn new things
I'll be in the sounds and the words
If you fall into darkness
I'll come
to your side with amazing lightless
colours

...
If you make that big day without me
so many children's laughter
so many wizened old men
if you feast together with nature
Don't say 'If only he'd been here too'
I will definitely be there.

Trans: Richard McKane



Télégrammes

LA LETTRE MENSUELLE DU CLUB DE LA PRESSE DE CLERMONT-FERRAND ET DE LA RÉGION AUVERGNE

9^e ANNÉE - N° 88 - OCTOBRE 1997

Prix du numéro : 12 F

Kendal Nezan : le dossier kurde

Venant inaugurer à Clermont-Ferrand, au Centre Jean-Laporte, une exposition de photos consacrées aux familles kurdes, familles rescapées de bombardements chimiques, dont certaines ont pu trouver un asile en Auvergne, Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, a fait une halte au Club le 18 septembre dernier.

Docteur en physique nucléaire de l'université de Paris, Kendal Nezan a été déchu de la citoyenneté turque par le régime militaire d'Ankara en 1981.

Ce fut pour les membres présents à ce rendez-vous l'occasion de mettre à jour certaines données de ce dossier kurde - ô combien complexe - concernant 30 millions d'hommes et de femmes écartelés entre l'Irak, la Turquie et l'Iran et qui souffrent depuis 30 ans de guerre (!) de l'absence d'une administration centrale.

100.000 Kurdes vivent aujourd'hui en France. Kendal Nezan a fait remarquer non sans raison et une certaine fierté : « On parle

d'une communauté lorsqu'elle pose problème. Voilà pourquoi on parle si peu des 100.000 Kurdes qui sont aujourd'hui chez vous ».



Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

● Kofi Annan appelle la Turquie à retirer ses troupes d'Irak

18 59 GMT.
01 Octobre
1997
©AFP 1997

NEW YORK (Nations Unies), 1er oct (AFP) - Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a appelé mercredi la Turquie "à retirer ses troupes dès que possible" d'Irak du nord, où elles ont pénétré la semaine dernière pour traquer des rebelles séparatistes kurdes.

"Le secrétaire général suit la situation dans le nord de l'Irak avec une inquiétude croissante. Comme il l'a déjà dit clairement dans le passé, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak doivent être respectées", a dit le porte-parole de l'ONU Fred Eckhard.

M. Annan "appelle ainsi instamment la Turquie à retirer ses troupes", a-t-il ajouté.

Les troupes turques ont pénétré dans le nord de l'Irak la semaine dernière et ont lancé une opération d'encerclement des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) pour empêcher leur fuite vers le territoire iranien.

ml/ia tf

1 E R E T D I M A N C H E 2 N O V E M B R E 1 9 9 7
L I B E R A T I O N

France et Russie pour l'apaisement en Irak

La France et la Russie cherchent à éviter l'escalade dans la crise irakienne. Paris a appelé hier ses partenaires à explorer «toutes les voies permettant à l'apaisement et au dialogue de prévaloir sur la logique de l'affrontement». Le ministre russe des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, a d'ailleurs prévenu que Moscou est «hosti-

le à tout recours à la force contre l'Irak». Toutefois, le chef de la diplomatie russe a souligné que le Kremlin était «vivement préoccupé par les événements» et «ne pensait pas que la décision prise par Bagdad soit la meilleure». Saddam Hussein a ordonné aux dix inspecteurs américains, chargés par les Nations unies de surveiller le désarmement irakien, de quitter le pays avant le 5 novembre. Il entend ainsi protester contre l'embargo imposé à l'Irak depuis sept ans. Le Conseil de sécurité de l'ONU,

unanime, a averti Bagdad des «graves conséquences» de cette «décision inacceptable». A trois reprises, le 17 janvier et le 27 juin 1993, puis en septembre 1996, les Etats-Unis ont tiré des missiles de croisière sur l'Irak, suite à des infractions aux résolutions de l'ONU, et ce malgré les critiques de Moscou. Le 13 janvier 1993, ce sont les aviations américaine, britannique et française qui avaient frappé après des incursions irakiennes au Koweït. (Avec Reuters et AFP)

Bonn backs EU membership for Turkey

German leaders tell Yılmaz they first expect democratic reforms in Ankara

Turkish Daily News

Wednesday, October 1, 1997



YILMAZ WITH KOHL- Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz (L) and German Chancellor Helmut Kohl exchange a handshake prior to their meeting in Bonn on Tuesday. Reuters

Ankara - TDN with Wire Dispatches

■ German leaders lent conditional support Tuesday to Turkey's bid to become a member of the European Union.

Chancellor Helmut Kohl and Foreign Minister Klaus Kinkel told Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz, on an official visit to Germany, that Bonn backs eventual membership for Turkey in the European Union but first expects Ankara to make progress in resolving key domestic and foreign policy problems. "(Chancellor Helmut Kohl) declared that he supported the goal of later Turkish membership in the European Union (E.U.)," said Kohl spokesman Peter Hausmann in a statement after a meeting between Yılmaz and Kohl.

"In doing so, (Kohl) assumes that Turkey will follow calls by the E.U. to make its own contribution toward reaching this goal," said the statement which said Kohl firmly viewed Turkey as a part of Europe.

Earlier, German Foreign Minister Klaus Kinkel stressed that Germany and the E.U. had not changed their policy regarding the admission of Turkey.

"The Turkish train remains on the rail line to Europe but the path to full membership goes via the human rights situation, the Kurdish situation, relations with Greece, the Cyprus question and naturally over several economic problems," said Kinkel in remarks to reporters.

Yılmaz told reporters he was very satisfied with his talks in Bonn and that he was convinced the 15-nation E.U. would agree by its December Luxembourg summit to intensify contacts aimed at Turkish membership.

"This is a turning point in our relations with the E.U.," he said.

Yılmaz said his government was fully aware of the "partly justified" international criticism of Turkey and said Ankara was working to resolve problem areas.

But he noted that while there might be human

rights violations in Turkey "nobody can say this does not happen in other countries".

He said Ankara's would continue its fight against the separatist terrorist Kurdish Workers Party.

"We must defend the territorial integrity of Turkey ... we have no land to give to separatists," he said.

Several hundred Kurds took part in a protest a few blocks from the chancellery where Kohl and Yılmaz held their meeting. Aside from talks on E.U. membership bilateral economic issues were the other focus of the visit and Yılmaz met German business leaders in Bonn. Germany is Turkey's biggest trade partner in the world.

Last year German exports to Turkey were worth 11.4 billion marks (6.5 billion dollars), compared with imports from Turkey valued at 8.4 billion marks, according to Germany government figures. Trade grew during the first half of 1997 with German exports to Turkey worth just over 6 billion marks and imports of 4.8 billion marks.

Meanwhile, approximately 200 Kurds protested in Bonn's main government quarter. Waving banners which attacked Turkey's human rights record, protestors urged German Chancellor Helmut Kohl to refuse any attempts to negotiate with Yılmaz on Turkey's possible EU entry during talks.

Turkey and Germany signed an agreement for the establishment of a university in Istanbul, which will provide all its courses in German. The agreement was signed by German Foreign Ministry Undersecretary Peter Hartmann and Turkish Ambassador Volkan Vural, in the presence of Prime Minister Mesut Yılmaz and German Chancellor Helmut Kohl.

The project, which also envisages the establishment of a primary and secondary school, is aimed at providing for Turkish children who have started their education in Germany, or who are taking German courses as part of their education.

Yılmaz also met with Christian Social Union Parliamentary Group Chairman Michael Glos at the Turkish Embassy on Tuesday. Some demonstrators supporting the separatist terrorist organization, the Kurdistan Workers' Party (PKK), were outside the embassy before the meeting began.

Speaking to a group of German and Turkish businessmen on Monday at the German Trade and Industry Chamber Union, Prime Minister Mesut Yılmaz asked German companies to invest in Turkey. He also said that his party would be in power until the year 2000.

Yılmaz said that Turkey had just emerged from a period of disturbance caused by a threat to the secular and democratic system, but that civil and military forces had a united stance in combatting this threat.

"In the end, Parliament interfered in the situation and supported the establishment of a new coalition government under my chairmanship," Yılmaz said.

He added that the first task of his government had been to protect the secular and democratic system, adding that the public was asking for social and economic reform, in

order to achieve permanent solutions to such problems.

The prime minister said that in the coming months the government would start social and economic reforms in southeastern Anatolia and that emergency rule would be revoked. Yılmaz added that his government would follow a policy, away from the populist approach.

Yılmaz stated that fundamentalist Islamism was still a danger in Turkey and that the government was determined to protect the democratic and secular principles of the Constitution.

On the subject of the European Union (EU), Yılmaz said that it was unfair and a strategic mistake to keep Turkey out of the union, adding that Turkey wants to take a place on the list of countries to join the EU.

Later he told ZDF television that he planned to use his visit to Germany to convince its leaders that it would be a mistake if Germany did not support Turkey's bid to join the EU.

"I will try to convince the German government to avoid making a mistake," Yılmaz said.

In his speech, Yılmaz said the customs union agreement with the EU, which took effect in 1996, was an important step toward the country's integration into the EU. On the other hand, the EU has not fulfilled its obligations to Turkey, he added, stating that Turkey was in a difficult situation because the EU has not fulfilled promises on funding.

Responding to a question on privatization, he said that the preparations for privatization in the energy field were almost complete, and that by the end of the year, the state's share in the energy field, which is currently at 80 percent, would be reduced to less than 50 percent.

"I am very hopeful about the future of the Turkish economy. We are hoping that Germany will also participate in its growth. Turkey is a member of the international community and wants to deepen its cooperation with the Central Asian republics. There is big potential in these republics and Turkey wants to be partners with Germany in this field," Yılmaz stated.

In his interview with ZDF, Yılmaz said that he could understand the criticism against Turkey because of its human rights record, but added that it should not be forgotten that Turkey had a terrorism problem.

"The struggle against terrorism has prevented the speedy application of European democratic norms," Yılmaz said.

While answering a question concerning when Turkey might attain the same economic and political level as Europe, Yılmaz commented that it would take time. He noted that the inflation rate was very high, but that the unemployment rate was not so bad, adding that it was almost the same as Germany's.

Wednesday, October 1, 1997

Turkish Daily News

EU gives backing to Iran-Total gas deal



US vows to enforce its tough Iran sanctions law over contract between Tehran and the French oil company

Brussels- DPA and Reuters

■ The European Union (EU) entered the political fray over a French-led gas deal in Iran by giving its backing Tuesday to the venture and rejecting U.S. opposition to it, the German Press Agency (DPA) reported.

EU Trade Commissioner Leon Brittan, in a statement, said the French oil company Total was completely in the right in deciding in favour of the \$2-billion project.

He also rejected American legislation permitting economic sanctions to be imposed on third country companies which invest in Iran and Libya, calling it a violation of international law.

Such legislation is a cause of tension between the EU and the U.S. and is an obstacle preventing a common strategy towards Iran, Brittan said, adding that the U.S. law actually plays into the hands of radicals in Teheran's leadership.

The EU stance came a day after Iran and Total divulged the agreement on the gas deal, which was immediately followed by official French backing for it and then official U.S. criticism

The U.S. regards Iran and Libya as sponsors of terrorism and has passed legislation which would permit punishment of companies which invest more than \$40 million in those countries.

Under the deal the National Iranian Oil Corporation (NIOC) agreed with the consortium consisting of Total, the Russian company Gazprom and the Malaysian oil firm Petronas to expand phase 2 and 3 of the Southern Pars gas fields.

During Total's negotiations with NIOC, the U.S. had repeatedly voiced its opposition.

In Washington, the United States on Monday vowed to enforce its tough Iran sanctions law over a new deal between Tehran and the French oil company Total, Reuters reported.

Earlier, French Prime Minister Lionel Jospin welcomed the gas deal and said France would not abide by the U.S. embargo, saying that "American laws are valid in the United States, not in France."

The U.S. law, aimed at

curbing trade with Iran, "is the law and we will apply it fully," State Department spokesman Christopher Bush said.

France on Monday challenged the United States over the issue, warning against any retaliation over the gas contract.

Bush said: "Our position on any investments in Iranian gas and oil fields is clear: Such investments make more resources available for Iran to use in supporting terrorism and pursuing missiles and nuclear weapons."

On the Total deal, "we will review all information closely and take whatever action is appropriate under the law," he said.

The contract, won by Total and junior consortium partners Petronas of Malaysia and Russia's Gazprom, flies in the face of the 1996 Iran-Libya Sanctions Act requiring President Bill Clinton to penalize any foreign company investing significantly in those two countries.

The French government warned the United States against applying the law, saying it would create a serious precedent in world trade.

Foreign Ministry spokesman Jacques Rummelhardt said that since Total was a private company, the French government had no reason to approve or ban the contract.

But he noted that France and its European partners had consistently opposed what they saw as an attempt by the United States to extend its laws beyond its border.

The United States and Europe have argued over approaches to Iran for years and had a huge row over a U.S. law that seeks to curb trade with communist-ruled Cuba.

At a news conference in New York, State Department spokesman Jamie Rubin said the United States regretted Total's action.

"We will investigate this deal in light of the sanctions law and we will take whatever action is appropriate under the law... We must first, however, ensure that we have all the facts and that we determine whether the act itself constitutes sanctionable activity," Rubin said.

Rubin said the United States previously discussed U.S. law with all three companies, including Gazprom and Petronas.

"We have brought our concerns to the attention of the governments which have jurisdiction over the companies involved and we will be raising this issue further," Rubin said.

Sen. Alfonse D'Amato, the architect of the Iran-Libya sanctions law, said Total and its consortium partners should be sanctioned.

"Total, Gazprom, and Petronas should not be treated any differently than any other companies and therefore should be sanctioned to the fullest extent of the law," the New York Republican said in a statement. "There is no doubt that Total has been trying to precipitate a dispute with this contract over the implementation of the Iran-Libya Sanctions Act," he said.



09:57 GMT,
02 Octobre
1997

©AFP 1997

● Combats: le Hezbollah aux côtés du PKK, selon l'opposition irakienne

ANKARA, 2 oct (AFP) - Le Hezbollah kurde, groupe islamiste intégriste dans le nord de l'Irak, s'est joint aux rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) pour combattre la formation kurde d'Irak alliée de la Turquie, a affirmé jeudi l'opposition irakienne.

"Il y a de violents affrontements depuis mardi entre les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié de la Turquie, et le Parti des Travailleurs du Kurdistan, qui est soutenu par le Hezbollah", a dit un porte-parole du Congrès national irakien (CNI), opposé au régime du président irakien Saddam Hussein.

"Les combats se déroulent près du poste frontière irako-iranien de Hajiomran", a indiqué le porte-parole, basé à Londres, contacté par téléphone depuis Ankara. Il a ajouté que le Hezbollah s'est pour la première fois engagé dans des affrontements, après l'incursion la semaine dernière de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles du PKK.

Le Hezbollah kurde est dirigé par Cheikh Atham Barzani, cousin du chef du PDK Massoud Barzani, qui s'est allié à Ankara pour nettoyer les maquisards du PKK des zones frontalières avec la Turquie, qu'il contrôle.

Les effectifs du Hezbollah sont estimés à près de 2.000 hommes et ceux du PKK de l'ordre de 8.000 maquisards. Le PDK compte plus de 30.000 peshmergas, combattants kurdes irakiens, mais ils sont moins équipés et formés que le PKK, affirment des experts.

10.000 à 20.000 troupes turques, soutenues par l'aviation et par une centaine de chars et véhicules blindés, ont pénétré le 23 septembre dans le nord de l'Irak pour détruire les campements du PKK qui utilise cette région comme base arrière pour leurs attaques en territoire turc.

Depuis le début de l'incursion, 348 rebelles du PKK ont été tués, selon l'armée turque qui n'a pas précisé les pertes dans ses propres rangs.

Le CNI est une organisation qui chapeaute les groupes d'opposition arabes, kurdes et turcomans (Turcs d'origine irakienne) contre le régime de Bagdad.

Des avions de combat turcs F-16 et F-4 effectuent, presque quotidiennement depuis le début de l'incursion, des raids sur les positions du PKK dans le nord de l'Irak, suivis d'opérations de "nettoyage" des unités terrestres.

Le PKK est en rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée ont fait plus de 26.000 morts en Turquie.

L'armée d'Ankara a mené trois autres opérations d'envergure contre le PKK dans le nord de l'Irak depuis 1992. Les autorités turques ne permettent pas depuis mai dernier aux membres de la presse de se rendre dans la région.

UE/CE/hc/ob t.



11:11 GMT,
02 Octobre
1997

©AFP 1997

● Le parti islamiste reste la principale force politique turque (sondage)

ANKARA, 2 oct (AFP) - Le Parti islamiste de la prospérité (Refah) de l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan demeure la première formation politique du pays, selon un sondage rendu public jeudi à Ankara.

Selon l'institut Polar, le Refah a obtenu 18,8% des intentions de vote dans ce sondage, réalisé en septembre sur un échantillon de 1.118 personnes dans neuf provinces de Turquie, dont Ankara, Istanbul et Izmir.

Le Refah est suivi des partis de la Mère patrie (Anap, droite) du premier ministre Mesut Yilmaz avec 17,8%, et de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale) du vice-premier ministre Bulent Ecevit, avec 13,5%.

Le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), qui soutient l'actuelle coalition prolétaire sans y participer, a 10,6% et le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême-droite) 8,3%.

L'ancien partenaire gouvernemental de M. Erbakan, le Parti de la juste voie (DYP, droite) de l'ancien ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller a obtenu 9,2% des intentions de vote, tombant ainsi sous la barre de 10% requise par la loi électorale pour entrer au parlement.

Près de 9% des personnes interrogées se sont déclarées indécises et les autres ont indiqué préférer d'autres petites formations.

La coalition gouvernementale Refah-DYP, dirigée par M. Erdogan, avait dû démissionner le 18 juin sous la forte pression de l'armée, qui se considère comme garante de la laïcité de l'Etat, et d'autres forces prolaïques du pays.

L'armée, hostile à la présence des islamistes au pouvoir, et la justice turques ont accusé le Refah de remettre en cause la laïcité de l'Etat et de mener le pays à une guerre civile.

Le Refah (21,8% des voix aux législatives de décembre 1995) est menacé de dissolution après l'ouverture d'une procédure auprès de la Cour constitutionnelle. Celle-ci, qui est habilitée à dissoudre les partis, devrait prendre une décision d'ici à la fin de l'année.

ce/hc/nev e



09:03 GMT.
02 Octobre
1997

©AFP 1997

● Reprise d'une campagne civile contre les gangs au sein de l'Etat

par Kadri GURSEL

ISTANBUL, 2 oct (AFP) - Une campagne civile originale, visant à obtenir que la lumière soit faite sur un scandale ayant fait apparaître des liens entre l'Etat et la mafia, a repris cette semaine en Turquie, après une interruption de six mois.

A l'appel de l'"Initiative des citoyens pour la clarté", organisation animée par des avocats et des journalistes, les Turcs sont invités à faire clignoter la lumière de leur domicile pendant une minute chaque soir à 21h00 et à "faire du bruit" aux fenêtres, en sifflant, en applaudissant ou en tapant sur des casseroles.

Une première campagne similaire, la première du genre en Turquie, avait été marquée par un niveau de participation assez élevé pendant un mois et demi, de début février à la mi-mars.

Elle avait été saluée par les sociologues comme marquant une volonté de prise de parole de la société civile turque, lassée de la corruption et des compromissions de la classe politique.

Cette fois, les Turcs sont invités à manifester leur mécontentement non plus pour une période définie, comme c'était le cas en février-mars, mais jusqu'à la levée de l'immunité parlementaire de deux députés, figures-clés du scandale qui avait révélé l'existence de liens entre la mafia turque, la police et certains politiciens.

Ces deux députés sont Mehmet Agar, ancien directeur général de la Sûreté et ministre de l'Intérieur, et Sedat Bucak, chef d'un clan kurde qui appuie le gouvernement contre les rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Tous deux sont membres du Parti de la juste Voie (DYP, droite) de l'ancien Premier ministre Tansu Ciller.

Le scandale avait éclaté le 3 novembre dernier, lorsqu'un mafieux du nom d'Abdullah Catli, ancien militant ultra-nationaliste, et un policier de haut rang avaient été tués dans un accident de voiture.

Dans le même véhicule, se trouvait également M. Bucak, seul survivant de l'accident. La présence ensemble de ces trois hommes avait provoqué un tollé et M. Agar, alors ministre de l'Intérieur, avait dû démissionner.

L'opinion publique prête à M. Agar un rôle-clé dans la formation de groupes clandestins liés à l'Etat et chargés d'exécuter certaines basses oeuvres. Mais aucune enquête judiciaire n'a été ouverte contre lui car son immunité parlementaire n'a pas été levée, pas plus que celle de M. Bucak, ce qui provoque la colère de l'opinion.

De plus, six membres des équipes spéciales de la police, écroués et jugés dans le cadre d'une enquête sur un meurtre lié au scandale, ont été relâchés début septembre faute de preuves, aggravant le mécontentement de l'opinion.

Ils avaient été accusés d'avoir tué un parrain de la mafia, Omer Lutfi Topal, le "roi des casinos", à cause d'un différend survenu entre ce dernier et les membres de ces groupes clandestins.

Estimant au début de l'année que le gouvernement de l'époque, avec à sa tête l'islamiste Necmettin Erdogan secondé par Mme Ciller, ne faisait rien pour élucider l'affaire, des groupes de citoyens avaient lancé la première campagne de protestation civile, baptisée "une minute d'obscurité pour une clarté permanente" et qui consistait à éteindre la lumière chez soi pendant une minute à 21h00.

La nouvelle campagne, dont le lancement coïncide avec la rentrée parlementaire, reprend le même slogan, en ajoutant: "Attaquez-vous aux gangs, levez les immunités". Elle survient alors que le nouveau Premier ministre Mesut Yilmaz, en place depuis trois mois, a promis de faire la lumière sur le scandale.

La participation mardi soir a été élevée, notamment dans les grandes villes comme Ankara, Istanbul et Izmir (ouest), selon les témoins. Plusieurs partis de gauche, des artistes et des intellectuels à Istanbul, ont publié des communiqués et organisé des manifestations de soutien.

KG/hc/php eaf

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, OCTOBER 3, 1997

Separate Fact From Hype in the Brewing Iran Missile Crisis

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON—What is coming to be known as the Iran missile crisis is in many ways the quintessential post-Cold War foreign policy problem. But before we go to war with Iran to solve it, let's sort out fact from hype.

Here is what U.S. intelligence says: Since the early 1990s, Iran (like Syria, Iraq, Egypt and Israel) has developed the capability to build and launch short-range (185 to 375 miles, or 300 to 600 kilometers) liquid-fuel Scud-class missiles. At the same time Iran has been trying to develop its own version of the North Korean "No Dong" Scud missile, which has a longer range (800 to 925 miles) but is highly inaccurate. In 1993 North Korea provided Iran blueprints, and possibly even a single copy, of the No Dong missile, but then North Korean aid to Iran tailed off.

Since then the Iranians have been trying to obtain the guidance systems, stainless steel sheets and bigger engines to build their own, more accurate No Dong. In this search, Iranian agents turned to cash-hungry Russian universities and aerospace companies. The Iranians acquired enough technology to build and test on the ground their own No Dong-style engine.

There is a consensus within U.S. intelligence that within a year Iran should be able to flight-test a No Dong with a conventional warhead, but analysts are split over how long it would take for Iran to actually deploy a force of them with any accuracy. Some say two years, some say three. Much will depend on what help comes from Russian companies. In a meeting with U.S. officials on Sept. 18, the Russians confirmed some of the U.S. allegations against their companies and vowed to shut off the sales; other allegations they disputed. The United States is now watching to see if the supplies will really be cut off and is studying the disputed cases.

So much for the facts. Now for the hard part. What to do? It's absolutely legitimate for Israel to worry about Iran's acquiring missiles that can hit Tel Aviv. But the fact is, Israel has been living for years next to Syrian Scud missiles, with chemical warheads.

Israel has effectively dealt with Syria through deterrence: Blow me up, I blow you up. Israel may have to deal with Iran the same way.

Some U.S. officials believe the Israeli government is highlighting Iran now not only to derail its missile program be-

fore it is too late, but to divert U.S. attention and energy from the Palestinian-Israeli impasse, where the United States and Israel disagree. There may be no real link between the Iran crisis and the Palestinian issue. But the fact is, neither Israel nor the United States will be able to enlist any Arab allies in the Middle East to deal with Iran without giving them the political cover of progress on the Palestinian-Israeli front.

That's the reality of Middle East politics. (The United States can produce that progress either by knocking Israeli and Palestinian heads together or by just walking away and letting the pain of armed conflict do it. Incrementalism won't work.)

The United States also can't resolve this particular Iran crisis at reasonable costs without aid from Russia. A military strike against Iranian missile factories outside Tehran would be very difficult for Israel and fraught with huge risks for the United States and its Gulf allies. "We really need the Russians' help on this one," says a key U.S. official.

Isn't that ironic. America's hairy-chested NATO expanders just told us that because we Americans won the Cold War we didn't have to heed Russia's concerns. Think about the

mixed message the Clintonites are now sending Moscow: In the Middle East you have to behave as a strategic partner, but in Europe you have to accept that you're still the main enemy.

As Michael Mandelbaum, a foreign policy expert at Johns Hopkins, points out: "Russia still matters. Russia is a big country, it still has a lot of leverage on issues that we care about, and it can thwart our designs not by military threats or the use of force, as in the Cold War, but simply by not joining the volunteer fire department — by answering the phone and saying, 'Sorry, I'd love to help, but I just don't have the time.'"

In the post-Cold War world the combustible cocktail of weapons proliferation, religious extremism, rogue states and free markets is becoming the biggest threat to U.S. interests. We can't cope with this threat by ourselves or in isolation from other policy goals. Neither can our allies.

The New York Times.



11:40 GMT,
03 Octobre
1997

©AFP 1997

● La Syrie et l'Iran déploient des troupes aux frontières, selon la Turquie

ANKARA, 3 oct (AFP) - La Syrie et l'Iran déploient des forces blindées supplémentaires près de leurs frontières respectives avec la Turquie et l'Irak, sur fond d'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du PKK, a annoncé vendredi l'agence turque Anatolie.

"Il y a une concentration de forces blindées par la Syrie le long de sa frontière orientale avec la Turquie et dans la région où se rencontrent les frontières turque, syrienne et irakiennes", a déclaré une source proche des services de renseignement turcs, selon Anatolie.

"L'Iran a également renforcé ses forces blindées le long de sa frontière avec l'Irak", a ajouté cette source.

ue/hc/nev eaf

Turks Report Iran and Syria Troop Buildup

Reuters

TUNCELI, Turkey — Turkey said Friday that Iran and Syria have massed troops near a Kurdish enclave in northern Iraq in an apparent response to a Turkish military offensive against rebel Kurds in the area.

An army officer said officials had observed "military movements in Iran and Syria toward their borders" with Turkey. He gave no indication of the size of the Iranian and Syrian deployments, but said they mostly consisted of armored units. "It cannot be said that Turkey is in danger," he said.

The Anatolian News Agency said earlier that there was a buildup of Syrian armored units near a triangle of territory where Syria, Turkey and northern Iraq meet. It said the Syrian troops were 30 kilometers (20 miles) from the Turkish border. The agency also said Iranian troops had been de-

ployed on Iran's border with northern Iraq.

Turkish forces have been fighting Kurdish Workers Party guerrillas in northern Iraq for almost two weeks.

A spokesman for the London-based Iraqi opposition group, Iraqi National Congress, confirmed the deployments, which partly ring a mountainous Kurdish-held enclave that broke from Baghdad after the 1991 Gulf War.

The agency said Turkish forces,

aided by an Iraqi Kurdish militia, had killed 415 Kurdish guerrillas.

Fighters from the Kurdish Workers Party, thought to have infiltrated into Turkey from Iran, killed five policemen in a rocket attack in eastern Turkey, a security official said Friday.

Ankara often accuses Iran and Syria of aiding the Kurdish guerrillas in their fight for self-rule in southeast Turkey.

Damascus and Tehran deny helping the rebels.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 4-5, 1997



09:50 GMT,
03 Octobre
1997

©AFP 1997

● Cinq militaires turcs tués lors d'une attaque rebelle kurde

ANKARA, 3 oct (AFP) - Cinq militaires turcs ont été tués dans une attaque de rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) contre un poste de la gendarmerie dans la province de Van (est), à la frontière avec l'Iran, a rapporté vendredi l'agence Anatolie.

Un groupe de rebelles du PKK a attaqué jeudi vers 23h00 (20h00 GMT) avec des lance-roquettes le poste de la gendarmerie de Sirmali dans la zone de Catak, faisant également huit blessés parmi les militaires, selon la même source.

Deux "terroristes" (rebelles kurdes selon la terminologie officielle) ont été tués dans l'accrochage armé qui a suivi l'attaque, a indiqué l'agence.

CE/hc/bm e



08:09
GMT, 03
Octobre
1997

©AFP 1997

● Enquête de la Commission européenne des droits de l'Homme en Turquie

STRASBOURG, 3 oct (AFP) - Une délégation de la Commission européenne des droits de l'Homme enquête depuis le 29 septembre à Ankara dans le cadre de trois affaires incriminant la Turquie, a annoncé le Conseil de l'Europe vendredi dans un communiqué à Strasbourg.

La délégation, qui restera à Ankara jusqu'à samedi, est notamment chargée d'auditionner des témoins dans ces affaires, jugées recevables en 1995 par la Commission et qui mettent en cause les forces de l'ordre en Turquie.

La première concerne un requérant prétendant que son frère a été frappé et sérieusement blessé par les forces de l'ordre. Il invoque diverses dispositions de la Convention européenne des droits de l'Homme notamment le droit à la vie et l'interdiction de la torture et des mauvais traitements. "Le gouvernement turc conteste la réalité de ces mauvais traitements et nie que l'Etat ait méconnu les droits invoqués", précise le communiqué.

Les deux autres affaires concernent des requérants se plaignant de la disparition de personnes, membres de leurs familles, à la suite de leur arrestation par les forces de l'ordre. Là encore le gouvernement nie toute responsabilité de l'Etat dans ces disparitions.

Lors de la prochaine session du 1er au 12 décembre la délégation fera rapport à la Commission qui se prononcera alors sur sa procédure future dans ces affaires.

ls/STZ/pb ef

Un avocat turc a été condamné à 23 ans de prison pour délit d'opinion

L'article 8 de la loi antiterroriste est abondamment critiqué

Dans son discours de rentrée parlementaire, le président Suleyman Demirel a évoqué, mercredi 1^{er} octobre, ses priorités en soulignant notamment la nécessité d'effa-

cer la honte des abus contre les droits de l'homme, au moment où la condamnation d'un avocat illustre parfaitement l'incohérence du système judiciaire turc.

LES PRISONS turques, Esber Yamugdereli, cinquante-deux ans, les connaît bien pour y avoir laissé treize années de sa vie, entre 1978 et 1991. Cet avocat aveugle, qui a défendu des dizaines de victimes de la répression en Turquie, s'attend à être arrêté « d'une minute à l'autre ». Il vient en effet d'apprendre la confirmation, par la cour d'appel d'Ankara, de sa condamnation à une peine de vingt-trois ans d'incarcération pour délit d'opinion.

L'absurdité de son cas illustre parfaitement l'incohérence du système judiciaire turc. Le premier ministre, Mesut Yilmaz, a d'ailleurs reconnu, dans un entretien paru dans le journal allemand *Bild* du 22 septembre, que ce système entravait l'entrée de son pays dans l'Union européenne et qu'il devait faire l'objet d'une « véritable perestroïka ».

Incarcé en 1978 pour ses « liens avec une organisation illégale », Esber Yamugdereli est alors condamné à cinq ans de prison. Peu après le coup d'Etat militaire de 1980, son dossier est rouvert, sa condamnation commuée en peine de mort puis

en réclusion à perpétuité, soit trente-sept ans incompressibles. Après avoir purgé treize ans de sa peine, il bénéficie, en 1991, d'une mise en liberté conditionnelle.

UNE « LOI HONTEUSE »

Mais ses incessantes prises de position publiques en faveur d'une solution pacifique dans le sud-est du pays, où une guerre oppose depuis 1984 l'armée régulière d'Ankara aux séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lui valent une nouvelle condamnation à dix mois, en vertu de l'article 8 de la loi antiterroriste. C'est cette dernière condamnation qui vient d'être confirmée en dernière instance par la cour d'appel d'Ankara. A ces dix mois viennent en outre s'ajouter les vingt-trois ans résiduels de la condamnation de 1982. « C'est sans doute le prix à payer pour construire l'avenir de ce pays », dit Esber Yamugdereli, mi-placide, mi-caustique.

Ce militant des droits de l'homme, ami de l'écrivain Yasar Kemal, a exclu de demander une grâce présidentielle pour un verdict prononcé par un tribunal d'exception à l'époque du coup

d'Etat militaire. Il demande, en revanche, l'abrogation de l'article 8 de la loi antiterroriste, par lequel près d'une centaine d'intellectuels turcs croupissent actuellement derrière des barreaux pour leurs opinions.

Clé de voûte de l'appareil répressif en Turquie, l'article 8 sanctionne la « propagande séparatiste ». Son abrogation, réclamée par les parlementaires européens à la veille de la signature de l'accord d'union douanière, n'avait abouti qu'à son léger toilettage en octobre 1995. Mais à la veille de l'ouverture, mercredi 1^{er} octobre, de la session d'automne de la Grande Assemblée nationale, Esber Yamugdereli compte sur les députés pour relancer le thème de l'abrogation de l'article 8. Il a le soutien des députés du Parti républicain du peuple (CHP) de Deniz Baykal (minoritaires) et de quelques sociaux-démocrates du parti de Bulent Ecevit, le vice-premier ministre.

Le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, vient de qualifier la loi antiterroriste de « loi honteuse », dans un article paru lundi 29 septembre dans le quotidien *Sabah*, et le premier mi-

nistre, Mesut Yilmaz, vient de reconnaître que la Turquie devait « conformer son bilan en matière de droits de l'homme aux standards occidentaux ». Mais le problème, rappelle Esber Yamugdereli, « c'est qu'en Turquie le gouvernement n'est qu'une force parmi d'autres et, malgré de bonnes intentions affichées, ne décide pas de grand-chose ».

Marie Jégo

LE MONDE

SAMEDI 4 OCTOBRE 1997

US: Greece is not supporting terrorism despite PKK bases

Ankara - Turkish Daily News

■ U.S. State Department deputy spokesman James Foley said at a press conference on Friday that the United States did not consider Greece as a country which supported terrorism, the Anatolia news agency reported.

Foley had said on Thursday that Greece was tolerating the outlawed

Kurdistan Workers' Party (PKK), and on Friday he said that the PKK and another leftist terrorist organization called the Revolutionary Left (Dev Sol) had bases in Athens. He added, however, that it did not mean that Greece was supporting terrorism, maintaining that these two things were different concepts.

He said that the United States had

been working in close cooperation with Greece to fight terrorism and that there was nothing to prove that Greece was supporting terrorism.

He added that, according to their April report on terrorism, two terrorist organizations have bases in Athens — one of the organizations being Dev Sol, who were responsible for killing two American citizens in Turkey.

October 4, 1997

Turkish Daily News

America Can Stand Up to the Rush to Help Iran

By A.M. Rosenthal

NEW YORK — The secretary of state was saying that some of America's friends and allies "don't get it." Here is Iran, a "prime example" of what she said was the world's worst problem, the rogue states. Yet here is France "pumping money" into Iran; "it passes my understanding." And here is Russia "transferring technology" to Iran. The United States has already identified it more precisely as missile and nuclear technology.

Somehow, Madeleine Albright said, friends and allies think we can deal with Iran without supporting its terrorism, its attempts to acquire weapons of mass destruction and its "very frequent efforts" to undermine Mideast peace efforts. They just don't get it.

But they do get what matters to them: a clear idea of the American administration's real intent.

In her next comment at a meeting of the Council on Foreign Relations in New York, Mrs. Albright said: "I am very concerned that in Congress there seems to be a thought that we ought to cut off assistance to Russia to punish them for what is potentially this transfer of technology. And I hope this would not happen, because we would be cutting off our nose to spite our face, because that is needed to help the reforms."

Europe knows there's nothing frightening the United States can do to France, at the moment. Total, the French company investing heavily in Iranian gas, sold most of its assets in the United States just before closing the

Tehran deal. Anyway, Iran is more important to France than penalties the United States could impose on Total under American law.

As lagniappe, there is the pleasure French governments take spitting in America's face and sneering at its security interests. Said Prime Minister Lionel Jospin of the Total deal: "Personally, I rejoice in it." That will ring down the years, as his response to "Lafayette, we are here."

If President Bill Clinton refuses to impose sanctions on Total (and its Russian and Malaysian partners in the gas deal) he would be defying the decision of Congress. The bill calling for such sanctions was introduced, to his great credit, by Senator Alfonse D'Amato.

But if Mr. Clinton allows Russia to get away with helping Iran build missiles and nuclear capability, that would be a threat to the entire Middle East — and to the all U.S. troops stationed there now or in the future. America would not be cutting off its nose; it would be slicing its throat. It would be one more example why our friends and allies really do "get it." When it comes to sanctions that could bite, the administration's teeth remain in the drawer.

Another example: Beijing also has been peddling missiles and nuclear technology. The United States has said so. But now the administration announces its plans to "certify" that China is complying with nonproliferation agreements! That will open the way for more American self-destruction: sales of U.S.

nuclear technology and super-duper computers to the Chinese, for them to use and copy. (Speaking of self-destruction, Israel's sales to Beijing of military technology are a disgrace and a political booby trap.)

America's friends, allies and Jospins know billions in U.S. trade go to the Chinese Army. How can we complain about Russians and other Europeans making billions in strengthening Iran?

And already from Washington come diplomatic and journalistic tom-tom messages that Israel is warning about Iranian missiles to divert world attention from the "peace process." Also: If they are so worried why don't the Israelis destroy Iranian missile bases as they did the Iraqi nuclear plant in 1981?

They will, they will, as soon as Iran moves all its missiles into one neat base instead of annoyingly scattering them across the country.

France and Russia hope in Iran to make more than money. Each yearns to replace America as the leading foreign player in the Mideast. Russia's buildup of Iran, like its missile sales to Syria, fits in with those Moscow hopes — for years the particular goal of Yevgeni Primakov, the former KGB star who is now Russia's foreign minister.

But all right, given the U.S. sales that build up the Chinese Army, maybe the United States is a hypocrite about French and Russian deals with Iran. But let's at least be hypocrites with a touch of self-preservation.

The New York Times.



L'ARMÉE TURQUE CONDAMNÉE POUR "TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT" PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, À STRASBOURG

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné le jeudi 25 septembre, la Turquie de viol et torture d'une jeune Kurde. Le verdict de la Cour affirme que "Sukran Aydin a été torturée et violée par la police dans la ville de Derik, province de Mardin, durant les trois jours de sa mise en garde à vue en 1993" en violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, dont la Turquie



4-5 OCTOBRE 1997

est un pays signataire. La Cour considère, par ailleurs, que la plaignante n'a pas pu user de son droit de recours interne, empêchée par les autorités judiciaires et militaires turques, contrairement à l'esprit de l'article 13 de la Convention. Au moment des faits Sukran avait 16 ans. Elle a été arrêtée, le 29 juin 1993, avec son père et sa belle soeur, par des gendarmes et des protecteurs de villages. Durant sa garde à vue, les yeux bandés, elle a été tabassée, déshabillée, placée dans un pneu et soumise à de forts jets d'eau. Elle a par la suite été violée par les forces de sécurité et libérée, avec les autres membres de sa famille, trois jours après sa mise en détention. Selon la défense présentée par les avocats du gouvernement turc, ni la plaignante ni les membres de sa famille n'ont jamais été mis en détention. La Commission européenne des droits de l'homme a déclaré l'affaire de "S. Aydın" recevable le 28 novembre 1994. Des membres de la dite Commission se sont rendus à Ankara le mois de juin 1995 pour auditionner les parties concernées (la plaignante et les membres de sa famille arrêtés ainsi que les gendarmes en service au moment des faits) et des témoins, afin d'établir les faits. Des auditions ont également eu lieu à Strasbourg en octobre 1995. La Commission a rendu son rapport à la Cour le mois mars 1996 en exprimant son opinion concernant la violation par la Turquie des articles 3 et 13 de la Convention. Dans son verdict du 25 septembre, la Cour condamne la Turquie et lui demande de verser à la plaignante, pour dommages et intérêts, la somme de 25 000 livres sterling et couvrir la majeure partie des dépenses engagées par les avocats la plaignante qui s'élèvent à 37360 livres sterling.

Toujours dans cette chronique judiciaire turque, deux familles kurdes ont, le 24 septembre, porté plainte contre le ministre de l'Intérieur turc, le poursuivant pour le meurtre de leur deux enfants âgés de 12 et 14 ans par les forces de sécurités turques. "L'instruction a révélé que "Tim" (les forces spéciales turques) sont impliquées. Nous usons de notre droit légal et nous avons présenté notre plainte à la Cour suprême" a déclaré l'avocat des deux familles, Me Tevfik Karabulut.

Baghdad: Turkey should withdraw from northern Iraq

KDP refuses to allow Turkish journalists to enter northern Iraq

TDN with wire dispatches

■ Iraq's foreign minister denounced Turkey's military operations against Kurdish rebels in northern Iraq, calling them "acts of aggression." Mohammed Said al-Sahaf made his remarks in an address to the U.N. General Assembly session on Thursday.

"We hold Turkey fully responsible for its acts of aggression inside Iraqi territory and reserve our full right to respond to these acts," he said.

Al-Sahaf said Turkey was acting in the same manner as the United States and Britain who have imposed the

"no-fly zones" in Iraq. He also said Iran was taking advantage of the U.N. air embargo against Iraq to violate his country's sovereignty and territorial integrity by assisting anti-Iraqi forces.

The "no-fly zones" were imposed in southern and northern of Iraq by the victorious U.S.-led coalition forces in the 1991 Gulf War to protect Kurds in the north and Shiites in the south from Iraqi military repression.

Turkey launched another military campaign against the Kurdistan Workers' Party (PKK) last week.

An Iraqi Kurdish faction said on Thursday it had killed nine members of the PKK in northern Iraq, coinciding with a military incursion into the area by Turkish armed forces.

Kurdistan Democratic Party (KDP)

radio, monitored by the Anatolia news agency, said its peshmerga fighters, allied to Turkey, had killed the guerrillas in fighting in three places in the region. It did not say when the deaths occurred.

Meanwhile, the KDP refused to allow 35 Turkish journalists, including Turkish Daily News reporter Saadet Oruç, to enter northern Iraq for security reasons.

Parliament on Thursday voted to end emergency rule in three of the nine southeastern provinces where security forces are battling a Kurdish rebel insurgency.

"We are in a good position as far as the fight against terrorism is concerned, thanks to the great efforts of our security forces," Interior Minister Murat Başesgioğlu said.



15:02 GMT,
04 Octobre
1997

©AFP 1997

● La Syrie dément masser des troupes à la frontière avec la Turquie

DAMAS, 4 oct (AFP) - La Syrie a démenti samedi avoir massé des troupes à la frontière avec la Turquie à la suite d'une nouvelle intervention militaire turque dans le nord de l'Irak.

Dans un communiqué reçu par l'AFP à Damas, un responsable syrien a indiqué que les informations sur l'envoi de renforts militaires syriens à la frontière avec la Turquie "sont fabriquées de toutes pièces et dénuées de tout fondement".

"Il n'y a rien de nouveau à signaler du côté syrien (de la frontière)", a ajouté ce responsable qui a gardé l'anonymat.

Le responsable syrien faisait référence à des informations diffusées vendredi par l'agence turque Anatolie et selon lesquelles la Syrie et l'Irak déployaient des forces blindées supplémentaires près de leurs frontières respectives avec la Turquie et l'Irak.

"Il y a une concentration de forces blindées par la Syrie le long de sa frontière orientale avec la Turquie et dans la région où se rencontrent les frontières turque, syrienne et irakienne", avait déclaré une source proche des services de renseignement turcs, selon Anatolie.

"L'Irak a également renforcé ses forces blindées le long de sa frontière avec l'Irak", avait-on ajouté de même source.

Les troupes turques ont pénétré dans le nord de l'Irak la semaine dernière et lancé une opération d'encercllement des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) pour empêcher leur fuite vers le territoire iranien.

Le nombre de soldats turcs mobilisés pour cette nouvelle incursion, "limitée" selon Ankara en temps et en ampleur, va jusqu'à 20.000 selon les estimations. Outre l'aviation, les unités turques sont soutenues par plus d'une centaine de chars et de véhicules blindés entrés sur le sol irakien.

Iraq prepares resistance to US measures

Iraqi sources: 'No one can expect Baghdad to keep silent, it has the right to defend itself'



SAADET ORUC
Ankara- Turkish Daily News

■ "No one can expect us to keep silent about this conspiracy concerning our territories. Baghdad has the right to defend itself," said a senior Iraqi official, in reference to the recent decision by Washington to send an aircraft carrier to enforce a no-fly zone in southern Iraq, beginning at the 33rd parallel.

"We will fight this decision, which will lead others to attack us," he continued.

The United States, reacting to Iranian attacks on targets in Iraq this week, declared that the aircraft carrier, Nimitz,

would skip a port call in Singapore and hurry to the Gulf.

The southern part of Iraq is known to be the place where the Shiite Arabs, close to Iranians, are dominant, while another no-fly zone is occupied by another large opposition group, the Kurds.

Iranian planes hit the main opposition group, the Mujaheddin, last week.

Habour locked to reporters

In addition, the refusal to allow a group of reporters into northern Iraq proved the reality that the region has been deadlocked by the sensitive regional balances.

Nearly twenty-five journalists, who were the guests of the Turkmens, had to return from the Habour border crossing after a ban imposed by Turkey's General Staff.

The General Staff later explained the reason for the ban as "to protect the Turkmens from the possible negative affects of reporting."

The organization of a congress for unifying the Turkmens received much criticism from Baghdad and the KDP. Iraqi officials defined Ankara's Turkmens policy as "playing with fire."

KDP, Ankara against the press

Amid the ongoing crossborder operation of the Turkish army against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) bases in northern Iraq, Iraqi Turkmens decided to host a group of reporters to cover the "homemade" Turkmen congress.

Despite harsh criticism from Baghdad and the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP), which rules the

region where the congress was to be held — and most probably without the consensus of the army or the foreign ministry — two buses of travellers, including journalists and Turkmen delegates, set out for the Habour border crossing.

"Preventing the reporters from entering northern Iraq would constitute the first breaking of the agreement between the KDP and Ankara, signed after the first operation of the Turkish army," a regional Kurdish source informed the Turkish Daily News before the visit.

However, although the KDP allowed four journalists to enter the KDP-controlled area, the Turkish side refused to sanction this, and only journalists from the semi-official Anatolia news agency were permitted to enter. The KDP peshmergas, who arrived in Habour to receive the four reporters, were forced to return to their area with only with the Anatolia agency reporters.

Military sources said that the reporters had been prevented from entering the area because the group would be a "perfect target" for the PKK.

In the end, with an infinite number of questions left unanswered, the other members of the press left Habour for Diyarbakır.

With the reporters' efforts to enter the region proving fruitless, the General Staff finally told a senior governmental official that, in addition, "the entrance of reporters to northern Iraq could cause problems for the Turkmens."

Iranian Wedge Between America and France

By Stephen S. Rosenfeld

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, OCTOBER 6, 1997

WASHINGTON — The great streams of international commerce flowing from growth and globalization keep exposing the United States to a political trap. The latest is the dispute over France's determination to support a \$2 billion private natural gas investment in Iran — a deal that the United States had denied to an American company, Conoco, out of concern for the ayatollahs' rule-breaking foreign policy. Washington takes the high ground, Paris rakes in the chips, Tehran grins.

Not that the French and their Russian and Malaysian partners in this deal, and the makers of other deals in other miscreant states, are entirely indifferent to the obligations of international citizenship. But they are only selectively attentive. United Nations sanctions hold on Iraq. Thus Iran, which only Washington has sanctioned, becomes in dollar potential the largest single economic wedge between the United States and its allies.

A wedge between America and France is not about to lead to the whole unraveling of an ancient and durable friendship. But it colors the climate in which other issues are treated. Most important, it undercuts American efforts to address Iran's serious and continuing misconduct — its support of terrorism and subversion and its harassment of Arab-Israeli peace prospects.

France, with its air of nationalistic taunting of the United States, is an easy and tempting target for American rebuke. What is especially troubling these days, however, is a drift of American opinion suggesting that the United States should accommodate the revolutionary regime in Tehran — early

and with few conditions.

The drift comes from country specialists who are experts on Iran and from strategic thinkers who are eyeing the new "great game" shaping up over energy resources and strategic presence in post-Cold War Central Asia. To these folks a promising new day was foreshadowed by last May's election victory of Mohammed Khatami, who, according to Robin Wright and Shaul Bakhash in *Foreign Policy* magazine, campaigned on a platform stressing pluralism and the rule of law.

Those who saw the Khatami sweep as opening a window of opportunity were further encouraged when the Clinton administration said it would not oppose a new natural gas pipeline that is to cross Iran from Turkmenistan to Turkey.

In fact, what is missing from the more sanguine American projections is a coming to terms with the ayatollahs, who outrank Mr. Khatami and who appear to command the ramparts of Iranian foreign policy.

It is true that many Americans retain a bitter memory of Iran's capture of the U.S. Embassy in Tehran in 1979. But the bombings in Europe and elsewhere abroad, subversion in the Gulf region and Sudan, attempts to sabotage Palestinian-Arab talks, death threats against Salman Rushdie — these concrete deeds continue. Last year's Khobar bombing in Saudi Arabia, which took 19 American lives, also apparently must go on the Iranian account.

Iran, it is pointed out, has its own perhaps even more deeply felt historical grievance against the United States — the American CIA intervention of the 1950s that deposed a popularly

elected leader, saved the then young shah and subsequently brought America the "great Satan" tag.

To cite this now unimaginable Cold War episode is not to excuse the Iranian regime's misconduct in more recent years. We are all necessarily living now by the code of 1997, not 1954.

At some point America may be led to review its own historical record in dealing with Iran. That will take a complex political transaction whose elements are not yet in place. In the meantime, there can be no compromising with an Iranian foreign policy that undercuts the post-Cold War code of respect for the legitimate and fair interests of others.

On the evidence, Iran's foreign policy is likely to be among the last things that a reforming Tehran leadership would touch. Argument goes on over whether foreign policy reform in Iran will get a boost from international interaction, domestic reform, social change, revolutionary fatigue, leadership turnover or whatever. The best answer is perhaps all of the above but variously and slowly.

The offering or denying of the manifest benefits of participation in the international economy promises too much potential leverage not to be intelligently used. That should be the central consideration in the bargaining with France and others over common terms of trade with revolutionary regimes.

France should be strengthening, not weakening, a standard of law-respecting international conduct that serves all nations well.

The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

OCTOBER 6, 1997

U.S. Defers Sanctions On French Oil Firm

Fearing EU Trade War Over Iran, It Asks Joint Action on Terrorism

By Thomas W. Lippman
Washington Post Service

WASHINGTON — Facing the clearest test so far of its commitment to punish foreign corporations that invest in Iran, the Clinton administration has decided to hold off on sanctions against a French energy company to avert a trade war with the European Union.

Rather than impose sanctions on Total SA for signing a \$2 billion contract to develop a natural gas field with Iran, the administration is seeking an agreement with the EU in which Washington would scrap the threat of sanctions in exchange for increased pressure on Iran to curb terrorism, officials said.

The approach is a shift in emphasis for the administration, which has held

out the prospect of sanctions as a powerful deterrent to investment that, U.S. officials contend, would give Iran funds for weapons or to promote terrorism.

The administration endorsed the 1996 Iran-Libya Sanctions Act, which mandates punitive trade measures against any company that invests more than \$40 million a year in those nations' energy sectors.

But allies in Europe and elsewhere have rejected any attempt to apply U.S. law to foreign companies. Under the agreement being proposed by the administration, a blanket exemption from sanctions would be granted to companies based in European Union countries if Europe adopts measures aimed at demonstrating its support for other U.S. efforts to contain Iran.

A similar arrangement in April halted temporarily a trade conflict over application to Europe of a U.S. law designed to head off investment in Cuba.

But that six-month truce expires Oct. 15 with no final agreement in place, and the Europeans have declared that failure to waive sanctions on Cuba and Iran by that date will lead them to reopen a formal complaint with the World Trade Organization.

The U.S. proposal, which would in effect exonerate a multinational company that defied U.S. law to make the biggest external investment in Iran since the 1979 revolution, will probably be criticized by some members of Congress as an abandonment of U.S. policy.

Officials said the decision was consistent with the U.S. commitment to deter terrorism.

The objective of the Iran-Libya Sanctions Act was to encourage other countries to join the United States in trying to isolate Iran economically, administration officials said.

If negotiations with the EU lead to more vigorous European measures to combat Iranian support for terrorism and limit Iran's access to sophisticated

weapons, the purpose of the law will have been fulfilled and sanctions will not be required, officials said.

"It's important to bear in mind the reasons why we supported the legislation in the first place," James Rubin, the State Department spokesman, said last week.

"The objective of the legislation is not to impose sanctions. The objective is to get other countries, in Europe in particular, to work with us on the subject of tightening up the pressure on Iran."

He said U.S. negotiators would meet with EU officials twice this month about "ways to ratchet up the pressure."

After protracted negotiations, Total last week joined the Russian gas giant Gazprom and the Malaysian state oil company Petronas in a \$2 billion deal to develop the Iranian offshore gas field known as South Pars.

Total virtually dared the United States to act, knowing it had the support of the French government and the European

Union for its challenge to U.S. efforts to assert its policies in Europe.

The sanction legislation's chief sponsors — two New York Republicans — Senator Alfonse D'Amato and Representative Benjamin Gilman, sent a letter to President Bill Clinton demanding retribution against Total.

"If the United States does not take swift, decisive action to apply these available sanctions, we will undercut our long-standing policy against Iranian terrorism, a policy which you have advocated at the summit level on many occasions," they said.

But the EU and France made clear that they would support Total and warned Washington against any retaliation.

Total had a legal right to make the deal, the European Commission chairman, Sir Leon Brittan, said in a statement, adding that steps already taken by the Europeans to rein in Iran "meet the terms for a waiver set out" in the U.S. legislation.

Iraq says it will hit back if attacked by Iran again

October 7, 1997
Turkish Daily News

Iranian FM Kharrazi says US needs to win Tehran's trust

Baghdad- Reuters

■ An Iraqi government newspaper warned Iran on Monday that Baghdad would retaliate to any new attacks against Iranian opposition bases in Iraq.

"Aggression against a free and independent country will not be easy and we shall pay (Tehran) back twofold," al-Jumhuriya daily said in a commentary.

Jumhuriya was reacting to remarks by Iran's Foreign Minister Kamal Kharrazi that Tehran had the right to attack Iranian "terrorist" opposition groups in Iraq.

"This is a right to self-defense," Kharrazi told the London-based Arabic newspaper al-Hayat when asked whether Tehran planned to renew raids on Iraqi territory.

"As long as the terrorist groups are committing terrorist acts against our territory we have the right to defend ourselves," Kharrazi added in last week's interview conducted in New York.

"The remarks show exposed hypocrisy and playing with words for the service of dubious political ends," Jumhuriya "We find in Kharrazi's statement a new chal-

lenge to international law...and it is the duty of the world body (U.N.) to denounce it."

Iran has protested to the United Nations over what it said were "terrorist" cross-border attacks from Iraq and said the incursions prompted its air raids on Iranian Mujahideen Khalq rebel bases inside Iraq last week.

Iran has said the raids were not intended against its 1980-88 Gulf War foe Iraq.

"We are exerting efforts to open new windows with Iraq. I have met with Iraqi Foreign Minister Mohammed al-Sahaf...our talks were frank and we have decided to continue these talks," Kharrazi said of a meeting held on the outlines of the U.N. General Assembly meeting last week.

Jumhuriya said Kharrazi's remarks ran contrary to those he made during his meeting with Sahaf in New York. "His statement contradicts what he personally told Sahaf that Iran is ready to open a new political dialogue with Iraq...based on respect and non-aggression."

Iran says US needs to win Tehran's trust

In a related development, Kharrazi said in remarks published on Monday that relations

with the United States could not improve unless Washington took steps to win Tehran's trust.

"There is a need for some gesture to be made by the United States to prove its sincerity and to bring out that trust," he told the Lebanese English-language daily The Beirut Times. "For example, Iranian assets are frozen in the United States. There is no reason why they should be kept frozen," he added. The newspaper did not say where the interview took place. Relations between Washington and Tehran have been tense ever since militant Iranian students stormed the U.S. Embassy in 1979 and held 52 Americans hostage for 444 days. The United States broke off diplomatic ties with Iran in 1980.

Washington has accused Iran of seeking to develop nuclear weapons and sponsoring international "terrorism," charges which Tehran denies.

Kharrazi reiterated that normalization of ties with the United States did not contradict the principles of the Islamic revolution. "We can have normal relations with all countries that we recognize provided that this relationship is based on mutual

respect and on equal footing," he said.

"Therefore, if these principles are met, there will be no reason why we should continue to have this type of relations with the United States," Kharrazi added.

The United States on Friday

ordered the aircraft carrier Nimitz to skip a port call in Singapore and hurry to the Gulf. The move followed Iranian air raids on rebel bases in Iraq. One base was inside a no-fly zone imposed by the United States and its allies since 1992 over

southern Iraq.

Iranian Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi termed the U.S. decision to rush the aircraft carrier to the Gulf an "act of desperation."

U.S.-French Ties Won't Suffer Over Iran Oil Deal, Cohen Says

By Craig R. Whitney

New York Times Service

PARIS — The U.S. defense secretary, William Cohen, said after meeting with his French counterpart Monday that whatever action the United States took against a French oil company's decision to invest \$2 billion in Iran would not undermine close U.S.-French relations.

The statement came after several hours of talks here between Mr. Cohen and the French defense minister, Alain Richard, and apparently reflected a decision in Washington not to seek a showdown with the French over a decision by Total SA, a privately owned French oil company, to put \$2 billion into exploitation of an Iranian natural gas field, with Russian and Malaysian partners.

"We believe that transaction will substantially enhance Iran's ability to acquire the revenues necessary to acquire missile technology and weapons of mass destruction," Mr. Cohen said Monday. "What action will flow from that remains to be determined, but we intend to maintain a close relationship with a very good ally."

"We both want to see Iran end state-sponsored terrorism and end its efforts to acquire missile technology and weapons of mass destruction," he added.

Mr. Richard said that all 15 European Union countries had withdrawn their ambassadors from Tehran after a German court finding that Iranian leaders had ordered the assassination of three Iranian Kurdish dissidents in a Berlin café in 1992.

"When there is a terrorist action that is proven, we will draw the consequences," Mr. Richard said.

But he declined to say whether French intelligence agreed with American assessments that Iran was trying to acquire the technology to build nuclear weapons, and missiles to carry them, from Russian and other experts.

Mr. Richard said the French government had told officials of Total that there was no reason, in international or French law, for them not to go ahead with the investment in Iran.

A U.S. law, the Iran-Libya Sanctions Act, commonly called the "D'Amato law" after its Senate sponsor, Senator Alfonse D'Amato, Republican of New York, authorizes the Clinton adminis-

tration to take sanctions against American subsidiaries of any company that invests more than \$20 million in Iran.

Reports from Washington over the weekend said that the Clinton administration might waive sanctions if the European Union stepped up pressure on Iran to end support of terrorism.

"The United States has not decided what action to take, but will enforce the law," Mr. Cohen said.

Later, replying to a question, he said: "I understand the position the French have taken. It is my hope that Minister Richard understands the position the United States government has taken."

Unlike Prime Minister Lionel Jospin, who went out of his way last week to say that he personally "rejoiced" in Total's decision, Mr. Richard also appeared determined to play down rather than highlight differences between Washington and Paris over the step.

"We stand very vigilant over Iran," he said. "We observe with interest the ongoing changes in Iranian domestic politics, with the hope that they will someday yield resolve to build a more peaceful relationship with neighboring states."

Mr. Cohen, apparently responding to French concern, said that his order last week sending the U.S. aircraft carrier Nimitz to the Gulf five days ahead of schedule was primarily aimed not against Iran, which allegedly carried out air strikes in southern Iraq last month, but against Iraq's president, Saddam Hussein, for unilaterally violating United Nations orders barring Iraqi flights in the area.

■ Total Expects Record Profits

Total expects full-year 1997 profit to reach a record level, the company's chairman, Thierry Desmarest, said in an interview with La Tribune on Monday, Reuters reported.

In a favorable economic environment, and "thanks to the steps we have taken for growth and productivity gains, Total's first-half results reached a record," he was quoted as saying.

"And we should also reach a record for the full year, with the last record dating back to 1991 with net earnings of 5.8 billion francs," or \$981.1 million, he said.

He said that growth in demand for petroleum products should be 1.5 percent to 2 percent annually, so refinery margins "should continue in the future a bit better than they were in 1993-1995."

The crude oil price is slightly above expectations, he said, but Total is cautious and wants a satisfactory return on its projects with crude at around \$15 per barrel, "even if we feel we are in a dynamic system where the price of \$18 a barrel can hold."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, OCTOBER 7, 1997

Analysts: 'New PKK splinter group backed by Europe'



Turkish Daily News

October 7, 1997

Observers expect further divisions to take place among the PKK's political wings as the organization gives up military activities

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ Recent news reports from the southeastern town of Nusaybin, revealing that a new faction of the Kurdistan Workers' Party (PKK) has been formed, have initiated a new discussion regarding the future of the separatist organization.

Mahir Kaynak, an analyst and former member of the National Intelligence Organization (MIT), said that this new faction is being backed by European countries, especially Germany.

According to the report, the former wife of Abdullah Öcalan, the head of the PKK, Hüseyin Yıldırım, Selim Çurukkaya, Günay Aslan, Dilbixwin Dara and a group of exiled so-called Kurdish parliamentarians, have opened an office in Köln, Germany, in order to spearhead an organization against Öcalan.

"The PKK has been following a policy close to U.S. Kurdish policy since the Gulf War. Therefore, European countries, which kept silent about the PKK's presence before the Gulf War, have changed their attitude toward the organization. They were never against the PKK, but they have always been against the PKK's getting out of their control. Because of that, the formation of another group — one more easily controlled by Europeans — was expected to be formed," Kaynak told the Turkish Daily News.

Kaynak commented that these developments were not surprising and said that there were also signs of a division among Kurdish circles in Turkey.

"After a short time, people will start quitting certain Kurdish circles in Turkey," Kaynak predicted, referring to internal conflicts among the legal Kurdish parties.

Claiming that Europe is supporting the establishment of a federal administrative system in Turkey, Kaynak maintained that the European Union would never accept Turkey, as long

as it still had the Kurdish problem.

"Ankara is only concerned about who would be the leader of the new 'Kurdish entity' in northern Iraq. The question is whether to accept the presence of the PKK in northern Iraq as one of the strongest powers and put an end to the internal disputes, or to continue with the current endless dilemma," Kaynak continued.

However, when reminded that Ankara has always respected the territorial integrity of Iraq, Kaynak said that Turkey had no alternative to the plan for a Kurdish entity.

"Abdullah Öcalan, the leader of the PKK, keeps repeating that they do not want to be separated from Turkey. He is only asking Ankara to accept the PKK's political presence in Turkey and their military presence in northern Iraq," he claimed.

Talking about the United States' Kurdish policy, he remarked that Washington is backing an equality of power between Israel, Turkey and the Kurds, adding that Ankara's military operations are, in general, against Iran and not against the PKK.

"Iraq is already divided. So the sending of an aircraft carri-

er to the Gulf by the United States, is only aimed at preventing a possible war between Iran and Turkey, as Iran is the country most affected by Turkey's Kurdish policy," he stated.

Kaynak, also commented that, politically, the southeastern region has been completely lost and the Kurdish inhabitants, tired of unrest after nearly fifteen years of clashes, are in favour of a peaceful solution.

Meanwhile, experienced observers, who asked to remain anonymous, commented that the PKK's new splinter group is completely under Germany's control.

Şerafettin Elçi: 'Not surprising'

Şerafettin Elçi, the head of the Democratic Mass Party (DKP), when asked to comment on these reports, pointed out that PKK attacks against the Iraqi Kurds had caused questions to be raised in PKK circles.

"There will be an internal 'settling of accounts,'" Elçi said, and emphasized that these developments were not surprising.



13:10
GMT, 07
Octobre
1997

©AFP
1997

● Le chef du PKK accuse la Turquie de "turcomaniser" le nord de l'Irak

ANKARA, 7 oct (AFP) - Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), Abdullah Öcalan, a accusé la Turquie de "vouloir turcomaniser le nord de l'Irak" par ses opérations dans la région, lors d'une émission dimanche soir de la Med-Tv, qui émet en Europe.

"La Turquie (...) tente de former une structure fédérale dans le nord de l'Irak visant à turcomaniser le nord de l'Irak pour l'annexer ensuite. C'est un plan clair", a dit Abdullah Öcalan, cité mardi par le quotidien pro-kurde d'expression turque, Ulkede Gundem.

Les Turcomans sont des Irakiens d'origine turque qui habitent les zones nord de l'Irak.

"Derrière ce plan, il existe le soutien des Etats-Unis, d'Israël et d'autres pays impérialistes qui veulent disperser les Kurdes par l'intermédiaire de la Turquie", a estimé le chef du PKK.

Abdullah Öcalan, dit "Apo", a indiqué que le PKK pourrait décréter un cessez-le-feu avec le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani si ce dernier retirait son soutien à l'armée turque.

Le chef du PKK, qui réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, a menacé la Turquie d'"étendre la guerre". Selon lui, "le PKK s'avance pas à pas tous les jours vers l'intérieur de la Turquie". "Nous allons étendre la guerre si l'Etat (turc) ne s'approche pas d'une solution", a-t-il dit. "Nous allons montrer ce que nous pouvons faire en un an", a-t-il ajouté, sans autre précision.

Cemil Bayik, l'un des "commandants" de la branche militaire du PKK (ARGK), a estimé pour sa part que l'incursion de l'armée turque dans le nord de l'Irak n'avait "pu atteindre ses objectifs".

"C'est la faillite de la politique turque de détruire les Kurdes", a dit Cemil Bayik, cité par Ulkede Gundem. "Cette incursion vise à marginaliser le PKK. Au contraire, la guerre se développera vers la capitale turque", a-t-il affirmé.

La rébellion du PKK déclenchée en 1984 contre Ankara et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 26.000 morts en Turquie. L'armée turque mène fréquemment des opérations contre le PKK dans le nord de l'Irak utilisé comme base arrière par le mouvement séparatiste.

CE/hc/bds e



12:59
GMT, 07
Octobre
1997

©AFP
1997

• Nouveaux raids de l'aviation turque sur le PKK dans le nord de l'Irak

ANKARA, 7 oct (AFP) - Des avions de combat turcs ont bombardé lundi et mardi des positions des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurdes de Turquie) dans le nord de l'Irak, a rapporté mardi l'agence Anatolie.

Le bombardement des avions décollant des bases aériennes de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde) et de Malatya (est) visait des groupes de "terroristes" (dénomination officielle des militants armés du PKK) qui avaient pu se réfugier dans les zones montagneuses situées dans un triangle en territoire irakien aux confins de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak, selon l'agence.

Certaines de ces zones sont situées entre la frontière avec l'Iran et les régions sous contrôle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du chef kurde irakien Jalal Talabani, rivale du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani qui, lui, est allié d'Ankara contre le PKK depuis mai dernier.

Le dernier bilan annoncé vendredi dernier par les autorités turques faisait état de 415 rebelles du PKK tués dans les combats dans le nord de l'Irak. Il ne précisait pas les pertes dans les rangs de l'armée turque.

CE/hc/pb·tf

PUK says KDP failed in fighting against the PKK

October 8, 1997

Turkish Daily News

Ankara - Turkish Daily News

■ The Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on Tuesday denied reports that the separatists has escaped into the area under their control.

Shazad Saib of the PUK's Ankara office told the Turkish Daily News that their rival, the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) spread such rumors whenever they encountered failure.

"The KDP is failing in its fight against the PKK," Saib said. He also said that because of the fact that the Turkish forces do not know the area well, KDP peshmergas have been carrying out the operation.

It is notable that the latest Anatolia news releases from the operation area have reported that the separatists escaped into the PUK-controlled area.

Analysts close to Baghdad comment that these reports are the signs of an upcoming Turkish operation in the PUK-controlled area.

Another foreign observer has claimed: 'During the first operation of the Turkish Armed Forces in northern Iraq, we were told by the Foreign Ministry that the troops would stay there for four months. But, this time, it seems that there is no time limit for the presence of the Turkish Armed Forces in northern Iraq ...'

Anatolia: 'PKK escapes into the PUK-controlled area'

Meanwhile, according to an Anatolia news agency story reported from Sirmak, the separatists escaping from the Turkish soldiers are fleeing into the PUK-controlled area and to the region close to Iran. The KDP officials were

quoted as saying that the PKK benefited from the KDP clashes with the PUK.

"The PKK has had the opportunity to establish camps along the border with the help of the instability caused by our fighting," they said.

The KDP also admitted that it was very difficult to control the long border.

Iran: 'We are not building troops along our border with Turkey'

In addition, Iran declared that they did not build troops along the Turkish-Iranian border. Admiral Ali Samkani, the Iranian Minister for Defense, told reporters in Tehran that they did not make any special establishment on the border with Turkey. He also defined the Turkish cross-border operation in northern Iraq as an "invasion."

Iran Lashes Out at U.S.

Tehran Criticizes Shift of Carrier to Gulf

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHERAN — With the United States hurrying to reinforce its fleet in the Gulf, Iran redoubled a campaign across the region on Tuesday to undermine support for American control of the strategic waterway.

The country's new defense minister, Ali Shamkhani, said the American decision to dispatch the aircraft carrier Nimitz to the Gulf ahead of schedule was nothing more than an attempt by the United States "to justify its presence."

U.S. officials have called the move a warning to both Iran and Iraq to refrain from moves that could lead to renewed conflict between the two countries. But Iran is trying to steer sentiment toward the view that the dispatch of the aircraft carrier represented another American overreaction.

The new Iranian government of President Mohammed Khatemi is giving a high priority to efforts to mend fences with its neighbors in the Gulf, which have been tattered since the Iranian revolution 18 years ago.

Nearly all of them — including Kuwait, Bahrain and the United Arab Emirates — have provided ports or other support for an American military presence in the Gulf that has expanded greatly over the last six years.

The United States has said the purpose of that buildup has been to head off any hostile action by Iran or Iraq against one another or their neighbors. But Iran appears intent on exploiting public opinion in many of those countries that has proven far less supportive of the American presence.

In anticipation of a Gulf tour that Foreign Minister Kamal Kharrazi of Iran is scheduled to make in coming weeks, Iranian newspapers gave prominent attention Tuesday to an editorial in a United Arab Emirates newspaper questioning the need for American haste in dispatching the Nimitz, whose scheduled port call in Singapore was canceled so that the task force could arrive in the Gulf four or five days ahead of schedule.

At a news conference Tuesday, the new defense minister, Mr. Shamkhani, told reporters that Iran would begin a major naval exercise in the Gulf this

week to demonstrate that the countries on its shores "can defend their sovereignty without any outside power."

He said the exercise would include at least 150 naval vessels. As the United States has added to its firepower in the Gulf, Iran has also substantially improved its naval capabilities in recent years, in part through the acquisition of three Russian-made submarines and new anti-ship missile systems.

American officials say that Iran now has the capacity to halt temporarily but not to shut down shipping traffic in the Gulf, the channel for more than half of the world's supply of oil.

In announcing that the annual 10-day exercise would begin on Thursday, Mr. Shamkhani said he did not expect that the Iranian operations in the northern part of the Gulf would clash in any way with the expected arrival of the Nimitz and its seven-vessel battle group within a week.

Despite American protests, the defense minister issued a staunch defense of Iran's decision last week to launch air raids on the bases of Iranian rebels who operate from Iraqi territory. He minimized the prospect of a flare-up between Iran and Iraq, which were at war from 1980 to 1988, saying that he did not believe the Baghdad government gave much importance on the rebel group, the Mujahidin Khalq.

Cem: EU closes its doors for the time being on Turkey

Cem said that Turkey had not been included among the 11 candidates for the membership of the EU and added, without elaboration, that there remained a small possibility ...

Ankara - Turkish Daily News

Foreign Minister İsmail Cem said that for the time being the European Union had closed its books on the issue of Turkey's membership, the Anatolia news agency reported, quoting from Gorus, the Turkish industrialists and businessmen's publication (TÜSIAD).

Cem said that it was Turkey's right to be a member of the EU. He said that, with its history, Turkey was a European country and added that although Turkey had shortcomings, as well as being Asian, it was still a part of Europe and shared its culture.

He added that being a part of the EU would improve Turkey's dynamic function and Turkey's identity also was important for Europe. He said that the EU would be multidimensional if it accepted Turkey and emphasized that the shortcomings of Turkey could be solved especially during this government.

"Our country is extremely dynamic and surprising. Who could have told that Turkey would enter the customs union? It could stand on its own feet even under the worst possible conditions. Other countries first become EU members than entered the customs

union, Turkey did not receive five kurus. Even the EU is not is not giving the appropriate financial support that Turkey is entitled to, but yet Turkey is competing with the countries in the EU." Cem said.

October 8, 1997

Turkish Daily News

Citing Iraqi Violations, U.S. Steps Up Air Patrols

By Philip Shenon
New York Times Service

WASHINGTON — American jet fighters have stepped up their patrols over the American-enforced no-flight zone in southern Iraq after Iraqi planes breached the zone several times over the last week, according to the Pentagon.

Defense Department officials said two Iraqi fighters had violated the area Tuesday, apparently to test American resolve to enforce the no-flight zone and to offer at least a symbolic response to Iranian air attacks last week on military camps used by Iranian opposition groups in southern Iraq.

Iraqi and Iranian pilots have been put on notice by the Pentagon in recent days that they risk attack if they continue their incursions into the no-flight zone, which was established by the United States and its allies after the Gulf War in 1991. The warning to the Iraqis was repeated Tuesday at a Defense Department news conference.

"If they carry out flight operations, they risk getting shot down," said Captain Michael Doubleday, a Pentagon spokesman. "We've done that in the past. We stand ready to do it in the future. But I'm not in a position to predict if and when that will occur."

Last week, the Pentagon announced that Defense Secretary William Cohen had ordered the aircraft carrier Nimitz to skip a port call in Singapore and hurry from the South China Sea to the Gulf on a previously scheduled deployment. The carrier is expected to arrive in the Gulf four or five days ahead of schedule.

In what may be a reflection of the Clinton administration's hopes for improved relations with the Iranian government, Mr. Cohen said that the show of strength with the Nimitz was meant as a warning to Iraq, not Iran, and his spokesmen said Tuesday that the Pentagon was far more concerned about Iraqi violations of the no-flight zone than Iranian violations.

"I think you need to go back and take a look at what the purpose of the no-fly zone is, and the no-fly zone is designed to keep Iraqi aircraft in check," Captain Doubleday said.

"I think the signal of the aircraft carrier going to the region, the constancy of our flights over there, make it very clear that the Iraqis are very restricted in their ability to carry out air operations."

The American aircraft carrier is to join several other American ships in the Gulf, including five destroyers and three guided-missile frigates.

The Pentagon refused to say exactly how many times the Iraqi military had violated the American-patrolled area over the last week, nor would it explain why the Iraqi MiG fighters had not been shot down.

Captain Doubleday said there had been "several" violations by the Iraqis, most of them in daylight, and that American fighters based in Saudi Arabia and Bahrain had stepped up their patrol flights as a result.

"I will describe them as being primarily just skirting the no-fly zone," he said of the Iraqi moves. On Monday, Iraq warned that it would hit back at Iran "blow for blow" if it mounted new attacks on the bases in southern Iraq used by the Iranian opposition. Several Iranian jet fighters bombed two of the bases near the Iran-Iraq border on Sept. 29.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

OCTOBER 9, 1997

Arrestation d'une dizaine de clandestins irakiens

Une dizaine de clandestins irakiens, originaires du Kurdistan, ont été interpellés dans la nuit de lundi à mardi au centre de Strasbourg. Ces hommes et femmes, accompagnés de leurs enfants, étaient en pleine discussion avec un Irakien, lui aussi d'origine kurde, mais vivant en Allemagne. Cet homme de 31 ans, qui est soupçonné d'être un passeur, a été placé en garde à vue à la brigade mobile de recherche départementale de la DD-CILEC (ex-Paf).

Depuis environ un an, les Kurdes-Irakiens afflueraient par milliers via l'Italie pour rejoindre par tous les moyens l'Allemagne, où réside une forte communauté kurde et y solliciter l'asile politique. Strasbourg constituerait un de leurs passages obligés. Les autorités ont enjoint au groupe de clandestins de quitter le territoire national.

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Mercredi 8 Octobre 1997.

Report to US Congress: Closing Refah will affect US-Turkish human rights dialogue

'Ecevit's stand on Cyprus is complicating Turkey's relations with the EU

Washington - Turkish Daily News

■ A report prepared by the U.S. Congressional Research Service (CRS), selected parts of which were

published earlier by the Anatolia news agency, raised serious questions on the consequences of the possible closing of the Islamist Welfare (Refah) Party as well as the secular credentials of Prime Minister Mesut Yilmaz. The report written by Carol Migdalovitz is meant to be read by those members of the U.S. Congress interested in the issue.

Refah's closing

Migdalovitz mentioned the possibility of Refah being closed, in the same section where she addresses Turkey's "human rights abuses, particularly regarding Kurdish civil-

October 9, 1997 Turkish Daily News

ians." In this section she states that such abuses complicate U.S.-Turkish relations. If Refah is closed and "noncriminal Islamists" are punished then that could affect the scope of the U.S.-Turkish dialogue, the CRS report said.

"The assistant secretary of state for European [and Canadian] affairs and former ambassador to Turkey, Marc Grossman, told the Senate on July 16 that the United States focuses simultaneously on security, democracy and economic issues in discussions with Turkey, including engaging in a dialogue on human rights," Migdalovitz wrote.

"The scope of that dialogue may broaden if Refah is banned on grounds that violate human rights standards and if noncriminal Islamists are subject to punitive actions."

Yılmaz and secularism

The CRS report also took issue with Prime Minister Yılmaz's secularist credentials. "Yılmaz is an unlikely

standard bearer for secularism," Migdalovitz concluded. "His personal convictions are unclear."

Yılmaz tried to strike an alliance with the Islamist Grand Unity Party (BPP) in 1995. Yılmaz also tried to form a coalition with Refah, before DYP's Çiller succeeded in "that contest," Migdalovitz noted.

"Yılmaz was not prominent among the critics of Refah's Islamist agenda. His government made secular education its priority mainly because it was a military demand," she said.

Ecevit and the EU

Migdalovitz also made the observation that Deputy Prime Minister and DSP (Democratic Left Party, the junior coalition partner in government) Chairman Bülent "Ecevit's stand on the Cyprus issue is complicating Turkey's relations with the EU."

Some Turkish observers would assert that it was not Ecevit but the EU's decision to start membership

talks with Greek Cypriots that was the key factor that complicated Turkish-EU relations.

As a matter of fact, Migdalovitz also recognized that the joint declaration, signed between the TRNC and Turkey on July 20, 1997 when Ecevit visited Turkish-Cyprus, was "a response" to the EU's official announcement, made in the midst of the Troutbeck talks [between Denktas and Clerides], that it would begin membership accession talks with [Greek] Cyprus in 1998.

"Turkey's hard line on Cyprus was reinforced by the Greek Cypriots' purchase of Russian surface-to-air missiles, which Ecevit claims transform Cyprus into a security issue for Turkey, not just for Turkish Cypriots," she said. The United States criticized the decision to purchase such missiles as an unwise move, coming out strongly on the side of the Turkish Cypriots.

Erbakan: 'Democracy, human rights, freedom mean domestic peace'

Says the Constitutional Court should throw out the case against Refah because the indictment violates all legal norms

İLNUR ÇEVİK

Ankara - Turkish Daily News

■ Pro-Islamic Welfare Party (Refah) chief Necmettin Erbakan said here on Wednesday that he does not expect the closure of this party by the Constitutional Court stressing that Turkey needs internal peace more than ever and this can only be achieved through freedom, democracy and human rights.

Erbakan speaking to a group of 40 prominent columnists seemed to offer an olive branch to the media that had been influential in the toppling

of his coalition government.

He said the people of Turkey as well as journalists may have differing views but everyone has to uphold democratic ideals. Thus he called for press support against the campaign for the closure of Refah.

Erbakan said on Monday Refah had presented its written defense against the indictment prepared by the chief prosecutor of the supreme court of appeals. "The indictment is riddled with factual and procedural mistakes and should be rejected by the supreme court," Erbakan declared.

He said the indictment violates 22 different articles in the Constitution, the penal code, the law on political parties as well as international laws which Turkey has signed.

"In the 80-page indictment the prosecutor has only mentioned Refah in two pages. The

rest are newspaper clippings and allegations made in newspaper articles without actual reference to Refah," Erbakan charged.

He also claimed the prosecutor had taken articles out of context and used them in an arbitrary way. He showed several examples of how the prosecutor has quoted articles and omitted vital sentences.

He said the prosecutor called Refah "the hub of anti-secular activity" and thus asked for its closure. "There is not one single proof that Refah has been involved in any kind of anti-secular activity. Not a single member of Refah has been convicted of anti-secular activities which was a crime before 1991. But even now there is no member of Refah who has been convicted of any anti-state activities."

Erbakan said a party has to receive foreign funds or commit a crime repeatedly and simply ignore the warnings of the authorities to face such an indictment. "This has never happened. Refah has never been warned."

The Refah leader said the prosecutor has made several accusations against Refah without producing any proof. "Refah is a mature party. It serves the people. It serves two thirds of all municipalities in

Turkey. It is supported by one in every three people. Even a Refah member of Parliament has acted as president when the president was away for two days on a state visit to Kuwait."

Erbakan said, despite threats of closure, public opinion polls indicate that Refah will win 33 percent of the votes in case an election is held today.

"If Refah is closed we will found a new party and continue on our way. We will not lose a single vote. But if this happens it will be a very ugly stain for Turkish democracy," he declared.

Erbakan said that for three months the prosecutor always said no case could be brought against Refah. He even said laws should be changed to enable him to indict Refah.

"What happened after that to cause him to change his mind?" Erbakan asked.

Erbakan said Refah believes in democracy and the secular system. "We believe in democratic values and norms and want them to be supreme in Turkey. Yet, those who claim they support Western values reject this. They say we can't have democratic norms like those in the West... This is a great contradiction."

October 9, 1997

Turkish Daily News



09:44 GMT,
10 Octobre
1997

©AFP 1997

● Mesut Yilmaz admet le rôle de l'armée dans la formation de son gouvernement

ANKARA, 10 oct (AFP) - Le premier ministre turc Mesut Yilmaz a admis que l'armée turque avait joué un rôle dans la formation de son gouvernement, en remplacement du précédent à dominante islamiste, lors d'une émission jeudi soir sur la chaîne de télévision privée turque "Kanal D".

"L'armée a deux préoccupations majeures: le séparatisme et l'intégrisme islamiste. Si l'administration civile reste indifférente, l'armée lance un avertissement par des voies légitimes", a dit M. Yilmaz lors de cette émission, réalisée depuis Strasbourg où il participe au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe.

"Si son avertissement n'aboutit pas, l'armée agit de façon différente", a ajouté M. Yilmaz, dans une allusion aux trois coups d'Etat perpétrés par les militaires en 1960, 1971 et 1980.

"Cette fois-ci, le parlement n'est pas resté indifférent et a agi de façon sensée pour réaliser le remplacement du gouvernement (précédent), ce qui a entraîné le retrait de l'armée" (de la scène politique), a estimé M. Yilmaz.

La coalition à dominante islamiste dirigée par l'islamiste Necmettin Erbakan et formée entre son Parti de la Prospérité (Refah) et celui de la juste Voie (DYP, droite) de son ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller, a dû démissionner le 18 juin sous la forte pression exercée par l'armée et les autres milieux pro-laïcs, hostiles à la présence des islamistes au pouvoir.

Le gouvernement de coalition de M. Yilmaz a été formé le 30 juin et a obtenu la confiance du parlement le 12 juillet avec le soutien d'une vingtaine de députés démissionnaires du parti de Mme Ciller, qui s'opposaient à la poursuite de la coalition gouvernementale avec les islamistes de M. Erbakan.

M. Yilmaz a aussi indiqué que le chef de l'état-major général de l'armée, le général Ismail Hakki Karadayi, lui avait demandé l'éclaircissement du scandale qui avait éclaté en novembre dernier à l'issue d'un accident de la route qui avait fait apparaître des liens suspects entre l'Etat, des milieux mafieux et plusieurs politiciens.

"Quelques conclusions significatives" pourraient être obtenues d'ici à une vingtaine de jours à propos de cette affaire baptisée "scandale de Susurluk", du nom du lieu où l'accident de la route s'était produit.

Un mafieux, ancien militant ultra-nationaliste, et un policier de haut rang avaient été tués dans la même automobile et le troisième occupant du véhicule, un député du parti de Mme Ciller, avait été blessé. La présence de ces trois hommes ensemble avait provoqué le scandale.



10:11 GMT,
10 Octobre
1997

©AFP 1997

● Un tribunal d'Ankara demande la peine capitale contre le chef du PKK

ANKARA, 10 oct (AFP) - Le parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM) a lancé une procédure judiciaire contre le chef du PKK, Abdullah Ocalan, et demandé la peine capitale contre lui pour "haute trahison", en raison d'une intervention récente à la Med-TV, qui émet en Europe, a rapporté vendredi l'agence Anatolie.

Le parquet de la DGM a également demandé des peines de prison allant de quatre à huit ans contre sept autres personnes pour "propagande séparatiste" et "aide à une organisation illégale" (ndlr: le Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), selon l'agence.

Le PKK mène une rébellion contre Ankara depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde

indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les attaques rebelles et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 26.000 morts, rebelles, militaires et civils.

Selon l'acte d'accusation du parquet de la DGM, Abdullah Ocalan, dit "Apo", a indiqué "qu'il était lui-même l'instigateur des massacres" du PKK dans le sud-est anatolien lors d'une émission de la Med-Tv le 3 novembre 1996, à laquelle il avait participé par téléphone.

Le document affirme également qu'Abdullah Ocalan "est l'instigateur d'homicides, de massacres et de cambriolages destinés à diviser une partie du territoire turc".

Il a demandé la peine capitale contre "Apo", qui réside généralement à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, aux termes de l'article 125 du code pénal turc qui sanctionne la "haute trahison" et les "crimes perpétrés contre la souveraineté de l'Etat".

Sept autres personnes sont accusées d'avoir fait de la propagande séparatiste" et "facilité ainsi les actions de la bande armée" dans leur intervention lors de cette même émission de la Med-Tv, selon l'acte d'accusation.

Parmi ces personnes figurent notamment deux anciens députés kurdes du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous en 1994.

La DGM demande leur punition aux termes du code pénal pour "aide à une organisation illégale" et de la loi antiterroriste pour "propagande séparatiste".

Le parquet de la DGM accuse également la Med-Tv, supposée financée par le PKK, de "vouloir chercher le soutien de la communauté internationale aux massacres de l'organisation terroriste" et de "désinformer l'opinion publique".

CE/hc/pb eaf



14:01 GMT,
10 Octobre
1997

©AFP 1997

● Heurts entre islamistes et la police : une cinquantaine d'arrestations

ANKARA, 10 oct (AFP) - Plusieurs centaines de manifestants islamistes qui protestaient contre une loi anti-islamique adoptée en août par le parlement se sont affrontés vendredi à Istanbul avec la police, qui a arrêté une cinquantaine d'entre eux, a rapporté l'agence Anatolie.

Les protestataires, qui sortaient de la mosquée de Beyazit, dans la partie européenne d'Istanbul (ouest), à l'issue de la prière du vendredi, ont résisté à la police qui leur demandait de se disperser sans manifester. Ils ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, en scandant des slogans hostiles à la loi et à la laïcité de l'Etat.

La police est intervenue pour disperser la foule et plusieurs dizaines de manifestants et policiers ont été blessés à coups de matraque ou de pierres, selon la même source.

La nouvelle loi anti-islamique, élaborée par la coalition gouvernementale pro-laïque du Premier ministre Mesut Yilmaz et adoptée le 16 août par le parlement, incorpore les écoles secondaires à l'enseignement primaire et augmente ainsi la durée de l'enseignement obligatoire de 5 à 8 ans.

Elle entraîne la fermeture de toutes les écoles secondaires et des sections secondaires des écoles religieuses d'Etat, appelées "imam-hatip" et destinées à former les imams. La loi maintient les lycées ordinaires ainsi que les lycées "imam-hatip".

Cette loi avait provoqué la colère du Parti de la Prospérité (Refah) de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan.

M. Yilmaz avait accusé le Refah "d'être derrière ces manifestations de rue non autorisées" d'islamistes qui se déroulent tous les vendredis depuis début septembre.

Le Refah s'oppose catégoriquement à la fermeture des sections secondaires des écoles d'enseignement religieux car ce sont elles qui fournissent ses futurs cadres.

Premier chef du gouvernement islamiste depuis la fondation de la république en 1923, M. Erbakan avait dû démissionner le 18 juin dernier sous la forte pression de l'armée, hostile à la présence des islamistes au pouvoir, après avoir passé un an à la tête d'une coalition gouvernementale.

CE/hc/bds eaf



WORLD NEWS

STORY PAGE



Is it warm
or is it just me?

- HOME
- U.S.
- WORLD ▼
- asia-pacific
- europa
- americas
- africa
- middle east ▲
- LOCAL
- WEATHER
- SPORTS
- SCI-TECH
- TRAVEL
- STYLE
- SHOWBIZ
- HEALTH
- EARTH
- CNN PLUS
- CNNfr
- allpolitics
- SITE SOURCES
- CONTENTS
- HELP
- FEEDBACK
- SEARCH
- CNN NETWORKS

Iraqi Kurd group says it killed 150 rebels

11 October 1997
Web posted at: 01:37 GST, Dubai time (21:37 GMT)

ANKARA, Oct 10 (Reuter) - An Iraqi Kurdish militia allied to Turkey said on Friday it had killed 150 members of an armed Turkish Kurd rebel group in northern Iraq.

Iraq's Kurdistan Democratic Party (KDP) radio, quoted by Anatolian news agency, said its fighters had clashed with members of Turkey's Kurdistan Workers Party (PKK) in seven areas of Kurdish-held northern Iraq.

The KDP, which said on Thursday it had killed 40 Turkish Kurd fighters, did not say if the latest toll included earlier killings reported in three weeks of fighting between the two groups.

It put its own losses at four dead. The Iraqi Kurd group has been fighting in alliance with some 15,000 Turkish troops who crossed the border late last month to root out the PKK, which uses bases there in its 13-year-old fight for Kurdish self-rule in southeast Turkey.

Turkey has not allowed journalists into northern Iraq during its operation, making independent verification of reports from the region difficult.

Baghdad, which lost control of northern Iraq after the 1991 Gulf War, has repeatedly condemned the Turkish incursion.

On Thursday, neighbouring Iran urged Turkey to pull out of the area, saying the operation could spark a Kurdish refugee crisis.

Copyright 1997 Reuters Limited. All rights reserved.

Search the

click here

Your
Yellow Pages
BigYellow

EXPLORE

30 Groups Deemed Terrorist by U.S.

By Steven Erlanger
New York Times Service

WASHINGTON — Under a congressional mandate, the State Department has designated 30 groups as foreign terrorist organizations, making it illegal to provide funds for them and denying their members visas.

While a wide range of Middle Eastern and South American groups are on the list, it does not include the Irish Republican Army because the IRA announced an "unequivocal cease-fire" 10 weeks ago and because its political wing, Sinn Fein, had begun peace talks on Northern Ireland, officials said.

The IRA will remain "under active review," said a State Department spokesman, James Rubin. "Any resumption of violence by the IRA is totally unacceptable to the United States and would have a direct impact on the ongoing review."

Officials said the IRA had

become an issue only in the last 10 days, when it was decided, after a vigorous debate pitting political considerations against intelligence concerns, not to include the group.

A spokesman for the British Embassy said London "understands the logic of the decision" to omit the IRA, despite its history of terrorism. Mr. Rubin's warning that a resumption of violence would cause an immediate review, he said, could add pressure on it to maintain the cease-fire.

U.S. law makes it a crime to provide funds or other material support to the groups named Wednesday, denies visas to "aliens abroad who are members or representatives" of the groups and requires American financial institutions to block funds under their control that belong to the groups.

But Mr. Rubin said, "The goal of this law was more deterrence than confiscation."

While publication of the list, as required by the 1996 Anti-Terrorism Act, brought praise

from many groups, including the Anti-Defamation League, questions were raised about the constitutionality of punishing individuals for supporting the groups' lawful activities.

Support for terrorism is already illegal in the United States, and the Supreme Court has rejected efforts to punish individuals "for associating with or supporting a group unless it can be proved that the person specifically intended to further that group's illegal activities," said David Cole, a law professor at Georgetown University.

He also cited a July 10 ruling by the 9th U.S. Circuit Court of Appeals in San Francisco, in a case in which he is defending immigrants who provided support for the Popular Front for the Liberation of Palestine. The court rejected a government argument that there is no First Amendment right to raise funds for a terrorist organization.

Houaida Saad, the legal director of the American-Arab Anti-Discrimination Committee also noted that laws exist to punish terrorism.

"Criminalizing political activity is a dangerous infringement on the efforts of people throughout the world to improve their lives," he said.

Many of the Middle Eastern groups have already been banned from fund raising in the United States and have had their assets here seized under an executive order signed by President Bill Clinton in 1995 and renewed since then.

These were the organizations on the list:

- ALGERIA — Armed Islamic Group
 - CAMBODIA — Khmer Rouge
 - CHILE — Manuel Rodriguez Patriotic Front Dissidents
 - COLOMBIA — National Liberation Army; Colombian Revolutionary Armed Forces
 - EGYPT — Holy War
 - GREECE — Revolutionary Organization 17 November; Revolutionary People's Struggle
 - IRAN — Islamic Group; Mujahidin Khdq
 - ISRAEL — Kach; Kahane Lives
 - JAPAN — Japanese Red Army; Aum Shinrikyo
 - PERU — Shining Path; Tupac Amaru Revolutionary Movement
 - PAKISTAN — Harakat ul-Ansar (Supporters Movement)
 - PHILIPPINES — Abu Sayyaf Group
 - TURKEY — Kurdish Workers Party; Revolutionary People's Liberation Party-Front
 - SPAIN — ETA (Basque Homeland and Liberty)
 - SRI LANKA — Liberation Tigers of Tamil Eelam
- The following groups operating in the Middle East: Abu Nidal Group; Democratic Front for the Liberation of Palestine-Hawatmeh Faction; Islamic Resistance Movement (Hamas); Palestine Islamic Holy War-Shaqaqi Faction; Palestine Liberation Front-Abu Abbas Faction; Hezbollah; Popular Front for the Liberation of Palestine; Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command.

Herald Tribune FRIDAY, OCTOBER 10, 1997



17:01 GMT,
10 Octobre
1997

©AFP 1997

● M. Ecevit pour une présence durable de troupes turques dans le nord de l'Irak

ANKARA, 10 oct (AFP) - Le vice-Premier ministre turc, Bulent Ecevit, s'est déclaré vendredi "en faveur de l'installation de troupes turques dans le nord de l'Irak" contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), jusqu'à ce que le gouvernement de Bagdad rétablisse son contrôle sur la région.

"Je suis en faveur du déploiement des troupes turques dans cette région montagneuse jusqu'à ce que l'Irak recouvre son intégrité", a dit M. Ecevit lors d'une visite à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

M. Ecevit a expliqué que ce sont les incursions de l'armée turque dans le nord de l'Irak qui ont permis de "diminuer l'effet négatif sur la Turquie de la vacance d'autorité existant dans le nord de l'Irak". Mais, a-t-il regretté, "notre présence militaire n'est pas permanente".

M. Ecevit, qui est l'un des tenants de la ligne dure en politique étrangère au sein du gouvernement turc, indiquait par là qu'après chaque retrait des troupes turques du nord de l'Irak, les militants du PKK reprennent position petit à petit dans la région, rendant nécessaire une nouvelle incursion turque.

L'armée turque mène actuellement une telle opération dans le nord de l'Irak contre les positions du PKK, qui est en rébellion contre Ankara depuis 1984 et utilise cette région comme base arrière pour mener ses attaques en territoire turc.

Selon un bilan annoncé vendredi par des militaires, 764 maquisards du PKK ont été tués au total dans le nord de l'Irak depuis le début de cette incursion le 23 septembre.

Le nord de l'Irak, peuplé en majorité de Kurdes, échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.



09:18 GMT,
11 Octobre
1997

©AFP 1997

● 10 personnes tuées dans un accrochage armés entre villageois à l'est

ANKARA, 11 oct (AFP) - Dix personnes ont été tuées et deux autres blessées dans un accrochage armé entre des habitants de deux villages dans la province de Van (est, frontière avec l'Iran), dû à un conflit sur l'utilisation d'un pâturage, a rapporté samedi l'agence Anatolie.

L'affrontement a éclaté vendredi après-midi entre des habitants du village de Guneyyamac, près de la localité de Bahcesaray, et du village d'Ermusat près de la localité de Catak (province de Van), et duré jusqu'à la matinée de samedi, selon la même source.

L'utilisation d'un pâturage, située dans la zone, par les habitants de ces villages constituait une pomme de discorde depuis six ans, a indiqué Anatolie.

CE/ob eua

| [Dépêche plus récente](#) | [Sommaire](#)



08:03 GMT,
11 Octobre
1997

©AFP 1997

● 9 membres des forces de sécurité turque et 8 rebelles kurdes tués à l'est

ANKARA, 11 oct (AFP) - Sept gendarmes turcs, deux membres de la milice pro-gouvernementale et huit rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'un accrochage armé dans la province de Van (est), à la frontière avec l'Iran, a rapporté samedi l'agence Anatolie.

L'affrontement a éclaté alors qu'un groupe de rebelles du PKK tentait d'attaquer vers 02h00 (vendredi 23h00 GMT) le poste de la gendarmerie d'Akcali dans la zone de Baskale (province de Van), selon la même source.

Après l'accrochage armé, les forces de l'ordre ont lancé une opération d'envergure dans la zone pour retrouver les autres maquisards qui avaient pris la fuite.

Le 2 octobre, sept militaires turcs et deux rebelles kurdes avaient trouvé la mort lors d'une attaque rebelles contre le poste de la gendarmerie de Sirmali dans la zone de Catak, également dans la province de Van.

CE/ob t.



08:51 GMT,
10 Octobre
1997

©AFP 1997

● 150 rebelles du PKK tués par des peshmergas, selon le PDK

ANKARA, 10 oct (AFP) - Au total 150 rebelles du PKK ont été tués par des peshmergas (combattants) du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani, allié d'Ankara, dans le nord de l'Irak où l'armée turque mène actuellement une incursion contre le PKK, a rapporté la station de radio du PDK, cité par l'agence turque Anatolie.

Ces combats entre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) et peshmergas du PDK ont eu lieu dans les zones de Binav, Gelideri, Gare, Berzini, Deri, Mezi et de Berezgil, selon la radio qui émet en Irak du nord. Les combats ont fait quatre tués dans les rangs du PDK.

Les peshmergas du PDK ont saisi 83 fusils d'assaut Kalachnikov, neuf autres fusils et plusieurs tonnes de vivres dans ces zones, a ajouté la radio.

La radio a également diffusé un message de M. Barzani à ses peshmergas "qui ont donné une leçon au PKK de façon à le dissuader d'incendier des villages et d'attaquer des gens innocents", selon Anatolie.

Selon un bilan annoncé par la chaîne de télévision publique TRT, 651 rebelles du PKK ont été tués, neuf autres capturés et 17 autres se sont rendus aux forces de l'ordre turques depuis le début de l'incursion dans le nord de l'Irak.

L'incursion turque, déclenchée le 23 septembre, a fait suite à de violents combats entre le PKK et le PDK, devenu allié d'Ankara depuis la précédente intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak en mai dernier.

Le PKK mène une rébellion contre Ankara depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Cette rébellion et les opérations de représailles ont fait plus de 26.000 morts en Turquie.

CE/php t.f



09:15 GMT,
12 Octobre
1997

©AFP 1997

● Près de 850 morts à la suite de l'intervention turque dans le nord de l'Irak

ANKARA, 12 oct (AFP) - Les troupes turques et leurs alliés irakiens ont tué 797 séparatistes kurdes de Turquie et perdu 46 de leurs propres hommes au cours de trois semaines d'offensive à l'intérieur du territoire irakien, a indiqué dimanche l'agence turque Anatolie.

L'armée turque mène depuis le 23 septembre une opération dans le nord de l'Irak contre les positions du PKK, qui est en rébellion contre Ankara depuis 1984 et utilise cette région comme base arrière pour mener ses attaques en territoire turc.

Le nord de l'Irak, peuplé en majorité de Kurdes, échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

ue/php eaf

VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

Le Conseil de l'Europe, un sommet inutile

Le Monde

La France accueille, vendredi 10 et samedi 11 octobre à Strasbourg, le deuxième sommet du Conseil de l'Europe, quatre ans après celui de Vienne. Jacques Chirac, le premier jour, et Lionel Jospin, le second, présideront les travaux des chefs d'Etat et de gouvernement des quarante pays membres de l'organisation, auxquels se sont ajoutés ceux de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Bosnie-Herzégovine, tous quatre candidats à l'adhésion. Au-delà de l'intérêt que présentent les multiples tête-à-tête prévus, on est en droit de s'interroger sur les retombées pour l'avenir de l'institution d'un ballet diplomatique d'une telle ampleur.

Pour Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, il s'agit de donner une « seconde jeunesse au Conseil de l'Europe », afin qu'il n'ait pas cette « sensation injuste de ne pas trouver sa place dans le concert des institutions ». A l'ombre de l'Union européenne (UE) depuis des lustres, il est désormais concurrencé, voire dépassé, par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) dans le domaine de la défense des droits de l'homme.

La maigreur des résultats attendus suscite des doutes sur la réussite de l'opération lancée par Paris sous le gouvernement précédent. Annexé à la résolution finale (quatre pages consacrées à la défense des libertés individuelles, l'abolition de la peine de mort et la lutte contre le racisme et le terrorisme), un plan d'action va être adopté lors du sommet. Il reprend en quatre autres pages les thèmes précédents, en y ajoutant la volonté des Quarante d'interdire le clonage d'êtres humains, de lutter contre la corruption et la toxicomanie et de définir une « nouvelle stratégie de cohésion sociale ». En moins de vingt lignes, il est demandé à l'exécutif du Conseil de l'Europe de créer « une unité spécialisée dans l'observation, la comparaison et l'approche des problèmes liés à la cohésion sociale ».

L'organisme de Strasbourg est passé maître dans l'incantation et, surtout, dans l'art de s'en contenter. Pas un sou supplémentaire au budget annuel (autour de 1 milliard de francs depuis des années, soit cinq cents fois moins que celui de l'Union européenne) n'est prévu pour relever le défi du chômage et de l'emploi.

Déjà en 1989, après la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc communiste, le Conseil de

l'Europe s'était lancé tête baissée dans la course à l'élargissement. En l'espace de moins de huit ans, il a accueilli dix-sept nouveaux Etats membres, sans augmenter ses moyens financiers, ni même songer à des réformes structurelles. Par une formule diplomatique usée jusqu'à la corde, les chefs d'Etat et de gouvernement vont inviter leurs ministres à « *entreprendre les réformes structurelles nécessaires pour adapter l'organisation à ses nouvelles missions et à sa composition élargie et pour améliorer son processus de décision* ».

Aujourd'hui, la fuite en avant se place sur le terrain de la diversification des activités. « *Le Conseil de l'Europe a vocation à s'occuper de tout, sauf de défense* », affirme sans sourciller un diplomate français. Alors la « Grande Europe » - ainsi est pompeusement appelée l'institution par ses responsables - veut parler de tout (et de rien), dans sa recherche constante de paraître, de faire concurrence à l'UE. Les autorités de Strasbourg ont même songé à inscrire à l'ordre du jour la défense de la vie privée contre les excès de la presse. Mais le temps a manqué entre le décès accidentel de Diana Spencer et la tenue du sommet.

Pourtant, il serait tellement plus simple, plus crédible, pour exister de faire ce pour quoi on est fait : la protection des droits de l'homme et le respect des principes démocratiques. C'est au plus fort de la crise tchèque que le Conseil de l'Europe a accueilli la Russie. A l'époque (l'adhésion est intervenue le 6 février 1996) beaucoup de hauts responsables dénonçaient en privé cette aberration. Mais la volonté de jouer dans la cour des grands, dans la sphère géopolitique, l'a emporté sur le bon sens. Seul Peter Leuprecht, alors secrétaire général adjoint de l'organisation, a dénoncé publiquement l'opération. Dommage qu'il l'ait fait un an après l'entrée de Moscou, au moment de faire valoir ses droits à la retraite.

Certes, la Cour européenne des droits de l'homme parvient à corriger, ici et là, les errements de Strasbourg même si de longues années de procédure sont encore nécessaires pour qu'un citoyen européen puisse obtenir réparation de son gouvernement. Mais il a fallu attendre l'avis de la Commission de Bruxelles sur l'élargissement à l'Europe centrale et orientale pour

qu'une institution européenne relève les manquements au respect des libertés fondamentales en Roumanie et en Slovaquie, toutes deux membres de l'organisation.

SCHIZOPHRÉNIE

L'écart entre l'affirmation des principes et la réalité s'apparente à la schizophrénie dans le cas turc. Il ne se passe pas un mois sans que les juges de Strasbourg condamnent Ankara pour atteintes aux droits de l'homme. A la fin septembre, il ont sanctionné l'Etat turc après qu'il des gendarmes eurent torturé trois personnes d'origine kurde et violé une jeune fille de dix-sept ans. Pour autant, rien n'empêchera Mesut Yilmaz, premier ministre turc, d'être reçu selon les honneurs dus à son rang. Que dirait-on si l'UE et ses Etats membres ne prenaient pas au sérieux un arrêt de la Cour de justice de Luxembourg ?

Contre l'avis de la France, qui avait finalement rallié la position de ses partenaires, le Conseil de l'Europe était allé chercher les Etats-Unis en lui accordant un statut d'observateur, pour faire contrepoids aux Russes qui s'approprièrent à rejoindre l'organisation. Prenant leur participation au sérieux, les Américains viennent de demander la suspension de la Croatie, considérant que le régime de Franjo Tudjman ne respecte pas les droits de l'homme en général et les dispositions des accords de Dayton en particulier (*le Monde* du 24 septembre). Les responsables européens, la présidence française en tête, ont alors crié à l'« *ingérence* » !

Il y a peu de chances que ce genre de dossier soit traité, ni même évoqué lors du sommet de Strasbourg, dont le caractère solennel et protocolaire l'emportera sur la réalité. Le Conseil de l'Europe a presque deux ans devant lui pour se féliciter du succès de la conférence strasbourgeoise et préparer la prochaine rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement, qui célébrera son 50^e anniversaire le 5 mai 1999 à Budapest. Et après ?

Marcel Scotto

Iraqi leaders say PKK is source of concern for Iraq as well as Turkey

Iraqi trade minister says Turkish policies are isolating southeastern Turkey and northern Iraq thus helping demands for an independent Kurdish state



İLNUR ÇEVİK

Baghdad/Ankara - Turkish Daily News

■ Two prominent Iraqi leaders stressed that their country feels that Kurdish separatism is a threat, not only for Turkey, but also for Iraq, and called on Ankara to cooperate with Baghdad against the terrorist PKK.

Iraq's new intelligence chief, Rafi Daham Mijvel Al-Tikriti, the former ambassador to Ankara, and Trade Minister Dr. Muhammed Mehdi Saleh, in separate interviews with the Turkish Daily News in the Iraqi capital last week, said the only way Kurdish separatism can be effectively halted is through the return of northern Iraq to Baghdad's sovereignty.

Al-Tikriti said both the Kurdistan Democrat Party (KDP), led by Mesoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan, (PUK) headed by Jalal Talabani, are weak and thus the Kurdistan

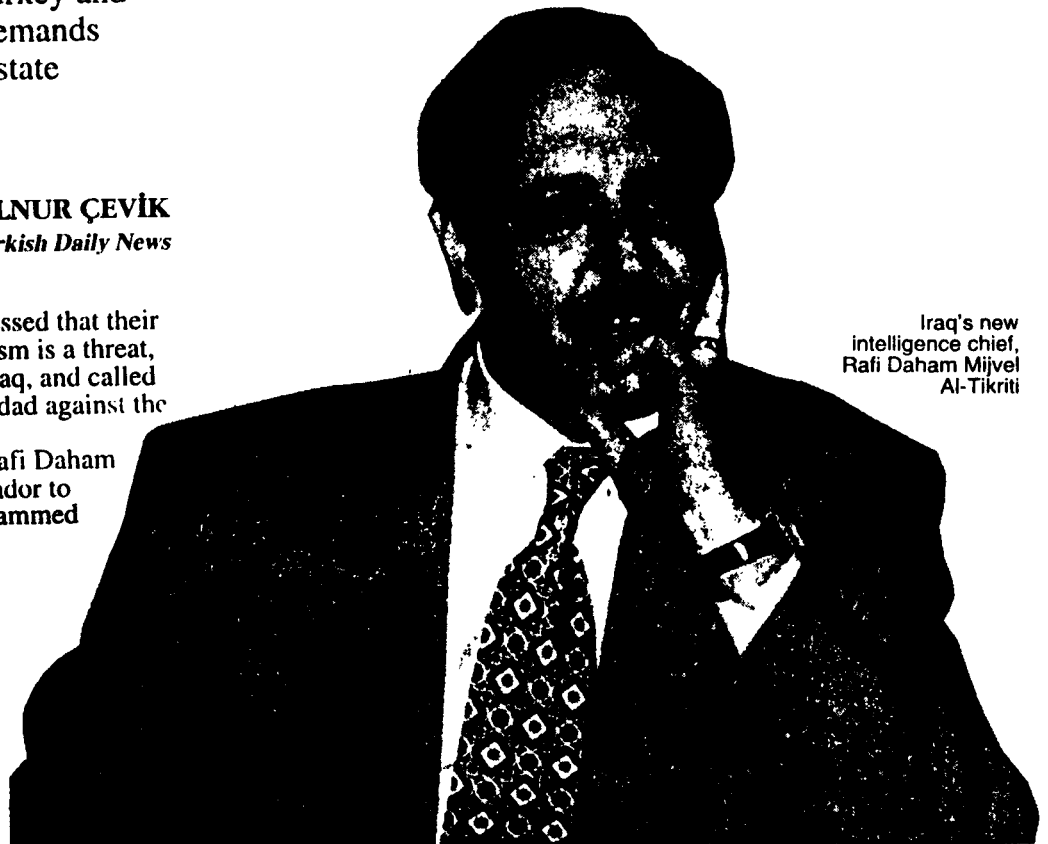
Workers' Party (PKK) is finding a breeding ground in northern Iraq among the people of the area.

"The PKK has exploited the lack of authority in northern Iraq and has managed to present itself as an alternative both to the PUK and the KDP. The PKK has started to attract grassroots support. It is much stronger in the region than many people believe," Al-Tikriti stressed.

Al-Tikriti's claims were confirmed by Turkish sources who have been present in northern Iraq for the past 17 years. The sources, who asked not to be named, said in recent months the KDP, which controls most of northern Iraq had acquired more money from Turkey and the United Nations through the food-for-oil deal and was using this on public works in the area. However, this did not prevent the PKK from spreading its influence especially among the local Kurds, the sources said.

"The PKK is a nightmare and will remain a nightmare for us in the future. So Turkey and Iraq have mutual interests in dealing with it. We have no contacts with the PKK and we decline to talk to them. These men are radicals. The Iraqi Kurdish groups are very moderate compared to the PKK," Al-Tikriti said.

Al-Tikriti said there were very serious clashes between the Turkish military forces who have entered northern Iraq recently and the PKK. He said that the KDP had not been successful in containing the PKK. Al-Tikriti said that according to Iraqi intelli-



Iraq's new intelligence chief, Rafi Daham Mijvel Al-Tikriti

gence reports there were heavy casualties on all sides.

He said the PKK is receiving backing from Iran and Syria as well as Talabani. "In the latest fighting the PKK has been obtaining logistic support from the PUK," he charged.

Mutual interests

Iraq's trade minister had tougher words about northern Iraq. He said the current Turkish military incursion in the area was "highly costly and a waste of time."

"When we were in control of northern Iraq we did not allow problems to develop that would be harmful to Turkey. Are your borders secure under the current arrangement in northern Iraq? Can you enjoy the safety in this area that you used to? We say it is worse than before," Trade Minister Dr. Saleh said.

The minister said Iraq feels that the policies of the Turkish government are leading to "isolation of your southeastern regions as well as northern Iraq. It is helping the independence demands of Kurdish groups in southeastern Turkey. Kurdish groups are talking about independence in Iran, Iraq, Syria and Turkey. Their ultimate goal is to establish a state. There was no way to achieve this when northern Iraq was controlled by us before the sanctions."

The minister said Turkey was misled by the United States. "You closed the pipeline and joined the sanctions. You lost 33 billion dollars in the process."

October 13, 1997

Turkish Daily News

Israel army chief to push tank deal in Turkey

Turkish Daily News

October 13, 1997

Shahak's visit is a further sign of deepening military cooperation between the two countries

Ankara - TDN with wire dispatches

■ Israel's army chief will try to persuade Turkey during a two-day official visit to replace its armoured vehicles with Israeli Merkava III tanks, the Jerusalem Post newspaper reported on Sunday.

According to Reuters, the army said Maj Gen. Amnon Shahak arrived in Ankara on Sunday for meetings with Turkey's president, prime minister and army chief.

Shahak, due to return to Israel on Wednesday, visited the mausoleum of Atatürk, the founder of the

Turkish Republic, on Sunday night after his arrival to Ankara.

"Army Chief Amnon Lipkin Shahak left this morning to Turkey for a reciprocal visit at the invitation of his counterpart, Gen. Ismail Karadayi who was a guest of the Israeli Army last February," an army spokeswoman said.

She said she was checking the Israeli newspaper report according to which Shahak would lobby Ankara to produce the Merkava III — one of the world's most advanced tanks — under license from Israel as part of a wide-ranging modernization drive in Turkey's military.

U.S. magazine Janes Defence Weekly reported last month that Israel's Sibat is competing with French, German, American, Italian and Russian defense firms for the Turkish contract which would initial-

ly be for about 1,000 vehicles.

Turkey signed a military accord with Israel in 1995 allowing Israeli jets to carry out training flights in Turkey's air space. Shahak's visit was a further sign of deepening military cooperation between the two countries.

The agreement and a planned joint naval exercise between Turkey, Israel and the United States have drawn protests from Iran and several Arab states.

The exercise had been scheduled for November in the eastern Mediterranean but may be postponed.

Iran and Syria slammed the exercise as a threat to regional security. Ankara said the maneuver was delayed at Washington's request because of "heavy naval activities" and would be held in the next three months.



08:51 GMT,
13 Octobre
1997

©AFP. 1997

● Début du retrait des troupes turques du nord de l'Irak

ANKARA, 13 oct (AFP) - Les troupes turques déployées pour combattre les séparatistes kurdes dans le nord de l'Irak depuis la fin septembre ont commencé lundi leur retrait, a annoncé l'agence Anatolie.

Selon l'agence, 20 chars et véhicules blindés ont regagné la Turquie aux premières heures de la matinée.

Les troupes turques et leurs alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont tué 816 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en trois semaines de combats dans le nord de l'Irak, selon Anatolie qui cite un responsable militaire.

Quinze soldats turcs ont également été tués et 58 blessés, selon ce responsable.

Anatolie avait indiqué samedi que 35 peshmergas du PDK avaient également été tués.

Les unités turques restantes, sur un total de quelque 15.000 accompagnées de plus d'une centaine de chars qui avaient pénétré dans le nord de l'Irak le 23 septembre, rentreront en Turquie après avoir terminé leurs opérations de nettoyage contre le PKK, a indiqué l'agence.

ue/hc/pb eaf

MONDAY, OCTOBER 13, 1997

Herald
INTERNATIONAL
Tribune

U.S. Aide in Turkey for Talks on Cyprus

Agence France-Presse

ANKARA — The U.S. State Department's coordinator for Cyprus, Thomas Miller, arrived here Sunday for talks with Turkish officials starting Monday on advancing peace efforts on the divided island.

President Bill Clinton's special envoy for Cyprus, Richard Holbrooke, also was expected to arrive in the Turkish capital to lead the U.S. team in the talks, American sources said. Mr. Holbrooke will be making his first visit to Ankara since his appointment as envoy for Cyprus earlier this year.

Mr. Miller will travel to Athens after the meetings in Ankara, but Mr.

Holbrooke will not take part in those talks, a State Department spokesman, James Rubin, announced in Washington on Friday.

"Let me emphasize, this is not a negotiation," Mr. Rubin said. "This is a continuation of discussions."

Cyprus has been divided since Turkey invaded the northern third of the island in 1974 in reaction to a coup in Nicosia aimed at uniting the island with Greece.

The Turkish Cypriots set up a breakaway republic in 1983, but the entity is recognized only by Ankara, which maintains about 35,000 troops there.

TUESDAY, OCTOBER 14, 1997

An Opportunity for Iran, and Necessary Pain for Some Others

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON — The French oil company Total, the Russian company Gazprom and the Malaysian company Petronas recently signed a \$2 billion contract with Iran to explore its South Pars offshore gas field. The deal, strongly endorsed by the French, Malaysian and Russian governments, is a direct challenge to the U.S. law that orders sanctions on any companies that do big energy business with Iran. Here is my guess at what Madeleine Albright and Bill Clinton are saying to each other.

Clinton: "What a mess. France, Russia and Malaysia all together in one deal to stick a finger in my eye. Jacques Chirac just won't forgive me for not giving France that southern command of NATO, and he's using this to get his revenge. Jacques Chirac — that guy is the Janet Reno of diplomacy. With allies like him, who needs enemies?"

Albright: "Sure, what does France care? Iranian terrorists aren't attacking their troops in Saudi Arabia. They don't threaten Russians or Malaysians. What I'd really love to do is sell Iran some long-range missiles with the targeting already programmed to hit Paris, Moscow and Kuala Lumpur. Then

we could say to ol' Jacques: 'Hey, Jacques, it's just business, you know, nothing personal. We're just trying to make a few bucks, and by the way, we're still out of Iran's missile range and you're not anymore. But we'll hold your coat while you do something about it.'"

Clinton: "That would make my day. But we can't. So what do we do? If we impose the sanctions on these oil companies, their governments will just sanction our companies, and we'll be in a trade war. But if we waive the sanctions, Al D'Amato will scream that we're wimps. On top of that, Mobil and Conoco, which I barred from doing business in Iran, are going to demand whatever we give the French or Russian oil companies."

Albright: "Let's face it, our Iran policy is coming apart. We need an adjustment. Here's what I'm thinking.

"First, we have to impose our sanctions on Total, Gazprom and Petronas, even though none of them has much business in the United States to sanction. They have to feel our pain. We would have no credibility if we didn't.

"But we also won't have any credibility if we don't test

whether this new president of Iran, Mohammed Khatami, who was elected by a landslide precisely because the Iranian public thought he would be a moderate, can forge a different relationship with us. Some people say Khatami is just a puppet, and the bad guys are still in charge. Some say he's for real.

"Let's find out. Let's sanction the oil companies but announce at the same time that we will review the sanctions in six months. We'll watch to see if there is any change in Iran's hostile behavior. If there is, we will consider waiving the sanctions. This way we give the Europeans, Iran and the oil companies an incentive to show that Iran is changing, and we also show we are serious about responding to change."

Clinton: "Do you think the Iranians saw the signal you sent Wednesday?"

Albright: "The U.S. press missed it, but the Iranians won't. When the State Department issued its list Wednesday of 'foreign terrorist organizations' that Americans cannot support, you can bet the first thing the Iranians did was look for their own groups. Imagine their surprise when they saw that I also put on the list the

Iraqi-based anti-Iranian terrorist group Mujahidin Khalq.

"The Iranians will get the point. We've just made it illegal for Americans to support the Mujahidin — a group dedicated to overthrowing the Iranian government. We also approved that gas pipeline from Turkmenistan to Turkey, via Iran. Those are enough signals from us. It's time for Tehran to send some back."

Clinton: "Look, I'm dubious about Khatami's prospects. I fear that Iran is like the Soviet Union — a totalitarian system that can't be reformed. It either stays as it is or crumbles. I also fear that even if the so-called moderates in Iran do respond, the extremists will kill some Americans just to prevent any rapprochement.

"Still, it's worth a try. With a normal relationship with Iran we could do a lot: counterbalance Russia and China's influence in Central Asia, help Israel and be much more effective at isolating Iraq. So we might as well use this mess with France and the oil companies to test, Khatami.

"Hey, when you've got lemons, make lemonade."

The New York Times

LE MONDE / MARDI 14 OCTOBRE 1997

Le Kurdistan irakien demeure le théâtre des rivalités locales et régionales

L'armée turque y pourchasse à nouveau les séparatistes kurdes du PKK

Au vingtième jour d'une nouvelle incursion de l'armée turque dans le Kurdistan irakien, l'agence Anatolie a annoncé, dimanche 12 octo-

bre, que les troupes d'Ankara et leurs alliés du Parti démocratique du Kurdistan irakien affirment avoir tué 797 membres du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK) turc, qui utilise le Kurdistan irakien comme base arrière pour ses attaques en territoire turc.

SI l'on croyait le gouvernement d'Ankara sur parole, il ne devrait plus y avoir un seul milicien du Parti des travailleurs kurdes (PKK) turc dans le nord de l'Irak. En deux

marxiste - est présent dans le nord de l'Irak escarpé et difficile à contrôler. L'armée irakienne s'y est maintes fois rompu les os avant la guerre du Golfe. L'armée turque, qui a lancé quatre opérations d'envergure depuis 1992, n'a pas réussi à l'en déloger.

Les peshmergas du PKK reprennent le terrain conquis lorsque les soldats turcs sont repartis. Quelques petites dizaines de Kurdes irakiens se sont même enrôlés dans les rangs de cette organisation, séduits par un jusqu'aboutisme séparatiste qui s'est totalement émoussé au sein des formations kurdes irakiennes, sauf lorsqu'il s'agit de se faire la guerre entre elles.

Le conflit entre les deux principaux partis kurdes irakiens, le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, profite au PKK d'une autre manière aussi : le PDK le pourchasse, mais l'UPK, tout en affirmant ne pas l'aider, refuse de s'engager dans un conflit de plus, dont elle n'a rien à gagner. Cette « neutralité » est en outre une carte entre les mains de M. Talabani, dans le contexte des rivalités locales et régionales qui s'expriment dans cette région, où l'UPK et le PDK respectent, le doigt sur la détente, un cessez-le-feu conclu il y a près d'un an.

Le 31 octobre 1996, un accord était conclu à Ankara, entre l'UPK et le PDK, sous l'égide des Etats-Unis, et avec la participation de la Turquie et de la Grande-Bretagne, prévoyant l'arrêt d'hostilités extrêmement meurtrières - 2 500 morts depuis mai 1994 - entre les deux formations kurdes irakiennes. Déclenché à propos de la monopolisation par le PDK des recettes douanières de la contrebande à la frontière turque (1 million 200 000 dollars par jour selon l'UPK), le conflit s'était envenimé en août 1996, lorsque le PDK fit appel à l'armée irakienne pour l'aider à venir à bout de l'UPK. Celle-ci a

été chassée d'Erbil, « capitale » du Kurdistan.

En vertu de l'accord du 31 octobre, la Turquie marquait des points dans le nord de l'Irak. Outre la formation d'une Force de surveillance du cessez-le-feu formée d'Assyriens et de Turcomans (Irakiens d'origine turque), Ankara obtenait du PDK et de l'UPK la garantie de la sécurité de sa frontière. L'accord prévoyait d'autre part des négociations entre les deux partis pour le

contrôlée par l'UPK, cherche à y étendre son influence. Washington a tenté de recoller les morceaux en invitant en juillet M. Barzani et M. Talabani à se rendre à Washington, mais le premier a décliné l'invitation. M. Talabani, que la Turquie accusait de soutenir le PKK, en collusion avec l'Iran, a ensuite été reçu à Ankara. Les autorités turques, dans l'espoir de le gagner à la cause de la lutte contre le PKK, lui ont proposé l'ouverture d'un corridor

ANALYSE

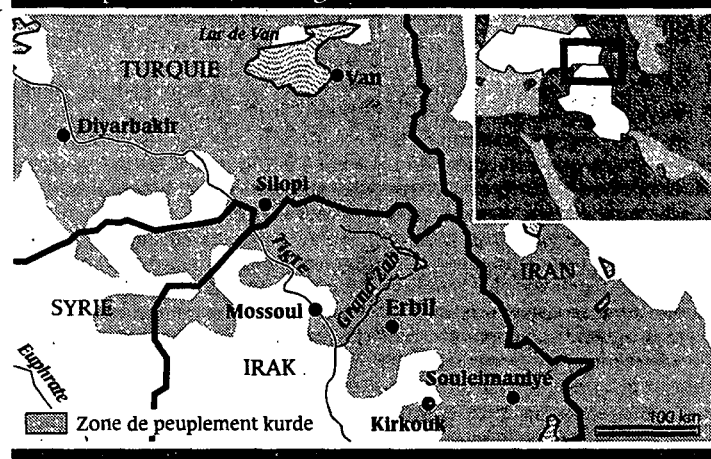
Dans une guerre sans témoin, l'armée turque peut affirmer ce que bon lui semble

temps, du 14 mai à la fin juin d'abord, à partir du 23 septembre ensuite, l'armée turque affirme avoir tué plus de trois mille rebelles kurdes turcs dans le nord de l'Irak. Un chiffre aussi impressionnant que le nombre de troupes engagées : trente mille à la mi-mai, vingt mille cette fois-ci. L'aviation, les chars, les véhicules blindés ont participé aux deux opérations à la demande et avec l'appui local des combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien de Massoud Barzani. L'armée turque a commencé à retirer ses troupes lundi 13 octobre.

Mardi 30 septembre, l'agence anatolienne de presse affirmait que l'armée turque s'était emparée de la principale base des séparatistes du PKK, dans la région de Zab, toujours dans le Kurdistan irakien. Etrange bégaïement de la guerre lorsqu'on sait que le 21 mai déjà, le haut commandement militaire turc annonçait avoir capturé ce même quartier général du PKK... Dans une guerre sans témoins, interdite aux journalistes et aux photographes, l'armée turque peut affirmer ce que bon lui semble. Seuls des recoupements et des contradictions inhérentes au discours turc permettent, a posteriori, de mettre en doute la teneur des affirmations.

Le fait est patent, confirmé par une source kurde irakienne : le PKK, dont la rigueur de l'encadrement tient du pire stalinisme - même si son idéologie n'est pas

Opération d'envergure dans le nord de l'Irak



règlement du conflit qui les oppose.

Laborieuses, minées par la mauvaise foi de chacune des deux formations kurdes, deux séances de négociations inter-kurdes ne s'en sont pas moins tenues à Ankara en novembre et janvier. La troisième, prévue le 14 mai, a été torpillée par le lancement le même jour de l'opération militaire turque dans le nord de l'Irak. A la différence de la Turquie, qui s'accommoderait bien d'un retour de l'armée irakienne dans le Kurdistan, les Etats-Unis s'emploient à empêcher un regain de pouvoir du gouvernement irakien et de l'Iran dans cette région, à la faveur de l'instabilité qui y règne. Car l'Iran, auquel est adossée la partie du Kurdistan irakien

commercial reliant la ville de Souleimaniyé, qu'il contrôle, à la ville frontalière turque de Silopi. Ce corridor, qui passe par le « territoire » du PDK, serait protégé par la Force de surveillance du cessez-le-feu.

Toutes ces gesticulations n'ont pas fait avancer d'un iota le règlement du conflit entre le PDK et l'UPK. Une nouvelle réunion qui s'est tenue à Londres les 6 et 7 octobre, toujours sous l'égide des Etats-Unis, n'a rien donné. Bulent Ecevit, le vice-premier ministre turc, a réclamé une « installation » de troupes turques dans le nord de l'Irak « jusqu'à ce que l'Irak recouvre son intégrité ».

Mouna Naïm

Iran Loosens Up a Bit

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

TUESDAY, OCTOBER 14, 1997

As Power Shifts, Fun Makes a Comeback

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN — There are people here who remember the New City as Tehran's red-light district, crawling with gamblers, pimps, addicts and the patrons of its several brothels, none of which ever raised a blink from Shah Mohammed Reza Pahlavi.

Of course, the revolution of 1979 brought an abrupt end to the shah's reign and to such un-Islamic diversions. The strict social restrictions imposed since then have hindered even healthy forms of recreation, particularly in south Tehran, a gritty and often stifling quarter whose poverty is not easy to escape.

It was Ayatollah Ruhollah Khomeini who once gloomily declared, "There is no fun in Islam." But a new spirit has seized the Iranian capital since the election in May of a new president, Mohammed Khatami.

It may be nowhere more in evidence than in what is now Razi Park, where the former site of dens of sin has been transformed into a vast public space with gardens, an artificial lake, bumper cars and even the occasional in-line skater.

Asked what she expected from Mr. Khatami and his government, a mother of two who was among the recent visitors flashed a wicked grin from beneath her black chador and said, "More fun!"

"Next, I want to ride a bike," said the woman, Afanseh Khani, 31, offering the clear suggestion that she has put up long enough with rigid rules like those that bar women from bicycling in public lest they arouse male lust.

The New City was torn down by revolutionaries who regarded it as a

symbol of the worst of Western culture. But the wreckage sat untouched for well over a decade until the municipal government found the money to transform it into the biggest and newest of the 600 parks it has built in the last eight years as part of an effort to restore some green areas to what has become a sprawling, smog-choked capital.

Since the day last month when Mr. Khatami himself presided over an opening ceremony, Razi Park has become a magnet for people who say they agree with the new president that there is room in Islam for more personal space.

"We need a good and healthy society, not a society with too much restriction and dictatorship, and not one with too much freedom either," said Shahin Ahmedi, 41, who sat among a group of well-cloaked women but was watching with tolerance as a teenage girl broke another taboo — for females — by lighting up a cigarette.

In wealthier north Tehran, near the base of the Elburz Mountains, residents have long had leafy areas to flock to, while those who can afford it have been able to escape the city and its prying eyes on weekends. Behind closed doors are parties where people dance to forbidden Western music and drink forbidden alcohol that some even produce at home.

But since the revolution, the chance to play in public has been constrained by a long list of restrictions, including those that forbid women from appearing unless they are properly covered, meaning at minimum a tightly bound scarf and long raincoat.

Any transgression — an unmarried couple, for example, out together for a stroll — always carries the risk of de-

tection and punishment, sometimes even a night or two in jail.

But gradually, some of those rules are being loosened, so that it is no longer uncommon to see young women wearing makeup, which was previously banned, or sporting platform shoes and varnished toenails beneath their cloaks.

The appetite for more freedoms is apparent even in south Tehran, with its reputation for conservatism. Among those who found a quiet park bench one recent evening was a young couple who freely admitted to being unmarried and declined only to provide last names.

"If people expect that women are going to be allowed to walk out in the street uncovered, that's not going to happen, because that's not our culture," said the young man, Amin, 26, a government employee. Then he pointed to himself and Mogjann, 22, a university student, and said, "But who's to say that there's something wrong with this?"

There is no doubt that the victory of Mr. Khatami has left some Iranians feeling bolder. But some of Mr. Khatami's opponents have also been active. In the city of Isfahan, a five-hour drive south of Tehran, there have been disturbances near the Imam Mosque against the city's chief cleric, Ayatollah Jaleddin Taheri, whom the protesters fault for appointing a substitute Friday prayers leader they consider too liberal.

Ayatollah Taheri, who supports Mr. Khatami, has blamed the protests on disgruntlement in the wake of the elections. But in a statement addressed to him, the radical group Ansar e-Hezbollah — or Supporters of the Party of God — described the objections as rooted in Iran's religious doctrine and warned, "We are going to fight to the end."



● Le PKK menace de propager ses actions en Turquie

12:18 GMT.
15 Octobre
1997

©AFP 1997

DIYARBAKIR (Turquie), 15 oct (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a menacé de nouveau de propager ses actions meurtrières en Turquie si le gouvernement turc n'ouvre pas un dialogue "avec les représentants des Kurdes" de Turquie, lors d'une émission mardi soir de la Med-Tv qui émet en Europe et est captée en Turquie.

"Ou l'Etat turc négociera avec les représentants des Kurdes et instaurera un ordre démocratique pour assurer la paix, ou Turcs et Kurdes régleront ce problème en créant des fissures dans l'appareil de l'Etat", a affirmé le "commandant pour la province de Méditerranée du PKK", Semdin Sakik.

"Nos réserves s'installeront dans toutes les montagnes de la Turquie pour propager nos actions" à d'autres régions, a-t-il indiqué à partir d'un studio de la Med-Tv, chaîne de télévision satellitaire, contrôlée par le PKK.

"Ce ne seront pas uniquement les guérilleros du PKK mais ceux des forces unifiées,

turques, kurdes et arabes. Nous allons créer des zones libérées", a-t-il poursuivi, sans autre précision.

En septembre, les autorités avaient indiqué que le PKK, en rébellion armée contre Ankara, tentait, en collaboration avec plusieurs groupes clandestins d'extrême-gauche, de s'implanter dans la région de la mer Noire (nord) en sortant du terrain classique du sud-est, où il subit la forte pression des forces de l'ordre, dans une tentative de diversifier son champ d'action.

Depuis samedi, quatre militaires et trois civils turcs ont été tués et deux Bulgares travaillant pour une exploitation minière turque ont été enlevés dans les provinces de Giresun (sur la mer Noire) et de Tokat, au sud de Giresun.

Ces actions, qui rappellent les méthodes utilisées dans le sud-est anatolien, sont attribuées au PKK.

Semdin Sakik a également appelé l'armée turque à un "dialogue". "Nous tenterons de mobiliser les forces démocratiques du pays. Nous appelons l'armée au dialogue et au bon sens. Si l'armée continue de nous attaquer, nous riposterons", a-t-il dit.

Selon lui, des généraux de l'armée turque et leur famille figurent maintenant parmi les objectifs du PKK. Il a également menacé les hommes d'affaires à propos d'éventuels investissements dans le sud-est anatolien à majorité kurde: "Pour procéder à des investissements, il faut qu'ils obtiennent notre accord, sinon, ils figureront parmi nos objectifs".

Combats interkurdes en Irak

A la différence de 96, Bagdad est beaucoup moins impliquée.

En dépit des pressions exercées par Washington, Londres et Ankara pour obtenir l'arrêt des combats, la guerre fratricide entre les deux principales formations kurdes irakiennes a repris depuis lundi dans le nord de l'Irak (qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis février 1991), principalement le long de la ligne de démarcation séparant ces deux factions. Par leur intensité, ces affrontements rappellent ceux d'août-septembre 1996 qui s'étaient soldés par des milliers de morts et une nette

Les quatre puissances régionales - Iran, Turquie, Irak et Syrie -, hostiles à l'idée d'un Kurdistan unifié, attisent le conflit interkurde.

avancée du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), obtenue avec l'appui de l'armée irakienne, au détriment de l'organisation rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani).

Une nouvelle fois, les quatre puissances régionales - Iran, Turquie, Irak et Syrie -, radicalement hostiles à l'idée d'un Kurdistan unifié, attisent à leur manière ce conflit, même si Bagdad, à la différence de l'an dernier, semble beaucoup moins impliquée. Derrière le

PDK, se profilent les intérêts d'Ankara, dont l'armée poursuit depuis une vingtaine de jours une nouvelle opération d'envergure mobilisant quelque 20 000 hommes dans le nord de l'Irak, visant à détruire les bases arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie). De son côté, l'UPK est soutenue par l'Iran et la Syrie, hostiles à la stabilisation de la région voulue par Ankara et Washington.

Le précédent conflit s'était terminé par l'accord d'Ankara, le

31 octobre 1996, parrainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie. Il devait être suivi d'autres rencontres et déboucher sur la formation d'un gouvernement de coalition. L'échec des pourparlers de Londres, les 6 et 7 octobre, est à l'origine de la reprise de la guerre. Là, Jalal Talabani avait exigé de nouveau que les droits de douanes prélevés par le PDK au poste-frontière de Habour - où transitent chaque jour plus d'un millier de camions allant en Irak - lui soient pour moitié reversés, ce que re-

fuse Barzani. Pour empêcher la reprise d'un conflit menaçant la pax americana dans la région, Washington a octroyé 4 millions de dollars pour 1997 à l'administration de la zone contrôlée par l'UPK. Malgré cette aide et l'intérêt que lui a récemment témoigné le Département d'Etat - il a été reçu à Washington par le numéro trois américain -, Talabani avait menacé de relancer la guerre s'il n'obtenait pas satisfaction.

Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, Téhéran, hostile à Ankara depuis la chute du gouvernement islamiste d'Erbakan et soucieux de contrer Washington, a joué les boutefeux. Régulièrement, le PDK affirme que Téhéran, non content de prodiguer armes et munitions à la faction ennemie, lui envoie des soldats déguisés en peshmegas. Les maquisards du PKK, favorables à Jalal Talabani qui tolère leurs bases dans les régions qu'il contrôle, ont reconnu participer aussi à la guerre. Ils le font d'autant plus volontiers que les hommes de Barzani participent aux opérations de traque de l'armée turque ●

JEAN-PIERRE PERRIN

L I B E R A T I O N
1 5 O C T O B R E 1 9 9 7

Yılmaz to seek support in Paris

Having already met with French Prime Minister Lionel Jospin in Strasbourg, Yılmaz will hold talks with President Jacques Chirac, where he will urge the French president to continue his support for Turkey's accession to the European Union

Before the informal meeting of EU ministers in Luxembourg on Oct. 24 -25, Turkey will lobby for the EU heavyweights to reconfirm Turkey's full membership prospects

NAZLAN ERTAN

Paris - Turkish Daily News

■ Unless a last minute cancellation occurs due to the parliament speakers nominations, Prime Minister Yılmaz will arrive in Paris late on Thursday for a swift visit to rally French support for Turkey's accession to the European Union (EU) as the union ponders over its enlargement policy.

The contacts between France and Turkey on Turkey's European prospects has been recent. Yılmaz, while in Strasbourg for the summit of the Council of Europe, met with his French counterpart Lionel Jospin, where the two leaders discussed the future of Turkish-EU ties.

While Yılmaz said that he was aware that Turkey had to do its homework — a reference to the issues of economy, human rights and democratization — his French counterpart Jospin noted that Turkey had indeed made progress.

Foreign Minister İsmail Cem, who will be accompanying Yılmaz, has already visited France in September for a temperature gauging meeting with his French counterpart Hubert Vedrine and European Affairs Minister Pierre Moscovici.

During his quick visit, Yılmaz is to meet President Jacques Chirac and return to Turkey immediately after. Both leaders are to be accompanied by their foreign ministers.

The visit to France is part of Yılmaz's tours to the EU heavyweights, starting with Germany.

He has also announced his intention to visit Italy and Spain before the December summit of the EU, when the leaders of the Fifteen will put their final seal on the EU's strategy of enlargement.

The enlargement plans outlined in Agenda 2000, a paper prepared by the European Commission earlier this year, falls short of Turkish expectations because it lacks due stress on Turkey's eligibility to be a member and its right to join, as had been done in the Apeldoorn meeting of EU ministers, according to Turkish diplomats. Before the EU ministers, and eventually the leaders of the EU, take up the issue of enlargement based on this document, Turkey is launching a series of contacts to hammer out a commitment that Ankara will have a loosely defined "pre-accession" status.

Among the different views on enlargement among the EU members, Turkey clearly favors that of Italy. The Italian view is that talks with all aspiring members should be opened at the same time, although they should progress at different speeds. However, this view is hardly popular among other EU members, particularly Germany.

France, for its part, has firmly stood against an enlargement policy which would open the EU's doors to some countries, while slamming it to the face of others. For that reason, it is insisting on a European conference that would take place regularly between the Fifteen and aspiring candidates, including Turkey.

French European Affairs Minister Pierre Moscovici said last week that such a conference would be open to all countries that "have a vocation to accede to the EU and be linked to the EU by an association accord."



Report: 837 PKK separatists killed

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkish security forces, who have started to withdraw after accomplishing their mission in northern Iraq, killed 837 separatists from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) since the operation started late last month.

The Anatolia news agency reported that the Turkish security forces in

northern Iraq dealt a heavy blow to the PKK by demolishing its camps in the region and by capturing numerous weapons and large amounts of ammunition. The operation revealed new caves which the PKK separatists used as bases.

Security forces, on Monday and Tuesday, continued to search for Kurdish terrorists who had killed 10 Turkish troops and three Kurdish village guards, loyal to the Turkish government, in an attack on Sunday

night on a military convoy in Hakkari province.

Meanwhile, some terrorists based in the Link mountains, who were captured alive, confessed that they were involved in SA-7 missile attacks which destroyed two military helicopters, killing a total of 20 troops who were on board.

The aim of the incursion into Iraqi territory, launched on Sept. 20 and code-named "Operation Dawn" by the Turkish military, has been successfully accomplished, according to the Turkish military.

"Operation Dawn" began when a reported 15,000 Turkish troops, supported by massive air power, crossed the border into Iraq to cleanse the region of the PKK presence.



17:02 GMT,
15 Octobre
1997

©AFP 1997

● La Turquie commande 5 hélicoptères à l'italien Agusta (49 M USD)

ANKARA, 15 oct (AFP) - La Turquie a annoncé mercredi avoir commandé à la firme italienne Agusta, pour un montant de 49 millions de dollars, cinq hélicoptères de type AB 412 destinés à sa garde côtière.

Agusta, qui a "proposé le meilleur prix" selon le directeur de l'organisme turc chargé des achats d'armements, Yalcin Burcak, a remporté l'offre face à l'américain Sikorsky Aircraft qui présentait son S-76C Plus, et le consortium franco-allemand Eurocopter avec son AS 365.

M. Burcak a également annoncé que les autorités militaires turques avaient présélectionné le français Sagem et un consortium israélo-singapourien réunissant Singapore Aerospace Industries ainsi que Israeli Aircraft Industries et Elbit Systems pour rénover une flotte de 48 avions F5, pour un montant de 120 millions de dollars américains.

Les deux sociétés soumettront leurs offres définitives la semaine prochaine, a précisé M. Burcak. Les américains Northrop Grumman, constructeur de l'appareil F-5, et Sierra Technologies, ont été éliminés de cette offre.

Les achats d'armement de la Turquie totaliseront 31 milliards de dollars américains au cours des dix prochaines années.

ue/hc/rl/tma e



15:39 GMT,
15 Octobre
1997

©AFP 1997

● 862 séparatistes kurdes tués dans le nord de l'Irak, 35 en Turquie

ANKARA, 15 oct (AFP) - Les troupes turques et leurs alliés irakiens ont tué 862 séparatistes kurdes de Turquie en trois semaines d'offensive en territoire irakien, a indiqué mardi une source militaire turque, citée par l'agence Anatolie.

35 autres membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont par ailleurs été tués lors d'affrontements ces dernières 48 heures en territoire turc, dans la province de Diyarbakir (sud-est), a annoncé le gouvernement provincial dans un communiqué.

"Un total de 855 membres du PKK ont été tués et des dizaines d'autres ont été capturés vivants ou se sont rendus depuis le début de l'opération", a affirmé la source militaire citée par Anatolie, qui n'a pas fourni de chiffre des pertes turques.

L'armée avait indiqué lundi avoir 15 morts et 140 blessés dans ses rangs.

Par ailleurs, le retrait des forces turques, entamé lundi, se poursuivait mercredi, selon des sources sur place qui ont indiqué que troupes et matériels continuaient à regagner le territoire turc depuis l'Irak.

L'intervention turque, mobilisant 15.000 hommes et une centaine de chars ainsi que l'aviation, avait débuté le 23 septembre contre les positions du PKK, qui est en rébellion contre Ankara depuis 1984 et utilise le nord de l'Irak comme base arrière pour mener ses attaques en territoire turc.

Le nord de l'Irak, peuplé en majorité de Kurdes, échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

ue/so/mm tf



12:26 GMT,
16 Octobre
1997

©AFP 1997

● Poursuite des combats inter-kurdes dans le nord irakien: des dizaines de morts

ANKARA, 16 oct (AFP) - Les combats se poursuivaient jeudi dans le nord de l'Irak entre les deux factions kurdes rivales, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), faisant des dizaines de morts, selon des informations provenant de la région reçues jeudi en Turquie.

L'UPK a par ailleurs de nouveau accusé l'aviation turque d'avoir bombardé ses positions mercredi, tuant cinq de ses combattants.

Ankara a démenti avoir mené des raids aériens. La Turquie, qui a lancé voici trois semaines une opération militaire dans le nord irakien contre les séparatistes kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), s'est allié au PDK.

La radio du PDK, émettant depuis le nord irakien, a affirmé que 20 combattants de l'UPK avaient été tués lors d'affrontements dans la région de Harir-Korak, une zone frontalière de l'Iran et située à 60 km au sud de la frontière turco-irakienne.

De violents combats entre factions kurdes se poursuivaient jeudi dans cette région et sur la frontière iranienne, selon des sources concordantes.

ue/hc/so eaf



14:40 GMT,
16 Octobre
1997

©AFP 1997

● Ankara dément une implication dans le conflit inter-kurde dans le nord de l'Irak

ANKARA, 16 oct (AFP) - La Turquie a démenti jeudi être impliquée dans les affrontements entre les deux formations kurdes rivales d'Irak qui ont repris lundi, après un an de cessez-le-feu.

"Il n'est pas question que la Turquie se mêle du conflit armé inter-kurde dans le nord de l'Irak", a affirmé le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Omer Akbel.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani avait accusé l'aviation turque d'avoir bombardé mardi des villages dans la zone sous son contrôle dans le nord de l'Irak, non loin des frontières avec la Turquie et l'Iran, tuant quatre civils.

"Les opérations de l'armée turque visent exclusivement les terroristes du PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie), a dit M. Akbel. "Si l'information (sur un bombardement turc) est juste, celui-ci a sans doute visé les positions du PKK", a-t-il ajouté.

"Il n'est pas question que la Turquie préfère un groupe kurde (d'Irak) à un autre ou soutienne l'un contre l'autre. Sur le plan politique, nous nous tenons à la même distance à ces deux groupes. Nous déployons des efforts pour obtenir la fin des affrontements", a-t-il affirmé.

CE/hc/mb tf

Abdurrahman: 'This is a turning point in N. Iraq'

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ Sami Abdurrahman, a leading member of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), has warned the sponsors of the Ankara peace process that the recent situation in northern Iraq is really a turning point for the future of the process.

In an exclusive interview with the Turkish Daily News in Ankara, Abdurrahman complained about the silence of the three capitals — Washington, London and Ankara — towards the violations committed by their rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Abdurrahman, who is also a member of the KDP political bureau, said that both the efforts sponsored by Turkey, the United States, and Britain and the credibility of those countries are at a turning point.

He also commented that the last time they remained silent in the face of violations the situation ended in catastrophe — a reference to the joint attack by the KDP and Baghdad in Arbil against the PUK.

While hesitating to make further comments, Abdurrahman also warned that if that silence continued, all kinds of possibilities could be expected regarding in northern Iraq.

During the interview, which took place during his brief stay of a few hours in Ankara, the senior Kurdish politician pointed out that they would not allow the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to remain in northern Iraq.

London talks from KDP angle

Clarifying that the agenda of the recent multilateral talks in London was prepared by the peace sponsors and had been sent to the rival Iraqi Kurdish factions, Abdurrahman said that the PUK came to the meeting with a separate agenda.

According to Abdurrahman, the agenda contained the following points:

- The contribution of the KDP to the payment of salaries in the PUK area,
- The free movement of the PUK leaders in the KDP area from Suleymaniye to Turkey,



- Free passage of trucks to Suleymaniye or other areas,
- Cease-fire violations which have continued for

three-and-a-half months would be discussed. (The KDP declared at the meeting that there have been 45 joint violations by the PKK and PUK which were confirmed by the reports of the local mechanism, the Peace Monitoring Force (PMF)).

"The PUK has not declared either the revenues or their budget up till now. Nevertheless, we are ready to pay salaries for teachers (5-6 million dinars), health sector public workers, and the university of Suleymaniye through a neutral committee on a monthly basis. We were ready to pay half of the salaries. The PMF was to arrange a bus service between Suleymaniye and the Turkish border. Sixty percent of the people leaving from Iraqi Kurdistan are from Süleymaniye and 40 percent from our area. This shows that the PUK administration is inadequate. The PUK said that their leaders are not free to go abroad through Turkey claiming that it was the reason that they depended on Iran," he said.

The PUK, however, brought a separate agenda to the meeting which demanded the immediate establishment of a joint government and the evacuation of Arbil by the KDP, Abdurrahman said. Barzani invited Talabani to meet and discuss these issues, he said. "The PUK did not agree, despite all the efforts of the peace sponsors," Abdurrahman said, adding that if they had agreed in London they would have met in Ankara and would have released a statement. "But the PUK was so adamant that some of the participants became suspicious why. They have never behaved so defiantly as now," said Abdurrahman, also accusing the peace sponsors of shelving the problems which need to be solved urgently.

Referring to the ongoing clashes

between his party and the PUK he said, "The sponsors really have to take part of the blame for the fight. If the Supervisory Peace Monitoring Group (SPMG) [which meets in Ankara and comprises representatives of Turkish, British, U.S., Kurdish and Turkmen parties] had taken a strong position, this fighting could have been avoided. The PMF is sending reports that make clear that the PUK and PKK are acting together in the attacks and this is not just a violation of peace but a massive war," he said. He also accused the sponsors of behaving inconsistently. "Privately, behind closed doors, the three governments and the SPMG say that there is no doubt that the PUK started this fight, but up till now they have not made any public statement. The policy of doing nothing last year brought catastrophe to the peace and if they do nothing it is very dangerous," he pointed out.

When asked about the so-called cooperation between the PUK, the PKK and Tehran, Abdurrahman was very cautious. He said that he believed that the PKK and the PUK were totally united against them, but he did not want to make any comments about Iranian interference in the region. He answered "bothersome" questions — such as one about their cooperation with Baghdad — by saying that "he has been abroad." Calling on the peace sponsors for an immediate identification of the aggressor, Abdurrahman urged the PUK to go back to the demarcation line. "This situation will clarify the future of the process and the credibility of the peace sponsors," he said, adding that if there is peace, it will be difficult for the regional powers to provoke the situation. Perhaps his most important remark was to point out that the situation was open to all kinds of possibilities.

"If the PUK is alone, we will fight alone. If the PUK fights against us together with the PKK, we again will fight alone. But if other governments are involved, things will be different. We will not be the first to invite other powers to the region," he said, which were the signs of the upcoming developments in the region.

Repeating the well-known fact that the PKK wanted to impose itself as the power in northern Iraq, Abdurrahman said that they would oppose the PKK.

"In the last two weeks the PKK suffered its biggest losses in recent years. No regular army can go into the mountains, that's why this is a fight between us and the PKK. Because they are not part of the region, we won't allow the PKK to stay," Abdurrahman said.

Turkish Daily News . October 17, 1997

PUK withdraws from Ankara peace process

Ankara denies taking sides in the fighting between Iraqi Kurdish groups

Ankara- Turkish Daily News

■ The Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has decided to withdraw from the Ankara process, the Turkish Daily News learned on Thursday.

PUK sources told the TDN that the continuing air raids by Turkish jets on their territory had led them to take the decision.

"The last raid took place in the late afternoon on Thursday, despite all our complaints. The Turkish side is openly supporting the KDP. The parties to the process should be neutral, but they are bombarding everywhere.

They are waging a war against the PUK," said the source. Turkish diplomatic sources claimed they haven't received any information about the withdrawal of the PUK from the process. A detailed statement will be released Friday, PUK sources said.

Ankara denies PUK claims

Ankara, however, on Thursday denied accusations by the PUK that it had taken sides in fighting between rival Kurdish groups in northern Iraq.

"Turkish military forces are not involved in the fighting between the two groups," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel told reporters at the weekly press briefing.

The PUK says the Turkish Air Force has bombed its territory twice this week, killing a small number of civilians, in support of the rival Kurdistan Democratic Party (KDP).

Fighting between the two Iraqi Kurdish factions broke out last weekend in spite of a Western-made cease-fire that had kept the peace for a year.

"The Turkish armed forces' northern Iraq operation specifically targets PKK terrorists," Akbel said.

Turkish officials have accused the PUK, led by Jalal Talabani, of sheltering the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), but Akbel said Ankara did not favour one Iraqi Kurdish group over the other. Northern Iraq has been under Iraqi Kurdish control since the region split from Baghdad after the 1991 Gulf War. Besides, Shazad Saib of the PUK's Ankara office told the TDN of air raids for one hour by Turkish jets on PUK positions out of Shaklawa and in Balisan valley.

"Turkey is losing its neutrality. We ask if they are not afraid of the facts, they should allow journalists the freedom to get into the reality and facts of the region," Saib said.

Iraq calls for Kurdish peace

Meanwhile, Iraq's Deputy Prime Minister Tareq Aziz has urged rival Kurdish groups in northern Iraq to stop fighting and hold peace talks under Baghdad's supervision.

"We hope the two sides will heed our advice and move towards dialogue under the auspices of the state," Aziz said in remarks carried by the ruling Baath party newspaper al-Thawra.

He said Iraq would try to help both sides reach "a form of relationship that will keep fighting away from our people in northern Iraq and shun foreign interference." Aziz said the government in Baghdad was against the current fighting "... and advises both groups to cease hostilities since their continuation means further shedding of Iraqi blood and more losses."

West to demand prevention

The United States and Britain want the Security Council to prevent travel abroad by members of Iraq's armed forces, police and intelligence services and people connected with its military industries, Reuters quoted diplomats as saying on Wednesday. But council sources said their draft resolution would not prevent political leaders such as Deputy Prime Minister Tareq Aziz, who goes abroad frequently to plead Iraq's case, from traveling outside Iraq.

The object is to punish Iraqi officials responsible for obstructing the work of

U.N. arms inspectors in a series of incidents since June. Exceptions to the proposed bans would need permission from the council's sanctions committee.

The draft U.S.-British resolution, subject to revision, would also continue the suspension of the council's regular 60-day reviews of stringent trade embargoes imposed on Iraq in 1990 when its troops invaded Kuwait.

U.S. officials discussed the draft with about nine council members on Tuesday but do not expect to distribute it to the full 15-member body until next week, the diplomats said.

With France, Russia and China generally less inclined to approve further measures against Baghdad, adoption of the resolution in its present form by the council is uncertain.

The draft is a response to an October report by Richard Butler of Australia, head of the U.N. Special Commission in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction. He said Baghdad was imposing new restrictions on U.N. inspectors and concealing vital data about its biological arms program.

In June, after U.N. experts were blocked on several occasions, the council adopted a resolution expressing its "firm intention" of imposing additional undefined measures on Iraqi officials responsible for the obstruction unless Butler's report said cooperation had improved. But in September five more inspections of sensitive sites were blocked by Iraqi officials.

The draft resolution also mentions a meeting, described in Butler's report, at which U.N. experts asked their Iraqi counterparts to explain operational requirements for some missile launchers and Aziz ordered them not to answer.

U.S. Ambassador Bill Richardson last week told reporters: "We are going to have a strong and serious response. Five blocked inspections — those are serious violations."

Turkish Daily News

October 17, 1997

Yaşar Kemal says Kurds top human rights issue in Turkey

Frankfurt - Reuters

■ Renowned Turkish writer Yaşar Kemal on Thursday said solving the Kurdish question was the biggest human rights issue facing Turkey. Kemal, in Germany to receive a prestigious peace prize, attacked Turkey's European allies for not pushing enough for democracy and said he felt he had to speak out even if it meant risking jail.

A Turkish court has imposed a 20-month suspended jail sentence on Kemal for writing an article in a book on freedom of expression which was deemed to have promoted Kurdish separatism. More than 20,000 people have died in fighting between Turkish troops and Kurdish separatists in the mountains of south-east Turkey in the last 12 years.

Kemal, 73-year-old author of the internationally known novel "Memed My Hawk", said of Prime Minister Mesut Yilmaz: "I believe that he is a democrat and he intends to introduce some reforms in Turkey to establish democracy."

"I have known him since he was young. He is a left-wing politician and I am a Marxist. But our friendship continued until now. He is a friend of the family," he told Reuters. "The main problem of democracy in Turkey is the Kurdish question. We have to find a solution without war...It must be a political solution."

Kemal was imprisoned in 1971 for his

work for the Marxist Turkish Workers' Party. He later lived in Sweden after international protests prompted the Turkish military regime to release him.

But that has not changed him.

"I am somebody who has to speak out...When I am asked, I have to give my opinions openly and truthfully," he said. He poured scorn on Turkey's allies in Europe.

"They didn't help at all with the establishment of a real democracy in Turkey. It is a pity European countries are not interested in political development and establishing democracy and human rights in Turkey," he said.

The European parliament has withheld financial aid to Ankara, partly due to its poor human rights record. European countries say Ankara must make substantial progress on the issue before it can join the European Union.

Kemal, who is being given the German Booksellers' Union's peace prize — one of Germany's most prestigious — at the world's largest book fair, said he viewed the future of Turkey with mixed feelings.

He said Turks and Kurds were all "waiting, searching and yearning for peace".

But he warned: "Now in Turkey there are many hawks who would like to shut my mouth and put me in jail...The hawks in Turkey are against peace and our friends, our allies in the Western countries don't help us."

Turkish Daily News

October 17, 1997

Date : Sam 18 oct 1997, 20:05

Réf : Iraqi Kurds Agree to Ceasefire (fwd)

"We were involved very intensively the past three days to try to walk the parties back and observe a ceasefire," Foley told reporters. "This finally bore fruit today."

Earlier Friday the PUK, led by veteran Jalal Talabani, said the Western-sponsored peace process in northern Iraq had effectively ended, and accused Turkey of taking sides in the latest clashes.

"The totally unwarranted Turkish actions effectively end the Ankara peace process," the group said in a statement.

The PUK says Turkish warplanes have attacked its positions in northern Iraq this week in cooperation with the rival KDP. Turkey denies the accusations.

Turkey, the United States and Britain have brokered frequent meetings between the two main Kurdish parties, mostly in Ankara, during the last year.

The West fears the Kurdish feud could again help Baghdad increase its influence in the mountainous north. Iraqi troops briefly intervened on the side of the KDP last year after reports that the PUK was receiving sophisticated weaponry from Iran.

REUTERS

Fighting in northern Iraq helping the PKK

The major dispute between PUK and the KDP is financial. As long as one side has all the money and the other side is deprived, there will always be conflict...

The two rival groups in northern Iraq are once again fighting. The Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan, headed by Jalal Talabani, are once again involved in a bitter conflict which means more blood will be spilt in the area.

The KDP which pushed the PUK from Arbil with the help of the Iraqi army has been dominating the region for the past year. The PUK controls most of the regions closer to the border with Iran where the PKK militants find sanctuary...

In essence, the PKK is everywhere in northern Iraq, trying to consolidate its position and win the backing of the local Kurdish population.

We are told that neither the PUK nor the KDP are strong enough to deal with the PKK, and thus the KDP has had to call for Turkey's active help to punish the PKK. The PUK, on the other hand, does not seem too enthusiastic about talking on the PKK.

In the past year, the two sides preferred to talk instead of clashing with each other. However, the Ankara peace process, brokered by the



Editorial

İlınur Çevik

United States with the help of Turkey and Britain, while managing to prevent clashes, could not address the basic issues which put the two sides at odds.

The KDP is in control of much of the cash resources in northern Iraq. They collect "taxes" from Turkish lorry drivers who use the Habur border gate both for ferrying goods to Baghdad and for border trade. They have also obtained some funds from the United Nations and are using these to build the infrastructure of the area. The KDP has been paying the salaries of civil servants in northern Iraq and is even giving them bonuses.

The PUK, in contrast, is short of funds and has to rely on outside help...

Thus there is deep resentment among the PUK leadership that, during the time the peace process was in progress, Western powers and Turkey failed to solve outstanding issues, such as the sharing of northern Iraq's financial resources.

In the end the patience of the PUK was exhausted and the clashes resumed.

This is bad for Turkey. This kind of negative environment only helps the PKK to spread its influence in the region. They go to villages and tell them that the only thing the PUK and the KDP can offer is blood, sweat and tears and thus only the PKK can realize the aspirations of the Kurdish people on Iraq.

Neither the West nor Turkey could create the conditions to end the conflict between the PUK and the KDP. So the first alternative is to allow the two sides to fight to the bitter end and finish each other off. The second alternative is to return sovereignty of the region to Iraq and let them restore law and order on their own territory.

The second alternative would be the best, provided that the security of the people of northern Iraq is guaranteed.

Let no one make any mistake. The PKK,

which was determined to set up a Kurdish state in southeastern Turkey, has also set its eyes on northern Iraq and feels it can also fulfill its aspirations for a state there.

The PKK has grown into a major menace, not only for Turkey but also for Iraq...

Saddam's Germ Warfare Machine Is To Be Feared

Herald INTERNATIONAL Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

OCTOBER 18-19, 1997

NEW YORK — This is a mystery story without a mystery. Everybody involved knows the key — terrorists, anti-terrorists, U.S. officials, America's allies, enemies and sunshine friends. But they do not want to utter it. Before this column ends you will know it too, and be afraid.

On April 1, 1991, one month and a day after Saddam Hussein was defeated in the Gulf War, the United Nations Security Council ordered Iraq to destroy all its germ warfare weapons, all stocks of germ war material, and all "related subsystems and components and all research, development, support and manufacturing systems."

The order was top priority for the United States and its allies because they knew that Mr. Saddam had amassed a huge supply of biological weapons. They knew Iraq already had a large supply of suitable warheads and that germ warfare weapons are easy to deliver — by crop-duster or other small planes. Iraq has plenty.

They knew that one dusting of a city could kill as many people as did the Hiroshima bomb. They call it "the poor man's nuclear bomb."

They also knew that if Mr. Saddam did not want to do the job himself, then he had a full address book of terrorists who would.

Until July 1995, Iraq totally denied it had any bacteriological program. Since then, it has presented three versions and four drafts about the programs it denied existed. The UN special investigation commission on Iraq found them full of lies and evasions, and rejected all.

On Sept. 17, 1997, Iraq turned in a new report. On Oct. 7, the commission, now headed by Robert Butler, an Australian with a clear mind and tongue, reported on the last accounting. The commission, backed up by an international panel of experts, said it "failed to give a remotely credible account of Iraq's biological weapons program."

Instead, the commission report tells of the same old Iraqi techniques to block the investigators: delays, evasions, falsehoods, locking inspectors out of key sites, shuffling weapons and materials around the country.

The production in Iraq of materials used in biological warfare appears vastly understated, says the report. And

in imports, material unaccounted for was enough to triple the supply just of anthrax that Iraq did concede.

Summed up, the adherence by supposedly defeated Iraq to the orders of the victors to destroy germ warfare weapons is "unredeemed by progress or approximation of known facts" about the Iraqi program.

Then the "mystery" is presented: "There is incomprehension of why Iraq is persisting so strongly with both refusing to make the facts known about its biological weapons program and why it is so insistent on blocking the commission's own efforts to reach those facts."

Now anybody who has spent any time at the United Nations understands that sentence to mean we most certainly do comprehend and don't like it.

What everybody "comprehends" is that easy manufacture and easy de-

livery over enemy cities or soldiers make biological weaponry so important to Mr. Saddam that he is perfectly willing to risk continued or even stronger sanctions against him.

But his decision is not all that daring. He knows the West believes, as I reported on Sept. 6, 1996, that he already

had his warheads loaded with bacteriological and chemical weapons. The United Nations did nothing.

He knows that while the United States and Britain would support stronger sanctions, they are opposed in the council by Russia, China, France, Egypt and other countries lining up for future contracts with Iraq. He warns that if any further sanctions are imposed he will bar all UN inspectors.

That gall comes from knowing that when the United States talks about carrying out its laws against foreign companies building up terrorist states like Iraq and Iran, some official in Washington usually puts out dour stories about "backlash."

Translation: U.S. companies like Goldman Sachs, former home of Treasury Secretary Robert Rubin, might lose business. That is supposed to frighten Americans so that they will continue to accept the cash box as the one depository of American foreign policy.

Now you know. Mr. Saddam wanted it and he has it: germ warfare power, the nuclear bomb of terrorist gangs and of terrorist dictators who were not defeated after all. Be afraid.

The New York Times.

By A.M. Rosenthal

Iraq's rival Kurd groups maintain shaky ceasefire

Kurdistan Democratic Party demands its foes pull back from territory won or face renewed clashes

Ankara - Reuters

■ Iraq's feuding Kurds kept their guns silent on Saturday, the first full day of a shaky ceasefire that the West hopes will help deny Baghdad any chance of reconciliation with its rebel Kurdish north.

One of the two main Kurdish factions said a week of heavy clashes had ended on Friday night. "I have learned it has

stopped," the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Turkey representative Shazad Saib told Reuters.

But the rival Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani demanded its foes pull back from territory won or face renewed clashes.

"The KDP will continue to uphold the ceasefire for 72 hours to give the mediators the opportu-

nity to ensure the withdrawal of all PUK forces to their original positions," the group said in a statement.

The United States, Britain and France helped the Kurds take control of northern Iraq after Baghdad's defeat in the 1991 Gulf War.

Diplomats say the Western powers fear factional fighting could let President Saddam Hussein back into the mountainous region. They say both sides maintain discreet contacts with Baghdad as possible insurance against the other.

Barzani invited Iraqi troops north to help him take the regional capital Arbil from Jalal Talabani's PUK last year. Barzani said he called in Baghdad only because Talabani's fighters were receiving heavy weaponry from Iran.

Turkish Daily News
OCTOBER 19, 1997

The United States, the main Western peace broker, on Friday announced the latest ceasefire, one of many in recent years. "We were involved very intensively the past three days to try to walk the parties back and observe a ceasefire," State Department spokesman James Foley said. "This finally bore fruit today (Friday)." Washington, Britain and NATO ally Turkey have sponsored frequent peace talks between Iraq's Kurds in Ankara that have become bogged down in petty bickering. The PUK's Saib said his group on Friday declared a unilateral

ceasefire which the rival faction joined a few hours later. He said the PUK sought an overall settlement of the conflict. "(The ceasefire) is indefinite for us but we want to work for a comprehensive political solution," he said. Observers say veteran Talabani feels hemmed in by economic embargoes imposed both by his Kurdish enemy and Baghdad. The PUK also lost standing and territory with the fall of Arbil to Barzani, who runs a lucrative oil trade on the border with his ally Turkey. The Talabani forces won back some prestige by hitting Barzani's

plush home and military headquarters with short-range missiles on Thursday. The assailants used Russian-made Grad missiles, the most destructive weapons seen so far in the Kurdish fighting. Iraq's government has tried to bring the Kurds back into the fold. Deputy Prime Minister Tareq Aziz said this week that Baghdad would try to help both sides reach "a form of relationship that will keep fighting away from our people in northern Iraq and shun foreign interference".

L I B E R A T I O N
1 8 E T 1 9 O C T O B R E 1 9 9 7

Mesut Yilmaz, le Premier ministre turc, explique ce qu'il attend de l'UE.

«Nous voulons être des candidats à l'Europe à égalité avec les autres»



Mesut Yilmaz en famille, en septembre. «Nous devons améliorer nos pratiques démocratiques et sociales, et résoudre le problème du sud-est du pays», reconnaît-il.

Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui préside une coalition centre-droit/sociaux-démocrates, a rencontré hier à Paris Jacques Chirac, après s'être entretenu la semaine dernière à Strasbourg avec Lionel Jospin. La Turquie s'inquiète de se voir écartée du processus d'élargissement de l'Union européenne.

Avez-vous obtenu satisfaction à Paris ?

Oui. L'objet de ma discussion avec le Président était les relations de la Turquie avec l'Union européenne, et la France a toujours été un partenaire clé sur ce dossier. L'UE est entrée dans une phase cruciale de son élargissement, et en décembre, au sommet de Luxembourg, devrait être approuvée la liste des pays ayant vocation à l'adhésion. La Commission euro-

péenne a suggéré d'exclure la Turquie de ce processus: nous estimons que c'est très injuste, car la Turquie entretient une relation avec l'UE depuis le début des années 60. Notre accord douanier prévoit que la possibilité de l'adhésion soit étudiée, mais la Commission n'en a pas tenu compte. La Turquie a même déposé une demande formelle d'adhésion en 1987. Elle s'est vu répondre en 1989 qu'elle était éligible, mais n'avait pas encore rempli toutes les conditions nécessaires. Nous l'avons accepté, mais la Commission nous a oubliés...

Pensez-vous que la Turquie ait rempli toutes les conditions pour adhérer ?

Non, nous sommes conscients que cela demande du temps avant que nous soyons prêts. Economiquement, notre revenu est de 3000 dollars annuels (18000 francs) par habitant, bien inférieur au reste de l'UE; notre inflation est de 85% contre 2% en moyenne dans l'UE. Nous devons nous adapter aux critères de Maastricht, et cela prendra du temps, peut-être cinq ou dix ans... Nous devons également améliorer nos pratiques démocratiques et sociales, nous devons résoudre le problème du sud-est du pays, ce que vous appelez la «question kurde»... nous devons améliorer nos relations avec nos voisins, comme la Grèce. Mais l'UE doit décider à Luxembourg de la géographie future de l'Europe et mettra en place les mécanismes adéquats. Si la Turquie n'en fait pas partie à ce stade, elle ne sera plus en mesure de rejoindre l'UE, même si elle remplit toutes les conditions.

Aujourd'hui, vous vous contenteriez de figurer sur la liste de Luxembourg, même sans calendrier ?

Nous savons que le calendrier dépendra de nous, de nos efforts. Ce dont nous avons besoin, c'est que la Turquie participe à ce processus d'élargissement à égalité avec les autres candidats. La Turquie doit pouvoir participer à la Conférence européenne prévue l'an prochain.

Vous pensez que tous les pays européens veulent voir la Turquie dans l'Europe?

L'Allemagne était considérée comme le principal obstacle. Le mois dernier, j'ai rencontré le chancelier Kohl et il a déclaré que l'Allemagne soutient l'adhésion turque, à condition que la question de la libre circulation soit résolue de manière acceptable pour les deux parties. C'est leur principale préoccupation, et j'ai promis que nous serions souples sur ce point. L'opposition allemande a donc disparu.

A Luxembourg, restera-t-il l'opposition de la Grèce?

La Grèce ne pourra pas jouer un rôle déterminant car elle veut faire accepter la candidature de Chypre. La France pourrait dire: s'il n'y a pas la Turquie, il n'y aura pas Chypre... La Grèce a une marge de négociation étroite. Ce que nous attendons est modeste: nous voulons être des candidats à égalité avec les autres dans ce processus. Notre adhésion sera en fin de compte décidée par nos propres efforts et nos résultats.

Que comptez-vous faire pour améliorer la situation des droits de l'homme régulièrement critiquée par les Européens?

C'est un problème délicat dans un pays où le terrorisme a tué 20000 personnes ces dix dernières années. Il nous faut être prudents pour nous mettre pleinement aux normes démocratiques. Devenu Premier ministre j'ai fait un projet de loi adopté par le Parlement, qui amnistie tous les journalistes emprisonnés pour leurs écrits. Ils ont été remis en liberté. Mais les personnes faisant l'apologie du terrorisme et de la violence continueront à être poursuivies. J'ai été le premier homme politique turc de centre-droit à dire clairement que la question du

sud-est ne pouvait être résolue seulement par des moyens militaires. Nous avons lancé un ensemble de mesures économiques, sociales, culturelles pour développer la région et attirer les investisseurs. La misère et le chômage sont les principaux réservoirs de la violence.

L'éducation est votre première priorité. Pourquoi?

Notre système scolaire a été négligé pendant plus de vingt ans. Un pays qui veut un jour être membre de l'Union européenne doit moderniser l'enseignement. Pour cela nous avons prolongé de cinq à huit ans la durée de l'école obligatoire et nous voulons aussi permettre à chaque enfant d'apprendre une langue étrangère et de se familiariser avec les ordinateurs. Cette réforme coûtera 10 milliards de dollars sur trois ans mais dès l'an 2000 chaque enfant turc en profitera. Nous espérons aussi qu'elle affaiblira le Refah (le parti de la prospérité, islamiste, de Necmettin Erbakan, ndlr). Les enquêtes montrent que ce parti obtient ses plus gros résultats électoraux parmi les gens les moins éduqués.

Le fondamentalisme reste-t-il un danger malgré le départ du pouvoir en juin dernier de Necmettin Erbakan?

Oui, car il est appuyé par des pays voisins comme l'Iran.

Estimez-vous que l'interdiction du Refah serait une solution?

Je ne le crois pas mais cela est du seul ressort des juges. Tous les partis doivent se conformer aux règles constitutionnelles. Le Refah est accusé de ne pas les respecter. En tant que Premier ministre, mon devoir est de combattre le fondamentalisme en apportant plus de bien-être et d'éducation ●

Recueilli par PIERRE HASKI et MARC SEMO

German book trade praises Kemal as 'selfless human rights advocate'

Chancellor Helmut Kohl congratulates Yaşar Kemal and says the Turkish writer's works are permeated by a passionate advocacy for justice

Ankara - TDN with wire dispatches

■ Acclaimed Turkish author Yaşar Kemal, who was awarded the peace prize of the German Book Trade on Sunday, has criticized the ongoing conflict between Turkish troops and the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) in Turkey, the German Press Agency (DPA) reported.

The great majority of Turkish and Kurdish intellectuals want this war ended as soon as possible," Kemal said in a speech at a ceremony Sunday in St Paul's church in

Frankfurt where he was awarded the prize.

The acclaimed Turkish author who has chosen to live in Europe, had to interrupt his speech several times due to bursts of applause from the audience. More than 27,000 people have been killed in clashes between Turkish troops and the outlawed PKK since it began in a blood-shedding campaign in 1984.

The ceremony was attended by key politicians and figures from Germany's cultural and literary society, including Chancellor Helmut Kohl, Parliamentary Speaker Rita

Suessmueth and former Federal President Richard von Weizsäcker.

Kohl congratulated Kemal and said the writer's works were permeated by a passionate advocacy for justice. He had never allowed his freedom of speech and free thinking to be curbed.

Kemal had appealed to Germans on Saturday to stop treating the 2.5 million Turkish people living in Germany "like third-class citizens."

"It doesn't befit the Germans to treat Turkish people here in such a way, particularly after their experiences during the Hitler dictatorship," Kemal told a news conference at the Frankfurt Book Fair.

Kemal, 74, received the prestigious award, which carries prize money of 25,000 marks (\$14,200) for his stories and novels which the prize committee said had been written with "an incorruptible view of the reality of life in his country."

The author is best known for his novel "Memed, My Falcon" (Ince Memed), which has been translated into more than 30 languages.

The committee praised Kemal, who it described as an "advocate of human rights," for having "selflessly and courageously fought for the causes of the poor, the disadvantaged and those facing persecution for political or ethnic reasons."

Kemal, who is Turkish of Kurdish background, has repeatedly criticized the government in Ankara for its policies. He has been sentenced to prison for his words. In his speech, Kemal called for peace and democracy at home. "People who read my novels and stories can never want war, should detest war and should always push for peace and fraternity," Kemal said.

Speaking at the ceremony, prominent German author Gunter Grass praised Kemal's fiction which he said was rooted in the problems, dreams and hopes of simple folk. Grass called on political leaders in Bonn "to finally give millions of Turks and Kurds in our country citizens' rights." Grass also criticized the German government for its arms shipments to Turkey, charging that the country was waging war on its own people. He reminded the audience that Bonn had sold

tanks and armoured vehicles of the former East German Armed Forces to Turkey. "We have become and are accessories [to the Turkish-Kurdish conflict]," Grass said.

An article by Tilman Muller on Kemal was published in the latest edition of the acclaimed German magazine Stern, which included a life story of the author.

Sunday's ceremony started late as an unidentified man suddenly turned up at the podium to urge the protection of Siberian tigers which are threatened with extinction.



October 20, 1997

Turkish Daily News

HONORED- Turkish writer Yasar Kemal (L) receives the Peace Prize of the German Book trade in Frankfurt on Sunday from Gerhard Kurze (R), chief executive of the German Book Traders' Association. During his speech, German writer Gunther Grass praised Kemal as an author who fights for human rights, for minorities in Turkey and all over the world. Reuters

KDP asserts UN relief supplies flow freely

Cease-fire between rival Kurdish groups continues with the efforts of sponsoring parties

Ankara - TDN with wire dispatches

■ The U.N. humanitarian aid coordinator in Iraq, Denis Halliday, was assured on Sunday by an Iraqi Kurdish rebel leader that the flow of U.N. relief supplies to northern Iraq would not be restricted, his spokesman said.

Halliday's spokesman, Eric Falt, told Reuters that Halliday received assurances from Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party (KDP), that "there would be no restrictions on the provision of (U.N.) humanitarian assistance throughout northern Iraq."

On Friday, Halliday met Barzani's rival, Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and asked him to end fighting between the rival Kurdish groups.

The two Kurdish factions, which have controlled northern Iraq since soon after the end of the 1991 Gulf War over Kuwait, have been fighting on and off since 1994. Clashes broke out again a week ago after a year's break in hostilities. The inter-Kurdish feuding and the recent Turkish incursion into northern Iraq had hampered relief efforts in some parts of the region under Iraq's oil-for-food deal with the United Nations.

Falt said Halliday hoped that "humanitarian assistance would continue to flow freely following the cease-fire announced recently by the two factions."

Under the oil deal, Iraq is allowed to sell \$2 billion worth of oil over six months to buy relief aid for Iraqis, hard-hit by U.N. sanctions imposed for Baghdad's 1990 invasion of Kuwait. Out of each \$2 billion, the deal earmarks \$260 million for humanitarian supplies to Iraqi Kurds in the north.

Falt said that as a goodwill gesture the KDP rebels released most of the U.N. trucks which transport relief aid in the area. Both factions used these trucks to transport their military personnel during the fighting.

He did not say how many trucks were released and how many were still held by the rebels.

He said that while Halliday was in Sulaimaniya on Saturday, around 20,000 Kurds protested at the U.N. office

there against the Turkish incursion into northern Iraq.

"The view expressed by the protesters is that Turkish military movements (in northern Iraq) represent a violation of international law and a severe infringement of Iraqi territorial integrity," he added.

Iraqi Kurdish group calls for talks with rival

An Iraqi Kurdish group called on Monday for a meeting in Ankara with a rival group and Western sponsors of a cease-fire, amid signs an uneasy truce was holding.

"We, as the KDP, have requested a meeting today of the SPMG (Supervisory Peace Monitoring Group)," said Safeen Dizayee, Ankara spokesman for the Kurdistan Democratic Party (KDP). Western diplomatic sources confirmed the KDP had made the request, but said it was not yet clear if the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani, would agree to the meeting.

The United States, the main Western peace broker, on Friday announced the latest cease-fire, one of many in recent years, to end a week of fierce clashes between the two groups. The KDP, led by Massoud Barzani, said Talabani's forces broke the truce on Saturday by bombarding their positions in north Iraq, but said they had killed 10 PUK fighters in the ensuing fighting.

The PUK denied the incident.

The sides agreed there had been little fighting on Sunday. "It was quiet all day yesterday, I believe there was some heavy rain. It seems that it is quiet and it (the cease-fire) is holding," Dizayee said.

The KDP said it would observe the latest cease-fire for 72 hours from 1600 GMT on Friday, but said there would be renewed clashes unless the PUK withdrew from land captured in the fighting.

"What is important now is to get the cosponsors to get the PUK out of the occupied positions," Dizayee said.

"Any withdrawal must be part of a comprehensive solution

Turkish Daily News

October 21, 1997

to the problem," said Shazad Saib of the PUK.

The PUK lost control of the regional capital Arbil to Barzani's forces last year and say funds from a lucrative oil trade run by Barzani with his ally Turkey should be distributed more equitably.

SPMG meets

The Supervisory Peace Monitoring Group (SPMG) held its meeting Monday in the Turkish Foreign Ministry with the participation of the rival Iraqi Kurdish groups, Turkmens and representatives of the three sponsoring parties, London, Washington and Ankara.

KDP: Clashes will continue if PUK doesn't withdraw

Barzani's forces claim PUK involved in cease-fire violations on Saturday

Ankara - Turkish Daily News

■ A radio broadcast by Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) on Sunday declared that despite

the cease-fire assured recently, if the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) did not withdraw from certain areas clashes could continue, the Anatolia news agency reported.

The KDP and PUK started to fight again last week but after the call of the cosponsors of the Ankara peace process, Britain, Turkey and the United States, the clashes stopped. But the PUK did not withdraw from the area that it captured during the clashes.

The broadcast claimed that despite the cease-fire agreed to on Friday, PUK forces on Saturday attacked the Balek region under the control of the KDP. The radio said that 10 PUK fighters were killed.

Meanwhile PUK officials claimed that the clashes had stopped even before the start of this cease-fire, the Anatolia reported.

Tuesday, October 21, 1997

Turkish Daily News

Iraq urges France, Russia, China to veto sanctions

Baghdad- Reuters

■ An Iraqi newspaper on Monday urged Russia, France or China to use their U.N. Security Council veto power to block a U.S.-British proposal imposing travel sanctions against Iraqi officials.

"Such an American recklessness and pigheadedness inside the (U.N.) Security Council would not be stopped but by one of its permanent members through using the power of veto," al-Jumhuriya newspaper said in reference to the draft resolution.

The United States and Britain want the Security Council to impose a travel ban on "all members of the Iraqi armed forces, police and intelligence services, and all employees of the Iraqi Ministry of Defense and the Military Industrial Commissions." France and Russia oppose further sanctions on Baghdad and the Council discussed the issue when it met in full on Monday.

The draft is a response to an October report by Richard Butler, chairman of the U.N. Special Commission (UNSCOM) in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction.

He said Baghdad was imposing new restrictions on U.N. inspectors and concealing vital data about its biological arms program. "America will press on member-states (of the Security Council) to adopt another unjust resolution against Iraq ignoring the other three permanent members — Russia, France and China," the newspaper said.

But without the support of France and Russia, who along with the United States, Britain and China are permanent Council members with veto power, the proposal will fail.

Iraq has been under stringent trade sanctions since it invaded Kuwait in August 1990 and curbs on Iraq's oil exports will not be lifted until UNSCOM testifies that Baghdad is free from all mass destructive arms.

The United Nations has however allowed Iraq since December limited oil sales worth \$2 billion over six months to buy urgent needs for Iraqis.

L'Iran et l'Union européenne veulent mettre un terme à la « crise des ambassadeurs »

Un feuilleton diplomatique qui dure depuis six mois

Depuis le verdict prononcé à Berlin, le 10 avril, qui mettait en cause les plus hautes autorités de l'Etat iranien dans le meurtre d'opposants poli-

tiques, les relations diplomatiques entre l'Union européenne (UE) et l'Iran sont au point mort. L'UE ne souhaite pas que le retour des ambassa-

deurs européens rappelés dans leurs pays respectifs après l'affaire se fasse aux conditions dictées par l'Iran.

EN APPARENCE, la situation est totalement bloquée sur le plan diplomatique entre l'Iran et l'Union européenne (UE), mais en réalité, les deux parties s'emploient à trouver une solution à une situation dont toutes deux n'avaient pas anticipé l'évolution : cela fait un peu plus de six mois que les ambassadeurs des pays membres de l'UE sont rentrés dans leurs capitales respectives et que leurs homologues iraniens auprès des quinze Etats membres de l'UE attendent à Téhéran. Jeudi 16 octobre encore, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Mahmoud Mohamadi, affirmait que son pays exigeait que l'ambassadeur d'Allemagne ne revienne à Téhéran qu'après ses homologues des quatorze autres pays de l'UE. Ce que ces derniers refusent.

Cette situation est consécutive au verdict prononcé le 10 avril par un tribunal de Berlin, accusant « les plus hautes autorités de l'Etat iranien » d'être les commanditaires du meurtre de quatre opposants kurdes, en 1992, dans cette même ville. Les Quinze avaient alors décidé de geler le « dialogue critique » instauré en 1992 avec l'Iran et de rappeler leurs ambas-

sadeurs pour consultations. L'Iran avait riposté en rappelant les siens.

Trois semaines plus tard, le 29 avril, l'UE décidait de renvoyer ses ambassadeurs. C'est alors qu'Ali Khamenei, le Guide de la révolution islamique, c'est-à-dire l'autorité religieuse et politique suprême, dont nul n'ose contester les décisions, annonça que l'ambassadeur d'Allemagne était indésirable pendant un certain temps. Téhéran se jugeait offensé par le verdict de Berlin, qu'il tient pour un acte « politique ». Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, alors président de la République, tenta bien ensuite de calmer le jeu en demandant que l'ambassadeur d'Allemagne soit le dernier à revenir. Ce sera tous ensemble ou personne, a répliqué l'UE.

UN RETOUR EN DEUX TEMPS

Depuis, des projets de solution n'en ont pas moins circulé entre les deux parties, indique un spécialiste. Les Européens ont suggéré, par exemple, que leurs ambassadeurs rentrent à Téhéran en deux temps, l'Allemand faisant partie du second groupe. L'Iran, de son côté, a proposé, entre autres, que Bonn et Téhéran désignent de nouveaux ambassadeurs, ou en-

core que les ambassadeurs européens retournent en Iran en deux fournées, l'Allemand arrivant en dernier, à bord d'un avion privé qui prendrait du retard en vol... Mais aucune proposition n'a, à ce stade, été acceptée par les Européens.

L'Iran et les Quinze n'avaient pas prévu un tel blocage. Téhéran était persuadé que les Européens céderaient les premiers. D'abord parce que les autorités iraniennes sont convaincues que leur pays est incontournable et que l'UE a autant, sinon davantage, besoin de lui que l'inverse. Et puis, il y avait eu un précédent : en 1989, les pays européens qui avaient rappelé leurs ambassadeurs – pour protester contre la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques* – avaient fini par les renvoyer à Téhéran sans autre forme de procès, le décès et les funérailles de l'imam Khomeiny leur donnant en quelque sorte un bon prétexte.

Aussi les Iraniens affirment-ils aujourd'hui ne pas comprendre comment un problème avec l'Allemagne a dégénéré en contentieux avec l'UE. Et puis, même si cette crise n'a pas empêché les affaires

de continuer – la récente conclusion par l'Iran d'un accord gazier avec un consortium pétrolier conduit par la société française Total en est l'exemple le plus spectaculaire –, le régime iranien est soucieux de maintenir de bonnes relations avec l'Europe, en contre-poids de l'ostracisme dans lequel les Etats-Unis veulent le maintenir.

L'UE pour sa part, pensait que Téhéran saisirait l'occasion de l'investiture, le 4 août, du nouveau président Mohamad Khatami pour inviter les ambassadeurs européens accrédités à Téhéran. Elle en fut pour ses frais, puisque seuls les ambassadeurs présents à Téhéran au moment de l'investiture y furent invités.

Or les Quinze, dont la quasi-unanimité de vue à propos de l'Iran est l'un des rares succès de politique étrangère commune, sont aujourd'hui majoritairement en faveur d'un retour des ambassadeurs. Ils sont conscients que cette crise est à contretemps, puisqu'elle intervient à un moment où l'Iran semble bouger vers davantage de modération et d'ouverture, avec l'accession à la présidence de M. Khatami.

Mouna Naïm

LE MONDE / MARDI 21 OCTOBRE 1997

DÉPÊCHES

■ **POLÉMIQUE** : la remise du Prix de la paix, décerné par les libraires allemands à l'écrivain turc Yashar Kemal, lors de la Foire de Francfort, a donné lieu, dimanche 19 octobre, à un éclat de Günter Grass, qui s'en est pris à nouveau violemment à la politique turque du gouvernement de Bonn. Dans un hommage à son « frère spirituel », interrompu à plusieurs reprises par des applaudissements, il a dit avoir « honte de [son] pays,

qui a dégénéré en une simple place économique », tolérant les livraisons à la Turquie d'armes utilisées dans une « guerre d'extermination » contre les Kurdes et refusant l'asile à ces mêmes Kurdes. « La haine de l'étranger, latente en Allemagne, ne s'exprime-t-elle pas dans la pratique des expulsions de l'actuel ministre de l'intérieur ? » Le secrétaire général de la CDU, Peter Hintze, a réagi avec virulence, estimant que l'écrivain « touchait le fond intellectuellement ».

Téhéran est accusé de discrimination à l'égard de ses minorités

LES MINORITÉS ethniques et religieuses de la République islamique d'Iran, très majoritairement chiïte, sont victimes de discriminations légales et pratiques, accuse l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) dans un rapport consacré à ces communautés, dont certaines sont à la fois religieusement et ethniquement minoritaires.

A des degrés divers, indique un rapport de HRW, les bahaïs, les protestants, les sunnites – pour ce qui est de l'appartenance spirituelle –, les Kurdes, les Azéris, les Baloutches, les Arabes – pour les groupes ethniques –, subissent des traitements discriminatoires.

De tous les groupes religieux, les bahaïs sont les plus visés. La Constitution les exclut de la liste des religions reconnues – le zoroastrisme, le judaïsme et le christianisme. Ils sont en outre une cible de choix pour avoir été bien traités par le shah et le régime impérial, et sont accusés d'être des agents de l'étranger, notamment d'Israël.

Le fait que le quartier général des bahaïs soit à Haïfa « ne fait que renforcer la suspicion qui pèse sur eux ». Selon HRW, qui cite de nombreux exemples à l'appui, ils font l'objet de discrimination, voire de persécutions, dans les domaines

religieux, de l'éducation, professionnel, économique, et au regard de la loi.

Parce qu'ils puisent leurs origines dans les activités des missionnaires au XIX^e siècle, qu'ils maintiennent des liens avec leurs coreligionnaires aux Etats-Unis et en Europe, et qu'ils font du prosélytisme, les protestants iraniens suscitent la suspicion et l'hostilité des autorités. Leur persécution est allée crescendo depuis l'avènement de la République islamique. Plusieurs pasteurs convertis de l'islam ont été arrêtés ou retrouvés morts – pour certains après avoir été libérés – dans des circonstances obscures, indique HRW.

Les sunnites, qui sont la minorité religieuse la plus importante d'Iran, appartiennent par ailleurs, dans leur grande majorité, à des groupes ethniquement minoritaires : kurdes, baloutches ou turkmènes. Les Kurdes sunnites se sont vu refuser le droit à « une plus grande autonomie et aux libertés religieuses ». « Les prédicateurs du vendredi, même dans les mosquées sunnites, sont désignés par le pouvoir central. Plusieurs dirigeants sunnites, dont des Kurdes et des Baloutches, ont été tués au cours des dernières années dans les circonstances qui suggèrent une implication des autorités. Les récentes arrestations et meurtres de

responsables religieux baloutches semblent correspondre à une campagne concertée » [d'intimidation].

S'ils ne font pas l'objet de discrimination dans les domaines économique, professionnel ou de l'éducation, les Azéris, qui sont de confession chiïte, ont des revendications d'ordre essentiellement culturel. Le nationalisme azéri s'exacerbant, le pouvoir s'emploie à le contrecarrer. Les chantres des droits azéris sont traités de « séparatistes » ou d'« espions ».

EQUILIBRE ETHNIQUE MENACÉ

Les Baloutches se plaignent de discrimination économique, culturelle et dans le domaine de l'éducation. Leur tentative de mettre sur pied des organisations politiques pour défendre leurs intérêts a été bloquée par les autorités. Ils se plaignent de ce qu'ils affirment être un plan visant à modifier l'équilibre ethnique dans les principales villes du Baloutchistan, telles que Zahedan, Iranashahr, Chababhar et Khash.

Les Arabes iraniens se plaignent eux aussi des restrictions politiques, linguistiques et culturelles qui leur sont imposées et du déni de leur droit à participer à la prise des décisions concernant leur région.

HRW demande au gouvernement iranien de faire en sorte que

soit mis fin à ces discriminations, dans les textes législatifs et dans la pratique, et d'autoriser les organisations de défense des droits de l'homme indépendantes et de l'ONU à se rendre en Iran.

M. Na.

LE MONDE / MARDI 21 OCTOBRE 1997

US eases stand on Iraq but UN Council divided

Strategy: Without France and Russia, the sanctions cannot be adopted without some compromise

United Nations- Reuters

■ The United States has eased its insistence on immediate travel bans against Iraqi officials for blocking U.N. arms inspectors, but the Security Council is still divided on whether to impose the sanctions.

Envoys from France and Russia were waiting for any new instructions from their respective capitals, contacted by Secretary of State Madeleine Albright. Until then they would continue to oppose the new measures.

According to diplomats, U.S. Ambassador

drew up a resolution that would impose travel bans on Iraqi government officials, the military and the police, except when going abroad for diplomatic purposes.

Russia, in turn, has put up a resolution that would extend the current threat of further measures for another six months without committing the Council to institute them.

In June, after weapons inspectors were blocked several times, the Council adopted a resolution expressing its "firm intention" of imposing additional measures on Iraqi officials responsible for the obstruction unless cooperation. Bill Richardson proposed the sanctions be adopted this week but there would be a delay of six months before they took effect unless Iraq complied with the inspections before then.

Under this system the Council would not have to vote again in April, after another report from the U.N. Special Commission (UNSCOM) in charge of ridding Iraq of weapons of mass destruction.

The United States and Britain last week

improved by October when UNSCOM delivered another report.

But the report Richard Butler, chairman of UNSCOM pointed to five more inspections in September that were blocked or delayed. He also noted progress in ballistic missiles data but said Iraq had not come clean on its germ warfare program.

Iraq has been under stringent trade sanctions since it invaded Kuwait in August 1990. A clean bill of health from Butler as chairman of the U.N. Special Commission (UNSCOM) is necessary before any bans can be lifted.

Turkish Daily News

October 22, 1997

L'avocat turc Esber Yamugdereli, condamné pour délit d'opinion, a été arrêté

Plus de 70 personnes sont toujours, aux termes de la loi antiterroriste, en prison pour leurs écrits

CONDAMNÉ le 18 septembre 1997 par la Cour de Cassation d'Ankara à vingt-trois ans et dix mois de prison pour délit d'opinion (*Le Monde* du 4 octobre), l'avocat turc Esber Yamugdereli a finalement été arrêté dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 octobre, alors qu'il sortait des studios de la chaîne de télévision Kanal D, à Istanbul. « *La condamnation qui pèse sur moi ne m'empêchera pas de parler, la prison ne me fait pas peur* », avait-il martelé lors du long talk-show en direct auquel la chaîne de télévision privée l'avait convié. Il a été « cueilli » à la fin des émissions, vers 1 heure du matin, et conduit vers un commissariat d'Istanbul en attendant son transfert en prison.

Il aura donc fallu un mois aux autorités turques pour se résoudre à arrêter cet intellectuel âgé de cinquante-deux ans, malvoyant, dont les prises de position en fa-

veur d'un règlement pacifique de la question kurde, et d'une amélioration des normes démocratiques dans son pays, sont connues. Depuis la confirmation de sa peine par la Cour de cassation, le 18 septembre, Esber Yamugdereli s'était fait tout petit.

Sa première apparition publique depuis le verdict n'a, semble-t-il, pas été du goût des autorités, et son arrestation constitue une évidente invitation au silence. Mercredi 22 octobre au soir devrait se tenir à Ankara la première d'une pièce de théâtre portant sur le thème de la liberté d'expression et montée par lui, « *Il espérait y assister* », raconte un de ses amis.

Son arrestation intervient après que le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, de passage à Paris, vendredi 17 octobre, eut rappelé avoir fait voter par la Grande Assemblée une loi amnistiant « *tous les journalistes emprisonnés pour*

leurs écrits ». « *Ils ont été remis en liberté* », a affirmé le chef de la coalition au pouvoir, expliquant que les seules personnes inquiétées désormais étaient celles qui se livraient à « *l'apologie du terrorisme* ».

C'est occulter que la loi d'amnistie, adoptée dans la nuit du 13 au 14 août par la Grande Assemblée, l'a été dans sa version la plus restrictive. Seuls les rédacteurs en chef et les éditeurs de journaux ont été élargis, soit très exactement sept personnes, sur les 78 ou 89 (selon les sources) écrivains, caricaturistes, journalistes qui purgent actuellement en Turquie des peines de prison pour leurs écrits, aux termes de l'article 8 de la loi antiterroriste dont l'abolition, souhaitée par une partie de l'opinion publique, ne semble pas être pour demain.

Marie Jégo

LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997



17:52 GMT,
23 Octobre
1997

©AFP 1997

● Des bombardements turcs font plusieurs morts dans le nord de l'Irak, selon l'UPK

ANKARA, 23 oct (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a accusé jeudi Ankara d'avoir violemment bombardé ses positions dans le nord de l'Irak, en soutien d'une formation kurde rivale, tuant plusieurs personnes.

"Aujourd'hui à 16H45 (13H45 GMT), des avions de l'armée de l'air turque ont bombardé de façon intensive un large territoire sous notre contrôle, allant de l'est de de Rawanduz (près de la frontière iranienne) à Shaqlawa (ouest)", a déclaré à l'AFP le représentant de l'UPK à Ankara.

"Nos informations font état de la mort de plusieurs personnes", a-t-il affirmé sans donner de bilan précis.

Le porte-parole a également affirmé que la formation rivale kurde du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) était en train de mobiliser ses forces le long de la ligne de cessez-le-feu entre les deux groupes se préparant apparemment à intervenir contre l'UPK.

ue/hc/fmi/ar tf



● **L'UPK accuse les troupes turques d'intervenir aux côtés de son rival**

23 Octobre
1997

©AFP
1997

DUBAI, 23 oct (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a accusé la Turquie d'avoir envoyé des troupes dans une ville du nord de l'Irak tenue par la faction kurde rivale afin de l'aider à lancer une prochaine offensive.

Dans un communiqué parvenu jeudi à l'AFP à Dubai, l'UPK de M. Jalal Talabani affirme "qu'une colonne de blindés turcs se dirige vers la ville de Chaqlawa, afin de soutenir les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK)".

Des combats entre les deux factions kurdes ont éclaté le 12 octobre. Ils ont permis à l'UPK de gagner du terrain en s'approchant notamment de la ville de Chaqlawa, dans le nord du Kurdistan irakien, près de la frontière avec l'Iran.

Les combattants de l'UPK contrôlent actuellement une montagne surplombant cette ville qui commande l'accès à la localité de Salaheddine, quartier général du PDK de M. Massoud Barzani.

"Nous avons reçu des informations selon lesquelles le PDK projette une offensive d'envergure avec le soutien des forces turques", qui pourrait être imminente, affirme l'UPK dans son communiqué.

Un cessez-le-feu négocié par la Turquie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne est entré en vigueur le 17 octobre mais les trois pays, ainsi que le PDK, exigent que l'UPK se retire des positions gagnées au cours des récents combats.

L'UPK a en outre affirme que la Turquie avait mené, entre le 13 et le 16 octobre, cinq raids sur des villages et des positions de l'UPK, qui ont fait au total 20 tués (huit civils et 12 combattants) et 108 blessés (26 civils et 82 combattants).

"La Turquie est supposée être un arbitre neutre dans la dispute entre le PDK et l'UPK, mais elle est devenue partie au conflit", ajoute le texte.

"L'agression militaire turque a aggravé une situation déjà difficile et ne peut que susciter d'autres ingérences étrangères dans notre région", ajoute l'UPK, alliée de l'Iran.

L'armée turque avait lancé le 23 septembre une incursion dans le nord de l'Irak à la poursuite des séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle a annoncé le 13 octobre le début de son retrait, mais un journal turc a révélé mercredi qu'Ankara avait créé de facto une zone de sécurité dans le nord de l'Irak pour empêcher les infiltrations sur son territoire des rebelles du PKK.

L'UPK et le PDK s'affrontent sporadiquement depuis 1994 pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe au printemps 1991. Un premier cessez-le-feu négocié par Ankara, Washington et Londres était entré en vigueur en octobre 1996.

at/sb



14:01 GMT.
22 Octobre
1997

©AFP
1997

● M. Kinkel condamne l'emprisonnement de défenseurs des droits de l'homme

BONN, 22 oct (AFP) - Le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, a condamné mercredi l'emprisonnement de deux défenseurs turcs des droits de l'homme, en rappelant aux autorités d'Ankara qu'elles devaient faire un effort sur les droits de l'homme pour accéder un jour à l'Union européenne (UE).

Les peines infligées au président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) Akin Birdal et à l'avocat Esber Yagmurdereli, respectivement condamnés à un an et 23 ans de prison, sont "absolument incompréhensibles à tous ceux qui s'engagent pour la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'opinion en Turquie", souligne M. Kinkel dans un communiqué de son ministère.

Tenter de réduire au silence les défenseurs des droits de l'homme par des moyens juridiques "sape la valeur fondamentale de la démocratie" et "fait grand tort à l'image extérieure de la Turquie", ajoute le ministre.

Ces condamnations, prononcées au "seul motif" que les deux hommes ont "exprimé leurs opinions", sont d'autant plus regrettables qu'elles interviennent "quelques heures seulement" après l'attribution du Prix pour la paix des libraires allemands à l'écrivain turc Yasar Kemal, ajoute M. Kinkel.

Le ministre, qui dit avoir été "impressionné" par l'"engagement" des deux hommes lorsqu'il les a personnellement rencontrés, appelle le gouvernement turc à "mettre en pratique" sa promesse d'"améliorer sensiblement" la situation des droits de l'homme s'il veut entrer un jour dans l'UE.

La voie vers l'Europe "restera barrée" tant que le "droit fondamental de la liberté d'expression" ne sera pas assuré en Turquie, ajoute M. Kinkel.

Sept membres de l'IHD ont été condamnés mardi à des peines de prison allant jusqu'à deux ans pour avoir "provoqué le peuple à l'hostilité et à la haine", selon l'agence Anatolie. M. Yagmurdereli a été mis en prison pour purger une peine de 23 ans après son arrestation dans la nuit de dimanche à lundi.

cg/gic e.f



09:30
GMT, 23
Octobre
1997

©AFP
1997

● Demirel prêt à accorder sa grâce à l'avocat Esber Yagmurdereli

ANKARA, 23 oct (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel s'est déclaré prêt à accorder la grâce présidentielle au défenseur des droits de l'Homme aveugle, Esber Yagmurdereli, qui doit purger une peine de prison de 23 ans.

"Si un dossier demandant la grâce présidentielle (pour Esber Yagmurdereli) m'est présenté, je le signerai tout de suite", a déclaré M. Demirel, cité par le quotidien turc Hurriyet.

Une peine de prison de 10 mois, infligée à M. Yagmurdereli pour "propagande séparatiste pro-kurde", avait été approuvée le 28 mai dernier par la Cour de cassation à Ankara. L'appel de ses avocats a été rejeté en septembre, ce qui a épuisé ses recours juridiques et annulé une précédente libération conditionnelle qui lui avait permis de recouvrer la liberté en 1991, alors qu'il purgeait une peine de prison à vie pour une autre condamnation.

"Il faut une grâce présidentielle ou changer la loi. Il n'y a pas d'autre issue. Nous devons surmonter ces crises. L'Etat ne prend pas plaisir en emprisonnant des gens", a ajouté M. Demirel, répondant à une question dans l'avion qui le conduisait mercredi à Denizli (ouest).

M. Yagmurdereli, âgé de 52 ans, avait été condamné en 1978 à la prison à perpétuité pour "activités subversives armées" contre le régime. Bénéficiant d'une loi nouvelle de "relâchement conditionnel", il avait été mis en liberté conditionnelle en 1991, après 13 ans sous les verrous.

Selon cette loi, il ne devait pas commettre de nouveau crime pendant encore 23 ans, c'est-à-dire le temps qu'il lui restait à purger pour compléter la durée maximum de 36 ans à purger en Turquie pour les condamnations à perpétuité.

En cas de nouvelle condamnation durant la liberté conditionnelle, la durée restante de la première devait s'ajouter à celle de la seconde.

M. Yagmurdereli, incarcéré mardi soir d'abord dans la prison d'Umraniye à Istanbul puis transféré à la prison de Cankiri, 500 km plus à l'est, avait déjà déclaré qu'il refuserait une éventuelle grâce présidentielle.

D'autre part, le Parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate, 49 siège au parlement sur 550) a entrepris des préparatifs pour rechercher les les moyens d'obtenir la libération de M. Yagmurdereli, selon la même source.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 22, 1997

U.S. Backs Off Its Call For New Iraq Sanctions

By John M. Goshko
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — In an attempt to defuse strong opposition from Russia and France, the United States is backing away from its call for immediate new sanctions against Iraq for interfering with United Nations weapons inspectors and has offered to wait six months for the Security Council to act against Iraq, UN diplomatic sources said.

But, the sources said, the United States wants a commitment that the sanctions automatically would take effect then if President Saddam Hussein's government continues to defy UN orders. So far, Russia and France have not accepted that condition.

At issue is a proposal by the United States and Britain to toughen the sanctions imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait to include a ban on international travel by Iraqi military and intelligence officials. The aim is to force

Iraq to stop hindering UN inspectors charged with eliminating Mr. Saddam's remaining weapons of mass destruction.

Washington began pressing for the new sanctions in June but ran into opposition from Russia and France. Both countries have strong economic interests with Baghdad and advocate a more flexible and conciliatory line.

After President Bill Clinton intervened with President Boris Yeltsin of Russia during the Group of Seven industrial nations summit meeting in July, a compromise was worked out that also won French agreement. It called for the Security Council to give Iraq until Oct. 11 to cooperate with UN inspections or face a travel ban.

That deadline has expired, and the United States and Britain — citing continued Iraqi blocking of inspections — are circulating a resolution that would have the 15-nation council impose the restrictions. But Russia and France, each of which can veto any resolution, are arguing that the council should wait

before resorting to further sanctions.

U.S. officials declined to say Monday night whether Washington had offered the compromise described by other diplomatic sources.

Bill Richardson, the U.S. representative to the United Nations, said: "The last resolution said there would be additional sanctions if they don't comply. We are following the letter of the law, and we don't want to send them a signal that they can violate UN sanctions."

However, James Rubin, the State Department spokesman, hinted that the United States was looking for a compromise.

Mr. Rubin also said that Secretary of State Madeleine Albright spoke last weekend with the French foreign minister, Hubert Vedrine, and the Russian foreign minister, Yevgeni Primakov.

France hopes to gain contracts and concessions in the Iraqi oil industry once sanctions are ended. Russia is owed billions of dollars for weapons sold to Mr. Saddam's military by the defunct Soviet Union but cannot collect until Iraq again begins earning oil revenue.

La Turquie, nouvelle étape de l'internationalisation d'Europe 1

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

MC Solaar, le rappeur français, et Izel, chanteuse turque, étaient les vedettes du lancement, jeudi 9 octobre à Istanbul, de Genç Radio, la dernière née d'Europe Développement international (EDI), filiale du groupe Europe 1 Communication.

Cette station est à l'image des 18 radios créées depuis 1989 par le groupe, et elle est symbolique de sa stratégie de développement à l'étranger, depuis que la dérégulation radiophonique est à l'ordre du jour. Dès que la législation locale le permet, EDI se cherche un partenaire local pour prendre pied sur ce nouveau marché.

En Turquie, le groupe de Jean-Luc Lagardère s'est associé avec Osman Ataman, un fou de radio âgé de trente ans, qui avait déjà lancé une radio pirate en 1992. Deux années de travail en commun leur ont permis de mettre sur pied une radio nationale, une société de production, Radyonet, qui produit deux pro-

grammes différents, Popnet et Hitnet, auxquels devraient être affiliées 160 radios d'ici à la fin de l'année. Une régie publicitaire, Fulmedya, a été créée pour vendre les espaces de cet ensemble.

DANS 75 VILLES

Présente dans 75 villes, Genç vise un public jeune dans ce pays où les moins de trente ans représentent plus de la moitié de la population. Peinture propre, moquette et meubles neufs, studios étroits et matériels modernes sentent encore le neuf dans les bureaux où les trente-huit personnes de la radio et de la régie publicitaire viennent de s'installer. Pour être en conformité avec la loi turque qui stipule qu'un investisseur étranger ne doit pas posséder plus de 20 % du capital d'une entreprise de média, EDI et ses associés ont été contraints d'imaginer une architecture complexe de répartition de l'actionariat: création d'une holding et système de participations croisées avec la société de production musicale Raks.

« Notre objectif est d'arriver les premiers au bon moment. Nous profitons de la dérégulation radiophonique au fur et à mesure qu'elle se produit pour nous installer dans un pays où les perspectives de croissance du PIB et d'émergence des classes moyennes sont importantes », explique Martin Brisac, directeur délégué des activités radio. A chaque fois le système est le même: association avec un partenaire local auquel le groupe Europe 1 Communication apporte son expertise sur les programmes, la gestion et le management, mise en place des équipes et création d'une régie publicitaire.

TOUJOURS PLUS À L'EST

En Turquie, l'investissement s'élève à 10 millions de francs pour le groupe français, qui refuse de communiquer les résultats de ses activités à l'étranger. « Aux résultats immédiats, nous préférons la valorisation de nos investissements », précise Jacques Lehn, président délégué d'Europe 1 Communication. Et les dirigeants

de ce groupe ne se font pas prier pour raconter les offres qui leur ont été faites par des groupes britanniques et américains pour des radios qu'ils ont créées en Russie ou en Tchécoslovaquie, il y a quelques années.

Pour l'avenir, ils regardent toujours plus à l'Est. En 1998, ils espèrent la libéralisation des ondes, maintes fois promise en Inde, ils négocient en Indonésie et ils savent qu'ils n'ont pas épuisé leurs ressources dans la vaste Chine.

Grâce à ses implantations à l'étranger et ses 500 émetteurs ou radios locales retransmettant ses programmes, Europe 1 Communication revendique une zone de couverture de 400 millions de personnes en dehors de la France et de 30 millions d'auditeurs quotidiens. Une aubaine pour l'image de marque du groupe, légèrement écornée par les difficultés que rencontre la station mère pour remonter son audience dans l'Hexagone.

Françoise Chivot

Two Crises in Iraq

There are two crises in Iraq, and other nations of the world are responding in their fashion to only one. That one is urgent and familiar: the renewed confrontation that Saddam Hussein has provoked by again resisting the United Nations arms inspections he agreed to after the Gulf War.

Last June, Washington began pressing for new sanctions. But, under Russian and French urging, it put off the issue to October so as to allow Iraqi cooperation. Instead Iraq stonewalled, and now, with Russia and France still dragging, the United States suggests a further six-month wait and then, if Iraq is not in compliance, automatic new sanctions. If the United Nations is serious about its own credibility, this is a minimal plan.

The second, quieter and barely noticed crisis in Iraq extends beyond the challenge of maintaining alliance fidelity in the face of an outlaw state's defiance. This one goes to the immense suffering of the Iraqi people as a result not simply of the war but of the international economic sanctions that have been in place against the regime in the nearly seven years since.

The consequences are well attested to and include an annual extra death toll of perhaps a million people, 60 percent of them children, and the still unpaired desolation of the public health

infrastructure bombed out in the war.

Americans are accustomed to treat this appalling situation for what it is — the result of the overweening cynicism of a dictator exploiting the misery of his own people for political ends. Many figured that last year's opening of an oil-for-food humanitarian loophole in the sanctions would at one swoop ease both Iraqi misery and American discomfort. But little food and practically no medicine has passed through what is barely a billion-dollar loophole, and the public health infrastructure remains mostly debris.

The new sanctions that Washington is cranking up would keep Iraqi military, intelligence, police and strategic industry officials from traveling abroad. The United States should be working hard to rally broad support for such a restriction.

But that is not enough. Some new thinking is needed on how best to relieve innocent but hurt Iraqi civilians. A national or international awareness campaign? A larger humanitarian loophole? More focused attention to infrastructure repair? Something like this is essential to preserve what must be the two strands of American policy: tightening up on Iraq's arms violations, loosening up on the humanitarian needs of its people.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, OCTOBER 23, 1997

ROBERT F. KENNEDY MEMORIAL

FOR IMMEDIATE RELEASE

Friday, October 24, 1997

For more information, contact:

Anjali Kochar, 202/463-7575, ext. 227

TWO LAWYERS FROM TURKEY NAMED RECIPIENTS OF 1997 ROBERT F. KENNEDY HUMAN RIGHTS AWARD

Washington, D.C.: Two human rights lawyers from Turkey will receive the 1997 Robert F. Kennedy Human Rights Award, RFK Memorial Chairman **Edwin Guthman** announced late Thursday, October 23.

Senal Sarihan is a prominent human rights lawyer who has made strengthening civil society in Turkey a major goal of her work. Mrs. Sarihan has worked on many cases of death in detention, torture and sexual assault, including rape, in police custody. She has also handled difficult human rights cases, including those of intellectuals and lawyers charged with "separatist propaganda." Mrs. Sarihan gained respect for her courage and integrity in defending women's rights at a critical juncture when, in 1996, for the first time in its modern history, Turkey's government was led by an Islamist party. She is president of the Contemporary Women's Association, an umbrella group of women's organizations, which was instrumental in organizing a rally in February 1997 attended by 35,000 people supporting women's rights.

Sezgin Tanrikulu, a leading human rights lawyer, is secretary-general of the Bar Association in Diyarbakir and founder of the Diyarbakir Human Rights Association. Diyarbakir is the most populous city in southeast Turkey, which is home to much of Turkey's Kurdish population. The region is torn by a bloody war that has taken the lives of more than 26,000 people since 1984. Extrajudicial killings are the norm in southeast Turkey, and much of the region is under martial law. Mr. Tanrikulu is known for handling difficult human rights cases and is among the first within Turkey's legal community to submit cases to the European Court for Human Rights. Presently, he is representing the families of 10 inmates beaten to death after alleged unrest in Diyarbakir prison.

Human rights organizations and the United Nations have documented a record of serious human rights problems in Turkey, including torture, deaths in official custody, disappearances, and the lack of accountability of the security forces. Turkey's failure to resolve these human rights problems remains one of the primary obstacles to the country's aspiration to become a full member of the European Union.

"We are especially concerned about the Turkish government's arbitrary repression, through its legal system, of freedom of expression. As of October 1997, 45 journalists are languishing in Turkish prisons, the highest number in the world," said RFK Human Rights Award judge **Rose Styron**.

During a visit to Germany this month, Turkey's **Prime Minister Mesut Yilmaz** stressed the need to improve respect for human rights in his country. The recent lifting of emergency rule in three southeast provinces is viewed as a first step toward easing the military and political tension that has hampered any serious attempt toward these goals.

According to observers, Turkey is at a critical juncture, with the ongoing brutal civil war in the southeast, the Welfare Party ousted from power in July 1997 under considerable military pressure and facing disbandment by the Turkish Supreme Court, and candidacy for full membership in the European Union under consideration. "Turkey needs lawyers like Sezgin Tanrikulu and Senal Sarihan who have

dedicated their careers to strengthening the rule of law, building civil society and improving respect for human rights," said **Kerry Kennedy Cuomo**, founder of the RFK Center for Human Rights. "Their cause requires extraordinary courage and devotion: in Diyarbakir alone, more than 30 lawyers are facing criminal charges that appear to be based solely on their professional activities as lawyers."

The RFK Human Rights Award will be presented on Thursday, November 20, 1997, by **Mrs. Robert F. Kennedy** and **Senator Edward M. Kennedy (D-MA)** at a ceremony in the Senate Caucus Room in Washington, D.C. **U.S. Ambassador to the United Nations Bill Richardson** will give the keynote address.

Rose Styron, poet and human rights activist, chaired the 1997 RFK Human Rights Award judges panel. The other judges are: **Robert L. Bernstein**, Chair of Human Rights Watch; **Patt Derian**, former Assistant Secretary of State for Human Rights in the Carter Administration; **Louis Henkin**, Professor Emeritus at Columbia University Law School; and **Michael Posner**, executive director of the Lawyers Committee for Human Rights.

The judges made their selection from nominations submitted by an International Advisory Committee of more than 60 members known for their work in the field of human rights.

The **Robert F. Kennedy Human Rights Award** was established in 1984 to express Robert Kennedy's unequivocal opposition to tyranny and his belief in the power of moral courage to overcome injustice. The award is presented each year to individuals who, at great personal risk, have stood up to government oppression in their pursuit of respect for human rights (below is a list of past laureates). The award carries a cash prize of \$30,000, which the two laureates will split.

The **RFK Center for Human Rights** carries out projects that support, enhance and complement the efforts of the Human Rights Award laureates. The Center investigates and publishes reports on human rights conditions and campaigns to heighten awareness of these issues, seeks to gain the release of prisoners of conscience, and encourages governments and international organizations to adopt policies that help ensure respect for human rights.

Founded in 1968, the RFK Memorial advances Robert Kennedy's vision of freedom and democracy by encouraging justice and respect for human rights -- in the United States and around the world.

Past RFK Human Rights Award Laureates

- Anonymous Sudanese human rights activist (1996);
- Indian advocate for the abolition of child labor **Kailash Satyarthi** (1995);
- Imprisoned Vietnamese human rights activists **Dr. Nguyen Dan Que** and **Professor Doan Viet Hoat** (1995);
- Imprisoned Chinese dissident **Wei Jingsheng** and human rights activist **Ren Wanding** (1994);
- Indonesian human rights attorney **Bambang Widjojanto** (1993);
- Malawi trade unionist and pro-democracy leader **Chakufwa Chihana** (1992);
- Human rights lawyers **Avigdor Feldman** of Israel and **Raji Sourani** of Gaza (1991);
- Guatemalan human rights activist **Amilcar Mendez Urizar** (1990);
- Chinese astrophysicist and democracy advocate **Fang Lizhi** (1989);
- Kenyan human rights attorney **Gibson Kamau Kuria** (1988);
- South Korean labor and human rights activist **Kim Keun Tae** and prisoners' rights activist **In Jae Keun** (1987);
- Polish Solidarity's **Zbigniew Bujak** and **Adam Michnik** (1986);
- South African anti-apartheid activists **Allan Boesak**, **Dr. Beyers Naude** and **Winnie Mandela** (1985); and
- The Co-Madres, a Salvadoran women's group working to end human rights abuses in their country (1984).

Turkey rewards lobbying firm that hosted pro-PKK Kurds in Washington

UĞUR AKINCI

Washington — Turkish Daily News

■ Turkey has rewarded one of the biggest law firms in Washington, Patton Boggs, with a new lobbying account to represent Ankara on all legal matters.

Patton Boggs, headed by one of the most influential Washington lobbyists, Thomas Boggs, and which employs about 400 attorneys, also, however, happens to be the same law firm that welcomed two pro-Kurdistan Workers' Party (PKK) Kurdish representatives to Washington in 1994.

Thomas Boggs' mother, Lilian Boggs, has just been ratified by the U.S. Senate as the new U.S. ambassador to the Vatican. Boggs' sister, Cokie Roberts, anchors ABC TV's Sunday political talk-show program.

Thomas Boggs, who reportedly is in Turkey at this time of writing, did not return TDN's prior calls concerning this story.

There is no indication so far if Mr. Boggs was personally aware of the hosting of the two pro-PKK Kurdish activists by his own firm back in 1994, or if the Turkish government asked the company to disclose any such information when the contract was signed this year.

"O'Dwyer's Washington Report," the well-known PR industry newsletter, also reported that "attorneys at Patton Boggs did not return phone calls for comment about the scope of the work for Turkey."

Remzi Kartal and Ali Yigit are two former deputies from the now defunct Democracy Party (DEP), who escaped Turkey on June 16, 1994 in order to escape arrest by the Turkish authorities on charges of treason.

They were welcomed in Washington at a roundtable discussion organized by Patton Boggs partner Steven Schneebaum.

Kartal and Yigit never hid their sympathy for the cause of the PKK, which the U.S. State Department has always referred to as a "vicious terror organization," and has recently declared it a "foreign terrorist organization."

Since 1984, almost 30,000 people have died in clashes between the PKK and the Turkish Security Forces.

Both Kartal and Yigit maintained, during a TDN interview in 1994, that the Turkish government's military response to the Kurdish problem had forced many young Kurdish men to "join the guerrillas" — including Kartal's own son.

Currently both Kartal and Yigit are among the senior members of the "Kurdistan Parliament in Exile," which the U.S. State Department, in the past, regularly referred to as a "PKK financed" organization.

Kartal and Yigit were the principal speakers at the roundtable discussion, "The State of Democracy in Turkey," held on July 13, 1994, on the premises of Patton, Boggs & Blow, at 2550 M Street, N.W., Washington, D.C.

The discussion was co-organized by the International Human Rights Law Group (to which Steven Schneebaum also belonged) and the Congressional Human Rights Foundation — which did not have anything to do with the U.S. Congress and was headed by Kathryn Porter, a Kurdish activist and the wife of Representative John Edward Porter (Republican) of Illinois.

Mrs. Porter is currently participating in a hunger strike on the grounds of U.S. Capitol in order to force the release of Leyla Zana, also a former DEP deputy, who was found guilty on charges of separatism, and is currently imprisoned in Ankara.

The invitation to the discussion held on the Patton, Boggs & Blow premises was faxed on official Patton, Boggs & Blow's stationery. Attached were the biographies of Kartal and Yigit.

The two former members of the Turkish Parliament also appeared on July 22, 1994 at a panel on the "The State of Democracy in Turkey," sponsored by the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), at the U.S. Congress

\$2 million a year

Patton Boggs, according to O'Dwyer's Washington Report, will reportedly receive \$2 million a year from the Turkish government in return for its legal counseling and lobbying efforts.

At this writing, the company had not yet registered as a "Foreign Agent" with the U.S. Justice Department as required by law.

New PKK tactics in Black Sea region

Ankara - Turkish Daily News

■ The Kurdistan Workers' Party (PKK), a separatist terrorist organization, while trying to establish a base in Alawite villages in eastern and central Anatolia, has started to use illegal leftist organizations as subcontractors in the Black Sea region, the Anatolian news agency reported.

Top security officers stated, "Terrorist organizations cannot appear or act in the Black Sea region since it is very risky and difficult in terms of the terrain, and so the PKK cannot conduct activities in the forests or villages in the area. As a result, the PKK has started to utilize illegal leftist organizations such as the Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP-C) and the Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army (TIKKO) as subcontractors there. Previously, leftist groups were active in the Black Sea. Now the PKK manifests its presence by utilizing these leftist groups. Citizens in the region have to be very careful."

On the other hand, officers of Alawite associations in Elazig, Malatya, Sivas

and Tokat stated that the separatist PKK had previously tried, prior to Sept. 12, 1980, the date of the military coup, to establish a base by making use of illegal leftist groups, but the organization was unsuccessful in its endeavor. The PKK was searching for places to stay in mountain villages where Alawite people formed a majority, said Hasan Meseli, chairman of the Foundation for Continuing the Culture of Haci Bektas Veli. He stated that, especially in Tunceli, Erzincan, Elazig, Malatya, Kahramanmaraş, Sivas and Tokat, the PKK looks for Alawite homes. By exploiting the Alawite people's feelings about the unfortunate incidents at the Madimak Hotel in Sivas and in Istanbul's Gaziosmanpasa district, the terrorist PKK is accelerating its activities to create a base of operation in the Black Sea region.

"Prior to Sept. 12, some leftist groups had the opportunity to situate themselves in some villages, and now the PKK is trying to infiltrate there as well. They call upon our people to rebel by making use of these unfortunate incidents. However, our Alawite citizens are able to recognize

this provocation and do not let them into their circles. As a result, our citizens in these villages are oppressed and threatened. Our state is strong and Alawites are loyal to their nation, state and flag. No organization can destroy this loyalty. The PKK is the enemy of the state, the nation, the flag, our religion and our unity."

Meseli stated that the Alawite foundations and associations have to be carefully scrutinized, since some "cover" associations had been established. These covers have to be done away with. "Through these cover organizations, the PKK wanted to make use of our naive citizens. Our state has to demonstrate that holding all Alawite citizens responsible for all the denunciations is unfair. The PKK attempts to incite demonstrations in the regions where Alawite citizens are located with the help of these covers. Our state should help us. For example, the government gave us TL 5 billion, but we still cannot complete the building of our foundation since the fund was insufficient. No preacher comes to our funerals to pray. The Directorate of Religious Affairs should help us."

US: Turks are right about N.Iraq

Washington — Turkish Daily News

■ The U.S. State Department made it clear on Wednesday that, despite reports of Turkey forming a "buffer zone" inside northern Iraq to protect itself from the attacks of PKK terrorists, it was still justified in what it was doing.

"Turkey's military has begun occupation of the buffer zone in northern Iraq. Reports say that it has United States and Israeli support, and that it's using surveillance equipment purchased from the United States and Israel. Can you comment on what role Turkish troops will have in the zone and how long they are planning on staying?" a journalist asked State Department spokesman Jamie Rubin.

Unchanged view

After saying that he had no information on the "buffer zone" in question, Rubin added: "I can say what our standard position is on this subject — is that in the past when Turkey has acted in northern Iraq in pursuit of what they say are legitimate operations against terrorists, we have said we understand that issue and would want to see any action limited in duration and scope and with due regard for human rights concerns."

"That view of ours hasn't changed," Rubin confirmed.

Security zone

Would that still be the official view even if Turkey was setting up a "security zone" inside northern Iraq? a journalist wanted to know. "Right," Rubin said. "That would be a hypothetical question that I wouldn't answer until I had received some information about their intentions and their statements and we had talked about it internally. All that happened is that I heard about the press report on my way in the door. I think this is pretty real-time stuff here."

Iraqi Foreign Minister Mouhammed Said Al-Sahaf harshly criticized Turkey claiming that "Ankara acted as an invader in northern Iraq," in his interview with leading daily Al-Hayat, according to Anatolia news agency.

PUK: 'KDP is preparing to attack us'

In addition, the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) claimed on Thursday that the KDP was preparing for a large-scale attack on them. In a statement, the PUK also accused Turkey of supporting the KDP.



18:37 GMT,
24 Octobre
1997

©AFP 1997

● Une plainte de Leyla Zana et de trois ex-députés Kurdes jugée recevable

STRASBOURG, 24 oct (AFP) - La Commission européenne des droits de l'homme a jugé "en partie recevable" vendredi à Strasbourg une plainte de l'ancienne députée kurde Leyla Zana et de trois autres députés, actuellement emprisonnés en Turquie, du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde, dissous).

Cette plainte, la troisième concernant cette affaire, avait été déposée à Strasbourg par Mme Zana, lauréate 1995 du prix Sakharov des droits de l'homme décerné par le Parlement européen, conjointement avec Selim Sadak, Hatip Dicle et Ohran Dogan.

Les quatre députés se plaignent de l'absence d'indépendance et d'impartialité de la Cour de sûreté de l'Etat qui les a condamnés à des peines de trois à quinze ans, d'une atteinte à la liberté d'expression et d'association et de discrimination. Cette partie de la requête a été jugée recevable par la Commission.

Elle a en revanche estimé irrecevable les plaintes des requérants concernant les modalités de leur arrestation à la suite de la levée de leur immunité parlementaire et la durée et les conditions de leur garde à vue.

La Commission, dont l'avis ne lie pas la Cour de droits de l'homme qui juge en dernier recours, va maintenant rédiger un rapport en examinant l'affaire au fond.

Les deux premières plaintes des députés, qui portaient sur les conditions de la garde à vue et l'interdiction du parti DEP, avaient été jugées recevables par la Commission, mais la Cour n'a pas encore tranché.



13:45 GMT,
24 Octobre
1997

©AFP
1997

● Le militant des droits de l'homme Esber Yagmurdereli refuse d'être amnistié

ANKARA, 24 oct (AFP) - Esber Yagmurdereli, un défenseur des droits de l'Homme aveugle emprisonné mardi pour "propagande séparatiste pro-kurde" et qui risque de passer 23 ans derrière les barreaux, a rejeté l'offre du président turc Suleyman Demirel de lui accorder la grâce présidentielle, ont annoncé vendredi à Ankara ses avocats.

"Esber Yagmurdereli refuse d'accepter les initiatives en vue de lui accorder une amnistie spéciale", a déclaré Me Turhan Icli. "Yagmurdereli veut que la Turquie lève les interdictions en matière de liberté de pensée, et non être libéré de prison", a expliqué l'avocat.

M. Yagmurdereli, un avocat âgé de 52 ans, avait été arrêté lundi, incarcéré mardi soir dans la prison d'Umraniye à Istanbul, puis transféré à celle de Cankiri, 500 km plus à l'est.

Une peine de 10 mois de privation de liberté lui avait été infligée en mai pour "propagande séparatiste pro-kurde" et l'appel de ses avocats avait été rejeté en septembre.

Cette condamnation a annulé une précédente libération conditionnelle qui lui avait permis de recouvrer la liberté en 1991, après 13 ans sous les verrous. Esber Yagmurdereli purgeait, en effet, à cette date une peine de prison à perpétuité en vertu d'une autre condamnation en 1978 pour "activités subversives armées" contre le régime.

Or, selon la législation en vigueur, il ne devait pas commettre de nouveau crime pendant le temps qu'il lui restait à être emprisonné pour achever la durée maximum de 36 ans à purger en Turquie pour les condamnations à perpétuité. En cas de nouvelle condamnation durant la liberté conditionnelle, la durée restante de la première peine, soit, en l'occurrence, 23 ans, devait s'ajouter à celle de la seconde.



20:06 GMT,
25 Octobre
1997

©AFP 1997

● Damas dénonce la création d'une "zone de sécurité" turque en Irak

DAMAS, 25 oct (AFP) - Le ministre syrien de l'Information Mohammed Salman a dénoncé samedi la création par la Turquie d'une "zone de sécurité" dans le nord de l'Irak, affirmant que des experts américains et israéliens opéraient dans cette zone, a rapporté l'agence officielle SANA.

"La présence d'experts israéliens et américains dans la zone de sécurité créée par l'occupant turc dans le nord de l'Irak est dangereuse pour tous les Arabes", selon SANA.

Le ministre s'exprimait lors d'une rencontre avec des journalistes accompagnant le chef de la diplomatie russe Evguéni Primakov, arrivé samedi matin à Damas, deuxième étape d'une tournée dans la région.

La semaine dernière, la Turquie avait créé de facto une zone de sécurité dans le nord de l'Irak pour empêcher les infiltrations sur son territoire de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

Un système électronique a également été installé, en coopération avec les Etats-Unis et Israël, pour surveiller le secteur irakien de la frontière.

Comparant cette zone à celle créée par Israël au Liban sud, le ministre syrien a affirmé que la "création de cette zone est une violation de l'intégrité territoriale de l'Irak et n'est pas conforme aux règles internationales", a ajouté l'agence.

Il a en outre souligné "le souci de son pays de résoudre les problèmes avec la Turquie dans le cadre des relations de bon voisinage, ainsi que son souci de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie".

Le ministre a également critiqué la coopération militaire entre la Turquie et Israël, affirmant que la Turquie avait "préparé cette coopération en gelant la commission conjointe syro-turque ainsi que la commission tripartite syro-irano-turque, créée pour sauvegarder l'unité de l'Irak avant d'en occuper une partie en créant une zone de sécurité".

La plus haute instance dirigeante en Syrie, le Front national progressiste (FNP), avait récemment souligné son "attachement à des relations normales avec la Turquie qui doit de son côté réviser sa politique, notamment celle de son alliance avec Israël qui menace toute la nation arabe".

Ankara a développé sa coopération militaire avec Israël depuis l'an dernier, malgré les protestations des pays arabes, notamment la Syrie qui s'estime visée au premier chef.

wh-raf/ng



11:28 GMT,
25 Octobre
1997

©AFP 1997

● L'UPK accuse la Turquie de nouveaux raids aériens contre ses positions

ANKARA, 25 oct (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani a accusé samedi la Turquie d'avoir procédé de nouvelles attaques aériennes contre ses positions dans le nord de l'Irak.

"Des avions turcs ont bombardé samedi à 12h00 des positions de l'UPK situées à l'est de Rawanduz" (près de la frontière avec l'Iran), a déclaré à l'AFP le représentant de l'UPK à Ankara, Shazad Saib.

M. Saib a fait état de la poursuite samedi des combats entre l'UPK et les forces de la formation rivale le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani dans la même région. "Ils (les avions turcs) appuyaient le PDK dans la région", a-t-il affirmé.

Le représentant du PDK à Ankara n'était pas joignable.

Aucune confirmation de ces attaques aériennes n'a pu être obtenue samedi de la part des autorités turques.

Vendredi, l'UPK avait également accusé la Turquie d'avoir procédé à des bombardements de ses positions dans le nord de l'Irak. Des sources militaires turques avaient confirmé ces attaques aériennes mais affirmé que les raids visaient les objectifs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), qui utilise le nord de l'Irak comme base arrière.

Samedi, la radio de l'UPK avait affirmé que 100 Peshmergas (combattants) du PDK avaient été tués vendredi dans des combats dans le nord de l'Irak. La radio du PDK avait nié ce bilan, affirmant que les combats avaient fait 16 morts parmi les pesmergas de l'UPK, selon l'agence turque Anatolie.

Ces deux radios émettent dans le nord de l'Irak et sont captées dans le sud-est anatolien frontalier.

La Turquie et son allié le PDK, qui combat les maquisards kurdes de Turquie du PKK en Irak du nord, affirment que les forces de M. Talabani sont appuyées par le PKK.

Un cessez-le-feu était entré en vigueur le 17 octobre sous la pression de la Turquie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne entre les deux factions kurdes rivales d'Irak, après la reprise des combats le 13 octobre dans la région.

Cette trêve avait été respectée généralement respectée par le PDK et l'UPK qui ont repris les affrontements jeudi soir.

Ces deux formations s'affrontent sporadiquement depuis 1994 pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe au printemps 1991. Jusqu'à mai 1994, date à laquelle elles avaient repris les armes mutuellement, elles avaient conjointement dirigé le nord de l'Irak.

Plus de 2.500 personnes ont été tuées dans ces combats depuis 1994. Un premier cessez-le-feu négocié par Ankara, Washington et Londres était entré en vigueur en octobre 1996 et avait été largement respecté pendant près d'un an.



09:53 GMT,
24 Octobre
1997

©AFP 1997

● Plus de 5.500 séparatistes kurdes tués par les troupes turques en 1997

ANKARA, 24 oct (AFP) - Plus de 5.500 rebelles séparatistes kurdes ont été tués par les troupes turques depuis le début 97 dans le sud-est du pays et dans le nord de l'Irak, a indiqué vendredi l'agence Anatolie, citant des responsables militaires turcs.

Près de 3.000 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'affrontements qui se sont déroulés sur le territoire turc, précise l'agence.

2.500 autres séparatistes kurdes ont trouvé la mort lors de combats dans le nord de l'Irak au cours de deux offensives des troupes turques, la première en mai et juin et la seconde, qui dure depuis fin septembre, ajoute l'agence qui ne précise pas le nombre des victimes dans les rangs des forces turques.

450 autres membres du PKK ont été capturés vivants ou se sont rendus aux forces de sécurité, selon Anatolie.

L'intervention turque en Irak, mobilisant 15.000 hommes et une centaine de chars ainsi

que l'aviation, a débuté le 23 septembre contre les positions du PKK, en rébellion contre Ankara depuis 1984 et qui utilise le nord de l'Irak comme base arrière pour mener ses attaques en territoire turc.

Le retrait des forces turques a commencé le 14 octobre, selon des sources sur place mais des milliers de militaires turcs sont encore présents dans le nord de l'Irak.

Cette région, peuplée en majorité de Kurdes, échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le PKK mène une rébellion contre Ankara depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Cette rébellion et les opérations de représailles ont fait plus de 27.000 morts en Turquie.

ue/hc/amc/ob t;

Strong Oil Pressures Are Building Against Sanctions on Iran

By Thomas L. Friedman

KUWAIT — Just north of here, Iraqi refineries near Basra are producing tons of gas oil used to fire power plants. Almost every day, small pirate vessels hugging the Iranian coast shoot up into the Shatt-al-Arab waterway near Basra and load up on this Iraqi gas oil, which the Iraqis sell the pirates at bargain prices.

These small vessels — always staying just inside the shallow Iraqi or Iranian waters, where U.S. Navy ships maintaining the United Nations blockade on Iraq can't get at them — then sail back down the Gulf.

Along the way the pirate captains, carrying wads of cash, pay off various Iranian admirals and Revolutionary Guard naval units to gain free passage through Iranian coastal waters.

When the pirate boats reach the southern end of the Gulf, they wait for when the U.S. Navy isn't around and then shoot across from Iranian waters into the United Arab Emirates or out into the Indian Ocean. In either place, they load their gas oil onto tankers that take it to market. Iraq makes money, Iran makes money, the pirates make money.

Ain't capitalism wonderful?

This pirate trade is only one small way in which the geo-economics of oil is working against the U.S. sanctions on Iran and the UN blockade on Iraq.

There are today five great lakes of oil in this part of the world — Saudi Arabia, Kuwait, Iraq, Iran and the Caspian Sea in Central Asia. The way inter-

national oil companies make their big money is by entering into production-sharing agreements with oil states.

That is, the oil company assumes the risk of exploring and developing a country's oil fields, and then shares in its production until the field is dry. This way the oil company has a steady flow of crude for years to pump, refine, ship and market, profiting at each stage.

But such deals are rare these days. Kuwait and Saudi Arabia booted the companies out in the 1970s in order to develop their own oil. They use foreign oil companies purely as technical advisers. Russia, Azerbaijan and Turkmenistan, along the Caspian Sea, have been ready to sign production-sharing agreements to get that oil out, but because they are fighting over who will get what share and where the pipelines will run, the Caspian remains locked shut.

That leaves Iran and Iraq. Both these countries understand what the oil companies want, and they are ready to give it to them. The deal just signed between Iran and the French, Russian and Malaysian oil companies is a production-sharing agreement for them to search for gas in Iran's huge South Pars offshore gas field.

You can see the allure. The oil companies get the kind of deal they have not seen in the Middle East since the 1970s. Iran, whose oil fields are run-down, gets technical help from the oil companies and a thumb in the eye to U.S. sanctions.

For now, Iran is limiting these production-sharing deals to offshore fields. But if it were to offer onshore deals, and it is only a matter of time, every oil company in the world would be salivating.

Not to be outdone, Saddam Hussein has signed production-sharing agreements with French, Russian and Italian oil companies that give them the right to develop certain Iraqi fields the minute UN sanctions on Iraq are lifted — thus turning the oil companies into an international lobby on his behalf.

"The Iraqis are offering us incredible splits — 60, 70 percent for the oil companies," one executive told me. That explains why France and Russia are resisting U.S. efforts to tighten UN sanctions on Saddam.

You need to spend only a few days in Kuwait — hearing from some of the 600 Kuwaiti families who had loved ones abducted by Iraq during the invasion and never accounted for by Baghdad, or visiting the newly rebuilt Kuwaiti oil fields that Iraq gratuitously set ablaze, creating a mammoth ecological disaster — to be reminded why Saddam is such a menace and why the sanctions on Iraq need to be maintained.

Unfortunately, the geo-economics is pulling the other way.

Powerful, oil-driven forces are building against the U.S. sanctions on Iran. And Saddam is clearly hoping that if and when the Iran sanctions collapse, those on Iraq will fall next.

The New York Times.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, OCTOBER 24, 1997

PUK-KDP truce ends, Turkish jets raid region

The PUK says it was hit by Turkish fighters, Turkey says it attacked PKK targets in the region

Ankara - Turkish Daily News

■ Heavy fighting broke out in northern Iraq on Friday after the six-day old U.S.-brokered cease-fire collapsed on Thursday.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) announced in Washington and in Ankara that the cease-fire had been effectively terminated after Turkish jets raided its positions in northern Iraq.

The PUK charged that the fighters of its rival, the Kurdistan Democratic Party (KDP), launched a new offensive immediately after the air raids, but were repulsed.

Both sides reported heavy fighting on Friday. Turkish officials confirmed Turkish air raids in northern Iraq but denied these were against the PUK. A Foreign Ministry announcement said the raids were against four Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist bases in the region.

Mass circulation daily Hurriyet claimed the air raids were directed at the PUK to stop its advance against the KDP, which, the paper said, is favored by Ankara.

Barham Saleh, the PUK representative in Washington told Reuters: "This is the most serious breach of the cease-fire arrangement, that has been in effect since Oct. 17, and essentially the Turks have shifted from being a sponsor of the peace process to being a party to the conflict."

He said he did not believe Turkey seriously wanted peace between the two rival Kurdish factions because it would "help consolidate a viable Kurdish self-government in Iraq, that some in Turkey view with alarm and (as) detrimental to their own Kurdish communi-

ty." Meanwhile, Egyptian Foreign Minister Amr Moussa said Egypt opposed a Turkish military presence in northern Iraq because it affected Iraq's territorial integrity and could lead to more clashes with Kurds, Reuters reported.

"Anything that affects the integrity of Iraqi land is against Egypt's policy. We cannot support or agree to it," Moussa told reporters in Cairo. "It has been proven that security zones are ideas that lead to more clashes rather than prevent them. They are not a positive thing," he added.

The Turkish press has reported that northern Iraq had effectively become a Turkish security zone and that up to 8,000 Turkish soldiers would stay there to fight the PKK.

In a related development, a senior Iranian diplomat told the TDN that his country is very sensitive towards Turkey's military actions in the areas close to their border.

"We are concerned about Ankara's military actions in areas near our border," he said.

He also stated that the successor of the deputy foreign minister, Alaeddin Burucerdî, will be visiting Ankara next week to focus on these issues and discuss bilateral issues ranging from appointment of ambassadors to a natural gas deal.

KDP: PUK appoints PKK for local administrations

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) shares its local administrations with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), according to an official from the PUK's rival organization, the Kurdistan Democratic Party (KDP), who spoke to the TDN on Friday.

"The PUK shares its local

administrations with the outlawed Kurdistan Workers' Party. In some towns, the PKK even has its own administration," said a KDP official. In the Balak region, in the towns of Hacı Umran, Al Qasri and Coman, the KDP claims, PKK members are in administrative posts. Turkish and Iranian officials confirmed the KDP's allegation, when questioned by the Turkish Daily News.

In a later development, the KDP

said a "mobile PKK group" attacked four settlements in the Mozouri Jhori region in northern Iraq, killing 14 civilians and wounding nine others.

The KDP said that, among those killed in the raids against the villages of Korka, Chema, Dizo and Selki, were 10 children including a one-year-old baby.

Turkish Daily News

October 25, 1997

Protest at campaigner's arrest

Istanbul - Turkish Daily News

■ A leftist activist staged a protest in front of the State Security Court (DGM) Friday over the arrest of a blind human rights campaigner.

Blind lawyer Eşber Yağmurdereli, known for collecting one million signatures to call for an end to a 13-year government war in southeast Turkey against Kurdish rebels, was arrested in Istanbul Tuesday after appearing on a television program. His arrest has highlighted the detention of thousands of other Turks who are seeking to end the fighting between Turkey and the Kurdistan Workers Party (PKK) and increased democracy in the country. The detention has sparked an uproar in Turkey and Europe.

On Friday, musician and fellow activist Şanar Yurdatapan staged a protest in front of the DGM in Istanbul, urging authorities to release Yağmurdereli immediately.

Yurdatapan, who has been alleged to be a member of the PKK, threatened to publish the second edition to the outlawed book "Freedom of Thought" to help get Yağmurdereli's release from prison.

The first book, published in 1994 and coauthored by 184 people, was banned because it contained the writings of many intellectuals, detained on political charges. The coauthors are on trial. He said the new book would be coauthored by 30,000 people.

"Something should be done for Eşber Yağmurdereli, otherwise we will commit an offense and go into the prison," Yurdatapan said. Yurdatapan is a famed pop music songwriter, whose songs won many awards in the 1970s. He and his former wife, Melike Demirağ, fled Turkey in 1980 following the September 12 military coup to escape prosecution for their leftist views.

Turkish Daily News

Saturday, October 25, 1997

Turkish forces dealt the greatest blow to terrorists in 1997

During operations in the last ten months, six thousand terrorists were captured

Ankara - Turkish Daily News

■ The Turkish Armed Forces inflicted the greatest damage on terrorists in the Southeast and northern Iraq in 1997. During the operations which were carried out in those regions in the last ten months, six thousand terrorists were captured.

In the "Hammer" operation in the northern Iraq and in the "Dawn" and various other operations in the Southeast over the last ten months, 4,659 terrorists were killed while 295 terrorists were captured, having been injured, and 188 surrendered, the Anatolia news agency reported.

Meanwhile, 36 members of the security forces and 17 temporary village guards were killed by terrorists in the last three months.

It has been reported that the outlawed Kurdistan Workers' Party has suffered important losses in its cadres and therefore has resorted to kidnaping. Security measures have been intensified in the Southeast against terrorist activities.

Yağmurdereli rejects any moves for special amnesty

Ankara - Turkish Daily News

■ Lawyer and writer Eşber Yağmurdereli has rejected initiatives for him to receive a special amnesty, the Anatolia news agency reported on Friday.

Yağmurdereli's lawyers Turhan İçli, Hasan Tatar and Hakan Tekin said in a press conference that they had met with Yağmurdereli who was being held in Çankırı jail. They said Yağmurdereli strongly rejected any special amnesty and quoted Yağmurdereli, who is blind, as saying such initiatives exploited his disability. They also cited their client as saying his release was not what mattered, stressing that the expression of one's thoughts must not be regarded as an offense. Democratic Turkey Party Chairman Hüsamettin Cindoruk said on Friday that Parliament must take the necessary legal steps to prevent Yağmurdereli from serving his prison term. Cindoruk said he had not agreed with Yağmurdereli's views, however he said he respected Yağmurdereli's right to express his thoughts. Republican People's Party leader Deniz Baykal said his party would present a draft to Parliament proposing the release of Yağmurdereli. In a statement on Friday, the British Foreign Ministry expressed its regret over the punishment given to Yağmurdereli and Akın Birdal of the Human Rights Association. President Süleyman Demirel was quoted as saying he was prepared to pardon Yağmurdereli on health grounds.



18:53
GMT, 26
Octobre
1997

©AFP
1997

● Le Chancelier Kohl s'en prend à Guenter Grass dans la polémique sur les étrangers en Allemagne

MAGDEBOURG (MAGDEBURG, Allemagne), 26 oct (AFP) - Le Chancelier Helmut Kohl s'en est pris dimanche, sans toutefois le citer, à l'écrivain allemand Guenter Grass à la suite de ses attaques virulentes contre la politique turque de Bonn et sa dénonciation des sentiments xénophobes en Allemagne.

Au congrès des jeunes chrétiens-démocrates CDU à Magdebourg (est), M. Kohl a estimé à ce sujet que "quelqu'un s'était énormément poussé du col" et a souligné que l'Allemagne était un pays d'accueil pour les étrangers.

A l'occasion de la remise du Prix de la paix des libraires allemands à l'écrivain turc d'origine kurde Yasar Kemal, le 19 octobre à la Foire du Livre de Francfort (Frankfurt, centre-ouest), M. Grass avait dénoncé les expulsions de déboutés du droit d'asile, les livraisons à la Turquie d'armes utilisées dans une "guerre d'extermination" contre les Kurdes et plus généralement "la haine de l'étranger, latente en Allemagne".

L'auteur du "Tambour" s'était alors attiré réactions indignées de la part du gouvernement et déclarations de soutien, tant dans l'opposition que dans certains secteurs de la majorité.

pfe/mm e

| [Dépêche plus récente](#) | [Sommaire](#)



18:23 GMT,
26 Octobre,
1997

©AFP 1997

● Démantèlement d'un réseau d'immigration turc vers l'Europe occidentale

SOFIA, 26 oct (AFP) - La douane bulgare a démantelé un réseau d'immigration clandestine de Turcs vers l'Europe occidentale, a annoncé dimanche le ministère bulgare de l'Intérieur.

A la suite de différents coup de filets à la frontière bulgare-macédonienne et bulgare-turque, la police a interpellé vendredi et samedi 25 clandestins turcs d'origine kurde, six turcs et deux roumains ainsi que quatre passeurs bulgares.

Pour les clandestins venus de Turquie et se rendant aux Pays-Bas, les passeurs exigeaient entre 1.200 et 1.500 dollars.

Certains des clandestins convoiaient de la drogue pour payer leur passage vers les pays de l'Union européenne.

vs/ia e

A l'ONU, les grandes puissances s'opposent sur l'Irak

La France et quatre autres membres du Conseil de sécurité se sont abstenus, jeudi 23 octobre, lors du vote d'une résolution d'inspiration américaine prévoyant de nouvelles sanctions contre les dirigeants de Bagdad

Le Conseil de sécurité de l'ONU a lancé, jeudi 23 octobre, un avertissement à l'Irak pour contraindre ce pays à coopérer pleinement avec l'ONU en matière de désarmement. Mais la coalition internationale constituée en 1990, lors de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, a volé en éclats. Les États-Unis, en dépit des concessions qu'ils avaient faites, ont obtenu l'adhésion de neuf pays seulement à une résolution qui

NEW YORK (Nations unies)

La division de la communauté internationale à propos de l'Irak n'est un secret pour personne. Mais elle s'est affichée officiellement, jeudi 23 octobre : pour la première fois depuis plus de quatre ans, cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois membres permanents (France, Russie, Chine, auxquelles se sont joints le Kenya et l'Égypte) se sont abstenus, lors du vote d'une résolution concernant Bagdad. Le texte, qui avait pourtant donné lieu à d'interminables tractations, menace l'Irak de nouvelles

sanctions au cas où il refuserait de coopérer pleinement avec les inspecteurs de l'ONU chargés de vérifier le désarmement. D'autre part, les sanctions en vigueur depuis l'invasion du Koweït en 1990, en particulier l'embargo pétrolier, ont été prorogées pour six mois ; aux termes du cessez-le-feu conclu à l'époque, leur levée est directement liée au désarmement.

Selon la résolution 1134, adoptée jeudi par dix voix sur quinze, si l'Irak continue à faire obstacle aux travaux des inspecteurs, le Conseil de sécurité pourra à tout moment interdire les déplacements hors du pays « de tous les fonctionnaires irakiens et membres des forces armées responsables des entraves ».

Un paragraphe controversé du texte, et une des raisons principales de l'abstention de Moscou, autorise le Conseil à dresser, d'ores et déjà, une liste de responsables irakiens susceptibles d'être visés pour l'interdiction de voyages.

Les Américains avaient présenté un projet de résolution prévoyant l'entrée en vigueur « immédiate » des nouvelles sanctions. Menacés

de veto russe, ils ont accepté que ces mesures ne soient applicables qu'à partir du 12 avril 1998, date du prochain rapport de la commission d'inspection du désarmement. Les Américains voulaient aussi l'« automaticité » de ces sanctions, une mention qui a également disparu du texte définitif.

La presse américaine, qui voit dans la résolution « un simple avertissement » à Bagdad, décrit les concessions faites par Washington comme une capitulation.

860 INSPECTIONS

« Oubliés les enfants affamés irakiens », disait avec sarcasme un ambassadeur membre non permanent du Conseil de sécurité, estimant que cette querelle n'était inspirée que par l'intérêt propre des membres permanents de cette instance onusienne. Pour des raisons de politique intérieure, les Américains, soutenus par les Britanniques, restent fermement déterminés à maintenir, voire à augmenter la pression sur Bagdad. Moscou et Paris, qualifiés d'« amis de l'Irak », sont, de leur côté, accusés de soutenir Bagdad pour dé-

pendre leurs « intérêts mercantiles ».

L'ambassadeur britannique Sir John Weston n'a pas mâché ses mots à leur égard : « Pour certains pays, le pétrole semble avoir plus de valeur que le sang », a-t-il dit à la presse. Il a quitté la salle du Conseil quand le représentant français, Alain Dejammet, a pris la parole.

Pour Paris, comme pour les quatre autres pays qui se sont abstenus, la communauté internationale doit « encourager » l'Irak en reconnaissant sa coopération, depuis sept ans, avec l'ONU. Ces pays avaient demandé que la résolution mentionne des « progrès substantiels » réalisés en matière de désarmement. Ils souhaitent que les différents volets du désarmement soient clos « un par un ».

Selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Irak ne représente plus une menace nucléaire, et donc l'AIEA devrait y terminer ses travaux. Paris et Moscou rappellent aussi que plus de huit cent soixante inspections ont déjà été effectuées et que les six incidents

puis 1990 que la France se désolidarise ouvertement de ses anciens alliés de la coalition anti-irakienne. La résolution 1134 prévoit cependant la prorogation pour six mois des sanctions en vigueur contre l'Irak.

« isolés » qui ont eu lieu ne justifient pas de nouvelles sanctions. L'ambassadeur américain Bill Richardson tourne cet argument en dérision : « C'est comme si je disais : je suis entré dans la banque huit cent soixante fois, mais je ne l'ai attaquée que six fois. »

Certains autres membres du Conseil, comme la Suède et le Chili, semblent sincèrement préoccupés par le sort de la population irakienne qui, depuis sept ans, porte tout le poids des sanctions. « L'Irak ne nous aide pas à l'aider », disait au Monde, jeudi soir, l'ambassadeur chilien Juan Somavia, qui préside le Conseil pour le mois d'octobre, et plaide pour une « révision de fond » du système des sanctions des Nations unies.

C'est en partie grâce à son effort que, depuis quelque temps, le Conseil n'impose plus que des sanctions « ciblées » contre les dirigeants de certains régimes abusifs. C'était le cas pour la résolution 1134 contre les dirigeants irakiens.

Afsané Bassir Pour

LE MONDE /

SAMEDI 25 OCTOBRE 1997

Kurdish factions return to open war

Turkish involvement in fighting in northern Iraq is jeopardising British and US efforts to maintain pressure on Baghdad, writes **Chris Morris** in Ankara

A TENUOUS ceasefire between two warring Kurdish factions in northern Iraq collapsed yesterday after the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said it had been forced to respond to attacks by the rival Kurdistan Democratic Party (KDP) and bombing raids by the Turkish air force.

The PUK said the air raids covered a wide area, while the KDP attacked on the ground. Thousands of people were displaced, making it difficult for humanitarian agencies to deliver relief.

The mountains of northern Iraq have been politically unstable since the Gulf war in 1991, when Saddam Hussein lost control of the region. Since then the two Kurdish factions have fought intermittently on the ground, while United States and British aircraft patrol the skies.

The latest clashes broke out earlier this month. The PUK recaptured territory near the Iranian border and near a strategic road, before pressure from the US, Britain and Turkey forced a shaky ceasefire. The truce lasted for less than a week.

"The peace process has become a war process," said the PUK spokesman in Ankara, Shazad Saib. "There is no peace, so we will defend ourselves as best we can."

The presence of Turkish troops in northern Iraq raises the stakes. They have set up an informal security zone on the border to prevent infiltration into Turkey by rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK). The Turkish military and the KDP have been working together for several months against the PKK, which has been waging an insurgency in south-eastern Turkey since 1984.

Turkey says its bombs are aimed at the PKK, not the PUK. But it appears to be entering the fighting between Iraqi Kurds, raising questions about its ability to mediate.

Turkey, the US and Britain are supposed to be co-sponsors of the Ankara peace process, intended to get the two Iraqi Kurdish factions to cooperate across the region. But there is no prospect that they will be able to persuade the PUK to withdraw voluntarily to its previous positions.

Ankara's role is proving awkward for Washington and London. Turkey says it has no plans to station soldiers in northern Iraq permanently. But it regularly mounts cross-border operations with thousands of troops.

The Turkish military seems to be using the KDP as a client militia to look after its interests, but it also has an extensive intelligence network of its own, and its troops have



A KDP fighter aims at rival Kurdish forces in clashes near the northern Iraq regional capital,

Irbil. The KDP seized the city last year with Saddam Hussein's aid PHOTOGRAPH: R. WAYMAN

been in Iraq since May. "Turkey is playing fast and loose with international law in many respects," said one Western source.

The US and Britain sympathise with Turkey's attempts to subdue the PKK, but their main interest in northern Iraq is to keep up pressure on President Saddam. They regularly remind Kurdish factions that the alternative to co-operation could be falling under Baghdad's hegemony again.

This argument does not al-

ways carry weight in a region where any alliance is temporary. Even the Western powers were surprised though when the KDP leader, Massoud Barzani, invited Iraqi forces into the north last year to take on the PUK. The US-led alliance responded to the Iraqi military moves with air strikes in the south of the country, but not before Iraq had helped the KDP to capture the regional capital, Irbil, destroying a major CIA operation in the process. The PUK wants any settlement in

the area to include negotiations on Irbil's status.

This will not be easy, because the rivalry between Mr Barzani and the PUK leader, Jalal Talabani, has a history. "It's all about personal animosity between the two leaders", said a diplomat in Ankara, "but most of all it is about money."

The KDP has been making millions of dollars through its control of the trade routes to Turkey. The territorial gains made last week by the PUK mean it may now be able to

disrupt supply routes between the border and Irbil.

There is also a longer-term strategy at work. Both sides know that whoever has more money will be best placed to win political power if they can agree a mechanism for elections to a regional Kurdish assembly, which the western powers advocate.

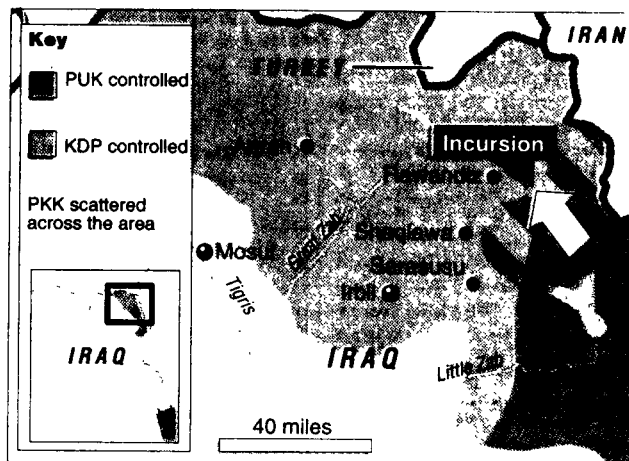
At the moment, though, peace seems a long way off, and the likelier prospect is that fighting will spread. Much depends on what the Turkish military decides.

Who's who in the imbroglio

KDP: Kurdistan Democratic Party. Led by Massoud Barzani, it is one of the two main Iraqi Kurdish factions which want regional autonomy in northern Iraq. It controls territory adjacent to the Turkish border and has been co-operating with the Turkish army since last May. The KDP makes millions of dollars each month from its control of cross-border trade

PUK: Patriotic Union of Kurdistan. It is led by Jalal Talabani and is the KDP's main rival. It holds a swath of territory next to the Iranian border, but it lost control of the regional Kurdish capital, Irbil, after heavy fighting last year when the KDP received military assistance from Iraqi republican guards. It has recently been the target of joint KDP-Turkish operations

PKK: Kurdistan Workers' Party. It is fighting for autonomy in south-eastern Turkey. It has isolated camps spread across northern Iraq in territory held by the KDP and the PUK. It has been in direct conflict with the KDP in recent months during a Turkish military offensive across the border. The PKK is better trained and equipped than either of the Iraqi Kurdish factions



State Dept. says Turks hit the PKK, not PUK

Kurdish factions clash in Iraq near Iran border

Washington- Turkish Daily News

The United States told an inquiring American journalist that Turkey hit positions of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq during the recent air raids, and not Patriotic Union of Kurdistan (PUK) forces as claimed by PUK.

"We've had a long-standing policy, repeated here many times, that we support Turkey's right to protect itself from terrorism. The PKK is a terrorist organization, and their actions against the PKK are consistent with that policy. At the same time, we support the territorial integrity and unity of Iraq," said Lee McClenny, acting spokesman for the U.S. State Department.

The PUK, led by Jalal Talabani, claimed on Friday that Turkish warplanes had bombed its positions for a second day.

Turkish military sources said the bombing, by four planes, was directed against areas held by the PKK.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) is allied with Turkey against the PKK separatists who use mountain strongholds in northern Iraq as bases for their terrorist acts in southeast Turkey.

'Security zone'

Why would Washington condone the Turkish "security zone" inside northern Iraq while condemn the one Israelis have inside southern Lebanon, McClenny was asked. The acting spokesman denied that

Turkey had a security zone to start with.

"We've discussed the alleged security zone with the Turkish government; we have. We understand the Turkish government announcement did not establish, in fact, a security zone, but pointed out that the area in Northern Iraq immediately adjacent to the Turkish border is secure, and that there is no PKK presence there."

"We have no information that indicates Turkish troops are establishing a permanent presence in Iraq," McClenny said.

"At the same time, we have stressed to the Turkish government that its operations into Northern Iraq should be limited both in scope and duration, and should respect the rights of civilians. We made these points at the outset of the current operation," he

said, repeating the department's traditional stand on the issue.

"It's also important for me to mention at this point that we want to reiterate that the U.S. fully respects and supports Iraq's unity and territorial integrity.

Syria says Turkish zone in N. Iraq would cause tension

In Damascus, Syrian Foreign Minister Farouq al-Shara said on Saturday that a Turkish security zone in northern Iraq would not be legitimate and would lead to tension in the region. "This security zone has no legitimacy within the framework of the international law..." the official Syrian News Agency (SANA) quoted Shara as saying at the arrival of Russian Foreign Affairs Minister Yevgeny Primakov in Damascus.

"Anything that contradicts international law and violates the integrity and sovereignty of countries leads to tension in the region," Shara added, in comments that Sana said Primakov agreed with.

When Turkey withdrew its forces after its recent incursion into northern Iraq against Kurdistan Workers Party (PKK) forces, it said it would leave around 8,000 troops in the area to protect its southeastern region against the rebel Kurds.

Baghdad lost control over the north of the country after the 1991 Gulf war, and the area is now divided among feuding Kurdish

factions, protected from Baghdad by an air umbrella provided by the Gulf War allies.

Kurdish groups clash

Meanwhile, clashes between warring Iraqi Kurdish factions flared up overnight in the mountains of northern Iraq, prompting mutual recriminations on Saturday for the fighting, which broke a week-old cease-fire.

PUK forces fought with members of the KDP near the Iranian border after the collapse on Friday of a cease-fire announced by the United States.

"There was fighting overnight when the KDP attacked PUK positions in the Safeen mountains, overlooking Shaqlawa," the PUK's Ankara spokesman Shazad Saib said.

"They were repulsed and there were casualties," he said. The Anatolian news agency quoted PUK radio as saying 100 KDP fighters had been killed in the clashes. Saib said there had been further fighting east of Rawanduz early on Saturday morning and that the PUK was now believed to control the Hamilton Road from Diana to the Iranian border, some 45 km (28 miles) to the east.

The shattered cease-fire, which was supported by the United States and other peace brokers Britain and Turkey, had ended a week of fierce fighting in northern Iraq. The region has been outside Baghdad's control since the 1991

Gulf War.

The United States said on Friday the State Department was urging the warring groups to refrain from further clashes. "We think that renewed fighting serves neither of the Kurdish parties involved, nor does it serve the Kurdish people," McClenny told a news briefing.

A KDP official blamed the PUK for launching the latest attacks, which he said occurred in the Choman area near the Iranian border, and in an area north of Koy Sanjak. "There are still clashes there but the main thrust has been repulsed," Dilshad Miran, London representative of the KDP, told Reuters by phone.

He said 16 PUK fighters had been killed in the fighting, but gave no details of KDP casualties.

Miran said his group was still seeking the withdrawal of PUK forces from areas they had seized since fighting broke out earlier this month, renewing a state of hostilities which has existed intermittently since 1994.

This demand is supported by the international sponsors of talks between the factions, but Western diplomatic sources say the peace brokers would be unable to force the PUK to withdraw. "Until this point is achieved we do not think there will be any stability or genuine cease-fire," Miran said. "We have to wait and see, but the intransigence of the PUK leadership has been very disappointing."



12:18 GMT,
27 Octobre
1997

©AFP 1997

● Information judiciaire contre Necmettin Erbakan pour appel à la guerre sainte

ANKARA, 27 oct (AFP) - Un procureur turc a ouvert lundi une information judiciaire contre l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan pour avoir appelé ses partisans à "soutenir financièrement une guerre sainte", a annoncé l'agence Anatolie.

A la suite d'une enquête préliminaire, le procureur pourrait demander la levée de l'immunité parlementaire de M. Erbakan et réclamer une peine de prison, selon des sources judiciaires.

Lors d'une récente réunion de son Parti de la Prospérité (Refah), M. Erbakan avait appelé ses partisans à apporter un soutien financier à la chaîne de télévision privée pro-Refah Kanal 7, "afin de contribuer aux efforts pour le Djihad" (guerre sainte pour l'islam).

ue/hc/nj eaf

Herald Tribune

MONDAY, OCTOBER 27, 1997

Its Troops Still in Iraq, Turkey Is Caught Up in Kurdish Infighting

By Kelly Couturier
Washington Post Service

ANKARA — The Turkish military, determined to crush Kurdish separatists, has deepened and prolonged its involvement in northern Iraq, in the process taking a role in the continual infighting among Iraqi Kurds.

Turkish officials dismissed news reports that the army had set up a full-time security zone inside Iraq, like the strip of southern Lebanon that Israel occupies.

But Western sources said Turkish troops had maintained a presence across the border since May, with troop estimates varying between several hundred and tens of thousands during offensives.

In May, Turkey began a major offensive against rear bases of the separatist Kurdish Workers Party, a Syrian-based guerrilla organization that has waged an armed insurgency in southeastern Turkey since 1984.

Since then, Turkey has allied itself with the Kurdistan Democratic Party, an Iraqi Kurdish group led by Massoud Barzani, which controls the border.

Together, Turkish troops and Mr. Barzani's group have worked against the Kurdish Workers Party, which for years has used bases in the Iraqi border region to stage attacks into Turkey.

Turkish and Western sources say Ankara has no plans to keep its troops permanently stationed in Iraq. Instead, Turkey plans to supply Mr. Barzani's Iraqi faction with weapons and cash to be used to repopulate villages along the border and create a village guard system that would work to keep the region clear of the Kurdish Workers Party, the sources said.

Turkish efforts over the years to keep the Kurdish Workers Party out of Kurdish-held northern Iraq have failed, with many rebels fleeing cross-border Turkish assaults and eventually filtering back into the area. But the government in Ankara appears convinced that clearing northern Iraq of Kurdish Workers Party rebels is the key to ending the insurgency, in which more than 26,000 people have died.

As a result, Turkey has increasingly asserted its right, as a matter of national security, to operate in northern Iraq, despite harsh criticism from Syria and Iran as well as from Iraq, which has been denied authority over the Kurdish enclave by U.S.-led air patrols enforcing a "no-fly" zone.

Turkey's recent alliance with Mr. Barzani's group led a Western source to say that conditions in northern Iraq were "moving closer to the situation in southern Lebanon," where Israel has engaged a local militia in its efforts to counter attacks from anti-Israeli Hezbollah forces.

Another Turkish analyst disagreed, saying that neither Baghdad, which still wields influence in the Kurdish enclave despite the no-fly zone, nor Mr. Barzani's group would allow a southern Lebanon-type situation to emerge.

The status of Turkey's presence in the area is difficult to discern since the military has barred journalists from the zone since May.

Ankara's hopes that its alliance with Mr. Barzani would produce a more effective effort against the Kurdish Workers Party have been complicated by the renewal of fighting on Oct. 12 between Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party and the rival Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani.

The two groups have administered the Kurdish enclave in northern Iraq since the no-fly zone was set up by the allies after the 1991 Gulf War to protect the population from President Saddam Hussein of Iraq.

The two Kurdish groups have clashed intermittently since 1994, and they resumed fighting two weeks ago, breaking a U.S.-brokered yearlong cease-fire.

Now Turkey, which over the past week and a half has bombed what it says are Kurdish Workers Party positions and what Mr. Talabani says are his group's positions, is being accused of taking sides in the Iraqi Kurdish infighting.

Turkish and Western sources say the Kurdish Workers Party is collaborating with Mr. Talabani's faction in the latest Turkish offensive, creating huge difficulties for the Ankara government, which had been working with the United States and Britain to broker a peace agreement between the rival Iraqi Kurdish groups.

After the bombing raids Thursday in northern Iraq, a spokesman for Mr. Talabani told the Reuters news agency that "essentially, the Turks have turned from a sponsor of the peace process to a party to the conflict."

The Turkish Foreign Ministry repeated that the Turkish air raids were targeting Kurdish Workers Party positions and denied that Turkey was taking sides in the Iraqi-Kurdish fighting.

Ankara, a ministry spokesman said, remains committed to promoting peace among Iraqi Kurds to bring stability and security to the region.



12:12 GMT.
27 Octobre
1997

©AFP 1997

● M. Kemal rend l'UE co-responsable des violations des droits de l'Homme

BONN, 27 oct (AFP) - L'écrivain turc Yasar Kemal a rendu les pays de l'Union européenne "co-responsables" des "graves violations des droits de l'Homme perpétrées par l'Etat turc", dans un entretien au quotidien berlinois Tagesspiegel paru lundi.

Il a accusé le gouvernement allemand en particulier de s'engager insuffisamment en faveur de ces droits, qualifiant de "pur geste diplomatique" les critiques du chef de la diplomatie Klaus Kinkel après les condamnations à la prison de deux militants turcs.

Selon M. Kemal, lauréat du Prix de la paix des libraires allemands qui lui a été remis dimanche à la Foire du livre à Francfort, Bonn semble "ne pas s'intéresser" à la question des violations des droits de l'Homme en Turquie.

De plus, "quand l'Etat turc se rend coupable de graves violations des droits de l'Homme, comme c'est le cas actuellement, les pays partenaires en Europe sont co-responsables", a-t-il estimé.

M. Kinkel avait dénoncé mercredi les condamnations infligées au président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) Akin Birdal et à l'avocat Esber Yagmurdereli, respectivement à un an et 23 ans de prison, les jugeant "absolument incompréhensibles pour tous ceux qui s'engagent pour la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'opinion en Turquie".

fb/nj tf

La France quitte le front anti-irakien

Au Conseil de sécurité, Paris n'a pas suivi les consignes de vote américaines.

Pour la première fois depuis la guerre du Golfe, Paris s'est officiellement désolidarisé de Washington et de Londres à propos de l'Irak, en s'abstenant

jeudi soir de voter une résolution du Conseil de sécurité menaçant Bagdad de nouvelles sanctions. Moscou et Pékin se sont également abstenus de voter la résolution 1134, qui vise à punir le régime irakien de ses «violations répétées» en matière de désarmement, contribuant à faire voler en éclats le front anti-irakien. Sur les quinze membres du Conseil, neuf se sont prononcés pour cette résolution, l'Egypte – qui représente les pays arabes – et le Kenya s'étant également abstenus.

Cette abstention de trois membres permanents apparaît comme un revers pour les Etats-Unis, qui avaient fait d'importantes concessions pour arracher une unanimité. La résolution 1134 permet au Conseil de prendre à tout moment des sanctions si l'Irak ne coopère pas totalement avec l'ONU sur son désarmement biologique, chimique et balistique. Dès la première violation, elle prévoit une interdiction de voyager pour plusieurs responsables irakiens,

La résolution 1134 permet au Conseil de prendre à tout moment des sanctions si l'Irak ne coopère pas avec l'ONU

dont Washington et Londres s'emploient à dresser la liste. C'est en grande partie cette mesure qui a provoqué les critiques de Paris et de Moscou. «*Cette interdiction vise en priorité Tarek Aziz, parce qu'il est la façade présentable du régime*», estime Gilles Munier, secrétaire général de l'Association franco-irakienne de coopération économique. La France ne pouvait que s'y opposer, car, en cas d'application, elle pourrait la priver de son interlocuteur privilégié, le vice-Premier ministre irakien étant habitué à se rendre à Paris, où il se fait aussi soigner (1).

Pour empêcher Bagdad de profiter de cette fissure dans le front anti-irakien, l'ambassadeur américain Bill Richardson a prévenu que les sanctions seront imposées la «prochaine fois» que l'Irak empêchera la Commission spéciale de l'ONU d'inspecter des sites suspects. Ces sanctions s'ajoutent à celles en vigueur depuis sept ans et que durcit encore la résolution 1134, en

prévoyant que le Conseil les maintienne en l'état pour une période de six mois, au lieu de les revoir tous les deux mois. Plusieurs raisons peuvent encore expliquer l'abstention de Paris: une certaine mauvaise humeur liée aux menaces américaines d'embargo contre Total après la signature de son contrat avec Téhéran et son souci de préserver des relations privilégiées avec Bagdad. Ainsi, comme le souligne Gilles Munier, la France apparaît comme le principal bénéficiaire de l'assouplissement de l'embargo né de la résolution 986, dite «pétrole contre nourriture». Signe significatif: 30, voire 40 sociétés françaises participeront le mois prochain à la foire de Bagdad. En plus, un contrat pétrolier est en préparation avec Total et peut-être un second avec Elf. De quoi alimenter largement la colère américaine ●

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Conséquence du changement de majorité, il n'a été reçu qu'à «un petit niveau» à sa dernière visite en juin. Lors d'un précédent séjour, il avait rencontré Alain Juppé, alors Premier ministre.

L I B E R A T I O N

2 5 E T 2 6 O C T O B R E 1 9 9 7

Oil Starts Flowing Again From Caspian to West

Azeris Open New Pipeline

By David Hoffman
Washington Post Service

MOSCOW — With the flip of a large white valve handle, oil from one of the world's last great known reserves has begun flowing out of the Caspian Sea region and through Russia for export to the West, a trickle that eventually will become a torrent of crude.

Natik Aliyev, president of the State Oil Co. of Azerbaijan, pulled the handle at an Azeri village, Shirvanovka, on the border with Russia. He opened a pipeline stretching hundreds of miles northwest from Baku on the Caspian Sea to the Russian port of Novorossiysk on the Black Sea.

This early flow of oil — about 120,000 tons are expected through the pipeline by year's end — is just the beginning of what may eventually become several million barrels a day from the Caspian, rivaling the Middle East as a source of energy for the world. While energy companies and Caspian Sea countries have been working intensively for years to extract the oil, pipelines have been a bottleneck.

The route opened Saturday runs through war-devastated Chechnya, the breakaway Russian region. Only recently did Russia and Chechnya reach an agreement on repairs of the 150-kilometer (95-mile) segment through Chechnya that was wrecked during the war. The Azeri leg of the pipeline was

refurbished nearly seven months ago.

At the ceremony, Mr. Aliyev said Azerbaijan, a former Soviet republic, was resuming export of its own oil to Western markets for the first time in 65 years "in the most reliable and profitable way, by pipeline." Azeri oil once was exported through a line from Baku, the Azeri capital, to Batumi, a Georgian port on the Black Sea, but it was shut down in 1932.

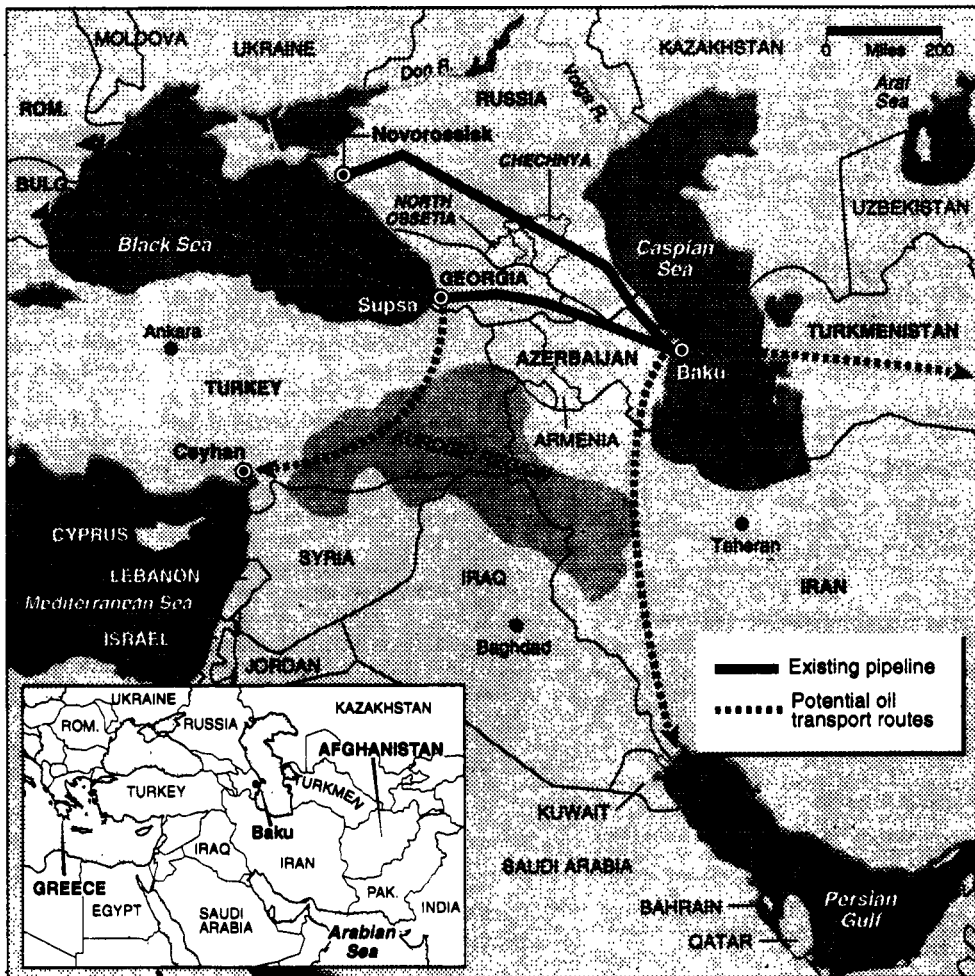
The first 40,000 tons of Azeri export oil were bought by the Russian oil giant, Lukoil.

The quickened pace of Caspian oil development threatens to reshape the political geography of the region. Azerbaijan, Kazakhstan and Turkmenistan claim the bulk of Caspian oil and gas resources, but they have to contend with Russia, which still considers the region its sphere of influence.

The United States has been seeking to loosen defuse Russia's control over the future oil exports by encouraging multiple pipeline routes out of the Caspian.

■ Gas Consortium Set Up

The American energy company Unocal has the largest stake in an international pipeline consortium aiming to deliver gas from Turkmenistan to Pakistan across Afghanistan, a Turkmen gas official said Sunday, Reuters reported from Ashkhabad. Central Asia Gas Pipeline Ltd. was set up Saturday.



INTERNATIONAL
Herald Tribune

MONDAY, OCTOBER 27, 1997

The New York Times



18:06 GMT,
27 Octobre
1997

©AFP 1997

● La Turquie affirme pouvoir se passer d'une adhésion à l'UE

ANKARA, 27 oct (AFP) - Le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit a déclaré lundi que la Turquie pourrait connaître un développement économique sain sans devenir membre de l'Union européenne.

"Même si la Turquie n'entre pas dans l'UE, elle est assez forte pour tenir toute seule et continuer à connaître un bon développement économique", a dit M. Ecevit à la presse à Istanbul, selon l'agence Anatolie.

Ces propos surviennent après que les ministres des affaires étrangères de l'UE eurent renoncé à accorder une place à la Turquie dans les projets d'élargissement de l'union lors d'une réunion à Mondorf au Luxembourg.

Certains Etats ont déclaré leur soutien à l'intégration à terme de la Turquie dans l'UE mais plusieurs autres, notamment l'Allemagne et la Grèce, ont émis de sérieuses réserves quant à la capacité de la Turquie à entrer à court terme dans l'UE, en raison de ses problèmes de droits de l'Homme et de la question de Chypre.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a lancé le mois dernier une offensive diplomatique de trois mois pour soutenir la candidature de la Turquie mais ses voyages ont suscité des réactions mitigées.

La Turquie avait posé une première fois sa candidature à l'UE en 1987 mais elle avait été rejetée en 1989.

ue/hc/mm ef

U.S. Cautions Iraq on Arms

Reuters

WASHINGTON — The White House said Monday that there would be serious consequences if Iraq decided to suspend its dealings with United Nations weapons inspectors.

"If Iraq decides to follow the assembly's advice, that would have serious consequences," a White House spokesman said, referring to a recommendation by Iraq's Parliament on Monday to suspend its ties with the UN inspectors.

The White House spokesman declined comment on what the consequences of such an Iraqi action might be. Asked if they might include military action, he said: "We have a wide range of options. I do not want to go beyond that at this time."

The spokesman also said that inspectors from the UN special commission in charge of dismantling Iraqi weapons of mass destruction have not reported any difficulty in "inspection and monitoring activities in the past few days."

Herald INTERNATIONAL Tribune
TUESDAY, OCTOBER 28, 1997

The spokesman said the United States was not certain whether the Parliament's recommendation was "rhetoric" or whether it would result in an actual suspension of dealings. He insisted that the inspectors must have access to all "sites, documents and personnel."

In Iraq, the official Iraqi press agency, INA, said that the Parliament recommended Monday that Iraq suspend its ties with the inspectors to counter a Security Council resolution that threatens more sanctions.

It reported that the assembly recommended that the freeze should continue until a timetable was set for lifting the UN embargo imposed over Iraq's invasion of Kuwait in 1990.

The Security Council approved a resolution last week threatening to impose a travel ban on Iraqi officials for hindering the inspectors.

October 30, 1997

Turkish Daily News

Looking for peaceful solutions - Turkey, the Kurds and human rights issues



Discussing human rights in a friendly atmosphere. (left to right) Swedish PEN's Eugene Schougin, Norwegian writer and former Norwegian Authors' Union Chairman Thorvald Steen, writer and columnist Ahmet Altan who hosted the occasion and the TDN's Gül Demir.

About 50% of all detained intellectuals in the world today are from Turkey and China, according to statistics obtained by International PEN

Former Norwegian Authors' Union Chairman Thorvald Steen: I am very proud of meeting persons who really take these issues very seriously. In the Norwegian Constitution a lot of pretty and nice words are used but in our country we haven't such brave lawyers or doctors as you have here

GÜL DEMİR AND NIKI GAMB

Istanbul - Turkish Daily News

The latest European Union (EU) Foreign Ministers' meeting in Luxemburg drove home just what great progress the government was making to promote Turkey. One success after another, especially thanks to the efforts of the police! It didn't take the latter long to catch on to what constituted "success" and what was needed to add fame to Turkey's reputation throughout the world.

The defenders of peace from a number of different European countries who planned to board the Musa Anter Peace Train to celebrate September 1, World Peace Day, in Diyarbakır received their share of Turkey's "promotion project."

The foreign guests learned at first hand all about Turkey's world-famous hospitality. The Turkish police offered the foreign guests plentiful food from the "table" of every part of Turkish society — workers, bureaucrats, students, villagers — in short, those seeking their rights through action. There was a taste of the truncheon and a smidgeon of stick with which the police promoted their kitchen but now they're back in their own countries where they've undoubtedly told all about the Turkish hospitality they had been shown as their heads were "enlightened."

Even before the freshness of this incident had lost its savour, Prime Minister Mesut Yılmaz and Deputy Prime Minister Bülent Ecevit travelled around Europe in order to promote Turkey's full membership in the EU backstage. It's not difficult to guess what Europe may have wanted from Turkey in the way of security and how realistic this may have been. Even if Turkey hadn't put one of its leading human rights advocates in prison for violating a conditional parole just at one of the most crucial junctures in time, the EU visa wouldn't have been issued since uniformed barricades were still blocking human rights queries.

Two important people have been photographing Turkey's Democracy and Human Rights in Turkey, meeting with people from various sectors. They have been particularly interested in people who have been penalized in one way or another for using their freedom of thought and expression. They obtained information about the Kurdish question and listened to how different sectors were approaching the issues.

And they have offered their own publics in their countries the results of what they observed and their contacts. What do these writers — one Norwegian and the other Swedish — observe?

Eugene Schoulgin, an important Swedish writer, the chair of the Writers In Prison Committee of Swedish PEN and the representative of International PEN, told the TDN in an exclusive interview with the two men that he had visited Turkey four times in the same number of years; this country has unfortunately occupied a lot of his time and thoughts in between times. Of course his close contact with the country is influenced by Turkey's never ending problems living up to European standards of human rights and freedom of expression. Novel writer and playwright Thorvald Steen is the former former president of the Norwegian Authors' Union and he has headed the Norwegian-Swedish delegation. This is the third year they came to Turkey.

When the authors and journalists from both Sweden and Norway were here three years ago, their main purpose was to visit author İsmail Beşikçi in prison, Steen said. The Norwegian Authors' Union on its 100th anniversary had decided to pick out five prisoners in the world, authors, and one was Beşikçi. They then followed his situation including in court and even visited him, their actions watched closely by other journalists and news agencies.

Visit interests wider public

As a result of the impact their visit had, more and more parts of Norwegian and Swedish society became involved in this special case. And in Norway, lawyers, the Norwegian bar and even doctors began taking an interest.

"The interesting thing about picking out one person is that this teaches us about other examples from the country we are following," said Steen. "When we sent our second delegation, with many representatives of the press, and news agency interest for this in both countries, the new dimension in this third trip was Norwegian business, business and trade in Norway and its big oil company. It's very interested in ethics in industry and trade and we had meetings with them in Oslo before we came here, also with doctors and lawyers. "I will also say that this increasing contact between Turkey and Norway has been very good for establishing interest in Turkish literature in Norway. Another good dimension is that opinion in Norway about Turkey is very black and white because we often have bad news about Turkey there.

"The good experience we have had is that we meet very brave and literary people in this country. This country's reputation in our country is very good. So I must say that our opinion, our attitude as to how our businessmen are acting about trade and how they are supporting human rights organizations is important as to how commerce between Turkey and Norway will proceed in the future."

Pointing to the sudden imprisonment of blind lawyer and human rights advocate Eşber Yağmurdereli before the necessary paper formalities had been carried out, Schoulgin said, "My impression this time is that in many aspects the situation is more critical than before, in spite of the new government's declarations. The moral collapse of central political institutions after the Susurluk accident has created more space for the development of power centers to reach behind and above the parliamentary system. The courts seem to take little, if any, notice of either the declarations from their own authorities or criticism from abroad when it comes to the practice of law.

"I have the feeling that more and more people, both in Europe and inside Turkey, are losing patience with Turkish politics and the brutality of the system."

[The recent visit of Deputy Prime Minister Bülent Ecevit to Sweden ("Ecevit's Visit to Sweden" by Eugene Schoulgin, TDN, 27 October 1997, page A4)) was a disappointment and when questioned about the Kurdish situation, he was less than convincing. In addition Ecevit had barely returned to Turkey, when Yağmurdereli was picked up by the police and put in prison, conveying a sense that there was a state within a state bent on achieving goals of its own.]

Steen collaborated what Schoulgin said, adding that he himself couldn't see how the situation was

International PEN representative Eugene Schoulgin: I have the feeling that more and more people, both in Europe and inside Turkey, are losing patience with Turkish politics and the brutality of the system

Schoulgin: Turkey's poetry and fantasy make it fascinating for an author to experience; the mixture of traditions fill it with exciting possibilities for a blooming future

any better. He referred to experiences where lawyers defend authors or publishers or even doctors who are put in jail for doing things which are absolutely ordinary in European countries. "But for me I have to say that I am very proud of meeting persons who really take these issues very seriously. In the Norwegian constitution a lot of pretty and nice words are used about the French ideas but in our country we haven't such brave lawyers or doctors as you have in this country. In our society a lot of people are following these things very intimately so when we go home business people, business organizations in Norway lawyers and doctors are very interested in the Kurdish problem. People are still being tortured and followed for their opinions and I think this is very bad for business and for the people. I hope it will stop. I think it will increase even more the interest in this country."

Resolving issues

As for particular solutions which would help resolve such issues as the Kurdish question and human rights in Turkey for the benefit of all, Schoulgin points out that International PEN has a case-list of all detained writers, journalists and editors in the world who are in prison because of what they have said or written. "It consists of more than 1000 names and case-descriptions. Two hundred and twenty-six of these are Kurds and Turks. Approximately the same number are Chinese or Tibetan. It means that about 50% of all detained intellectuals in the world today are from these two countries. There are almost the same number of Kurds in Turkey as there are Scandinavians in Denmark, Norway and Sweden; and we all live on the outskirts of Europe.

"In Norway and Sweden we have a minority group, the Sames. They have been oppressed in different ways throughout history by our governments, and as a result, in the past, some even demanded a sovereign state, but since the end of the Second World War they have received their rights. Now they have their own organizations, their culture is protected by law, you can study Samish in the schools and universities, and they have been integrated into society. As I see it a peaceful solution to the Turkish-Kurdish situation could result from serious negotiations between all players in this tragic conflict, and is the only way out of this paralyzed situation Turkey suffers from today."

Schoulgin stresses that declaring there is no such minority named Kurds in Turkey is the ostrich way of solving problems. But to create an atmosphere where meaningful negotiations could be possible, the courts in Turkey have to change their routines and stop sentencing people to long-term imprisonment for articles written and statements uttered.

"This is the only way we can open a dialogue about the situation. To treat prisoners in the way they have been allowed to be treated, and to deny those in poor health conditions medical care or anesthesia has also got to be stopped. You must end all episodes where lawyers and Human Rights workers people are ill-treated by the police and the security forces, and release those in detention who are suffering prison terms just for having exercised their right to freedom of expression in according to the UN declaration, which even Turkey has signed." Steen added the issue of being able to speak Kurdish. In Norway there are different languages, different people and different backgrounds. He expressed his great surprise at learning that some of Turkey's famous authors were Kurdish in origin and like Yaşar Kemal could not speak their own language, Kurdish. The Norwegians think that it is a resource for their main language to have a sister language in their country. For Turkey to become a full member of the European Union, Schoulgin noted that it would have to deal with its one major problem, the Kurdish issue which is scarring the country's psychology. Only then will Turkey be able to take its truly deserved position among European nations.

Change will have to be real, not simply cosmetic. Problems can't be pushed to one side. Only two hundred years ago democracy was only an ideal which had yet to be put into practice. As Schoulgin says, no one is asking Turkey to become a full democracy immediately nor did Europeans have the right to tell others what to do when one observed Europe's modern history. However there has been a movement towards "creating a new multicultural, progressive and peaceful society." He added that since 1972 he has travelled throughout the whole of Turkey and learned to know it as a country truly worth caring about, a country where suffering and generosity go hand in hand.

The poetry and fantasy make it fascinating for an author to experience; the mixture of traditions fill it with exciting possibilities for a blooming future.



Thorvald Steen and Eugene Schoulgin at Atatürk Airport.

TURQUIE Esber Yagmurdereli, écrivain, aveugle et prisonnier

Esber Yagmurdereli, qui a déjà purgé une peine de quatorze ans, a été incarcéré le 22 octobre pour une nouvelle période de vingt-trois ans. Son crime ? Avoir réuni un million de signatures pour la paix au Kurdistan. "Nokta" l'a rencontré au moment où il préparait sa valise.

NOKTA
Istanbul

En allant à notre rendez-vous avec Esber Yagmurdereli, nous parcourons un par un les rêves, les espoirs et les livres que nous enverrons avec lui "à l'intérieur". Nous prenons la route avec des chansons tristes en tête. L'automne est-il la saison des voyages d'une tristesse à l'autre, d'un prisonnier à l'autre ? Esber Yagmurdereli est né en 1945, à Erzurum, ville au climat rude et aux conditions difficiles. Malgré les hivers interminables et glaciaux, il ne garde de son enfance que le souvenir des beaux jours de printemps ensoleillés. Le visage lumineux de sa mère, élue Miss Turquie en 1934, éclairera pendant longtemps son univers.

"C'était une Istanbulite, dit-il. Une vraie républicaine. Elle a toujours vécu avec les idéaux de la jeunesse républicaine des années 30. Nous aussi, nous avons été élevés avec les idéaux de cette génération. Mais le coup d'Etat militaire de 1980 a laissé ma mère perplexe. Les vrais drames se déroulent en fait à l'extérieur, en dehors des prisons."

L'année où il termine l'école primaire, Esber perd la vue, mais non pas sa capacité à voir : voir tout ce qui est beau, "à l'intérieur" comme "à l'extérieur". Après l'école primaire, c'est le pensionnat, la séparation d'avec sa famille. Mais il ne quittera jamais les rêves qu'il partage avec sa petite sœur Sumru pendant les vacances d'été.

"Elle est de sept ans ma cadette. Lorsque je venais à la maison pour les vacances, elle me lisait les classiques de la littérature mondiale. Elle n'a jamais cessé de me soutenir pendant mes années d'incarcération. Maintenant aussi, elle m'attendra fidèlement devant les portes de la prison."

Pour Esber Yagmurdereli, les années d'études à la faculté de droit ne se limitent pas au diplôme d'avocat. Il étudie également la littérature et la philosophie. "Je suis en fait un passionné de littérature, dit-il. J'avais sorti une première revue littéraire quand j'avais 16 ans. Certains de mes



Esber Yagmurdereli : "Je ne suis pas quelqu'un que la prison corrigera."

écrits ont été traduits. L'opinion turque me connaît seulement comme défenseur des droits de l'homme et comme avocat. Ce n'est pas faux, mais mon vrai travail, c'est la poésie, la littérature et la philosophie."

Derrière les barreaux, il écrira deux pièces de théâtre

"Une pièce que j'ai écrite, le Scorpion, sera bientôt présentée au Théâtre d'art d'Ankara. Je vais assister aux répétitions et, si je peux, à la soirée de gala. Mais, même si je ne suis pas là, la pièce sera jouée. Les spectateurs pourront y voir deux vies : celles de deux condamnés à mort."

Le 5 mars 1978 est le début d'une nouvelle vie pour Esber Yagmurdereli : une période carcérale de quatorze ans, dont sept ans en cellule isolée. "On assiste à des événements dramatiques dans les pénitenciers, explique-t-il. J'ai vu des camarades qui partageaient le même quartier que moi conduits à la mort, d'autres rendus infirmes par les tortures, d'autres encore qui mouraient devant nous de maladies incurables... Mais, de l'autre côté, il y a aussi des sensations agréables, partager des choses limitées, éprouver le sentiment de solidarité de ceux qui résistent ensemble

dans des conditions difficiles. Les prisons ne sont pas que des lieux d'événements tragiques. A mon avis, ce qui en reste durablement, c'est le sentiment de solidarité."

Quatorze ans, c'est presque un quart de sa vie ! Un fils qui grandit loin de lui, des amours qu'il abandonne, d'autres qui l'abandonnent, lui. "Il y a eu beaucoup de femmes dans ma vie, parfois plusieurs à la fois. Mon épouse et moi avons divorcé à la cinquième année de mon incarcération. Je ne me suis plus remarié depuis." Mais il garde malgré tout l'espoir au cœur. "Mon fils Ugur n'avait même pas un an quand je suis entré en prison. Nous n'avons pas pu nous voir pendant des années, car j'étais incarcéré dans des villes lointaines comme Diyarbakir, Mardin ou Sinop. A ma libération, Ugur avait déjà fini le collège. Cette année, il est à l'université. Nos relations n'ont pas été rompues, pas trop en tout cas, mais nous n'échappons pas aux problèmes que connaissent tous les pères et fils."

Il lui faudra attendre 1992 pour voir son fils "à l'extérieur", sans gendarmes, sans grillages, sans ce goût amer de séparation physique, sans avoir besoin de compter les heures où l'on est ensemble ni les jours à attendre jusqu'à la prochaine visite.

Aujourd'hui, Esber Yagmurdereli se prépare à un nouveau voyage, une nouvelle période carcérale. Il choisit des livres en braille dans la bibliothèque de l'université du Bosphore pour les emporter avec lui "à l'intérieur". Il peaufine les deux projets de pièce de théâtre qu'il écrira.

"Ça ne sera pas une nouveauté pour moi, dit-il. Après mes quatorze années de prison, j'y suis encore retourné récemment, pendant quelques mois, en 1995. Maintenant, je suis condamné à vingt-trois ans ferme. Cela veut dire que je suis au seuil d'une nouvelle

période longue à l'intérieur. Mais je pense que je resterai moins longtemps en prison, cette fois-ci, car la Turquie qui frappe à la porte de l'Union européenne ne pourra plus continuer à apparaître comme un pays qui met les gens en prison à cause de leurs idées. C'est une chose qui va à contre-courant de l'Histoire et de l'évolution générale du monde. La paix et la démocratie sont désormais les conditions sine qua non pour être un pays civilisé. Ma condamnation à vingt-trois ans peut avoir un sens sur le papier, mais c'est une absurdité historique. Le but d'une

peine est la dissuasion, la correction. Et, comme on peut le voir, je ne suis pas quelqu'un à corriger."

La plus triste des saisons, l'automne, me met les larmes aux yeux. Avec Esber, nous nous réfugions dans les chansons et la poésie, dans les vers d'Ahmet Telli : "Et voilà par terre, de nouveau, les tentes de feutre / la migration reprend de nouveau, d'une tristesse à mille autres / derrière, les braises du soir qui se consume / et les joies de l'enfance étouffées ..."

Fadime Özdemir



2026 GML
SEC 10/96

CAIP
1997

• L'UE considère la Turquie comme un membre futur, selon M. van den Broek

ANKARA, 31 oct (AFP) - Le commissaire européen chargé de l'élargissement Hans van den Broek a affirmé vendredi que l'Union européenne considèrerait la Turquie comme un futur membre, à l'issue d'un entretien à Ankara avec le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem.

"Nous considérons la Turquie comme un membre futur de l'Union européenne", a dit M. van den Broek devant la presse.

"Nous nous sommes entretenues de l'union douanière Turquie-UE, des droits de l'Homme, de Chypre, de l'adhésion de Chypre à l'UE et des relations entre la Turquie et la Grèce. Il ne serait pas juste de nier que nous avons des positions différentes sur certains sujets", a-t-il poursuivi.

"Mais je suis confiant qu'une amélioration des relations UE-Turquie pourra être obtenue", a-t-il ajouté.

M. van den Broek a également rencontré le premier ministre turc Mesut Yilmaz et le président du parlement Hikmet Cetin.

"Quelques conditions sur les droits de l'Homme et l'économie peuvent être accueillies avec compréhension mais aucune condition politique ne peut être dictée à la Turquie", avait dit le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit, après avoir reçu M. van den Broek en fin de matinée.

"J'ai dit à M. van den Broek que des conditions avancées par l'UE sur la question chypriote, les relations avec la Grèce et les différends turco-grecs en Egée avaient conduit dans l'impasse les relations Turquie-Grèce et les relations entre Turcs et Grecs à Chypre", avait-il ajouté.

La visite à Ankara de M. van den Broek constitue le premier contact de trois discussions prévues entre la Turquie et l'UE avant une décision finale attendue en décembre de l'UE d'inclure ou pas la Turquie dans ses plans d'élargissement.

CE/fmi e

Iraq shows no sign of backing down in UN row

Threat: Britain says military action against Baghdad cannot be ruled out unless it complies fully with UN arms inspections

Turkish Daily News



REMAIN DEFIANT- President Saddam Hussein chairs a meeting of the Iraqi Revolutionary Command Council that discussed a recommendation by the National Assembly calling for the suspension of ties with United Nations arms inspectors. Reuters

Baghdad- Reuters

■ Iraq on Thursday showed no signs of backing down on its refusal to accept U.S. arms inspectors despite hints that military action could be taken to force the oil-producing Arab state back into line.

Despite a barrage of foreign criticism, Iraqi media welcomed the decision by Iraq's leaders not to cooperate with American U.N. arms inspectors, and Iraqi newspapers continued their attacks on Washington.

By noon on Thursday there had been no new official statements on the issue by the Baghdad government.

Also on Thursday, two American members of a U.N. weapons inspection team were refused permission to stay when they landed in Iraq and later flew back to Bahrain, a U.N. source said. They were accompanied back to Bahrain by an American from the International Atomic Energy Agency (IAEA). The Iraqis had said he would be allowed to stay, but U.N.

officials decided he, too, should turn back.

Iraq's leadership said on Wednesday it would continue to work with U.N. weapons inspection teams but would no longer work with U.S. members. The 10 Americans among the 100 U.N. arms staff were given one week to leave the country.

On Thursday, Britain said military action against Iraq could not be ruled out unless Baghdad complied with United Nations inspections.

"We're not ruling out any options at this stage," junior Foreign Office minister Derek Fatchett told BBC television. Warning of "serious consequences," the 15-member U.N. Security Council demanded that Iraq cooperate fully with the U.N. special commission (UNSCOM) set up after the Gulf War to eliminate Iraqi "weapons of mass destruction."

Oil markets opened higher in early trade on Thursday. London December futures for

October 31, 1997

benchmark Brent blend opened 16 cents higher at \$19.94 a barrel.

Western diplomats and Iraqi officials said the row over arms inspections was not connected to the arrangement, which allows Iraq \$2 billion worth of oil sales renewable every six months. But oil traders remained sceptical and feared rising tension might put a halt to the oil sale program.

The United Nations Humanitarian Coordinator in Iraq, Denis Halliday, said the oil-for-food program continue normally in Baghdad and elsewhere."

His spokesman Eric Falt told reporters in Baghdad "the difficulties...with UNSCOM cannot be allowed to undermine important work of humanitarian assistance in Iraq." "Implementation of the food program throughout the 18 Iraqi governorates is going on uninterrupted," Falt said. The United States and France said on Wednesday Iraq's move was "unacceptable" and urged Baghdad to reconsider. China urged restraint on both sides. Iraq's action was taken in response to a U.N. resolution adopted last week threatening a ban on travel

abroad by Iraqi officials who interfere with UNSCOM teams.

Baghdad stopped short of cutting ties with the United Nations completely, but it said sanctions imposed after Iraq's 1990 invasion of Kuwait should be lifted quickly. It gave no time-frame for its demand.

"Iraq has endured multifarious acts of injustice and many deliberate abuses by the American inspectors and experts and those personnel of the Special Commission who implement American policy," Iraq said in a four-page letter to the Security Council on Wednesday, adding that the behaviour of the Americans threatened Iraq's national security.

In 1991 the United States led a coalition of Western and Arab armies in driving Iraqi forces out of Kuwait which Baghdad had invaded and occupied in the early hours of Aug. 2, 1990. Wide-ranging sanctions have been in place against Iraq for more than seven years and the Iraqi leadership says they have caused widespread hardship and suffering among Iraq's civilian population.

New Parliament Speaker Çetin is an ethnic Kurd

Profile of Hikmet Çetin, the new speaker of the Turkish Parliament

WOLFGANG KOYDL

Istanbul - Sueddeutsche Zeitung

■ An ethnic Kurd has risen to the second highest office of state in Turkey. Hikmet Çetin, who in a surprise move has just been elected the new president of the Turkish Grand Assembly, originates from the small town of Lice in the province of Diyarbakır.

His father was an aga, a feudal landowner of the sort who still exist in southern Turkey today.

Yet his town of birth is probably all that binds Çetin with the Kurdish ethnic group. The 50-year-old professional politician has throughout his career stood for the Turkish state.

Even though he is always being presented as an example that Kurds can rise to high and even the highest offices in the Turkish capital Ankara, Çetin sees himself as a Turk.

He remained quiet at the beginning of the 1990s when the Turkish army under prime ministers Süleyman Demirel and Tansu Çiller stepped up the war in the south-east.

Çetin did not even protest when the armed

forces razed his home town Lice to the ground, even though he was foreign minister and therefore a member of the cabinet at the time.

But his good reputation at that time was founded on his profile in foreign affairs. Çetin, a charming, cosmopolitan man who speaks fluent English, was a popular negotiating partner in Europe and the USA. There was great regret in the West when he was forced out of office by his own party. He served as foreign minister for three years - a long term of office by Turkish standards.

He was in office during the Yugoslavian civil war and he argued for stronger commitment by the West in favour of Bosnia-Herzegovina. He once went so far as to call on the Islamic states to impose an oil boycott in order to force the West to intervene militarily in Bosnia.

This was even more astounding considering that Çetin's political roots are on the left. In his youth he was close to the Turkish Workers' Party (TIP), later he joined Bülent Ecevit's Republican People's Party, which in 1978 made him deputy party leader and minister of state.

He later distanced himself from Ecevit and today he is a Social Democratic member of parliament.

Çetin has always pursued a political career, yet his education could have qualified him for a career as a state official. He studied political science at Ankara University, an elite school which turns out the country's top civil servants. Its graduates call themselves "mulkiyeliler" after the Ottoman word for "state-ship".

The Turkish parliament in Ankara knows its new speaker Çetin well. He has been a member of parliament for 20 years, first for Istanbul and since 1995 for Gaziantep in south-eastern Turkey. It was a full year before he first visited his new election constituency. (GNNS)

بارزاني يتعهد مواصلة القتال حتى يغادر مقاتلو اوجلان المنطقة

تركيا تعلن مقتل ٣٤٢ عنصرا من «الكرديستاني» والسيطرة على معسكره في شمال العراق

□ أنقرة -

من رشيد غيورديك:

مصدر معلوماتها، أن العملية العسكرية اسفرت حتى الآن عن سقوط ٣٤٢ مقاتلا كرديا وأسر ١٣ آخرين. ولم تذكر وقوع خسائر في صفوف القوات التركية.

وكانت تركيا أكدت أن عملياتها العسكرية السابقة في شمال العراق في ايار (مايو) الماضي اسفرت عن سقوط أكثر من ثلاثة آلاف مقاتل كردي والسيطرة على كل المعسكرات التابعة لحزب العمال وتسليمها الى قوات الحزب الديموقراطي الكرديستاني (بزعامة مسعود بارزاني) المتحالف مع أنقرة. ولكن على رغم الدعم العسكري

والمساعدات المالية التركية لحزب بارزاني لم يستطع الأخير منع مقاتلي حزب العمال من العودة الى مواقعه السابقة في مناطق بارزاني.

وأفادت مصادر تركية أن نحو ٢٠ ألفا من مقاتلي حزب بارزاني يشاركون في القتال الى جانب نحو ١٥ ألف جندي تركي في العملية الحالية ضد حزب العمال الذي تتهم أنقرة حزب وسورية بدعمه وإيواء مقاتليه. وتجري العمليات غرب منطقة الزاب التي تقع جنوب بلدة تشوكورجا التركية. وجرت اشتباكات في وقت سابق قرب العمادية وديانا وكانسي ماسي

وميرغه سور وسيناث وحفتان وسينكان، وبعض هذه المناطق تتاخم الحدود مع سورية وإيران. وذكرت إذاعة تابعة لحزب بارزاني أمس أن مقاتلي حزب العمال هاجموا ثلاث قرى وقتلوا ستة من سكانها بينهم طفل وامرأتان. وكان حزب بارزاني اتهم في وقت سابق مقاتلي حزب العمال بانتهاكات في تسع قرى أدت الى قتل ٢٥ قرويا وجرح ٥٠ آخرين. وتابعت الإذاعة أن الاشتباكات في مناطق ديره لو وبروري وبيغوا اجبرت سكانا على النزوح الى بلدي عقدة وسرسنك في محافظة دهوك. وبتت الإذاعة بيانا لبارزاني اتهم فيه حزب العمال بمحاولة فرض سيطرته على شمال العراق مستخدما وسائل القتل وتعهد بقتاله اذا واصل أساليبه، مؤكدا أن حزبه لا يريد اراقة الدماء، بل ان كل ما يريده هو ان يغادر حزب العمال شمال العراق.

■ بثت وكالة «الاناضول» شبه الرسمية للانباء أمس أن القوات التركية سيطرت، في اليوم العاشر من بدء عملياتها العسكرية التي اطلقت عليها اسم «الفجر» على ما وصفته بـ «المعسكر الرئيسي» التابع لحزب العمال الكرديستاني في منطقة الزاب في شمال العراق. وذكرت الوكالة أن العملية أدت أيضاً إلى «إحباط» خطط للحزب لعقد مؤتمر كردستان الوطني خلال تشرين الأول (أكتوبر) الجاري. وأضافت الوكالة، من دون أن تشير إلى



مسلحون من «مجاهدين خلق» يتفحصون أمس قبيلة اطلقتها طائرة إيرانية خلال الغارة على قاعدتهم. (أ ف ب)

واشنطن تجدد تحذير بغداد وتلوح باستخدام القوة

□ واشنطن -

من حسن سندروسى:

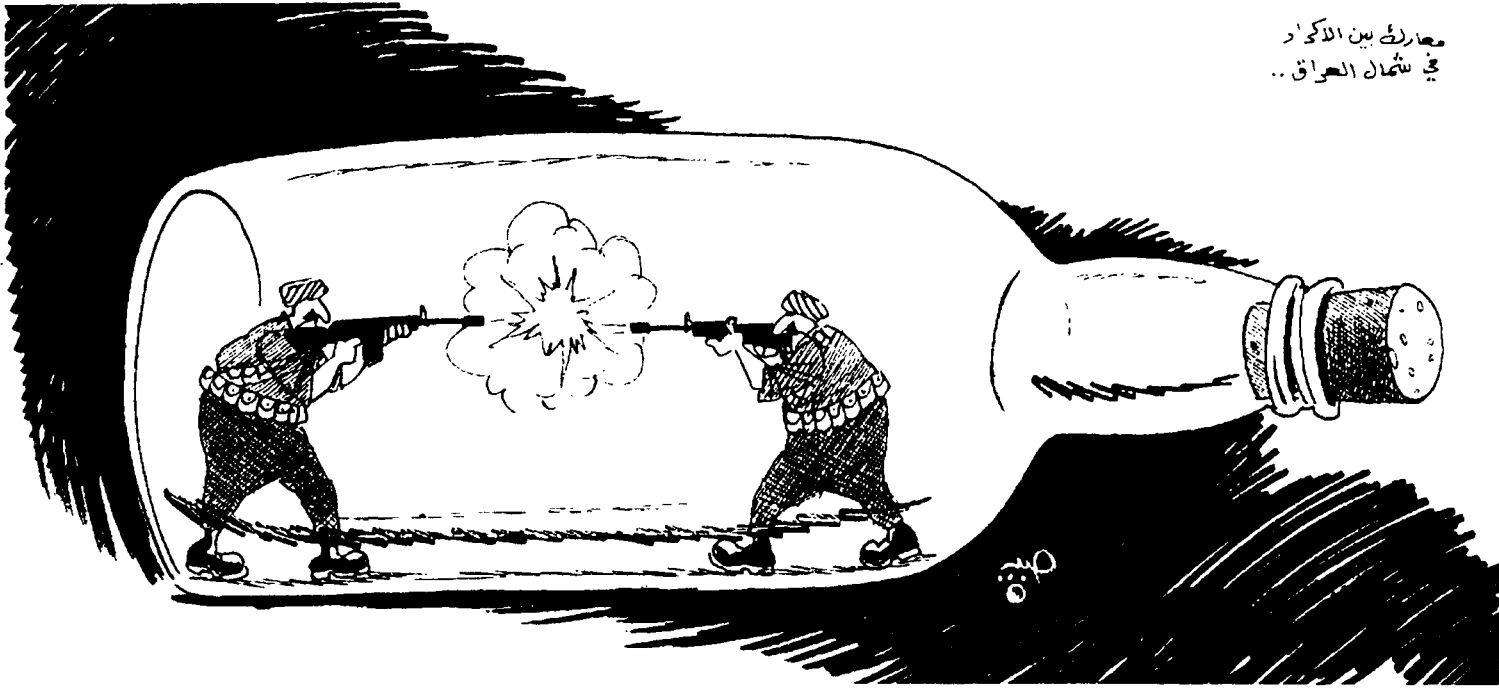
■ وجه وزير الدفاع الاميركي وليام كوهين تحذيراً جديداً الى بغداد أمس وأعلن أن الطائرات الحربية العراقية «ستحمل العواقب» في حال «واصلت» خرق الحظر الجوي فوق شمال العراق وجنوبه، في إشارة الى تلويح باسقاطها.

وكرر كوهين ان طائرات اميركية شددت الرقابة على منطقتي الحظر الجوي مشيراً الى ان العراقيين «يبدون عازمين على استغلالهما، وإذا ارتكبوا خطأ عليهم تحمل العواقب».

وقال مسؤولون في وزارة الدفاع الاميركية (البنناغون) لـ «الحياة» أمس ان حاملة الطائرات الاميركية «نيميتز» والمجموعة الموكبة لها لن تتدخل في

المناورات البحرية الواسعة التي ستجريها إيران نهاية الاسبوع في الخليج. وأضافوا أن «نيميتز» ارسلت الى الخليج قبل الوقت المحدد لوصولها بسبب خرق العراق منطقة الحظر الجوي في جنوب البلاد فقط. وصرح مسؤول بان نشر «نيميتز» والمجموعة الموكبة لها في الخليج قبل الموعد المحدد جاء بسبب استمرار خرق العراقيين منطقة الحظر الجوي». وأكد ان «الحاملة لن تتدخل في المناورات الإيرانية كما أن المناورات لن تؤثر في العمليات التي ستقوم بها». ولم يحدد ما اذا كانت «نيميتز» ستدخل منطقة الخليج ام ستبقى شمال بحر العرب. وأشار الى ان قاذفتي قنابل اميركيتين من طراز «ب-١» - «ب» أمرتا بالبقاء في المنطقة كما ان ٢٠ طائرة من طراز «اف-١٥» و«اف-١٦» تشارك الآن في مراقبة جنوب العراق.

معارك بين الأتراك
في شمال العراق ..



'مجاهدين' تعلن مواصلة الكفاح المسلح

واشنطن تحذر طهران من خرق الحظر الجوي في العراق

وفي واشنطن أعلن كسينيث بيكون الناطق باسم وزارة الدفاع الأميركية: «أبلغنا الإيرانيين أن طائراتهم قد تكون عرضة لخطر الأسقاط على أيدي طيارين أميركيين يطبقون الحظر الجوي الذي فرضه التحالف الغربي في شمال العراق وجنوبه، مؤكداً أن الطائرات الإيرانية، وهي من طراز «ميغ - ٢١ و ٢٣» دخلت المجال الجوي العراقي وخرجت منه من دون أن تتصدى لها النيران الأراضية العراقية».

وأبلغ بيكون الصحافيين مساء أول من أمس أن المسؤولين الأميركيين أرسلوا الإنذار إلى إيران عبر الدبلوماسيين السويسريين الذين يرعون المصالح الأميركية في طهران.

وقال إن الطائرات الإيرانية انتهكت حظراً جويًا، مكرراً أن الولايات المتحدة تعزّم الاستمرار في فرض حظر الطيران فوق شمال العراق وجنوبه، وإن واشنطن أبلغت إيران أن طلعاتها الجوية تعوق فرض هذا الحظر، ويمكن أن تشكل خطراً على طيارينهم.

■ واشنطن، بغداد - أ ف ب، رويتر - حذرت الولايات المتحدة إيران من أن طائراتها الحربية قد تتعرض للأسقوط إذا انتهكت منطقة الحظر الجوي على العراق، فيما أعلن «المجلس الوطني للمقاومة الإيرانية، المؤيد لمنظمة «مجاهدين خلق» أنه سيواصل الكفاح المسلح لأسقاط النظام في طهران».

وأصدر المجلس بياناً تلاه رئيسه ورئيس «مجاهدين خلق» مسعود رجوي، في ختام دورة اجتماعاته في بغداد، أعلن فيه تمسكه بـ «سياسة الكفاح المسلح كاسلوب رئيسي للاطاحة بالنظام الإيراني وإقامة نظام ديموقراطي بديل».

ودعا رجوي «كل فصائل الشعب الإيراني إلى توسيع مقاومتها والنضال بكل أشكاله في المصانع والمعامل والمدارس والجامعات والمراكز الرياضية والمؤسسات العسكرية والحكومية». وطالب البيان بـ «فرض مقاطعة سياسية واقتصادية لطهران» كما دان «أي حل وسط أو تساهل مع النظام الإيراني».

AL HAYAT THURSDAY 2, OCTOBER, 1997 ISSUE NO 12634

القوات التركية تعلن بدء «تطويق» مقاتلي أوجلان في شمال العراق

هاجمت ثلاثة معسكرات أخرى تابعة لحزب العمال قرب الحدود التركية. وقال شهود عيان أترك أن ست طائرات من طراز «ف - ١٦» اقلعت من قاعدة حربية قرب مدينة ديار بكر في جنوب شرقي تركيا في طريقها إلى شمال العراق.

وتسيطر على المناطق القريبة من الحدود مع إيران قوات الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) الذي تتهمه انقره بايواء مقاتلي حزب العمال في هذه المناطق. وذكرت «الاناضول»، أن قوات الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) المتحالفة مع انقره، تقوم بعمليات ضد حزب العمال في منطقة دهوك التي تقع على مسافة ٥٠ كيلومتراً إلى جنوب زآخو قرب الحدود التركية.

■ انقره - أ ف ب - نقلت وكالة «الاناضول» للأنباء عن مسؤول عسكري أن القوات التركية التي دخلت شمال العراق الأسبوع الماضي بدأت عملية تطويق لمقاتلي حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله أوجلان) لمنعهم من الهروب في اتجاه الأراضي الإيرانية، فيما واصلت طائرات تركية غارات على مواقعهم. وأوضح المسؤول أن مقاتلي الحزب «بدأوا الفرار شرقاً في اتجاه الحدود مع إيران بعدما سيطرت قواتنا على قاعدتهم في وادي الزاب. إن هدف هذه العملية التي يدعمها سلاح الجو، تطويق المتمردين الذين تمكنوا من الفرار من الزاب لمنعهم من الهروب إلى إيران».

وأضافت الوكالة أن القوات التركية التي تدعمها الطائرات

لوحته برذمن التحالف

واشنطن تحذر بغداد وطهران من انتهاك منطقتي الحظر الجوي

■ واشنطن - 1 ف ب - حذر البيت الابيض من ان اي طائرة تنتهك منطقتي الحظر الجوي فوق شمال العراق وجنوبه ستعرض لرد من الولايات المتحدة وحلفائها، وعلن ان هذا التحذير يشمل ايضاً الطائرات الإيرانية.

وقال ساندي بيرغر مستشار الرئيس بيل كلينتون لشؤون الامن القومي في وقت متقدم ليل الثلاثاء: «بمقدار ما ستحصل انتهاكات لمنطقتي الحظر الجوي فإن هذه الطائرات ستعرض لرد من طائرات التحالف الدولي.»

وكان ناطق باسم وزارة الدفاع الاميركية (البنتاغون) أكد

قبيل ذلك ان العراقيين انتهكوا مرات عدة منطقتي الحظر الجوي واكد بيرغر ان «طائرات إيرانية شنت غارات على العراق وهاجمت قواعد اراهبية معادية لايران» في اشارة الى قواعد لمنظمة «مجاهدين خلق».

وزاد: «رداً على ذلك حصل بعض التحرك من جانب الطيران العراقي الذي يمكن ان يكون انتهاك لمنطقتي الحظر الجوي.»

ولم يوضح متى وقعت تلك الحوادث. وتابع: «قلنا بوضوح اننا ننوي الاستمرار في فرض احترام منطقتي الحظر الجوي.»

وشدد على ان الولايات المتحدة «ستقوم بكل ما هو ضروري» من

اجل ذلك.

وسئل هل التحذير ينسحب ايضاً على الطائرات الإيرانية اذا ما شنت غارات جديدة على قواعد لـ «مجاهدين خلق» فاجاب: «منطقة حظر جوي هي منطقة حظر جوي.»

ولوح ناطق باسم البنتاغون بإسقاط الطائرات العراقية التي تنتهك الحظر الجوي. مشيراً الى ان الانتهاكات العراقية حصلت في الجنوب خصوصاً. وسئل الناطق مايكل دوبلداي عن الاسباب التي دعت الولايات المتحدة الى استعجال ارسال حاملة الطائرات «نيميتز» الى الخليج، فنذكر بتصريحات وزير الدفاع الاميركي

وليام كوهين في باريس مؤكداً ان قرار ارسال الحاملة اتخذ «لارسال اشارة الى العراق.»

ونقل عن كوهين قوله ان هذا الانتشار ليس موجهاً لايران بل يستهدف بغداد ونريد ان نثبت لها ان التحالف مصمم على فرض احترام منطقة الحظر الجوي» في جنوب العراق. وأشار دوبلداي الى ان عدد طلعات الطائرات الحليفة ازيد اخيراً لفرص احترام منطقة الحظر.

واكد مسؤولون في البنتاغون تحدثوا بصفة غير رسمية ان الرئيس صدام حسين بدأ اختبار منطقتي الحظر بعد الغارات الإيرانية.

طالباني يصعد مع حزب بارزاني بعد اجتماع فاشل في لندن

اشتباكات عنيفة في شمال العراق

■ انقره، ديار بكر (تركيا)، بغداد، لندن- «الحياة» أ ف ب، ا رويترز - قصفت طائرات حربية تركية معسكر الزاب التابع لحزب العمال الكردستاني (بزعمارة عبدالله اوجلان) في شمال العراق، وأعلن مسؤول عسكري تركي ان القوات التركية خاضت اشتباكات ضارية مع حزب العمال ليل الثلاثاء - الأربعاء.

وأكدت انقره ان قواتها وقوات الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعمارة مسعود بارزاني) قتلت ٥٢٨ من مقاتلي حزب العمال خلال اسبوعين من المعارك في شمال العراق. ونقلت محطة تلفزيون «ميد تي في» التلفزيونية الكردية عن مصادر حزب العمال ان الحزب يواصل منذ اسبوع حصاره لبلدة حاج عمران التي يسيطر عليها الحزب الديمقراطي قرب الحدود العراقية مع ايران، وقتل ١٦ من عناصر «الديموقراطي» في هجوم بصواريخ الكاتيوشا الاثنتين الماضي.

الى ذلك، اتهم العراق بريطانيا أمس بالتدخل في شؤونها الداخلية بتنظيمها اجتماعاً للمعارضة العراقية في لندن في حضور دبلوماسيين اميركيين بريطانيين. وأفادت وكالة الأنباء

العراقية ان نائب رئيس الوزراء العراقي السيد طارق عزيز بعث برسالة الى الامين العام للامم المتحدة كوفي امان اعتبر فيها «السلوك العذواني البريطاني سابقة خطيرة في العلاقات الدولية لما يمثله من خرق واضح لميثاق المنظمة الدولية واستخفاف بقواعد القانون الدولي واحكامه.»

وكانت الخارجية البريطانية نظمت في ٢٩ ايلول (سبتمبر) الماضي

اجتماعاً لفصائل المعارضة العراقية، دعت اليه دبلوماسيين اميركيين وبريطانيين.

على صعيد آخر، فشل اجتماع عقده في لندن يومي الاثنين والثلاثاء الماضيين بين الحزبين الكرديين العراقيين الرئيسيين، في حضور مندوبين من الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا، في التوصل الى اتفاق على تشكيل حكومة موحدة في اقليم كردستان. وأفاد مسؤولون بريطانيون ان

اللقاء بين مسؤولي الحزبين الاتحاد الوطني الكردستاني بزعمارة جلال طالباني، والحزب الديمقراطي الكردستاني بزعمارة مسعود بارزاني، فشل في تحقيق الهدف الاساسي وهو «تشكيل حكومة موحدة، لإقليم كردستان في شمال العراق. ونقلت وكالة «اسوشيتدبرس» عن مسؤولين طلبوا عدم كشف اسمائهم انه لم يحدث اتفاق في شأن الحكومة. وأوضح بيان اصدره حزب طالباني أمس وتلقته «الحياة» ان الاتحاد «طالب بالدخول مباشرة في صلب الموضوع والاتفاق على الية عاجلة لتنفيذ بنود اتفاق انقره نهاية تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٩٦، خلال الاجتماع الذي استمر يومين في لندن.

وزاد ان البنود تركّز على الاسراع في تشكيل حكومة ائتلافية موحدة تعدّ لاجراء انتخابات في كردستان، وتسليم واردات الاقليم المالية خصوصاً عائدات نقطة جمارك ابراهيم الخليل الى هذه الحكومة، وإخلاء مدينة أربيل من المُنسَلِحِين وتشكيل لجنة لضبط واردات الاقليم. وأضاف ان الاتحاد «فوجئ بطرح اقتراحات امام الاجتماع لا تمت بصلة الى هذه النقاط

معلومات عن اغدام ضباط ائمتنا بمحاولة اغتيال صدام

■ لندن - «الحياة» - أكد المدير السابق للاستخبارات العسكرية العراقية اللواء الركن وفيق السامرائي ان السلطات في بغداد اعدمت قبل أيام «عدداً كبيراً من الضباط والشخصيات الوطنية والقيادية» بتهمة «الإعداد لمحاولة اغتيال (الرئيس) صدام حسين» أثناء زهايه الى منطقة العوجة في اليوم الذي تلى محاولة اغتيال عدي نجل الرئيس العراقي أواخر العام الماضي.

وأورد السامرائي في بيان تلقته «الحياة» أمس اسماء ١٤ ضابطاً وشخصية أكد ان جثثهم ارسلت الى نويهم بعد اعدامهم وهم: علي حسن عليان السامرائي (عضو قيادي كبير سابقاً في حزب البعث)، أحمد طه العزوز السامرائي (عضو قيادي كبير سابقاً في حزب البعث)، العقيد الشيخ عدنان ثابت السامرائي، العقيد في الاستخبارات حامد عبدالكريم السامرائي، المقدم في الاستخبارات علي أحمد محمد السامرائي، العميد في الشرطة عزيز الحسون السامرائي، ضابط الامن عبدالوهاب صالح السامرائي، العميد الركن فاروق فالح العلي العبيدي، طلال احمد الحسون السامرائي، وهران ياسين السامرائي، الرائد حسين علي السامرائي، العميد عبدالستار حسين التميمي والعقيد ماهر علي العزاوي.

بعد اطلاق صواريخ 'غراد' على مقر بارزاني

ضغوط اميركية تجبر طالباني على وقف النار

□ لندن -

من كامران قره داغي:

□ واشنطن -

من حسن سندروسى:

■ اجرت ادارة الرئيس بيل كلينتون اتصالات عاجلة مع الزعماء الاكراد العراقيين وانقرة في مسعى جديد لوقف النار بعدما اطلقت قوات الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) ستة صواريخ روسية الصنع من نوع «غراد» على مقر زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني مسعود بارزاني في صلاح الدين شمال اربيل. واكدت مصادر مطلعة لـ «الحياة» في لندن ان هذه الاتصالات يمكن ان تسفر عن استئناف محادثات السلام في اطار «عملية انقرة» التي ترعاها الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا. وعلمت «الحياة» ان طالباني اصر على وقف الغارات التركية على مواقعها في مقابل امتناع قواته عن قصف مقر بارزاني. وجددت انقرة امس نفيها تدخل قواتها في الاقتتال الكردي.

وصدر بيان امس عن الناطق باسم وزارة الخارجية الاميركية نيابة عن مجموعة المراقبة المنبثقة عن عملية انقرة دعت فيه الولايات المتحدة وتركيا وبريطانيا الطرفين

الكرديين الى التقيد بوقف النار اعتباراً من الثامنة مساء امس بالتوقيت المحلي لشمال العراق. واذاف ان الدول الثلاث وبناء على تقرير قوة مراقبة السلام توصلت الى قناعة بان خرق وقف النار صدر من المناطق التي تسيطر عليها قوات طالباني وقد ابلغت هذه الدول الطرفين الكرديين ان اي خرق لوقف النار غير مقبول ويتعارض مع التزاماتها في اطار عملية انقرة. وأوضح البيان ان الدول الثلاث الراعية للعملية، دعت الاتحاد الوطني الى سحب قواته الى خطوط وقف النار التي كانت فيها في الثاني عشر من الشهر الجاري والسماح لقوة مراقبة السلام بممارسة اعمالها. وذكر ان مجموعة المراقبة ستلتقي خلال الايام القليلة المقبلة للبحث في مسائل اخرى في اطار عملية انقرة.

وأكد ناطق باسم الاتحاد الوطني لـ «الحياة» ان قيادة حزبه قررت وقف النار اعتباراً من منتصف ليل الجمعة - السبت دون عودة قواته الى خطوط وقف القتال السابقة الامر الذي تمسكت به واشنطن وربط طالباني البحث في ذلك في اطار عملية السلام. وكانت قوات طالباني استطاعت خلال القتال الاخير السيطرة على مواقع تشرف على طريق هاملتون الاستراتيجي الذي يمتد من اربيل الى الحدود مع ايران. ومكثها ذلك من قصف صلاح الدين. كذلك علم ان مغادرة العناصر التركية في «قوة حفظ السلام» تاجلت في ضوء التطورات الاخيرة بعدما كان الاتحاد الوطني طلب منها اول من امس الخروج من مناطقها معتبراً ان «عملية انقرة» انتهت ومنتها تركيا بالانحياز الى بارزاني. كذلك قال الناطق باسم طالباني ان قواته قررت استئناف امداد اربيل، التي يسيطر عليها حزب بارزاني، بالكهرباء اعتباراً من منتصف الليل.

وكان «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» اعلن ان قوات الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) اطلقت ستة صواريخ روسية الصنع من نوع «غراد» على مقر بارزاني في صلاح الدين (٢٠ كلم شمال اربيل). ولم يؤكد ناطق باسم حزب بارزاني في لندن اتصلت به «الحياة» النما كما لم ينفه، ولكنه لم يستبعد احتمال حدوثه. وزاد ان الاوضاع كانت عموماً هادئة امس بعدما احبطنا ليل كل الهجمات التي شنتها قوات طالباني على مواقعنا في جبهات القتال.

ولم يعرف كيف حصلت قوات طالباني على صواريخ «غراد». وقال مسؤول كبير في حزبه طلب عدم ذكر اسمه، رداً على استفسار من «الحياة» ان قواته استولت على هذه الصواريخ «من قوات بارزاني التي تركتها وراءها اثر انسحابها من السليمانية في ايلول (سبتمبر) العام الماضي». لكن مصادر كردية مطلعة لم تستبعد ان تكون ايران مصدر الصواريخ.

من جهة اخرى اعلنت وزارة الدفاع الاميركية (البنتاغون) انها لم ترصد تحركات غير عادية للقوات العراقية في شمال البلاد، لكنها اوضحت ان الجيش العراقي يجري تدريباته السنوية لفصل الخريف. واعترف الناطق باسم البنتاغون كينيث بيكون اول من امس ان طائرات عراقية انتهكت مرتين منطقة الحظر الجوي شمال خط العرض ٣٦ لكنه اعتبر ان «لا شيء جديداً» في ذلك واعتبر انها (الطائرات العراقية) فعلت ذلك لمراقبة القتال الدائر بين الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني).

وكان «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» المعارض اكد في بيان اول من امس ان العراق حرك قوات مؤلفة من عشرة الاف جندي و ٢٠٠ دبابة في اتجاه المنطقة الكردية. ولكن بيكون اعتبر ان «تقارير كثيرة للمؤتمر الوطني تبدو لاحقاً غير دقيقة اطلاقاً، وأوضح بيكون ان العراق يحتفظ دائماً بنحو ١٠٠ الف جندي على حدود منطقة الحكم الذاتي في الشمال وتشمل هذه القوات فرقتين تابعتين للحرس الجمهوري. واذاف ان العراق يجري حالياً تدريباته السنوية لفصل الخريف، ولذا فان هناك بعض التحركات العسكرية في الايام الاخيرة في شمال العراق.

حملة عراقية على الجهود الأميركية لتشديد العقوبات

٢٠ ألف كردي تظاهروا احتجاجاً على الغارات التركية

اتهم السبت الاتحاد بانتهاك وقف النار الذي بدأ تنفيذه الجمعة، وهدد بممارسة «حق الدفاع عن النفس»، في حال تجدد الهجمات بعد ٧٢ ساعة. وكان متوقفاً ان يلتقي بارزاني أمس منسق الشؤون الإنسانية دينيس هاليداي، وذكر قالت ان الأخير سيسدد على ضرورة مواصلة

الأمم المتحدة توزيع الاغاثة على المدنيين الأكراد.

وتحدثت فالت عن تظاهرة سلمية نظمت السبت قرب مكتب الأمم المتحدة في السليمانية الخاضعة لسيطرة طالباني. وقال ان أكثر من عشرين ألف شخص واكبتهم الشرطة المحلية، احتجوا على التدخل التركي والغارات الجوية التركية في شمال العراق.

الى ذلك صرح مصدر ماذون له في وزارة الخارجية المصرية بأن استمرار الإقتال الكردي في شمال العراق «يسهل على بعض الاطراف الإقليمية مواصلة استباحة السيادة العراقية على ذلك الجزء المهم من الأرض العربية».

باسم مكتب منسق الشؤون الإنسانية في العراق ان الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود بارزاني وافق السبت على اعادة شاحنات كان «استعارها» من وكالات الأمم المتحدة، مخصصة «للتستخدم في توزيع المساعدة الإنسانية». وأضاف ان «الشاحنات كانت خُطف لتستعمل لاهداف عسكرية من قبل الفصليين الكرديين المتقاتلين» حزبي بارزاني وجمال طالباني (الاتحاد الوطني الكردستاني). واتخذ الحزب الديمقراطي قراره بإعادة الشاحنات رداً على «مبادرة» الاتحاد اعادة التيار الكهربائي الى مدينة اربيل التي تسيطر عليها قوات بارزاني. وكان الحزب الديمقراطي

وتريد الولايات المتحدة وبريطانيا ان يفرض المجلس حظراً على سفر جميع أفراد القوات المسلحة والشرطة والاستخبارات وجميع موظفي وزارة الدفاع واللجان الصناعية العسكرية العراقية، لكن فرنسا وروسيا تعارضان فرض مزيد من العقوبات على بغداد. وسيناقش المشروع في المجلس اليوم.

على صعيد آخر أعلن ناظر باسم الأمم المتحدة في بغداد أمس ان المنظمة الدولية تمكنت من استعادة شاحنات كانت الاحزاب الكردية احتجزتها، وأنها مصممة على مواصلة توزيع المساعدات بعد الاعلان عن وقف النار في شمال العراق. وقال اريك فالت الناظر

بغداد، القاهرة - «الحياة» أ ف ب، رويتر - هاجمت صحيفة «الثورة» العراقية الناطقة باسم حزب البعث الولايات المتحدة وبريطانيا لاقتراحهما مشروع قرار في مجلس الأمن يحظر سفر المسؤولين العراقيين. وتظاهر حوالي ٢٠ ألف كردي في شمال العراق احتجاجاً على الغارات التركية.

وكتبت الصحيفة ان الولايات المتحدة وبريطانيا «تسممان» المناقشات المتعلقة بالعقوبات في المجلس، و«تثيران» ضجة حول مشروع القرار الذي يشدد العقوبات على العراق. واعتبرت ان «الهدف من هذا كله هو منع مجلس الأمن من البحث في انهاء العقوبات أو تخفيفها».

AL HAYAT FRIDAY 24 OCTOBER, 1997 ISSUE NO. 12656

ايران والأكراد وسياسة الاغتيالات

أوميد فتاح *

الحقد ويخلق جواً من اللاتقة مما يدفع الحزب الى اقصى درجات العنف والهمجية. وهذا ما كان الأكراد ومنذ تشكل الحزب الديمقراطي الكردستاني في ايران، يسعون الى تجنبه. فحافظوا على مطالب واقعية وكانوا يجسدون التفاوض والحل السلمي الطريق الوحيد المنجز.

حتى الآن ما زال الأكراد الإيرانيون يحلمون بايجاد حل سلمي عبر التفاوض على مشكلتهم التي يفضل القمع في إخمادها. لكن كيف يمكن تحقيق ذلك من دون بناء ثقة حقيقية، ومن دون وجود ضمانات فعالة تتجاوز الاطر السرية للتفاوض والتي كانت وبالأعلى عليهم وعلى حركتهم؟ كيف يمكن ازاحة كابوس الخيانة والاغتيال؟

* كاتب كردي.

بالنسبة الى قيادة الحزب، خاصة في ظل الحاجة الملحة لتعزيز لحملة البلاد التي يشكل الأكراد - وعددهم في ايران يتجاوز السبعة ملايين نسمة - احد اهم نقاط ارتكازها. غير ان الحكومات المتلاحقة في طهران كانت ترى في اية مطالب قومية مهما صغر شأنها، خطراً عظيماً يتهدد كيان الدولة الإيرانية، التي لا تستند، كما يبدو لأول وهلة، على اسس قومية فارسية. وهذا عائد الى الطبيعة الفسيفسائية قومياً لإيران، حيث يشكل الفرس المهيمون أقل من ٤٠ في المئة من نسبة السكان. وللحكومة الإيرانية تجربة مريرة في ذلك بعد انتهاء الحرب العالمية الثانية، سواء مع الأذريين الذين شكلوا جمهورية الأذربيجان، أو الأكراد في الـ ٣٣ يوماً من عمر جمهورية كردستان (مهاباد) ذات الحكم الذاتي.

ان اسلوب الاغتيال السياسي الذي تهدف من ورائه الحكومات الى تهدئة أزماتها أو تاجيلها إنما يدعو الى السخرية والتقزير. فهو يوجب نار

على وجه الأرض، وعند مقتل الأخير كان هو تحت الأرض، إذ ان امير نظام كان حفر حفرة في ارض الخيمة، ويدخل حمزة اغا اعطى الاشارة لينطلق الرصاص.

لقد كانت السلطة المركزية في طهران، ورغم تغيير اشكالها ايدولوجياتها - الامبراطورية الصفوية، والبهلوية والجمهورية الإسلامية الإيرانية - تعيد انتاج الاسلوب الوضيع وغير الاخلاقي نفسه في التخلص من المعارضة الكردية. وظل الأكراد من جهة أخرى يعيشون في دائرة مغلقة تحرسها نياتهم الطيبة وسرعة تصديقهم، فكانت النتيجة تكراراً رتيباً لتجربة واحدة باشكال واسماء مختلفة.

ظل الحزب الديمقراطي الكردستاني في ايران منذ بداية تشكله في ١٦ آب (أغسطس) ١٩٤٥ وحتى وقتنا الحاضر يطالب بالحكم الذاتي لكردستان في اطار الوحدة الإيرانية. ورفض الحكومة المركزية لهذا المطلب المشروع لم يكن مفهوماً

بعد فشل الشيخ عبيد الله النهري عام ١٨٨٢ في انتفاضته التي استهدفت كلاً من السلطنة العثمانية والامبراطورية الصفوية ونفيه الى مكة، حاول الصفويون التخلص من الزعماء الدينيين وقادة العشائر الكردية ممن ساندوا الشيخ، فدعا القائد العسكري امير نظام، الزعيم القبلي الكردي حمزة اغا الى خيمته بحجة تسوية الاوضاع. واقسم له «بالقران» بأنه لن يمسه بسوء ما دام يحيا على وجه الأرض. عند دخول حمزة اغا الى الخيمة استقبلته رشقات متتالية من الرصاص صادرة من كل الجهات، مزقت الخيمة وخر حمزة اغا صريعاً.

عندما سئل امير نظام عن ذلك، قال انه حافظ على عهده ولم ينكث بايمانه. فهو - على حد شرحه - كان وعد بان لا يغدر بحمزة اغا ما دام

سورية تعرض على تركيا «حواراً من دون شروط»

□ دمشق -
من ابراهيم حميدي:

■ تبدأ اليوم في مبنى وزارة الري السورية اجتماعات اللجنة السورية - العراقية الخاصة بالمياه، لتنسيق المواقف ازاء السياسة التركية في شان نهري الفرات ودجلة، وتبادل المعلومات بين الطرفين.

واستبق وزير الخارجية السوري السيد فاروق الشرع الاجتماع بتوجيه رسالة الى تركيا يدعو فيها الى «الحوار على ارضية جديدة من دون شروط مسبقة»، وجاء في مقابلة بثتها محطة «ام. تي. في» التلفزيونية التركية مساء اول من امس: «من المؤسف الا يلتقي الجانبان (التركي والسوري) خلال السنتين الاخيرتين، لكن الجانب السوري لم يكن طرفاً في انقطاع الحوار، ونحن لا نفكر في فرض اي شروط

مسبقة على الجانب التركي، وعندما نلتقي نستطيع بحث كل الامور». وأشار الى قول الرئيس حافظ الأسد في القاهرة الشهر الماضي ان «سورية مستعدة لاجراء الحوار مع تركيا، وقال الشرع: «اننا بانتظار سماع شيء من الجانب الآخر، ومستعدون لمناقشة كل المسائل على ارضية جديدة ومن دون شروط مسبقة».

وقالت مصادر مطلعة لـ «الحياة»، ان الوفد العراقي برئاسة وكيل وزارة الري السيد عبدالستار سلمان حسين وصل امس الى دمشق عبر نقطة التنف الحدودية، حيث كان عدد من اعضاء الوفد السوري في استقباله. وأشارت الى ان المدير العام لـ «المؤسسة العامة لاستصلاح الاراضي» المهندس ابراهيم مخول او معاون وزير الري المهندس بركات حديد سيرأس الوفد السوري.

واوضحت ان الاجتماع يعقد بناء على «دعوة رسمية، سورية وان الطرفين اتفقا على عقده خلال لقاء وزير الري العراقي السيد محمود دياب الاحمد الوفد السوري الخاص بموضوع الحدود في بغداد الشهر الماضي. وكان خبراء المياه في سورية والعراق اجتمعوا في شباط (فبراير) العام الماضي في دمشق واتفقوا على مقاطعة الشركات التي تمول مشاريع تركية من دون تنسيق مع دولتي المجرى الأدنى، وجددوا المطالبة بالتوصل الى «قسمة عادلة، لمياه الفرات ودجلة».

واوضحت المصادر ان الجانبين العراقي والسوري سيبحثان في «تشكيل لجان فنية تعبر الحدود دورياً لاجراء القياسات المائية، وسيبادلان المعلومات في شان المشاريع القائمة والتي يخطط لها، اضافة الى السياسة التركية في شان موضوع المياه». وازدادت ان يطلعها

الجانب العراقي على نتائج مؤتمر «مياه العالم: تمويل مشاريع المستقبل، الذي عقد بداية الشهر في اسطنبول»، علماً ان دمشق قاطعت المؤتمر. وقالت المصادر السورية لـ «الحياة»: «رغم عدم حضور سورية، فان الجانب العراقي استطاع كشف اغراض السياسة التركية فاتضح لدى الدول العربية التي شاركت في المؤتمر النيات الخفية لتركيا لجهة مبادلة المياه بالنفط العربي». وأكدت المصادر وجود «اجماع عربي واضح ضد ممارسات تركيا المتعلقة بالمياه».

وجاء في مذكرة رسمية عراقية سلمت الى جامعة الدول العربية ان موقف بغداد من موضوع قسمة مياه الفرات يستند الى «تأكيد كون نهري دجلة والفرات دوليين استناداً الى القوانين والاعراف الدولية». وازدادت المذكرة التي ارسلت بغداد نسخة عنها الى دمشق ان «حوض دجلة منفصل عن حوض الفرات».

الأربعاء ٢٢ تشرين الأول (أكتوبر) ١٩٩٧ الموافق ٢١ جمادى الآخرة ١٤١٨/ العدد ١٢٦٥٤

الحياة ٥

تمديد وقف النار في شمال العراق

واشنطن -
من رفيق خليل المعلوف:

■ صرح منسق العمليات الإنسانية للأمم المتحدة في بغداد إريك فالنت أمس بعد عودته من شمال العراق بان الحزبين الكرديين المتحاربين، الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) والديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) وافقوا، كما يبدو، على تمديد وقف النار ٢٤ ساعة.

ونقلت عنه وكالة «رويترز» ان «الجهود الدولية تتواصل لحمل الطرفين على التفاهم». وأكد ان العمليات الإنسانية الدولية لم تتوقف في شمال العراق.

وذكر مراقبون ومصادر للأمم المتحدة في بغداد ان قوات طالباني أصبحت في وضع عسكري أقوى مما كانت عليه في مناطق جبلية قبل اندلاع المعارك في ١٢ الشهر الجاري. وطالبته الدول الثلاث الراعية لعملية المصالحة الكردية، الولايات

المتحدة وبريطانيا وتركيا، بسحب قواته الى مواقعها السابقة.

وكانت إدارة الرئيس بيل كلينتون أعربت عن أملها باستمرار وقف النار في شمال العراق، وأكدت انه لا توجد لديها إشارات تفيد بان القوات العراقية في موقع أو انتقلت إلى موقع يسمح لها باستغلال الوضع هناك. وقال الناطق باسم وزارة الخارجية جيمس روبن اول من أمس انه يبدو ان وقف النار بين الأكراد مستمر رغم الادعاءات

والادعاءات المضادة بوجود خرق له «لكن الوضع يبدو انه هادئ».

وأضاف ان المسؤولين الأميركيين والبريطانيين والأتراك المعنيين بعملية أنقرة اجتمعوا الاثنين مع ممثلين عن الزعيمين الكرديين، وأن المسؤولين في الإدارة الأميركية على اتصال مستمر بحزبي طالباني وبارزاني بهدف تعزيز وقف النار. وأجرى مسؤول في وزارة الخارجية الأميركية أمس اتصالات هاتفية بكل من الجانبين.

أوضاع شمال العراق بين خدام وممثل لطلاباني

معلومات عن تعزيزات تركية والجامعة تحذر من تجربة «الشريط»

مقاتلون له حماس في كردستان؟

■ دبي - 1 ف ب - أشار عاملون في النشاطات الانسانية في شمال العراق أمس الى أن مقاتلين يحملون شارات كتب عليها اسم «حماس»، شوهدوا أخيراً في كردستان.
وذكروا أن عدد هؤلاء المقاتلين لا يزال غير معروف، وأكد أحد العاملين في الحقل الانساني في العراق في اتصال هاتفني أجرته معه وكالة «فرانس برس» من دبي أن «هذه المجموعة شوهدت مع مجموعات أخرى».
وهذه هي المرة الأولى التي سجل فيها وجود لحركة «حماس» (حركة المقاومة الاسلامية) في منطقة كردستان.
وتوجد أحزاب كردية موالية لإيران في كردستان العراق بينها «حزب الله الثوري» والحركة الاسلامية التي تأسست في الثمانينات.

بارزاني يتهم طالباني بسحابة تهجير

□ لندن - «الحياة»:

■ اتهم ناطق باسم الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) ب «طرد ٣٣٥ عائلة (٢٠١٧ شخصاً) من المناطق التي يسيطر عليها في محافظة السليمانية، ومصادرة اموالهم وممتلكاتهم بتهمة الانتماء الى الحزب الديمقراطي او التعاطف معه».
وجاء في بيان للناطق تلقته «الحياة» ان «السلطات في مدينة اربيل تقدم المساعدات الانسانية» لتلك العائلات. واتهم الاتحاد ب «حملة منظمة لطرد المتعاطفين مع الحزب الديمقراطي» من مناطق طالباني منذ تشرين الأول (اكتوبر) العام الماضي.
وأشار الى ان «عدد المهجرين قسراً بلغ حتى الآن ٥٨٤٢٢ مدنياً»، وندد ب «الحملة الوحشية».



كردى امام رسم للزعيم الكردي مصطفى بارزاني في دهوك (من الارشيف، ا ف ب)

■ دمشق، القاهرة، انقره، لندن، - «الحياة» رويتر، ا ف ب - أكد ناطقان كرديان ان وقف النار بين حزبي جلال طالباني ومسعود بارزاني في شمال العراق بدأ مستقراً الى حد كبير أمس. واتهم شازاد صائب ممثل الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه طالباني) في انقره قوات الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) بإطلاق النار على مواقع في درغله (قرب الحسدود مع ايران) طوال اربع ساعات ليلاً ولكن لم تسجل اصابات. واضاف انه لم ترد تقارير أخرى عن قتال في المنطقة.
ويث اداعة تابعة لحزب بارزاني ان انفجاراً وقع الثلاثاء الماضي في مستودع اسلحة في منطقة يسيطر عليها «الاتحاد» ولم يعرف هل سقط قتلى او جرحى. وقال سفين دزه ثي ممثل حزب بارزاني في انقره: «ننتظر ان تؤمن لندن وواشنطن وانقره انسحاب (قوات) الاتحاد الوطني الكردستاني» الى الخطوط السابقة قبل اندلاع الجولة الاخيرة من القتال بين حزبي طالباني وبارزاني في الثاني عشر من الشهر الجاري.

وكانت الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا توسطت، بصفتها راعية ل «عملية انقره للسلام» من اجل وقف النار وطالبت قوات الاتحاد بالتخلي عن المواقع التي استولت عليها. ونقلت وكالة «رويتر» عن مصادر دبلوماسية عربية في انقره انه سيصعب على الدول الثلاث الاعتراف بأي مكاسب حصل عليها اي من الجانبين الكرديين في القتال في الفترة الاخيرة، لكنها في الوقت نفسه لا تستطيع اجبار «الاتحاد» على الانسحاب من مواقع الجديدة.
في دمشق، استقبل نائب الرئيس السوري السيد عبدالحليم خدام ممثل الاتحاد وادانت جامعة الدول العربية بشدة امس اقامة تركيا منطقة امنية في شمال العراق لمواجهة حزب العمال الكردستاني، محذرة انقرة من تكرار ما فعلته اسرائيل في جنوب لبنان: وقال مصدر في حزب بارزاني ان ما تقوم به تركيا «يشكل عدواناً سافراً على سيادة دولة عربية وانقاصاً من سيادتها» و«لن يؤدي سوى الى زيادة التوتر والعنف في المنطقة من دون ان يحل مشكلة تركيا مع الاكراد في جنوب الاناضول وشمال العراق».
وحذر المسؤول، الذي طلب عدم ذكر اسمه، من «خطورة الخطوة التركية على الامن والاستقرار في المنطقة وعلى مستقبل العلاقات العربية - التركية» واعتبر هذه الخطوة «نوعاً من الاحتلال الذي لن يؤمن حزاماً أمنياً لتركيا وإنما منطقة غير آمنة» على غرار ما حصل مع اسرائيل في الشريط الحدودي المخطل في جنوب لبنان. وزاد ان «التجربة اثبتت ان هذه المنطقة لم تضمن الامن لاسرائيل».
وختم ان «الحزام الامني التركي يؤكد الشكوك العربية في التعاون العسكري الاسرائيلي - التركي الذي كان هذا الاعلان احدي ثماره».

المعارك تمنع الأمم المتحدة من توزيع الأغذية في شمال العراق

الديموقراطي الكردستاني يعلن استعادة مواقع من الاتحاد

صعدوا هجماتهم على قوات بارزاني والوحدات التركية، فقتلوا أكثر من تسعة من مقاتلي الحزب الديموقراطي. في دمشق، قالت مصادر في المعارضة العراقية لـ «الحياة»، أن الحكومة العراقية بدأت أخيراً بتوزيع طلبات تغيير القومية على التركمان والأكراد في مدينة كركوك التابعة لمحافظة التاميم في مقابل دفع رسم قيمته ٢٥ ديناراً عراقياً. وجاء في الطلب الذي اطلعت عليه «الحياة»: «السيد مدير الإحصاء في محافظة التاميم المحترم، الموضوع تصحيح قومية، يرجى التفضل بالموافقة على تصحيح قوميته من القومية (الكردية أو التركمانية) إلى القومية العربية». ثم يكتب اسم المواطن وعنوانه وتاريخ تقديم الطلب المشفوع بطابع مالي بقيمة ٢٥ ديناراً.

المتخاصمين قبل حوالي اسبوعين. ومن جانبه أكد الاتحاد أن نحو مئة من الحزب الديموقراطي قتلوا في المعارك منذ الخميس الماضي، واتهم الاتحاد، في بيانه، القوات التركية في شمال العراق بدعم الحزب الديموقراطي وبأن طائرات تركية قصفت مواقعه أول من أمس. وقال ناطق باسم الاتحاد إن الطائرات التركية هاجمت بعد ظهر أول من أمس مواقعه في كايك حمد اغا وبني هارين، مضيفاً أن «قنابل نابالم، استخدمت خلال هذه الغارة. وناشد «المجتمع الدولي التدخل بصورة عاجلة وانهاء العدوان التركي على الشعب الكردستاني العراقي». وأفادت وكالة أنباء «ديم» الكردية أن مقاتلي حزب العمال الكردستاني الذين تطاردتهم القوات التركية في شمال العراق

■ انقره - رويتر، أ ف ب - قال الحزب الديموقراطي الكردستاني أمس انه قتل ٢٠ فرداً من حزب الاتحاد الوطني الكردستاني في اشتباكات في كردستان العراق ليل أول من أمس. ونسبت وكالة انباء الأناضول التركية شبه الرسمية الى اذاعة الحزب أن الاشتباكات وقعت في منطقة بلق شمال العراق. وأكدت الاذاعة ان الحزب الديموقراطي بزعامة مسعود بارزاني استعاد مواقع مهمة في مناطق رول وزيني ودرقلة وسيريفاس كان الاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال طالباني استولى عليها الجمعة الماضي. وأضافت أن أكثر من ٧٠٠ عنصر من الاتحاد الوطني قتلوا ومئات آخرين جرحوا منذ معاودة المعارك بين الفصيلين

واشنطن تواصل جهودها لتثبيت وقف النار في شمال العراق

القاهرة تدين «الأطراف الكردية»

وذكر مسؤول اميركي ان الحزبين المتحاربين لم يبلغوا الولايات المتحدة انهما «لن يلتزما وقف النار رغم عمليات القتال الدائرة». ووصف هذه العمليات بانها «محدودة نسبياً». وأكد الناطق باسم الحزب الديموقراطي في انقره السيد سفين بزه في ان القتال بين قوات الحزبين استمر ليل الأحد - الاثنين، وأشار الى «فشل قوات الاتحاد في تحقيق مكاسب على الأرض». وأكد «المؤتمر الوطني العراقي»، ان قوات «الديموقراطي»، شنّت هجومًا على مواقع لطالباني في منطقة شقلاوة، لكنها فشلت وتكبّدت خمسة قتلى.

■ القاهرة، انقره، واشنطن، لندن - «الحياة»، رويتر، أ ف ب - دانت مصر مجدداً «الأطراف الكردية المتنافسة في شمال العراق»، وقال السفير فتحي الشاذلي مساعد وزير الخارجية المصري ان الاقتتال بين الأكراد «يهيئ الفرصة لأطراف اقليمية للتحجّر على السيادة العراقية». وتابع المسؤولون في وزارة الخارجية الاميركية امس اتصالاتهم بحزبي مسعود بارزاني (الحزب الديموقراطي الكردستاني) وجلال طالباني (الاتحاد الوطني الكردستاني) لدفعهما الى تثبيت وقف النار في شمال العراق، الذي لا يزال يتعرض لخروق.

طالباني يشترط إلزام بارزاني تنفيذ اتفاق انقرة

احتدام الاقتتال في شمال العراق رغم تدخل اميركي لوقف النار

□ لندن -

من كامران قره داغي:

□ واشنطن -

من رفيق خليل المعلوف:

□ انقرة -

من رشيد غيورديك:

أوجلان) ويحظى بدعم ايران، تعهدوا مواصلة القتال «حتى يرضخ بارزاني». وأكدت مصادر دبلوماسية لـ «الحياة» في لندن ان طالباني ابلغ واشنطن استعداده لوقف القتال فقط اذا تعهدت إلزام بارزاني تنفيذ بنود اتفاق انقرة وتحديد جدول زمني لذلك (ينص الاتفاق على احياء المؤسسات الحكومية والاشتراعية الكردية واعادة تقاسم العائدات الجمركية واجراء انتخابات جديدة في شمال العراق).

الى ذلك لاحظت المصادر الكردية ان أي تحرك للقوات العراقية لم يرصد. ولفتت الى ان اوساطاً مؤيدة للاتحاد الوطني روجت «معلومات» عن وجود «تفاهم» بين قيادته وبغداد على عدم تدخل الجيش العراقي مقابل امتناع الاتحاد عن «التحرش» باربيل التي يسيطر عليها حزب بارزاني منذ ساعده الحرس الجمهوري على انتزاعها من قوات طالباني في اب (اغسطس) ١٩٩٦. وقال الناطق باسم حزب بارزاني في لندن لـ «الحياة» ان المعارك تجري «في كل مكان باستثناء اربيل». وأضاف انه لا يملك تفاصيل محددة، معتبراً ان القتال ليس «بالحجم الذي يتحدث عنه حزب طالباني». لكن جماعة اغاثة غربية تنشط في شمال العراق اعتبرت ان القتال هو الاسوأ من نوعه منذ شنت بغداد حملة على الاكراد في عمليات «الانفال» عام ١٩٨٨. أدت الى فرار المقاتلين وعشرات الالاف من المدنيين الاكراد الى ايران وتركيا. ونقلت وكالة «رويترز» عن ناطق باسم هذه الجماعة قوله «انه قتال شرس» مضيفاً ان نحو ٦٠ شخصاً نقلوا الي المستشفى في مدينة السليمانية الخاضعة لسيطرة الاتحاد بعدما اصيبوا بجروح في قصف مدفعي. وذكرت اذاعة تابعة للاتحاد ان قواته قتلت اول من امس ٥٧ من مقاتلي بارزاني. واعربت ايران، ومسؤولون في الامم المتحدة، عن القلق من احتمال تنفق كبير للاجئين على الحدود فراراً من المعارك.

الى المفاوضات. وأضاف ان الادارة تعمل لئلا يتحول الأمر الى قتال شبيه بما جرى السنة الماضية وأدى الى تدخل القوات العراقية. وتابع ان لجنة المراقبة المنبثقة من عملية انقرة، والتي تضم ممثلين عن الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا والحزبين الكرديين وحزبين تركمانيين، اجتمعت امس في العاصمة التركية للبحث في التطورات.

ووصف المسؤول الاميركي المحادثات التي جرت الاسبوع الماضي في لندن على مستوى منخفض بانها «لم تكن سيئة جداً» بين الفريقين الكرديين بقدر ما كانت سيئة جداً بين الجانبين البريطاني والتركي». ورات اوساط مطلعة ان المشكلة بين لندن وانقرة تمحورت حول العملية التركية في شمال العراق.

في لندن قال السيد دلشاد ميران الناطق باسم حزب بارزاني لـ «الحياة» ان قيادته طلبت من الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا، بصفتها الدول الراعية لعملية السلام في كردستان العراق، اتخاذ موقف موحد بادانة «عدوان» طالباني واجباره على سحب قواته الى خطوط وقف النار المتفق عليها في «اتفاق انقرة» لكانون الاول (ديسمبر) ١٩٩٦، وحذر من «عواقب وخيمة جداً» على الاتحاد.

لكن المصادر الكردية نقلت عن قيادات في «التحالف الديمقراطي»، الذي يقوده حزب طالباني ويضم احزاباً وحركات معظمها يتعاون مع حزب العمال الكردستاني (بزعامه عبدالله

اندلعت امس معارك ضارية بين اكراد العراق على كل الجبهات. على رغم بدء جهود اميركية وبريطانية وتركية لوقف النار، وتحدثت مصادر كردية عن عشرات القتلى والجرحى وأكدت ان قوات الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) استولت على مواقع تسيطر على طريق هاملتون الاستراتيجي الذي يمتد من اربيل الى الحدود الايرانية وقطعت سبل الاتصال بين محافظة دهوك، التي تخضع للحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) وصلاح الدين التي يتخذها مقراً له. وأكدت المصادر مدفعي واشارت الى معارك عنيفة في سقلاوة القريبة منها. وفي انقرة بثت شبكة «إن. تي. في» التلفزيونية ان وحدات من القوات التركية المنسحبة من شمال العراق قررت البقاء فيها «لمساعدة قوات بارزاني».

ووصفت ادارة الرئيس بيل كلينتون القتال بأنه «كبير الى حد ما» ودعت الفريقين الى وقف النار واستئناف المفاوضات للتوصل الى حل سلمي للنزاع بينهما. وقال مسؤول في وزارة الخارجية الاميركية ان الادارة وجهت اول من امس رسائل مباشرة عبر الفاكس الى بارزاني وطالباني تحضهما على وقف النار والعودة

الشرطة تلمح إلى مسؤولية أوجلان

تركيا: قتيان و١٩ جريحاً بانفجار سيارة مفخخة

لثلاثة اشهر في السويد اثار اشاعات عن طلبه اللجوء السياسي هناك. وكانت محكمة امن الدولة في اسطنبول اصدرت الاتهام الماضي بسببه وثلاثة وثلاثين اشهر بتهمة «التحريض على الحقد».

ويأخذ عليه القضاء نشر مقال في كتاب بعنوان «حرية الرأي وتركيا، انتقد فيه سياسة الدولة التركية حيال الاكراد».

تعاملتها مع الاكراد والمزاجين الاكراد: وزاى ان الشعب المتوطني «يخضع للقمع، لدرجة انه «بالكاد يتنفس». ولفت الى ان الكتاب الاثراك الذين لم يدخلوا السجن يوماً في السنوات الـ ٧٥ الماضية «يعدون على اصابع اليد».

واعتبر ان تركيا لم تشبه في أي وقت بلداً ديموقراطياً، وتداول فقط الايحاء بأنها ديموقراطية. وربط تحقيق ذلك بحل المشكلة الكردية. ولم يستبعد ان يحاكم في تركيا بعد تصريحاته هذه في فرانكفورت.

واقترح يشار كمال في آب (اغسطس) الماضي تشجيع اللغة والثقافة الكرديتين في ألمانيا «كي تتمكن من تطوير ثقافة تركية جديدة وثقافة كردية جديدة».

وعاد الكاتب في شباط (فبراير) الى تركيا بعد اقامة

حقوق الإنسان

الى ذلك، حمل الكاتب التركي الكردي الاصل يشار كمال بشدة عشية منحه جائزة المكتبات الألمانية للسلام، على سياسة أوروبا ازاء القضية الكردية وبيع ألمانيا تركيا اسلحة.

وانتقد خلال المعرض الدولي للكتاب في فرانكفورت اول من امس، غياب أي مبادرة سلمية غربية في النزاع بين الاكراد وأنقرة. وقال «كان في امكان العالم الديموقراطي وأوروبا الديموقراطية ان يساعدانا على وضع حد للحرب الكردية».

واتهم كمال (٧٤ سنة) ألمانيا بتزويد تركيا «أسلحة ودبابات»، ولاحظ ان ذلك يهدف الى «قتل الشعب، الكردي».

ودان كمال «انتهاك السلطات التركية حقوق الانسان» في

■ ديار بكر (تركيا)، فرانكفورت (ألمانيا) - رويتر، ١ ف ب - أكد مسؤول أمني تركي أمس ان سيارة مفخخة انفجرت في جنوب شرقي تركيا ما أسفر عن مقتل شخصين وجرح ١٩ آخرين. وأضاف المصدر نفسه ان عبوة ناسفة انفجرت في سيارة متوقفة بين مقر الشرطة ومكتب البريد الرئيسي في بلدة يوكسكوفيا قرب الحدود التركية - الإيرانية. وتابع ان شخصين قتلوا بالانفجار الذي وقع مساء اول من امس فيما نقل ١٩ جريحاً الى مستشفى.

ولم تعرف الجهة المسؤولة عن الاعتداء، لكن الشرطة تشتبه في حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله أوجلان). معلوم ان أكثر من ٢٧ الف شخص قتلوا قتي الهتزاز المستمر منذ ١٩٣٠ سنة بين قوى الأمن وحزب العمال.

بعد تجدد الاقتتال بين الاكراد

أميركا تنتقد تركيا وتحذر العراق وايران

عن النفس، في مواجهة المنظمات الارهابية كحزب العمال الكردستاني، الى ذلك نقلت وكالة «فرانس برس» عن ممثل الاتحاد في انقرة شازاد صائب: «حتى امس كنا ملتزمين وقف النار، ولكن حين خرقة الجانب الاخر لم يعد هناك وقف للنار». واتهم مقاتلي الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامة بارزاني) بمهاجمة مواقع الاتحاد بعد غارات مكثفة قال ان الطائرات التركية شنتها مساء اول من امس. وزاد: «انهم اطلقوا النار ثم هجموا لكنهم ردوا على اعقابهم وفي نقاط كثيرة من الجبهة يدور قتال».

لكن وزارة الخارجية التركية اكدت في بيان ان «عملية جوية نفذت (اول من امس) وقصفت اهداف تابعة لحزب العمال، الذي يتزعمه عبدالله أوجلان. معروف ان تركيا تتهم الاتحاد بأنه يؤدي مقاتلي حزب العمال. وقال مصدر دبلوماسي تركي معني بملف الاكراد لـ «الحياة»، ان انقرة تدرك ان مستلزمات الحياد تتطلب منها عدم الانحياز. وأضاف ان القوات التركية معنية فقط بمطاردة مقاتلي حزب العمال «ولكن عندما يتحالف الاتحاد مع حزب العمال ويصبح مقاتلوهما في خندق واحد فإنه لا خيار امامنا سوى ضرب الارهابيين (قوات أوجلان) أينما كانوا».

وقال الناطق الرسمي باسم الحزب الديموقراطي في بيان ان قوات الاتحاد وحزب العمال هي التي بدأت الهجوم فجر امس «في محور زيارت وسماقولي شمال بلدة ديكة له (شرق كويسنجق في محافظة اربيل) واستخدمت راجمات ومدافع هاون واستطاع البيشمركة (قوات بارزاني) صد سلسلة من الهجمات ووقعوا في صفوف المهاجمين خسائر». وأضاف: «مساء امس قصفت قوات الاتحاد مواقع الحزب (الديموقراطي) في وادي باليسان ضرق خليفان (بمحاذاة طريق هاملتون قرب الحدود مع ايران) بمدافع هاون وردت قواتها بالمثل».

وحملت القاهرة امس على الحزبين الكرديين ودانت الاقتتال بينهما، واتهمتهما الخارجية المصرية بـ «تهيئة الفرصة لأطراف اقليمية للتجروء على السيادة العراقية مثلما حدث في الأيام الاخيرة». واعتبر مساعد وزير الخارجية المصري للشؤون الأوروبية السفير فتحي الشاذلي ان «الموقف في شمال العراق يستحق إعادة النظر من جانب اطراف اقليمية كثيرة، سواء في سياساتها او مواقفها تجاه العراق». وطالب تركيا بالامتناع عن «أي فعل من شأنه ان يمس سيادة العراق على كل ترابه».

□ القاهرة، لندن، انقرة، واشنطن - «الحياة»:

■ في مؤشر جديد الى مزيد من التدهور الأمني في شمال العراق، اعلن احد الحزبين الكرديين المتحاربين في هذه المنطقة انه لم يعد يلتزم وقفا هشاً للنار امكن التوصل اليه في السابع عشر من الشهر الجاري في اطار «عملية انقرة للسلام» التي ترعاها الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا. ونقلت صحيفة «حرية»، عن مصادر تركية امس ان انقرة حذرت الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) من انها قد تستخدم القوة ضد قواته اذا لم تنسحب الى الخطوط السابقة لاندلاع الاقتتال في ١٢ الشهر الجاري. واعربت واشنطن عن اسفها لتجدد المعارك بين حزبي طالباني ومسعود بارزاني وانتقدت تركيا

لقصف طائراتها مواقع لطالباني محذرة العراق وايران من التدخل في النزاع الكردي. وقال مسؤول في مجلس الامن القومي التابع للبيت الابيض ان الادارة الاميركية تأسف لقرار القيادتين الكرديتين استئناف القتال، لأن ذلك لا يخدم مصلحة الشعب الكردي. وأضاف ان الولايات المتحدة ستواصل بذل الجهود عبر عملية انقرة من اجل التوصل الى قواعد تؤدي الى المصالحة بين الفئات الكردية.

وحذر بغداد وطهران من التدخل في النزاع كونه سيزيد حدة تدهور الوضع. ونكر المسؤول ان واشنطن تعتبر الغارات الجوية التركية ضد طرف من اطراف عملية انقرة أمراً لا يساعد في بناء الثقة بين الاطراف ويقلل اهمية العمل القائم من خلال عملية انقرة. وزاد ان إلحاق الأذى بالاتحاد الوطني لن يدفع العملية السلمية الى امام.

وأشار المسؤول الى توضيح تركيا انها لا تنوي إبقاء قوات في شكل دائم في شمال العراق، مكرراً اعتراف واشنطن بحق تركيا في الدفاع

AL HAYAT MONDAY 28, OCTOBER, 1997 ISSUE NO 12652

AL HAYAT SATURDAY 25, OCTOBER, 1997 ISSUE NO 12657

قتال جديد ينشب بين ميليشيات حزب البارزاني والطالباني

لندن: «الشرق الأوسط»
أنقرة - بغداد: وكالات الأنباء

بعد اسبوع واحد من فشل اجتماع بين وفدين من قيادات الحزبين الكرديين المسيطرين على شمال العراق، اندلع أمس قتال واسع بين ميليشيات الطرفين على طول خط الهدنة الممتد من شمال شرق اربيل، عاصمة الاقليم الكردي حتى الحدود مع ايران.

واتهم كل من الحزبين الحرب الاخر ببدا القتال الذي يعد الاول من نوعه منذ نجاح وساطة اميركية بريطانية مشتركة في وقف قتالهما والتوقيع على اتفاق الهدنة في العاصمة التركية، انقرة، نهاية اكتوبر (تشرين الاول) من العام الماضي.

وقال بيان للاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال الطالباني ان «قوات الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود البارزاني» هاجمت الليلة قبل الماضية مواقع الاتحاد على طول خط وقف اطلاق النار في منطقة البيسان، وقصفت مناطق هيران وورته وسيمما قولي، و«اضاف ان «قوات الاتحاد الوطني ردت على الهجوم وتمكنت من السيطرة على عدد من مواقع الحزب الديمقراطي، مشيراً الى استمرار القتال في عدة قواطع».

وحمل البيان «قيادة الحزب الديمقراطي الكردستاني المسؤولية الكاملة عن استئناف القتال في كردستان العراق بسبب رفضها المتواصل لتحقيق تسوية سياسية شاملة»، واتهم زعيم الحزب مسعود البارزاني بـ «رفض المقترحات السلمية المتعددة»، وأكد ان قيادة الاتحاد الوطني «تجدد التأكيد على استعدادها للموافقة على وقف اطلاق النار اذا ما وافقت قيادة الحزب الديمقراطي الكردستاني على الالتزام الشامل باتفاق انقرة». وافاد بيان الحزب الديمقراطي انه في الساعة الثانية من صباح أمس بدأ مسلحو الاتحاد الوطني

بتنسيق كامل مع مسلحي حزب العمال الكردستاني (التركي) هجوماً على كافة محاور خطوط التماس في مناطق زيارت ودولي هيران وكلاو قاسم ودولي بالبيسان وفي مناطق راوندوز حتى قسري وحاجي عمران».

واعتبر البيان ان قيادة الاتحاد تتحمل «المسؤولية الكاملة عن هذا الخرق وتبعاته»، وقال «ان هذا القتال يفتح الباب على مصراعيه لمزيد من التعقيدات والتدخلات ويضع عقبة جديدة على طريق حل الازمة الداخلية، خاصة انه يأتي في وقت تكاثفت فيه الجهود من أجل التوصل الى حل سياسي للازمة، في إشارة الى جهود تبذل في كردستان العراق للجمع بين زعمي الحزبين المتقاتلين».

وأكدت الامم المتحدة وقوع معارك عنيفة بين الحزبين. ونقلت وكالة الصحافة الفرنسية عن اريك

فالت المتحدث باسم مكتب منسق الشؤون الإنسانية في الامم المتحدة في بغداد قوله ان «معارك اندلعت صباح امس بين الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني على جبهات عدة». و«اضاف فالت انه يبدو ان هذه الصدامات هي الأكثر جدياً منذ حوالي العام»، لكنه اشار الى ان المدنيين الرئيسيين في كردستان وهما السليمانية (التي يسيطر عليها الاتحاد الوطني الكردستاني) واربييل (التي يسيطر عليها الحزب الديمقراطي الكردستاني) «هما خارج نطاق المعارك».

واعلن مسؤول في الحزب الديمقراطي الكردستاني في العاصمة التركية «ان هذا اعلان حرب صريح وتجري معارك عنيفة في المنطقة»، وقال «تزايد صائب ممثل للاتحاد الوطني الكردستاني في تركيا «لسنا نحن من بدأ بل ان

وصول شحنة أدوية إلى العراق بالطائرة للمرة الأولى منذ 1990

بغداد - ا.ف.ب: افاد مصدر في الامم المتحدة امس ان طائرة المانية وصلت الى العراق اول من امس حاملة شحنة من المواد الطبية، وهي اول شحنة من نوعها بطريق الجو منذ سبع سنوات.

واوضح اريك فالت المتحدث باسم مكتب منسق الشؤون الإنسانية في الامم المتحدة في العراق ان «طائرة المانية تحمل مواد طبية اشترتها العراق بموجب اتفاق النفط مقابل الغذاء هبطت الاحد الماضي في مطار الحباينة» على بعد 80 كيلومترا الى الغرب من بغداد.

وقال فالت «ان المواد التي حملتها الطائرة هي مواد حساسة للتصوير بالصدى اشترتها العراق من شركة المانية ونقلها بالطائرة كان ضروريا». و«اضاف ان مسؤولين من وزارة الصحة العراقية تسلموا التجهيزات بحضور مراقبين من منظمة الصحة العالمية».

ويشكل نقل هذه المواد بطريق الجو استثناء من الحظر الجوي المفروض على العراق. ومنحت لجنة العقوبات التابعة للأمم المتحدة بعض الاستثناءات من هذا النوع خلال السنوات الاخيرة وعلى الاخص لفرق المفتشين الدوليين العاملين في العراق.

ويجيز قرار مجلس الامن رقم 986 المعروف باسم اتفاق «النفط مقابل الغذاء» للعراق بيع نفط بقيمة ملياري دولار كل ستة اشهر لشراء مواد غذائية ودوية ومواد اساسية اخرى.

الحزب الديمقراطي الكردستاني هو الذي هاجم مواقعها.

وكان وقف اطلاق النار الذي بدأ تطبيقه في 23 اكتوبر (تشرين الاول) 1996 بعد مفاوضات بين الحزبين في انقرة باشراف الولايات المتحدة وتركيا محترماً بشكل اجمالي.

وأبلغ سامي عبد الرحمن، عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي والموجود في لندن الآن «الشرق الأوسط» بعد ظهر امس ان المعلومات الواردة اليه من قيادة حزبه في كردستان العراق افادت ان «قوات حزبنا استرجعت المواقع التي سيطرت عليها قوات الاتحاد».

ودخل الحزبان في صراع مسلح بينهما منذ مايو (أيار) 1994 في اطار تنافسهما على النفوذ والسلطة في الاقليم الكردي العراقي. وفي نهاية اغسطس (أب) من العام الماضي شن الحزب الديمقراطي، بدعم من القوات الحكومية العراقية، هجوماً على الاتحاد الوطني وانتزع مدينة اربيل من سيطرته، ونشب بينهما قتال واسع النطاق توقف بضغط من الولايات المتحدة التي رتبت اتفاقاً لوقف اطلاق النار.

وشكلت قوة في اطار عملية السلام تضم اكراداً عراقيين محايدين وآخرين من التركمان عراقيين من اصل تركي) انتشرت على طول خط التماس بين الطرفين. لكن الجهود للتوصل الى اتفاق سلام لم تثمر بسبب تصلب الفريقين حسبما يؤكد دبلوماسيون غربيون.

ويترامن تجدد القتال بين الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني مع تنفيذ الجيش التركي عملية في شمال العراق منذ نهاية سبتمبر (ايلول) الماضي تهدف الى ضرب قواعد حزب العمال الكردستاني.

ويشارك الحزب الديمقراطي الكردستاني في هذه العملية ضد حزب العمال.

الشرق الأوسط

ASHARO AL-AWSAT

No. 6895 - Tuesday 14/10/1997



جنود أتراك يخلون إحدى المناطق الجبلية بشمال العراق أمس عائدين إلى بلادهم بعد أن أعلنت أنقرة انتهاء مهمتهم في مطاردة مقاتلي حزب العمال الكردستاني (أ.ف.ب)

أنقرة تعلن بدء سحب قواتها من شمال العراق

أنقرة - وكالات الأنباء: ذكرت وكالة الأنباء الأناضول التركية أمس أن القوات التركية التي توغلت في شمال العراق منذ نهاية الشهر الماضي لمطاردة عناصر حزب العمال الكردستاني بدأت انسحابها من هذه المنطقة في وقت بدأت فيه محكمة تركية محاكمة عبد الله أوجلان زعيم الحزب غيابياً.

وأشارت الوكالة إلى أن 20 دبابة ومدعة عادت إلى تركيا في الساعات الأولى من صباح أمس بعد أن أتمت مهمتها في شمال العراق.

ونقلت الوكالة عن مسؤول عسكري تركي رفيع قوله إن القوات التركية وحلفائها من الأكراد العراقيين قتلوا 816 من مقاتلي حزب العمال الكردستاني في ثلاثة أسابيع من القتال. وأضاف أن 15 جندياً تركيا قتلوا في هذه العملية، في حين أصيب 58 بجروح.

وكانت الوكالة قد أفادت أول من أمس بمقتل 35 من رجال الحزب الديمقراطي الكردستاني (العراقي) الذي يتزعمه مسعود البارزاني والذي تصارب قواته أيضاً ضد حزب العمال الكردستاني.

وقالت الوكالة إن ما تبقى من الجنود الأتراك الـ 15 ألفاً الذين توغلوا في شمال العراق منذ 23 سبتمبر (البلو) الماضي معززين بأكثر من مائة دبابة، سيعودون إلى تركيا بعد أن يستكملوا العملية ضد حزب العمال.

وتستهدف العملية مواقع حزب العمال الكردستاني في شمال العراق، حيث يخوض الحزب حرب عصابات ضد تركيا منذ عام 1984 لإقامة دولة كردية مستقلة في جنوب شرق الأناضول ويستخدم المناطق الكردية العراقية المحاذية لتركيا قاعدة خلفية لشن هجماته في الأراضي التركية.

وفي غضون ذلك بدأت محكمة تركية محاكمة زعيم الحزب عبد الله أوجلان غيابياً بتهمة الخيانة. وذكرت الوكالة التركية أن

المحكمة وجهت لأوجلان تهمة «الخيانة وارتكاب جرائم ضد الدولة وسيادتها». كما اتهم أوجلان وسبعة آخرون بتهمة الترويج لدعوة الانفصال خلال تصريحات ادلوا بها لشبكة «ميد تي. في» التلفزيونية الناطقة بالكرديّة والتي يديرها حزب العمال الكردستاني من أوروبا.